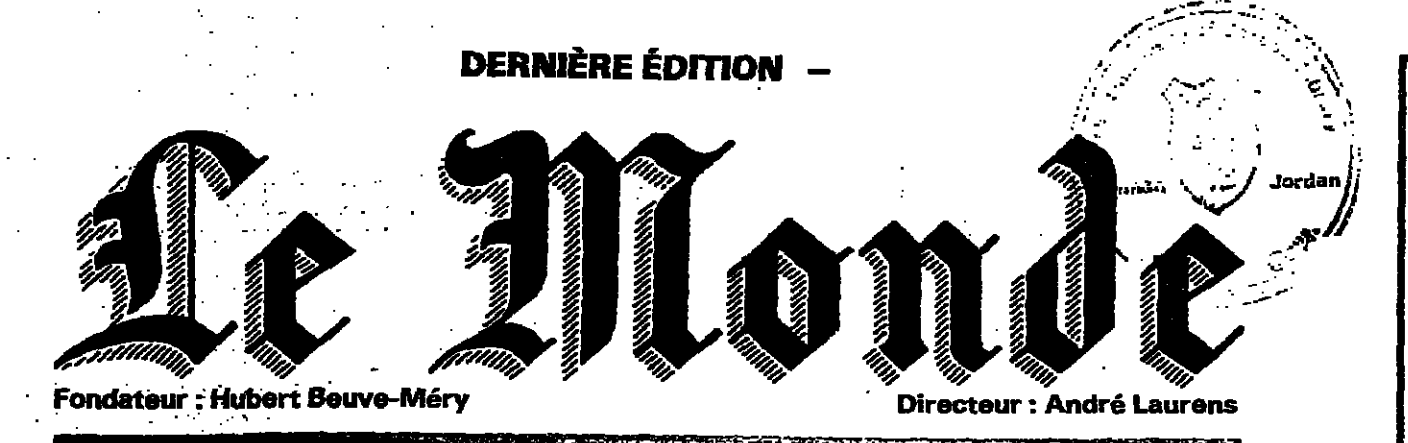
DERNIÈRE ÉDITION –



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12282 — 6 F — DIMANCHE 22-LUNDI 23 JUILLET 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 – Tél. : 246-72-23

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

(Sciences, médecine, formes et idées nouvelles)

La TV brésilienne arrive en France

Les prisons s'ouvrent en Pologne

Les dirigeants du KOR et de Solidarité bénéficient de l'amnistie accordée aux détenus politiques mais seront à nouveau incarcérés en cas de récidive

De notre envoyé spécial

Varsovie. – Le Parlement polonais a adopté, ce samedi 21 juillet par 365 voix pour, 4 contre et 8 abstentions, la loi d'amnistie prévoyant la libération de six cents prisonniers politiques recensés officiellement en Pologne. Les dirigeants du KOR, MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, Henryk Wujek et Zbigniew Romaszewski, dont le procès avaient commencé le 13 juillet devant le tribunal militaire de Varsovie, mais avait été ajourné *sine die* mercredi dernier, ainsi que sept dirigeants de Solidarité également accusés de *« complot contre l'Etat »* sont amnistiés.

La loi prévoit que les militants clandestins de l'opposition qui se déclareront aux autorités avant le 31 décembre prochain bénéficieront de l'impunité. La même clause s'applique aux émigrés. La reprise des poursuites pour le délit amnistié sera décidée si l'auteur commet le même délit d'ici le 31 décembre 1986. L'amnistie s'applique aussi aux détenus de droit commun condamnés à des peines légères.

« Une amnistie est toujours, de la part du pouvoir, un acte de foi en ses propres forces et de confiance envers ses citoyens. » Ce commentaire de l'hebdomadaire *Polityka*, organe du comité central du parti polonais, résume bien le sens que les autorités de Varsovie veulent donner au geste qu'elles ont consenti. Stabilisation de la situation, perte d'influence de l'opposition, consolidation du pouvoir, du parti, telles sont les raisons de l'amnistie, des raisons purement *« intérieures »*, tient à préciser le porte-parole du gouvernement, comme si on pouvait soupçonner que les pressions économiques occidentales pouvaient aussi avoir joué un certain rôle...

Cette assurance retrouvée, cette *« force »*, la fête du 22 juillet donne l'occasion de les montrer. Les drapeaux rouges et les drapeaux rouge et blanc aux couleurs de la Pologne ont envahi Varsovie. On a aussi sorti les grandes pancartes habituelles : *« Nous construisons le socialisme »*, *« L'alliance des pays socialistes est une alliance d'amis »* et autres slogans censés corriger une réalité défaillante. Il y a une semaine, les dignitaires ont posé la première pierre d'un monument tout à fait de circonstance en l'honneur de *« ceux qui sont tombés pour la défense de la Pologne populaire »*, à savoir les quelque 22 000 membres de la police politique, de la milice, de l'armée et aussi du parti et des Jeunesses communistes tués dans les années d'après guerre en combattant ceux qui tentaient de s'opposer à la prise du pouvoir par les communistes (il y a eu environ 28 000 victimes de l'autre côté).

Ce monument, dont l'initiative revient à M. Albin Siwak, le « dur des durs » du bureau politique, devait, primitivement, être installé en plein milieu de la place de la Constitution, qui, avec son architecture typiquement stalinienne, aurait constitué le site idéal. Même si on a finalement préféré un endroit un peu plus discret, le monument doit *« constituer un avertissement pour tous ceux qui veulent susciter des troubles sociaux dans le pays »*, comme l'a écrit le quotidien *Zycie Warszawy*.

Autres éléments du rituel, plus banals ceux-là : les entreprises sont supposées faire des exploits, prendre des *« engagements de production supplémentaire »*, tandis que la presse salue la sortie d'un nouveau tracteur aux usines Ursus. On évite tout de même de trop souffler dans les trompettes, non seulement parce que le fameux tracteur est fabriqué sous licence occidentale, mais parce que le projet a été lancé il n'y a pas moins de dix ans. Le clou des festivités sera le « grand spectacle » prévu dans un stade, celui-là même qui croulait, il y a un peu plus d'une année, sous des centaines de milliers de personnes venues entendre le pape. Cette fois, on verra une gigantesque carte vivante de la Pologne s'animer et se mettre à danser à mesure que les troupes soviétiques la libéreront.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 3).

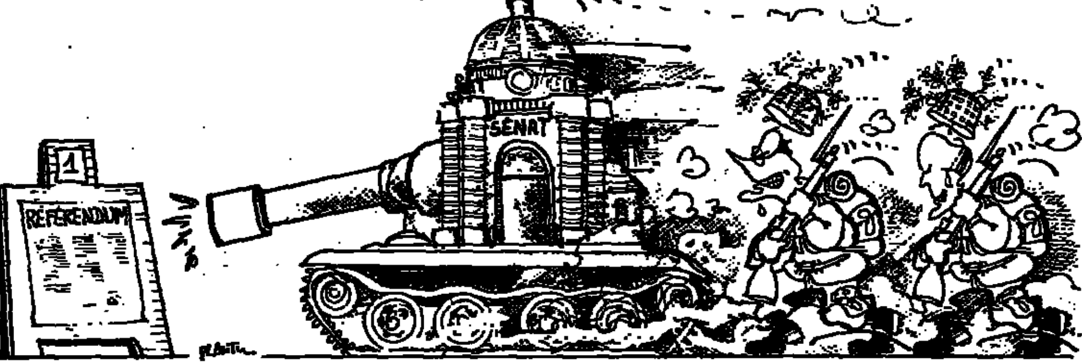
M. Chirac reprend l'offensive

Après avoir rencontré M. Giscard d'Estaing le président du RPR convoque le comité central de son mouvement pour mettre au clair le nouveau discours de l'opposition

Le RPR et l'UDF, embarrassés par la décision de M. Mitterrand d'engager une révision de l'article 11 de la Constitution par voie référendaire, continuent de s'interroger sur la meilleure manière de répondre à l'initiative présidentielle en la désamorçant. M. Giscard d'Estaing et M. Chirac se sont rencontrés pendant plus de deux heures vendredi 20 juillet en fin de matinée au domicile parisien de l'ancien président de la République, à la demande de celui-ci.

Quelques heures plus tard, le RPR annonçait la tenue d'une réunion *« extraordinaire »* de son comité central, dimanche soir à Paris. Au cours de cette réunion, M. Chirac devait prononcer un discours qualifié d'*« important »*. Il s'agissait de clarifier, à destination de l'opinion, des analyses qui auraient pu être mal comprises, sur le changement de gouvernement, le départ des communistes et le référendum.

Le président du RPR avait ainsi décidé d'intervenir avant la réunion des animateurs de la majorité sénatoriale, mardi 24 juillet. Au sein de cette majorité, les partisans du blocage par



le Sénat de la procédure référendaire l'emportent. Mais, dans le débat sur l'opportunité d'utiliser une telle stratégie, ils devront tenir compte de l'accueil favorable réservé par les Français à l'initiative du chef de l'Etat, si l'on en croit le premier sondage réalisé par IPSOS pour le compte de *VSD (le Monde* du 21 juillet).

Au RPR, les partisans du blocage de la procédure par le Sénat sont d'autant plus nombreux qu'ils redoutent d'avoir à expliquer, au cours d'une campagne référendaire, les motifs de quelque vote que ce soit. Comment justifier l'appel à voter « non » alors que l'opposition est favorable du principe de l'élargissement du champ d'application du référendum, et que l'opinion est bien disposée à l'égard de la proposition de M. Mitterrand ? Comment justifier l'appel à voter « oui » que réclame notamment M. Stasi (CDS), sans prendre le risque de donner un « coup de pouce » en matière de légitimité à M. Mitterrand ? Comment défendre une abstention dont la passivité correspond mal à l'image que veut avoir M. Chirac et qui laisse le champ libre à toutes les ambiguïtés. Comment éviter, enfin, une nouvelle fuite de l'électorat RPR vers M. Le Pen, sinon en interdisant l'extrême droite de se distinguer ?

Empêcher l'organisation du référendum paraît être, compte tenu de ces questions, la meilleure solution pour M. Chirac. Dans une interview à *Valeurs actuelles*, le maire de Paris invite ses amis à traiter d'abord de la réforme constitutionnelle avant de déterminer leur attitude sur le référendum lui-même. Il s'agit là d'une invitation claire faite aux sénateurs d'élargir la portée du texte qui leur est soumis et de réduire ainsi les perspectives d'un accord – indispensable selon l'article 89 de la Constitution – avec l'Assemblée nationale.

M. Chirac a choisi de donner un caractère spectaculaire à sa riposte, tandis que M. Giscard d'Estaing lui laisse, pour l'instant, le champ libre. Ce dernier persiste dans son silence. La parole, estime-t-il, est aux parlementaires et, comme lors du référendum organisé par le général de Gaulle en 1969, l'ancien président de la République paraît attendre, avant de se prononcer, le dernier acte d'une pièce qui, pour le moment, est interprétée par d'autres.

M. Giscard d'Estaing, souligne-t-on dans son entourage, songe davantage à son élection dans le Puy-de-Dôme, qui lui permettrait d'être de retour à l'Assemblée nationale à l'occasion du débat budgétaire. M. Claude Wolff, actuel député du Puy-de-Dôme, élu à l'Assemblée des Communauté européennes, annoncerait sa démission la semaine prochaine.

CH. FAUVET-MYCIA.

(Lire nos informations page 8.)

Fignon le boulimique

De notre envoyé spécial

Villefranche-sur-Saône. – Vous le voyez vétérinaire, ce page blond et binoclard à qui le jaune du maillot va si bien ? Vous l'imaginez en blouse blanche, penché sur des bichons maltais ou des siamois souffreteux, ce gaillard maintenant habitué à dresser les bras vers le ciel quand il franchit en vainqueur une ligne d'arrivée au terme d'un contre la montre ou d'une étape de montagne ? *C'est pourtant de cette* profession cotée et à laquelle on *n'accède pas si facilement* que rêvait, en ses jeunes années, le collégien Laurent Fignon. Et, bien sûr, à cause de cette ambition laissée aux orties, à cause de ses fameuses lunettes cerclées de simple métal ; à cause aussi d'une scolarité qui fut poussée au-delà du bac par une année de faculté, on n'a pas manqué d'en faire l'intellectuel du peloton.

Dans les pelotons cyclistes, où les origines sociales ont toujours été modestes, où la culture n'est pas *une vertu cardinale*, on a toujours remarqué les rares sujets qui, avant *d'enfourcher un* vélo de professionnel, possédaient ce petit bagage supplémentaire qui leur aurait permis une tout autre carrière. Jean Bobet, le frère de Louison le champion, avait été en son temps distingué lui aussi par la presse et le public pour être titulaire d'une licence d'anglais. En fin de compte, cette particularité insolite encombre plus qu'elle ne les sert ceux qui la possèdent. Le titre d'intellectuel, ils le récusent tous, conscients du reste que l'intelligence de la course n'a rien à voir avec les diplômes, et que les titres, sur la route comme sur la piste, ne sont jamais affaire de question de cours bien retenus, de polycopies bien assimilées.

Laurent Fignon n'entend pas, mais pas du tout, être, parmi la couvée de ses pairs, le vilain petit canard. Au temps des classes, il n'avait d'ailleurs rien du brillant sujet. Irène Frain, qui fut à Paris un de ses professeurs de lettres, a récemment raconté dans *l'Equipe* qu'elle gardait le souvenir d'un garçon plus rêveur que doué. C'est une appréciation que l'ancien élève fait sienne sans réserve. Dans sa famille aussi, il était un doux, un gamin sans histoire, qui, souvent, pensait à autre chose. *Pour l'heure, c'est* d'ailleurs auprès de papa et maman *qu'il vit dans la villa de Tournan-en-Brie*, en Seine-et-Marne, sans *nourrir pour l'instant* de projets matrimoniaux. Hors du vélo, il prise le cinéma, les cassettes, classique compris. Il se montre plus original en ajoutant à ces passe-temps la naturalisation d'animaux.

Pourtant, ce Fignon en pantoufles reste un timide difficile à confesser, du moins pendant un Tour de France où il a d'autres chats à fouetter et d'autres propos à tenir que ceux relatifs à ses états d'âme. Il est bel et bien devenu aujourd'hui un patron ambitieux.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 13.)

Les réponses du « Pourquoi pas ? »

Les débris du *Pourquoi pas?*, le navire de Jean Charcot, ont été retrouvés le 14 juillet près de la côte islandaise par une équipe d'une dizaine de plongeurs dirigés par M. Jean-Yves Blot (1).

C'est le 16 septembre 1936 que le *Pourquoi pas?*, pris dans une tempête extrêmement violente (de force 12 sur l'échelle de Beaufort), s'était écrasé sur le rocher de Hnokki, sur la côte du golfe Flaxa, à une quarantaine de kilomètres au nord-nord-ouest de Reykjavik. Jean Charcot, l'équipage, les scientifiques, en tout trente-sept personnes, périssaient dans le naufrage. Seul, le premier maître timonier Eugène Gonidec, accroché à l'échelle de coupée, parvenait vivant à la côte.

Au fil des années et des tempêtes, la carcasse du *Pourquoi pas?*, *ouverte au moment du naufrage*, a été peu à peu déplacée *vers la côte et n'est plus sur le* rocher de Hnokki.

Né le 15 juillet 1867, fils du célèbre spécialiste de pathologie nerveuse Jean-Martin Charcot, Jean Charcot fut d'abord médecin. Toujours passionné des choses de la mer, il décide de se consacrer à l'exploration scientifique pour ne pas devenir le « petit », Charcot par opposition au « grand » Charcot son père.

Jean Charcot n'était pas un scientifique et ne prétendait pas en être un. C'était un homme très cultivé qui a toujours emmené, sur ses bateaux successifs, une équipe de spécialistes très compétents dans des domaines variés.

Après avoir croisé dans l'Atlantique nord en 1901 et 1902, il part en août 1903 pour l'Antarctique qui était alors fort peu connue. A bord du trois-mâts goélette *le Français*, il hiverne sur une île proche de la péninsule Antarctique (autrefois appelée Terre de Graham), revient en France en juin 1905 avec la carte de 1 000 kilomètres de côtes nouvelles, d'innombrables observations et échantillons.

Il fait construire le *Pourquoi pas?*, navire de bois jaugeant 449 tonneaux, et repart pour l'Antarctique en août 1908, hiverne à nouveau sur une des îles proches de la péninsule Antarctique, continue vers le sud-ouest et reconnaît la côte de la Terre... Charcot (devenue ensuite île Charcot avec les progrès des explorations). Il revient en France en juin 1910.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 13.)

(1) M. Jean-Yves Blot a déjà à son « tableau de chasse » deux épaves très célèbres. En 1979, il a retrouvé sur la côte nord-est de l'île Maurice les restes du *Saint-Géran*, dont Bernardin de Saint-Pierre a fait le navire qui ramène Virginie vers Paul. Pendant l'hiver 1980-1981, il a identifié l'épave de *la Méduse*, échouée en 1816 au large de l'actuelle Mauritanie et dont le radeau chargé de naufragés a été immortalisé par Géricault.

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 22 juillet. – *Pologne :* Quarantième anniversaire du régime.
Hongrie : Réunion à Budapest de la Fédération luthérienne mondiale.

Lundi 23 juillet. – *Bruxelles :* Réunion du conseil des ministres de la CEE.
Israël : Elections générales.
Philippines : Entrée en fonctions du nouveau gouvernement et du nouveau Parlement.

Mardi 24 juillet. – *Strasbourg :* Réunion du nouveau Parlement européen.
Dakar : Conférence sur la désertification.
450e anniversaire de la prise de possession du Canada par Jacques Cartier.

Mercredi 25 juillet. – *Strasbourg :* Discours du président sortant de la commission devant le Parlement européen.

Jeudi 26 juillet. – *Argentine :* Visite de M. Cheysson, ministre des relations extérieures.
Montréal : Clôture de la réunion des édiles francophones et conférence de presse de M. Jacques Chirac.

Vendredi 27 juillet. – *Moscou :* 12e Festival mondial de la jeunesse.
Pékin : Nouvelle phase des entretiens sur Hongkong.

Samedi 28 juillet. – *Zaïre :* Election présidentielle.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 36 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 Kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 36 f. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9,00 kr. ; Suisse, 1,70 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

IL Y A DIX ANS, L'ARRIVÉE TRIOMPHALE DE M. CARAMANLIS A ATHÈNES

La démocratie rentre chez elle

En ce 23 juillet 1974, nul n'ignore, et ce depuis le début de l'année, que la Grèce n'est plus qu'un navire à la dérive et que les jours de la dictature sont comptés. Aussi, lorsque, dans la matinée, la rumeur colportée de bouche à oreille gagne les plus lointains faubourgs, elle n'étonne personne : la junte dépose les armes *et remet le pouvoir aux hommes* politiques.

Le sang appelle le sang. Après la *tuerie* de l'École polytechnique à Athènes, le 16 novembre 1975, une « seconde junte » avait propulsé le général Guizikis du commandement de la Ire armée à la présidence de la République afin de remplacer M. Papadopoulos. Le 25 novembre, le pouvoir sans visage avait *confié* à M. A. Androutsopoulos la charge (ou la corvée ?) de former un gouvernement fantôme, qui, né dans le sang des étudiants athéniens, devait sombrer dans *celui* des Chypriotes.

La presse est muselée, la radio bâillonnée, la télévision domestiquée, mais la nouvelle que M. C. Caramanlis quittait Paris et revenait dans son pays pour y présider au rétablissement de la démocratie flambe soudain comme *une traînée de poudre.* 19 h 15, un message radiodiffusé du général Guizikis apprend aux Grecs qu'ils ne rêvent pas. Des quatre coins de la capitale, une lave humaine jaillit du volcan, submerge les trottoirs et les chaussées. Les fenêtres et les balcons se couvrent de drapeaux. *La foule crie, chante,* se congratule et pleure d'émotion. Bouillonnante d'espoir et de joie, elle *paralyse le centre-ville.* Conformément à la traditionnelle géographie politique, la place de la Constitution entre en transe en acclamant le nom de M. Caramanlis, alors que la place Omonia ponctue son hymne à la démocratie de révélateurs : « *A la porte, les Américains !* » Dans la nuit d'été, les cierges brillent pour fêter la résurrection des libertés, et la *ferveur* populaire se *prolonge* jusqu'aux premières lueurs de l'aube.

Les naufragés du 21 avril

Le 21 avril 1967, au petit jour, un quarteron de colonels avait étranglé une démocratie bien mal défendue. Après avoir coiffé au poteau le général Pattakos et le colonel Makarezos, le colonel Papadopoulos s'était impatronisé chef de l'Etat. Plus que jamais politicien et moins que jamais militaire, il se berçait du fallacieux espoir de voir son pouvoir légitimé par des élections générales « *sur* mesure ». En octobre 1973, il confia à M. Markezinis, un sur*doué ayant tout raté,* la charge de former un gouvernement qui fut balayé par la révolte des étudiants.

Enivré par le pouvoir, trompé par un entourage boulimique qui le *coupait* des *réalités,* M. Papadopoulos avait pris ses clients pour des partisans. Cette erreur devait le conduire avec d'autres « naufragés du 21 avril » dans une cellule de la prison de Karydalos alors que bien des stipendiés continuaient à bénéficier de l'usufruit de sept années de *dictature.*

Patriotes sincères mais naïfs, les officiers qui suivaient le colonel Ioannides, devenu général, croient possible de réconcilier le peuple grec et son armée, voire de remettre la *révolution sur ses rails* mais se laissent manipuler. A Athènes, en février 1974, on sait que Washington mijote un processus de « *démocratisation par étapes* ». En mars, il est question d'un gouvernement de personnalités non politiques, mais le retour de M. Caramanlis paraît déjà *iné*luctable. Tout Athènes se met à regarder du côté de Paris et les rats commencent à *fuir le navire.* Amers et désorientés, les dirigeants militaires grecs sont de plus en plus débordés par les événements et harcelés par les organisations de résistance. Décimée par les purges successives, mal équipée, l'armée n'ignore pas que les dirigeants d'Ankara vont tenter de profiter de la trouble situation régnant en Grèce pour régler, à leur profit, un contentieux complexe.

La junte pense pourtant, dans sa candeur, qu'une guerre victorieuse contre la Turquie, une île de Chypre devenant une « seconde Grèce », va susciter à son profit un élan de patriotisme. Or si les Grecs font bloc lorsque leur pays est en danger, *ils* exigent d'abord que leurs dirigeants soient dignes et crédibles, ce qui n'est pas le cas.

L'équipée chypriote

A la fin du mois de juin, nul n'ignore qu'un complot est tramé contre Mgr Makarios. A Athènes, mais aussi à Ankara et à Washington, ceux qui lui prêtent l'intention de faire de Chypre un « Cuba en Méditerranée orientale » conspirent sa perte. L'ethnarque sait que sa vie est menacée, mais, curieusement, au lieu de tenter de déjouer le complot, il s'engage dans la voie que ses ennemis escomptent lui voir prendre. *Le 14 juillet, il* adresse à *la* junte d'Athènes un ultimatum exigeant le rappel immédiat des *six cent cinquante officiers* grecs encadrant la garde nationale chypriote. Le lendemain, des sicaires prennent d'assaut le palais présidentiel de Nicosie, et Mgr Makarios ne doit qu'à l'efficacité de ses amis britanniques de ne pas être massacré. Il se retrouve à Londres alors qu'un obscur journaliste, bête noire des Anglais et des Turcs, Nicolas Sampson, est proclamé *président de la République* chypriote.

Dix ans plus tard, bien des zones d'ombre couvrent encore cette affaire. A Athènes, on entend souvent soutenir que la « seconde *junte* » *fut flouée par* ceux qui voulaient, à la fois, éliminer Mgr Makarios et en finir avec le *régime militaire* grec. Les tenants du général Ioannides affirment que ce dernier avait reçu l'assurance formelle des Américains que « *les Turcs ne bougeraient pas* ». Le 18 juillet M. Rauf Denktash, chef de la communauté turque, déclare d'ailleurs : « *L'ancien président a quitté Chypre. Il est évident que cela ne concerne que la communauté grecque.* » A *Ankara, M. Bulen Ecevit, premier* ministre, exprime le même avis avant de changer son fusil d'épaule après sa visite à Londres du 17.

Le voile se déchire le samedi *20 juillet à 5 h 45, lorsque* les troupes turques envahissent Chypre, engagent de sanglants combats *et entraînent* la mobilisation générale en Grèce. Désemparée par le problème qu'elle a créé, la Junte est prise de panique. M. Joseph Sisco, sous-secrétaire d'Etat américain se démène comme un diable pour éviter l'irréparable : une guerre entre la Grèce et la Turquie. Le Conseil de sécurité ordonne un cessez-le-feu qui est


ROUIL.

appliqué le 22 juillet à 16 heures. Il ne reste plus aux chefs militaires grecs qu'à tirer un trait sous un chapitre consternant.

A Athènes, tout est perdu, même l'honneur. Le 23 juillet, à 8 heures du matin, l'ineffable premier ministre, *M. A.* Androutsopoulos se rend dans la salle où doit se réunir le cabinet et y trouve le *général Guizikis qui le congédie.* Il s'évanouit piteusement dans la nature alors que ses ministres s'éparpillent comme une volée de moineaux. Le général Ioannides, convoqué à son tour, s'entend signifier la décision prise par la hiérarchie militaire : le pouvoir doit être remis aux *hommes* politiques.

Diogène pathétique, le général Guizikis saisit sa lanterne et se met à *la* recherche d'un *premier* ministre. Les candidats ne manquent pas, mais le chef de l'Etat *ne peut se permettre la moindre* erreur. A défaut d'une « Assemblée du peuple », il improvise un « Conseil de la nation » avec les représentants des forces armées et une poignée d'hommes politiques.

Au cours de la première réunion, qui commence vers *14* heures, deux courants s'affrontent. Les uns se prononcent pour un tandem Canellopoulos-Mavros. Toutefois, on reproche à l'ancien premier ministre d'avoir présidé le gouvernement qui n'a su ni prévoir ni prévenir le putsch du 21 avril 1967. Quant à M. Mavros, chef de l'Union du centre, c'est, *certes, une personnalité* politique de tout premier plan, mais sa pugnacité ne fut jamais évidente. Le second courant, dirigé par M.E. Averof, ancien ministre des affaires étrangères, groupe ceux qui veulent faire appel à Constantin Caramanlis, qui vit à Paris depuis son exil volontaire fin 1963. Le général Guizikis se montre d'abord plutôt réticent à son égard. Mais le temps presse.

Le Phénix éteint

L'oligarchie grecque ne tient pas à voir arriver aux affaires un homme réputé peu malléable. Du côté du « facteur allié », M. Caramanlis n'a jamais entretenu avec les Anglais et les Américains des relations très chaleureuses. Lors du « *hold-up militaire* » du 21 avril 1967, il n'a nullement apprécié que les services américains tiennent deux fers au feu : une « *dictature des généraux* » ou une « *junte des colonels* ». Il a, en outre, été choqué par le peu d'empressement *des Américains* à répondre à son souci de rétablir la démocratie en Grèce. Il est vrai qu'à Washington certains milieux redoutaient un soulèvement populaire canalisé par les communistes et qui eût pu offrir aux Soviétiques la possibilité de s'ingérer dans les affaires grecques comme Moscou était parvenu à le faire dans la question chypriote. Enfin, les Américains qui, en Grèce, ont rarement su distinguer leurs vrais amis et leurs véritables adversaires, redoutaient, pour leur part, l'esprit d'indépendance de l'exilé de Paris.

Lorsque la première réunion se termine à 17 h 40 (la seconde devait reprendre vers 20 heures) les dés sont jetés. M. Caramanlis formera un gouvernement d'union nationale. Il a pour lui d'avoir gouverné la Grèce de 1955 à 1963, *mais aussi* d'avoir focalisé, de Paris, la résistance à la dictature. Ayant établi des contacts avec les *communistes et les* socialistes groupés autour de M. André Papandréou, il peut également compter sur l'appui de toutes les familles politiques et sur le soutien des militaires qui veulent en finir avec les séquelles du 21 avril. Après avoir téléphoné à MM. Canellopoulos *et Mavros,* M. Henry Kissinger doit se rendre à l'évidence : M. Caramanlis est bien le seul « *commun dénominateur* » disponible.

Fermé depuis l'intervention militaire turque à Chypre, l'aéroport Elleniko-Est est ouvert vers 18 h 30. Une foule immense encercle les bâtiments en brandissant des drapeaux, des pancartes hâtivement fabriquées, des portraits de l'arrivant, des branches d'olivier ou des joncs coupés sur les plages voisines. Une clameur s'enfle : « *Caramanlis ! Caramanlis !* » Sous les huées, le Phénix lumineux, symbole du régime militaire, posé sur l'immeuble central de l'aéroport, est privé de son éclat.

Vers 23 h 30, les journalistes et les photographes se ruent dans les salles où veillaient les plus fidèles amis et compagnons de M. Caramanlis. D'aucuns qui, pendant sept ans, se sont modestement tenus en « *réserve de la démocratie* », jouent des coudes afin d'être vus. A 2 h 5, le 24 juillet 1974, une ovation indescriptible salue l'arrivée de l'avion présidentiel que M. Giscard d'Estaing a mis à la disposition de l'illustre voyageur. D'Elleniko à la place de la Constitution, traité en ethnarque (chef de la nation), il vit un prodigieux triomphe.

A 4 heures, il prête serment comme premier ministre devant le général Guizikis et Mgr Seraphim, archevêque d'Athènes et *primat de Grèce.*

MARC MARCEAU.

IL Y A TRENTE ANS

Les accords de Genève mettaient fin à la première guerre d'Indochine

Il y a trente ans, le 21 juillet 1954, aux premières lueurs de l'aube sur le mont Blanc, les accords de Genève mettaient fin, après huit ans de combats, à la phase française des accords d'Indochine. Ils marquaient l'aboutissement d'une négociation engagée, le 8 mai de la même année, dans une atmosphère dramatique : Dien-Bien-Phu était tombée, en effet, *vingt-quatre heures plus tôt,* et Washington avait repoussé, après plusieurs jours de fiévreux débats, la demande d'intervention aérienne qui lui avait été adressée par le gouvernement français pour tenter de sauver la forteresse.

Le président du conseil était alors Joseph Laniel. Georges Bidault, qui dirigeait le Quai d'Orsay, avait espéré un moment que les Soviétiques et les Chinois, engagés depuis la mort, un an plus tôt, de Staline dans le processus d'une première « *détente* » avec l'Occident, se désintéresseraient du Vietnam. La chute de Dien-Bien-Phu sonnait le glas de cette illusion, et il avait pleinement conscience, en arrivant à Genève, de n'avoir plus en poche, selon ses propres termes, que « *le deux de pique et le trois de carreau* » : en fait, la menace d'une intervention américaine ultérieure au cas où le Vietminh et ses alliés de Moscou et de Pékin se montreraient trop exigeants.

Avec le concours d'Anthony Eden, alors secrétaire aux affaires étrangères de Churchill, et coprésident, avec le Soviétique Molotov, de la conférence, il essaya de faire adopter un plan prévoyant le regroupement en divers points des forces en présence (formule dite de la « peau de léopard »), la reconnaissance de l'indépendance des trois Etats d'Indochine, l'évacuation par étapes de toutes les troupes étrangères et l'organisation d'élections libres. Mais Molotov, le 10 juin, devait exprimer clairement son refus de traiter avec Bidault. Celui-ci n'était plus, aux yeux des Soviétiques et des Chinois, Jean Lacouture *dixit,* qu'« *un partenaire qui avait voulu leur faire peur et n'y avait pas réussi* ».

Le gouvernement Laniel ne devait pas survivre à cette mise en demeure. Le 18 juin, Pierre Mendès France était investi par 419 voix (y compris celles des communistes qu'il refusait de prendre en compte) *contre 17, après s'être donné* quatre semaines pour faire la paix. Il ne devait tenir son pari qu'au prix d'un blocage des pendules de quelques heures. Entre-temps, après une longue entrevue à Berne avec Chou En-lai, il avait fait accepter un plan de partage du Vietnam en deux zones, séparées par le 17e parallèle, étant entendu qu'on voterait de part et d'autre en juillet 1956 pour élire un pouvoir politique commun.

Les Etats-Unis, qui n'avaient participé à la négociation qu'avec réticence, prirent acte des accords, s'engageant à s'abstenir de toute menace pour essayer de les modifier et assurant qu'ils « *envisageraient toute reprise de l'agression avec la plus grande gravité* ». Le Vietminh s'engageait à évacuer le Laos et le Cambodge. A ce cessez-le-feu, il manquait cependant une signature essentielle, celle du gouvernement de Saigon, tombé entre-temps aux mains du mandarin catholique et pro-américain Ngo Dinh Diem. Après avoir protesté contre les accords, son représentant promit seulement qu'il n'utiliserait pas la force pour s'opposer à leurs modalités. On allait bientôt s'apercevoir que l'armistice n'était pas la paix. Mais, dans l'intervalle, la France se serait déchargée sur les Etats-Unis de l'essentiel de ses responsabilités en Indochine.

A. F.

Étranger

L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS SUR LES MALOUINES

M. Alfonsin accuse Londres d'« arrogance »

Le président argentin, M. Raul Alfonsin, a qualifié, vendredi 20 juillet, d'« *arrogance extravagante* » l'attitude des Britanniques pendant les discussions anglo-argentines sur les Malouines qui se sont tenues à Berne et ont été interrompues jeudi, treize heures après avoir commencé. « *Cette arrogance a peu d'importance*, a-t-il ajouté, *car la détermination des Argentins est plus importante que toute autre chose.* »

Le ministre argentin des affaires étrangères, M. Dante Caputo, était « *conscient des risques de rupture rapide* » si les Argentins insistaient pour discuter de leur souveraineté sur l'archipel, mais ils l'ont fait pour alerter de « *manière indirecte* » les pays de la Communauté européenne sur l'« *intransigeance* » britannique : c'est ce qu'affirment à Buenos-Aires des collaborateurs du ministre, cités par l'agence France-Presse.

On a appris à Londres que les conversations ont buté sur une phrase d'un communiqué qui devait être publié jeudi et qui disait : « *Les représentants de la partie britannique ne sont pas encore prêts à analyser le problème de la souveraineté* » des Malouines. Les Britanniques ont refusé que figure le mot « *encore* », car c'était laisser la porte ouverte à une nouvelle discussion. Mme Thatcher n'a pas envoyé une armada à 15000 kilomètres de l'Angleterre et lancé une opération militaire difficile où deux cent cinquante soldats britanniques sont morts pour changer d'avis deux ans après, explique-t-on à Londres. Les conversations ont pris fin « *parce que les Argentins n'étaient pas disposés à les poursuivre sur la base expressément convenue d'avance par l'intermédiaire du gouvernement suisse* », déclare, dans un communiqué, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe : « *A savoir que si les représentants argentins soulevaient le sujet de la souveraineté, les représentants britanniques répondraient qu'ils n'en discuteraient pas. L'entretien devait alors passer directement aux questions pratiques intéressant les deux parties. La partie britannique s'est conformée scrupuleusement à cette entente. Mais les représentants argentins ont objecté que la discussion sur la normalisation des relations devait être liée à la discussion sur la souveraineté. Il est tout à fait regrettable que, après des mois de négociation en vue de trouver la base qui serait mutuellement acceptable pour des conversations, le gouvernement argentin n'ait pas été disposé à la respecter.* »

La valise diplomatique de 9 tonnes (suite)

Le camion plombé de 9 tonnes présenté par les Soviétiques comme un « *bagage diplomatique* » et que ceux-ci ont dû ramener de Genève vers Moscou, faute de pouvoir accéder à la demande des Suisses d'en détailler le contenu (*le Monde* des 17 et 19 juillet), n'est pas au bout de ses pérégrinations.

Parti le 18 juillet au matin de Suisse en direction de la RDA, à travers le territoire de la République fédérale, le camion a été arrêté, jeudi 19 juillet au soir, au poste frontière de Helmstedt par les autorités ouest-allemandes, et restait encore retenu ce samedi matin.

Le refus des diplomates soviétiques à Genève d'ouvrir le camion, le temps anormalement long qu'il a fallu à celui-ci pour traverser le territoire ouest-allemand *et* son « *comportement bizarre* » autorisent tous les soupçons, a estimé, à ce sujet, M. Boenisch, porte-parole de Bonn.

Un conseiller de l'ambassade soviétique a été convoqué vendredi après-midi au ministère des affaires étrangères, et s'est vu invité à fournir une liste détaillant le contenu du semi-remorque, apparemment sans succès. Un porte-parole de l'ambassade soviétique a indiqué qu'une « *plainte ferme* » avait été déposée « *contre les actions illégales des autorités ouest-allemandes* ». « *Cela ne favorise certainement pas de bonnes relations entre nos deux pays* », a-t-il ajouté.

Le gouvernement de Bonn veut éviter à la fois la dramatisation et la précipitation. « *Nous voulons une explication raisonnable, sans énervement,* a dit M. Boenisch. *Mais nous ne voulons pas non plus nous laisser mener par le bout du nez. Nous ne sommes pas pressés.* »

M. BERNIÈRE EST NOMMÉ AMBASSADEUR A SINGAPOUR

Le *Journal officiel* du 20 juillet annonce la nomination de M. Jacques Bernière au poste d'ambassadeur à Singapour, en remplacement de M. Philippe Marandet.

[Né en 1937, diplômé de l'Institut d'études politiques, M. Bernière a commencé sa carrière au Quai d'Orsay en 1965 après être sorti la même année de l'Ecole *nationale* d'administration. Après un séjour à Djakarta, il a été, de 1960 à 1972, en poste à Bruxelles à la représentation française auprès des Communautés européennes, puis chargé de mission au cabinet de M. Messmer, premier ministre, jusqu'en 1974, enfin sous-directeur des affaires financières au Quai d'Orsay. Depuis 1979, il était premier conseiller à Bonn.]

M. DUARTE LANCE UN APPEL A LA CEE POUR AIDER LE SALVADOR

Bruxelles (*AFP*). – Le président salvadorien, M. Jose Napoleon Duarte, qui est à Bruxelles, a appelé la Communauté économique européenne, le vendredi 20 juillet, à aider le Salvador dans son processus de démocratisation par une coopération bilatérale accrue. A l'issue d'un entretien avec le président de la Commission européenne, M. Gaston Thorn, M. Duarte a déclaré qu'il n'avait *formulé* auprès de celui-ci aucune demande financière précise. Une délégation technique salvadorienne *viendra* dans *quelques* semaines, à Bruxelles, pour discuter de projets concrets avec la Commission, a-t-il indiqué.

Interrogé sur les solutions pour mettre fin à la guerre civile dans son pays, le chef de l'Etat salvadorien a affirmé qu'il était prêt à entamer un dialogue national mais, a-t-il souligné, « *je ne veux pas négocier avec des gens qui mettent des armes sur la table. La violence comme arme de négociation n'est pas logique* ».

Il a, d'autre part, démenti tout projet d'intervention armée des Etats-Unis au Salvador. « *Je n'accepterai d'aide qu'après l'avoir demandée,* a-t-il souligné. *Et uniquement si elle n'est pas accompagnée de conditions unilatérales.* »

Selon le « New York Times »

LA DÉFENSE DE L'EUROPE COUTE PLUS CHER AUX AMÉRICAINS QU'AUX EUROPÉENS

New-York (*AFP*). – Pour défendre l'Europe, les Etats-Unis dépensent plus, au total et *per capita*, que les Européens, et plus de la moitié du budget américain de la défense est dépensée chaque année pour la protection de l'Europe occidentale, révèle le *New York Times* du vendredi 20 juillet.

Le quotidien s'appuie sur deux rapports confidentiels du département de la défense et du General Accounting Office (GAO), la Cour des comptes américaine, ainsi que sur une étude réalisée par l'Institut international d'études stratégiques (IISS), une organisation privée basée à Londres.

Le rapport du Pentagone, cité par le quotidien, révèle que 58 % du budget militaire américain pour l'année fiscale 1985 (qui commencera le 1er octobre 1984) a été consacré à la défense des autres membres de l'OTAN.

L'étude du GAO indique, pour sa part, que 56 % des dépenses militaires pour l'année fiscale 1982, soit 122 milliards de dollars, ont été alloués aux forces américaines en Europe ou aux unités stationnées aux Etats-Unis et destinées au théâtre européen en cas de conflit.

Selon le rapport de l'IISS, en 1983, chaque contribuable américain a dépensé 920 dollars pour la défense, contre 450 dollars pour les Britanniques, 360 dollars pour les Allemands de l'Ouest et 310 dollars pour les Français.

Les prisons s'ouvrent en Pologne

(Suite de la première page.)

Le 22 juillet 1944 est la date de la formation, à Moscou, d'un comité de libération nationale, qui se transporta dans le premier territoire polonais libéré par l'armée soviétique sans tenir compte des territoires annexés en 1939 en application du pacte Molotov-Ribbentrop.

Sur tous les fronts, la machine bien rodée de la propagande ronronne tranquillement. On décore les personnalités méritantes ; on fait état des échos donnés à la fête dans tout le monde socialiste progressiste, de la Mongolie à l'Angola, après avoir fait mine de s'enthousiasmer de la présence à Varsovie, pour la circonstance, de représentants des pays frères, « *d'un niveau si éminent qu'il ne s'agit pas seulement d'un acte de courtoisie, mais d'une preuve de considération pour le rôle de notre pays* ».

Là, il faut vraiment faire violence à la réalité, car le niveau des délégations est plus que modeste pour ce type d'anniversaire. Aucun secrétaire général de parti, un seul chef de gouvernement, le soviétique M. Nikolaï Tikhonov. Le premier ministre hongrois, prévu à l'origine, s'est fait remplacer à la dernière minute, car il est souffrant. Cela n'empêche pas *Trybuna Ludu*, sous la plume du même éditorialiste qui, la veille, se déchaînait contre le KOR, de chanter cette fois « *la joie de recevoir des amis aussi éminents* », et de célébrer « *ce nouveau pas dans le renforcement de l'unité et de l'amitié indéfectible des pays socialistes...* ».

Rationnement

Serait-ce le retour du bon vieux temps, à des années-lumière de ce qui fut Solidarité et le prodigieux bouillonnement de la Pologne de ces dernières années ? Non, bien sûr, car vouloir à tout prix paraître un pays socialiste « normal » n'autorise pas pour autant à ignorer complètement la réalité. Malgré les apparences, le ton donné à cet anniversaire est plutôt timide, sans grande conviction, sans triomphalisme en tout cas.

Le régime peut bien avoir quarante ans d'existence, la viande et le beurre sont toujours rationnés, les meubles introuvables, les appareils électroménagers hors de prix, les voitures, quand on a la chance d'en acheter une, guère utilisables avec 35 litres d'essence par mois, les paquets venus d'Occident toujours aussi nécessaires si l'on ne veut pas se priver de café, de chocolat et de toutes sortes d'autres produits, selon les caprices de l'approvisionnement local. Les délais pour obtenir un appartement atteignent désormais dix à quinze ans tandis que l'écart technologique avec l'Occident s'accroît rapidement.

Tout cela, hélas ! n'est pas près de changer, même si les indices officiels font état de quelques progrès qu'on perçoit encore mal dans la vie quotidienne. Reste donc, en guise de cadeau d'anniversaire, unique mais précieux, cette amnistie des prisonniers politiques. La décision n'a apparemment pas été facile à prendre. Le bureau politique du parti semble avoir eu mal à se mettre d'accord. Ainsi, contrairement à ce qui s'était passé l'année dernière, il n'a pas repris à son compte l'appel à l'amnistie lancé par le PRON (Mouvement patriotique de renaissance nationale). En réalité la décision ne pouvait, bien sûr, venir que du bureau politique, mais le fait qu'il ne l'ait pas approuvée ostensiblement trahit un manque d'enthousiasme, tout comme la dernière salve d'attaques contre le KOR (*le Monde* du 21 juillet) trahissait un besoin de compensation.

De cette libération, le pouvoir devrait néanmoins tirer des bénéfices évidents. Déjà les Etats-Unis ont laissé entendre qu'ils s'apprêtaient à reconsidérer, sinon à abandonner complètement, leur politique de restrictions économiques à l'égard de Varsovie. L'image de l'équipe Jaruzelski ne peut que gagner à cette opération, aussi longtemps du moins que les prisons ne se rempliront pas de nouveau. Le régime peut aussi espérer apaiser de cette manière un foyer dangereux, un motif constant de révolte et peut-être espère-t-il même qu'un certain nombre de gens, intellectuels en particulier, estimeront désormais moins compromettant de collaborer avec le pouvoir...

Mais une fois ce pas accompli, non sans arrière-pensée, il semble exclu d'en attendre un second qui consacrerait une réelle ouverture, une preuve que les accords de Gdansk, la garantie du pluralisme, ne sont pas complètement oubliés. « *Il n'y a pas de dialogue avec l'opposition* », répètent les officiels. Et un homme politique qui ne peut être soupçonné d'hostilité systématique à l'égard des pouvoirs affiche même un certain pessimisme : « *Il est plus facile de consentir un geste unique, comme l'amnistie, que de changer sa manière de gouverner.* »

Pour lui, le plus probable est un retour déjà très largement amorcé aux vieilles méthodes d'avant 1980. La réforme économique, explique-t-il, est de plus en plus paralysée, les nouveaux syndicats (officiels) sont devenus une arme dans les mains des conservateurs, et même le PRON, l'enfant chéri du général Jaruzelski, supposé incarner le renouveau national, semble en train de s'effriter. Son secrétaire général, M. Marian Orzechowski, membre suppléant du bureau politique, vient d'être remplacé par une personnalité de rang bien inférieur dans la hiérarchie du parti, ce qui, dans ce type de système, est l'indice d'une baisse de prestige de l'institution elle-même.

Récompense

En face, du côté de Solidarité, l'amnistie n'est pas accueillie de manière univoque. Mais avant de se demander si l'on doit y voir une victoire ou une défaite, on ne peut pas négliger le fait que de six à huit cents personnes, souvent dans un état de grand délabrement physique, retrouvent leurs femmes, leurs maris, leurs enfants, certains après une séparation de plus de deux ans et demi. C'est le cas, en particulier, pour une série de dirigeants élus de Solidarité et pour les membres du KOR. Tous devront se réadapter à une réalité qui a bien changé depuis cette nuit du 13 décembre 1981, où on est venu les surprendre. Depuis ce temps, leur source d'information quasiunique a été l'organe du parti, *Trybuna Ludu*, seul autorisé dans les prisons.

Certains d'entre eux pourraient trouver amer de se voir ainsi amnistiés, « pardonnés » de crimes dans lesquels eux-mêmes voient, au contraire, l'accomplissement d'un devoir, d'une fidélité à leur mandat, à une lutte menée parfois depuis dix ou vingt ans et qui leur a valu des années de souffrances, qu'eux-mêmes ne sont pas près de pardonner au pouvoir. M. Adam Michnik ne plaisantait pas tout à fait quand, aussitôt après l'annonce de l'ajournement *sine die* de son procès, il affirmait qu'il allait à son tour traîner ses juges en justice.

Mais l'important est ailleurs. Ces hommes vont se retrouver en liberté, alors même qu'ils avaient refusé les conditions posées par le pouvoir à leur libération (exil ou silence), au cours des négociations menées jusqu'en mai dernier par l'intermédiaire de l'Eglise et des Nations unies. C'est une vraie victoire, une récompense donnée à leur fermeté de principe, une fermeté si grande qu'elle avait suscité quelques réserves, y compris chez des hommes comme Lech Walesa. Mais le président de Solidarité peut à présent s'estimer satisfait, *lui qui nous disait* récemment avoir besoin, « *dans la phase actuelle, de gens en liberté et pas en prison* ».

Certes, ils vivront sous la menace constante d'une nouvelle arrestation, sauf à s'abstenir de toute récidive, politique ou syndicale, ce qui, pour la plupart d'entre d'eux, semble tout à fait inimaginable. Mais cette menace, cette liberté très surveillée, font partie intégrante de leur vie depuis des années. C'est vrai en particulier pour les militants du KOR (Henryk Wujec a été arrêté cent fois pour quarante-huit heures pendant la seule année 1978). Certes, les conditions ont changé. Les risques à présent peuvent paraître beaucoup plus grands qu'à l'époque de M. Girick, où le KOR avait une *activité* quasiofficielle. Mais, d'un autre côté, le milieu au sein duquel l'opposition peut se mouvoir en toute *confiance est infiniment plus vaste* qu'à cette époque : c'est cela aussi l'héritage de Solidarité.

L'amnistie pourrait également amener la clandestinité à poursuivre *son évolution*. Les *militants* qui se cachent ont la possibilité de faire surface sans être arrêtés, avec des conditions un peu moins contraignantes qu'après l'amnistie de l'an dernier. Ils devront s'engager à ne pas poursuivre leurs activités, à faire connaître l'objet de leurs activités passées, leur lieu et la date, mais rien de plus. Si elles sont appliquées avec une souplesse suffisante, ces conditions pourraient peut-être inciter certains à sortir de la clandestinité. Dès maintenant, la clandestinité *proprement dite se limite* à quelques dizaines de personnes, essentiellement un noyau dirigeant, tout le reste étant constitué par des gens qui vivent au grand jour et agissent plus discrètement. En tout état de cause, un changement de stratégie de la part des clandestins demanderait du temps, ne serait-ce que pour assurer la pérennité des réseaux et naturellement préserver les *moyens* d'édition de la presse et des livres en marge de la légalité, qui restent le point le plus fort de l'opposition polonaise.

JAN KRAUZE.

Etats-Unis

Le 15e anniversaire du débarquement sur la Lune

M. REAGAN VEUT FACILITER L'EXPLOITATION COMMERCIALE DE L'ESPACE

Washington (*AFP*). – Le président Reagan a reçu, vendredi 20 juillet à la Maison Blanche, les trois astronautes qui, il y a quinze *ans le même jour*, avaient débarqué pour la première fois sur la lune. « *Nous célébrons aujourd'hui un moment unique dans l'histoire de l'humanité* », a dit notamment le président américain en présence de Neil Armstrong, Buzz Aldrin et Michael Collins, les trois hommes d'équipage d'Apollo-11 dont les deux premiers s'étaient posés à bord du module Eagle sur la mer de la Tranquillité.

M. Reagan a mis à profit *cette* cérémonie pour annoncer diverses mesures destinées à faciliter l'accès du secteur privé à l'espace afin de mieux exploiter son « *énorme potentiel commercial* ». « *Nous ferons tout ce que nous pourrons pour que l'industrie puisse accéder à l'espace de manière routinière et dispose de facilités adéquates et fiables pour y travailler* », a-t-il dit, avant d'indiquer que les lois et règlements fiscaux qui gênent les initiatives dans ce secteur seront « *changés ou éliminés* ». De même, le gouvernement, « *en liaison avec l'industrie et les universités* », développera les programmes de recherche fondamentale susceptibles d'intéresser des investisseurs cherchant à fabriquer des produits dans l'espace.

L'aventure lunaire, a conclu M. Reagan, « *nous a aidés à bâtir une base technologique sans rivale. Nous n'avons fait qu'effleurer les possibilités qu'offre l'espace (...). Nous ne devons jamais nous arrêter d'aller de l'avant et de rêver* ».

Autriche

Cent vingt pèlerins polonais demandent l'asile politique à Vienne

De notre correspondante

Vienne. – Un groupe de cent *vingt pèlerins polonais en route pour* Rome a demandé, vendredi 20 juillet, l'asile politique en Autriche. *Jeudi, en fin d'après-midi, quatre* autobus, comptant au total cent quatre-vingts pèlerins, se présen*taient aux portes du camp de réfu*giés de Traiskirchen, à une trentaine de kilomètres au sud de Vienne. *Cent vingt personnes, des hommes* et des femmes âgés de dix-huit à trente ans, demandaient alors collec*tivement l'asile politique. Les autres* pèlerins continuaient leur voyage à bord de deux autobus. Les deux autres cars sont *rentrés vides en* Pologne.

Selon les premiers renseignements fournis par le ministère de l'intérieur autrichien, les réfugiés sont originaires de différentes parties de la Pologne et semblent être de souche ukrainienne. C'est la première fois qu'un groupe aussi important se réfugie en Autriche, bien que plusieurs défections spectaculaires aient eu lieu ces dernières années. Au mois d'avril dernier, vingt-trois Polonais étaient restés à Vienne à l'occasion d'un voyage touristique. *C'est* aussi la plus importante défec*tion* depuis *le* Mundial de football, en 1982, à Madrid : cinq cents Polonais en avaient profité pour demander l'asile *politique* dans plusieurs pays occidentaux.

L'Autriche avait temporairement accueilli, pendant la crise polonaise en 1981, jusqu'à trente mille Polonais, dont la plupart ont réussi à émigrer entre-temps aux Etats-Unis, au Canada et en Australie. Actuellement, quelque quatre mille cinq cents réfugiés se trouvent en Autriche, dont un millier de Polonais.

Le 9 décembre 1981, l'Autriche avait suspendu temporairement l'accord de libre circulation existant auparavant avec *la Pologne pour* freiner l'« *invasion polonaise* » qui posait des graves problèmes matériels et financiers. *Une levée de* cette mesure restrictive est impossible à l'heure actuelle, a précisé M. Erwin Lanc, ministre des affaires extérieures, vendredi à Vienne, afin de ne pas « *canaliser automatiquement tous les Polonais désirant quitter leur pays, pour une raison ou pour une autre, vers l'Autriche* ».

WALTRAUD BARYLL

A travers le monde

Liban

● LA SITUATION DES CHRÉTIENS DU CHOUF. – Les représentants de deux cent cinquante mille chrétiens qui ont fui le Chouf, où ils constituaient 55 % de la population en 1975, ont demandé jeudi 19 juillet au gouvernement d'organiser leur « *rapatriement immédiat* » sous la protection de l'armée. Le Chouf est aujourd'hui entièrement contrôlé par les druzes (autrefois 45 % de sa population), il ne reste plus sur place que 5 % de chrétiens de la région. Au cours des affrontements de septembre 1983, les druzes, soutenus par les Syriens et les Palestiniens, l'avaient emporté sur les chrétiens, entraînant l'exode de ceux-ci. – *(Reuter)*

Nigéria.

● DIX-SEPT EXECUTIONS POUR BANDITISME. – Dix-sept personnes ont été passées par les armes, jeudi 19 juillet, après avoir été reconnues coupables d'actes de banditisme, rapporte l'agence nigériane de presse Nan. Huit d'entre elles ont été exécutées à Ilorin, capitale de l'Etat de Kwara, au centre-est du Nigéria, les autres dans leurs villages respectifs de l'Etat d'Imo, dans l'est du pays. Cette série d'exécutions est la plus importante depuis le rétablissement par les autorités militaires de Lagos d'un ancien décret qui prévoit la peine capitale pour les auteurs d'attaques à main armée. – *(Reuter.)*

URSS

● L'ORDRE DE LÉNINE POUR M. GROMYKO. – M. Andrei Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'URSS, s'est vu *décerner* la plus haute distinction soviétique, l'ordre de Lénine, à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire. Membre du bureau politique du PC soviétique, M. Gromyko est l'un des trois premiers vice-présidents du conseil des ministres. Déjà décoré six fois de l'ordre de Lénine, il reçoit cette *nouvelle distinction* pour « *les grands services qu'il a rendus au Parti communiste et à l'Etat soviétique* ».

Israël aux urnes

Un vote-sanction de la faillite économique ?

De notre correspondant

Jérusalem. — La campagne pour les élections législatives du 23 juillet n'a pratiquement pas *modifié le rapport* des forces qui existe depuis plusieurs mois entre les deux camps en présence. Selon les derniers sondages publiés vendredi 20 juillet et qui concernent seulement l'électorat juif, le Front travailliste devait en effet obtenir douze sièges d'avance sur le Likoud (la Knesset comprend cent vingt députés). La remarquable stabilité de cet avantage est évidemment pour l'opposition la meilleure raison d'espérer la victoire.

Un mois de campagne télévisée n'a pas permis au Likoud de combler son retard. En 1981, la coalition au pouvoir avait réussi un spectaculaire redressement, grâce à la « *générosité électorale* » de son ministre des finances, M. Aridor, au dynamisme de M. Begin et à la destruction à point nommé du réacteur nucléaire irakien de Tamouz. Cette année, le « miracle » ne s'est pas produit.

Les travaillistes ont tenu leur pari de mener une campagne calme — « propre », évitant les « *coups bas* », — et, somme toute, ni passionnante ni passionnée. A *l'instigation* du général Motta Gur, ancien chef d'état-major et maître d'œuvre de la *stratégie travailliste*, l'opposition a su maintenir ce climat jusqu'au bout et l'imposer à ses *adversaires*. Evitant tout « dérapage » le parti de M. Shimon Pérès a, en outre, offert au public l'image *d'une* formation unie. Les vives luttes intestines, notamment entre MM. Pérès et Rabin, ont semblé, à tort ou à raison, appartenir définitivement au passé.

« L'inflation, l'inflation... »

Aucune bonne nouvelle n'est *venue renforcer la main du* Likoud. Les deux derniers indices des prix mensuels, d'ordinaire *modestes en cette période de l'an*née, sont cette fois très élevés. L'économie a réservé en fin de campagne *une autre mauvaise* surprise au Likoud : la Banque centrale, a-t-on appris vendredi, a dû *intervenir massivement* ces trois derniers jours pour neutraliser les effets d'une fièvre de *vente d'actions sur le marché des* changes de Tel-Aviv, la plus forte depuis janvier.

Selon la presse israélienne, le Trésor aurait fortement puisé dans ses coffres pour éviter une *flambée du marché* noir, allant jusqu'à déverser depuis un mois sur les circuits parallèles quelque *600 millions* de dollars, soit 20 % des réserves en devises. Cette initiative aurait permis de stabiliser la décote du shekel par rapport au billet vert. Une dévaluation de la monnaie nationale après les élections semble de plus en plus inévitable. Le seul atout qui restait, samedi, dans la manche du Likoud était un éventuel soutien public accordé par M. Begin avant la clôture, dimanche soir, de *la campagne télévisée*.

Les amis de M. *Shamir* espèrent que la fraction de l'électorat populaire tentée de déserter leur camp *choisira, au bout du* compte, de rentrer au bercail. Une minorité non négligeable des votants fixe, *il est vrai, son choix* au tout dernier moment. Pourtant, même parmi les partisans traditionnels du Likoud, l'ambiance et les attitudes ont évolué. Certains quartiers sépharades pauvres des grandes villes, véritables bastions de la coalition au pouvoir, ont réservé pendant la campagne un bien meilleur accueil aux candidats travaillistes.

Face à un Likoud *sur la défen*sive, sans cesse entraîné sur le terrain économique et jugé, qu'il le veuille ou non, *sur le bilan* de sept années de règne, l'opposition a eu beau jeu d'enfoncer le coin. « *L'inflation, l'inflation, je n'entends parler que de cela...* », déclarait récemment un dirigeant du Likoud. C'était avouer, d'une certaine manière, que les thèmes travaillistes portaient sur l'opinion. L'opposition a également critiqué, sous l'angle économique, l'« *annexion rampante* » de la Cisjordanie, en faisant grief au Likoud d'y avoir « *construit des villas* » avec un argent dont on aurait pu faire bon usage ailleurs.

Les petits partis

Les sondages laissent prévoir un changement intéressant du paysage électoral en créditant d'un bon score plusieurs petits partis. Ceux-ci, dans les inten*tions de vote*, ravissent *cinq* mandats aux deux grandes formations. Ces déplacements de voix joueraient au *profit* des deux alliés potentiels des travaillistes, Shinui et le Mouvement des *droits civiques*, mais aussi de l'alliance d'extrême droite Tehiya Tzomet, qui semble en passe de devenir le troisième parti d'Israël.

Les travaillistes sont donc plus que jamais favoris. Mais leur problème se pose dans les mêmes *termes* qu'au début de la campagne. Pour déloger le Likoud, il ne leur suffit pas d'arriver en tête. Il *leur faut une victoire* sans appel. Avec un minimum de cinquante-deux sièges, le Front travailliste *disposerait* d'une minorité de blocage susceptible d'empêcher le Likoud de former une coalition avec ses partenaires de droite. Il pourrait alors prendre la relève. Hélas ! pour lui, les sondages ne lui donnent dans le meilleur des cas que cinquante sièges. Le score des petits partis sera donc une fois de plus décisif.

Tout porte à croire que, au lendemain du scrutin, le rôle-clé reviendra, lors des marchandages d'états-majors, au parti centriste Yahad du *général* Eizer Weizman, qui a délibérément refusé de préciser de quel côté il pencherait. L'*ancien ministre* de la défense de M. Begin est en ce moment un homme très courtisé. M. Pérès lui aurait promis *le ministère* des finances. L'actuel vice-premier ministre du Likoud, M. David Levy, a dû démentir jeudi 19 juillet l'information selon laquelle il aurait proposé à M. Weizman de partager « *en alternance* », dans le futur gouvernement, le poste de premier ministre avec M. Shamir. Les *rumeurs* faisant état de cette offre étrange ont en tout cas choqué les dirigeants du Likoud.

A la veille du scrutin, M. Shamir a relancé l'idée d'un gouvernement d'union nationale, déjà émise lors de son débat télévisé avec M. Pérès. Ce projet a servi de leitmotiv aux dernières émissions télévisées du Likoud. Dans une déclaration, vendredi, au *Jerusalem Post*, le premier ministre réaffirme cette « *position de principe prise dans l'intérêt du pays* ». Le dirigeant travailliste lui a de nouveau opposé une fin de non-recevoir. « *Pour résoudre les problèmes d'Israël*, souligne-t-il, *il ne suffit pas d'un nouveau gouvernement. Il faut un nouveau programme. Nous ne participerons pas à un cabinet qui désapprouverait les principaux éléments de notre politique.* » On ne voit vraiment pas pourquoi, en effet, M. Pérès s'engagerait d'avance à partager les fruits d'une éventuelle victoire.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Ceux qui ont

Jérusalem. — Ce fut, jurent les *vétérans*, la plus ennuyeuse de toutes les campagnes électorales. Ce fut aussi l'une des *plus* paisibles. Chacun avait en mémoire les violences haineuses de 1981 et voulut cette fois s'en préserver. Le Likoud et les travaillistes adoptèrent *donc* d'emblée *un* code de conduite interdisant entre autres mauvaises manières « *les jets de pierres et de tomates* ». Les deux camps ont respecté dans l'ensemble ce contrat de bonne tenue. Pour la majorité des Israéliens, de toutes manières, le seul spectacle intéressant se jouait à domicile sur le petit écran : une bonne demi-heure cha*que soir de reportages*, interviews et sketches en tous genres. Israël est sans doute le seul endroit au monde où la propagande électorale mêle à ce point politique et *show business*. La qualité du débat en pâtit quelque peu, mais le public s'ennuie rarement.

Les deux grands partis avaient loué — fort cher au demeurant — les *services des meilleurs bateleurs* : pour le Likoud, le fantaisiste Sefi Rivlin, et, côté travailliste, une célèbre équipe de chansonniers, le trio Gashash. Tous ces artistes sont *séfarades*, ce qui ne relève sans doute pas d'un choix innocent dans un pays où l'électorat appartient désormais en majorité à la communauté juive « *orientale* ». Quelques *éditorialistes ronchonneurs ont* déploré les millions de dollars investis dans ces *spots* et le simplisme des messages partisans. Qu'ils se rassurent : trois électeurs *sur quatre affirment ne tenir aucun* compte du contenu de ces émissions télévisées.

Morose cette campagne ? Sans doute. Six cents morts au Liban, 400 % d'inflation : les thèmes de bataille n'avaient rien d'exaltant. Mais la faute en revient d'abord aux acteurs. Le monde politique israélien a perdu en M. Begin son dernier prophète. Les vedettes d'aujourd'hui manquent de lyrisme et d'éclat.

Shamir, faux papa gâteau

Le *premier ministre sortant*, M. Itzjak Shamir, cache, à soixante-huit ans, sous ses allures de « *papa gâteau* » — petite moustache et sourire affable — une énergie paisible et peu commune. Mais c'est l'inverse d'un tribun. Politicien roué, pragmatique et têtu, il ignore l'emphase et l'outrance. Rien en lui n'inspire l'enthousiasme ou la dévotion. Au cours d'une campagne à laquelle il a pris part plus qu'à son tour — sillonnant conscien*cieusement* le pays, — *M.* Shamir a souvent paru fatigué. Mais il a su faire bonne figure aux moments opportuns. Lors du « *faux débat télévisé* » — il s'agit plutôt d'un double monologue — qui l'opposait l'autre semaine à M. Shimon Pérès, le premier ministre pourtant astreint à la défensive, n'a guère cédé de terrain à son adversaire. Il fallait le voir répondre, *l'air rogue* et le regard vif, à l'ironie tranquille du chef travailliste. On regrettait alors, pour l'intérêt du spectacle, que cette rencontre trop brève, n'ait pas pris la forme d'un vrai duel.



M. Shamir vu par Danié

Rêver d'une victoire enfin possible sied à M. Pérès. Ce morne apparatchik au front bombé, ce grand commis mal aimé aux yeux noirs et profonds qu'on a



M. Perès vu par Pancho

tant décrit à juste titre comme un homme politique à sang froid, cet éternel second qui n'a jamais vraiment passé la rampe, serait-il émoustillé par la perspective d'une tardive revanche ? Son discours semble moins terne, ses sourires moins forcés, ses reparties plus convaincantes. Il a su, avec patience et méthode, redonner du tonus au travaillisme et imposer l'unité du parti en faisant oublier la rivalité légendaire qui l'oppose à M. Itzhak Rabin, l'homme qui succéda à sa place, il y a dix ans, à Golda Meir. Il ne *fait toujours* pas chavirer les foules, mais il inspire plus souvent qu'avant le respect. Faute d'être devenu très *populaire*, il donne l'image d'un dirigeant sérieux, confiant et sûr de lui. Il encaisse *mieux* les coups. *Lui qui* fut fortement chahuté par les fidèles de Begin en 1981 a pu, cette année, prendre quelques chaleureux bains de foule. Il a

Un multipartisme sauvage

Cent vingt députés du Parlement israélien — la Knesset — sont élus pour quatre ans au scrutin de liste proportionnel à l'échelon *national*, selon leur ordre de présentation par les partis. Le pays tout entier forme une seule circonscription. L'électeur ne met dans l'urne que le nom du parti *pour lequel il se prononce. Depuis* 1973, les restes sont répartis à la plus forte moyenne. Deux listes *ayant conclu un accord d'apparentement* peuvent additionner leurs restes pour « sauver » un siège.

Ce mode de scrutin assez rare est l'un des éléments-clés de la vie politique israélienne. Il favorise un multipartisme sauvage : 26 listes briguent cette année les suffrages d'environ 2,6 millions d'électeurs inscrits. Dans un pays composite par définition, ce système a le réel avantage de permettre à chaque groupe politique, *ethnique ou culturel, si petit soit-il*, de trouver un parti à sa convenance. La multiplication des listes favorise ainsi l'intégration politique rapide des immigrants.

Mais l'émiettement parlementaire a aussi un inconvénient majeur. Il prive les grands partis d'une majorité à la Knesset et confère aux petites listes charnières une importance sans commune mesure avec leur audience dans le pays, puisque celles-ci sont indispensables à la formation du gouvernement, lequel est nécessairement un cabinet de coalition. Or les petits partis, notamment religieux, recueillent environ 30 % des suffrages.

La *réforme* du système électoral est sans doute le plus beau « *serpent de mer* » de la vie politique. Elle revient à l'ordre du jour lors de chaque crise. Tout gouvernement *affirme* la souhaiter *mais* aucun n'a eu jusqu'ici le courage de l'imposer ni surtout la majorité parlementaire indispensable à l'amendement de la loi. La ré*forme pourrait* consister *plus* à un relèvement de la « barre » des 1 % de suffrages exprimés (environ 20000 voix), *au-dessus de* laquelle toute liste a droit automatiquement à un siège à la Knesset.

Une partie des listes en présence n'ont été constituées que pour servir l'ambition d'un homme. Plusieurs autres sont de simples groupes de pression qui saisissent l'*occasion de la* campagne électorale télévisée pour exprimer leurs revendications catégorielles. C'est le cas par exemple du « mouvement pour l'abolition de l'*impôt sur* le revenu » ou de l'« organisation des handicapés ».

Le citoyen israélien est d'un grand civisme. *La participation* électorale des électeurs juifs avoisine généralement 80 %. Elle est un peu plus faible *parmi* la *minorité* arabe. Cette année, entre *100000* et 150000 inscrits seront en vacances à *l'étranger* le 23 juillet, et ne pourront donc participer au scrutin. La majorité d'entre eux, estime-t-on, auraient voté pour l'opposition travailliste.

J.-P. L.

A campagne terne, enjeu capital.
Même si les pays arabes brodent sur le thème « bonnet blanc blanc bonnet », une victoire des travaillistes en Israël, le lundi 23 juillet, redistribuerait bien des cartes.
Il est vrai qu'une majorité absolue des sièges étant bien difficile à obtenir, M. Pérès devrait encore obtenir le soutien de quelques petits partis.
Durs marchandages en perspective...

(si peu !) animé la campagne

aussi pris goût aux formules chocs comme celle qu'il lança au premier ministre et qui fit mouche : « *M. Shamir, vous avez appris à faire des erreurs. Nous avons médité les nôtres.* »

Lorsqu'au cours d'un meeting, un trouble fête lui rappelle en hurlant son origine ashkénaze, il rétorque en haussant à peine le ton que son fils, un aviateur, a épousé une « *adorable Marocaine* » et lui a donné « *Nadav, son charmant petit-fils.* » A soixante-deux ans, l'heure de M. Pérès est peut-être venue.

Weizman, baroudeur de charme

Le charisme qui manque à Mm. Shamir et Pérès, un troisième homme en a à revendre : M. Ezer Weizman, ancien ministre de la défense et chef du nouveau parti Yahad (Ensemble). Ses quatre années de traversée du désert ne *lui* ont pas mal réussi. « *Je suis prêt à tous les jobs importants* », nous disait-il l'hiver dernier en rongeant son frein. Dès qu'il flaira des élections anticipées, il mit sur pied une liste « *centriste* » où fourmillent les généraux en retraite, et s'envola pour les Etats-Unis trouver l'argent de sa campagne.



M. Weizman vu par Selakmann

M. Weizman est un personnage de légende aux multiples talents. Il fut l'un des premiers pilotes de combat, avant de commander l'armée lors de la guerre de six jours. Il est aussi armateur, marchand d'armes et importateur de voitures japonaises. Impulsif, il est connu pour son franc-parler et ses coups d'éclat. A soixante ans, ce baroudeur de charme, un brin mégalomane, soigne son look. Sur ses affiches électorales, on le voit dans un cockpit, coiffé du casque blanc des aviateurs. Son slogan : « *Je crois en Weizman.* » Son programme ? : souvent annoncé, on l'attend toujours. « *Si vous votez pour moi*, dit-il aux électeurs, *vous êtes sûrs de jouer gagnants.* » On dit qu'il s'alliera au parti vainqueur quel qu'il soit. Il rêve de jouer les « *faiseurs de roi* » et brigue déjà le ministère des finances. « *Colombe* » démissionnaire du Likoud en 1980, puisqu'il jugeait M. Begin trop « *faucon* », il tient les accords de Camp David pour aussi importants que la « *déclaration Balfour* ». Son mot d'ordre : « *Vaincre dans la paix comme dans la guerre.* »

Tout aussi baroudeur mais beaucoup moins colombe, M. Ariel Sharon, numéro quatre de la liste Likoud, a mené campagne tambour battant. Un an et demi après avoir été contraint à la démission, l'ancien ministre de la défense et artisan de la guerre au Liban, a retrouvé toute sa fugue. Sa cote dans l'opinion semble inchangée. Un Israélien sur cinq l'adore, assurent les experts, et un sur deux le déteste. Ses partisans, séfarades le plus souvent, l'accueillent toujours aux cris d'« *Arik, roi d'Israël* » et il reste parmi les chefs du Likoud celui qui galvanise le plus les foules. Le bouillant général, qui ne fait jamais dans la nuance, proclame à l'envi que « *les travaillistes mentent sans cesse* ». Il lui est aussi arrivé ces derniers temps de jouer les martyrs en accusant ses collègues ministres « *d'être tous contre lui* ».

Le général Rafaël Eytan, ancien chef d'état-major et blâmé, lui aussi, par la commission Kahane après les massacres de Sabra et Chatila, chasse sur les mêmes terres que son ancien patron. Il avait promis de se retirer dans une *moshav* (coopérative agricole) pour goûter les joies simples de la menuiserie, mais n'a pas tenu parole. Animateur de la liste Tzomet (Carrefour) alliée au parti d'extrême droite Tehiya (Renaissance), « Rafoul » réussit une remarquable percée politique. Les sondages lui prédisent au moins six sièges. Connu pour ses propos teintés de racisme et ses discours à l'emporte-pièce, il aime ironiser. « *Nous sommes prêts*, dit-il, *au compromis territorial... de la part des Arabes.* » Très populaire auprès d'une partie de la jeunesse, « Rafoul » est, de toute évidence, l'« *homme à suivre* » de la droite.

Begin, le grand muet

Sur cette campagne a plané l'ombre du plus prestigieux des Israéliens : Menahem Begin. Le fondateur du Herout vit reclus dans un quatre-pièces situé à Yeseh Nof, un nouveau quartier de Jérusalem. Il est moins dépressif, a repris du poids, lit les journaux, regarde la télévision, répond au téléphone et prend l'air de temps à autre sur son balcon. « *Begin me manque* », avoue publiquement M. Shamir. Ses adversaires travaillistes ont soigneusement évité toute attaque personnelle contre le vieux chef de crainte qu'il sorte de son mutisme et leur fasse perdre de nombreuses voix. « *Si seulement*, disent les dirigeants du Likoud, *Begin pouvait nous exprimer son soutien.* » Ils attendent un geste, un appel, une prise de position. Ils lui ont même réservé huit minutes à la télévision au cas où... Mercredi soir, lors d'un meeting du Likoud, cent mille personnes clamaient son nom à Tel-Aviv. Mais, jusqu'à présent, M. Begin est resté silencieux ; il a même refusé l'honneur, pourtant purement symbolique, de figurer à la cent vingtième place sur la liste du Likoud. Sa seule marque d'intérêt pour le parti au pouvoir fut de lui adresser un chèque de 25 000 shekels (environ 100 dollars). Les stratèges du Likoud, ravis de l'aubaine, ont aussitôt réuni une conférence de presse pour annoncer la bonne nouvelle...

J.-P. L.

AMOS OZ, ÉCRIVAIN ET CANDIDAT TRAVAILLISTE

« J'ai une nouvelle pour certains : Israël n'est pas un pays chrétien... »

A quarante-cinq ans, Amos Oz est un des écrivains les plus connus et aussi les plus contestés d'Israël. Membre du mouvement* La paix maintenant, *il a accepté de figurer symboliquement — à la cent dixième place — sur la liste du Parti travailliste, car il estime qu'Israël est* « proche du point de non-retour ». *Le romancier s'explique ci-dessous, en termes parfois assez crus, sur son engagement politique, sur l'enjeu des élections du 23 juillet, les rapports parfois conflictuels entre la gauche israélienne et bon nombre d'intellectuels français.

« *Pourquoi entrez-vous en politique pour les élections ? Vous figurez sur la liste travailliste à la cent dixième position.*

— Si je ne l'avais pas fait, je me considérerais comme un fils de chien. De plus, je ne pourrais plus écrire. Ces élections vont être très importantes. Elles seront une sorte de référendum sur les territoires occupés, car le Likoud le veut ainsi. Elles ne porteront réellement pas sur la guerre du Liban ou l'état de l'économie, sinon le Likoud serait sûr de perdre : l'économie est un désastre, et même ceux qui défendent le principe de la guerre du Liban considèrent toute l'opération comme un échec.

— *Vous parlez d'une sorte de référendum imposé par le Likoud. Quelle en serait la question ?*

— Les arguments sont très simplistes. Ce pourrait être : voulez-vous Arafat dans votre jardin ? Votez Pérès et vous aurez des Katioucha dans votre chambre à coucher... Votez Pérès, si vous aimez les Arabes. Mais si vous aimez Israël, votez pour le Likoud, dit Sharon. Le Likoud a l'avantage d'avoir un argument simple : pourquoi garder les territoires occupés est simple à expliquer. Pourquoi les rendre est difficile.

— *Le vote des jeunes aura-t-il une grande importance ?*

— Oui, car 100 000 jeunes vont voter pour la première fois. Ce sont eux qui vont décider de l'élection. Leur état d'esprit est très bizarre : ils se situent de l'extrême gauche à l'extrême droite. Mais tous sont nés dans le Grand Israël ; la plupart ne connaissent même pas les frontières de 1967. Ils ont fait la guerre du Liban mais ne veulent plus d'une guerre sans fin, de périodes militaires de soixante ou quatre-vingt-dix jours par an. La plupart aussi ne sont pas religieux, veulent que les autobus roulent le jour du shabbat, que les discothèques soient ouvertes le vendredi soir, que l'avortement soit autorisé... Quel besoin l'emportera chez eux, du Grand Israël ou d'une société civile moderne ? C'est toute la question et c'est pourquoi je me suis consacré surtout à eux pendant la campagne.

» Ils ne font guère de différence à présent entre le Likoud et les travaillistes. S'ils pouvaient avoir en *même temps* le Grand Israël et la paix, ce serait l'idéal pour eux. Mais c'est impossible et ils devront faire un choix.

— *Mais avouez que le Parti travailliste en général et Shimon Pérès en particulier ne sont pas très convaincants !*

— *C'est vrai que Rabin*, Pérès et Navon ne s'animent pas mais tous les trois ont conscience que l'heure est grave. Perès en particulier ; il ne cherche plus à satisfaire tout le monde ; les humiliations que lui a fait subir Begin pendant des années l'ont pénétré jusqu'aux os, et il veut combattre. Il est sincèrement convaincu, en particulier, que l'annexion par Israël des régions fortement peuplées d'Arabes serait la fin d'Israël. Et il comprend que nous sommes prêts du point de non-retour.

» Bien sûr, en tant que membre du mouvement La paix maintenant, je n'approuve pas tout le programme du Parti travailliste, en particulier la solution jordanienne pour les territoires occupés. Mais, dans la situation actuelle, je n'ai pas le choix...

La confusion en France

— *Estimez-vous aujourd'hui que le mouvement La paix maintenant soit plus fort qu'avant la guerre du Liban ?*

— Il est sans doute plus fort qu'avant cette guerre mais il est moins puissant qu'après la visite de Sadate. Mais à ce sujet je voudrais dire qu'il y a pas mal de confusion en France. Nous ne sommes pas un mouvement de hippies du genre « *Faites l'amour, pas la guerre* ». Nous ne *sommes pas un mouvement* pacifiste du genre de ceux qu'ont connus les Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam. Nous sommes tous prêts à combattre mais pour deux raisons seulement : l'existence d'Israël et sa liberté. Rien d'autre. Et surtout pas pour des « guerres optionnelles ». C'est Begin qui a inventé cette notion il y a un an et demi, disant qu'il valait mieux *faire la guerre avant que* l'existence d'Israël ne soit en danger. Nous ne sommes pas du tout d'accord et nous refusions ces guerres préventives.

» *Cela ne veut pas dire que nous* cherchons à coucher avec les Palestiniens. Nous recherchons au *contraire un divorce juste. Mais* j'avoue que les Palestiniens qui parlent anglais, autour d'une tasse de thé, à *Paris ou à Londres*, ne m'intéressent pas. Je les ai trop entendus dire ensuite le contraire, en arabe, à Beyrouth ou à Alger. Je ne veux plus parler qu'en arabe avec eux... et je sais que ce n'est pas demain qu'ils nous feront des propositions acceptables.

» Pour en revenir aux rapports de la France avec Israël, je dirai que ce n'est pas le rôle des Français que de vouloir réaliser je ne sais quels Etats-Unis du Proche-Orient.

» Parfois, j'ai l'impression que la France veut qu'Israël soit le pays le plus chrétien du monde, sinon le seul. Mais j'ai une nouvelle pour ceux qui raisonnent ainsi : Israël n'est pas un pays chrétien. La paix maintenant n'est pas un mouvement chrétien. Nos critères moraux ne sont pas européens. Le rêve de Herzl est bien fini : Israël ne sera jamais une réplique pacifique de l'Autriche-Hongrie au cœur du Proche-Orient. C'était une belle vision mais elle était un peu folle.

— *J'ai été frappé par la violence de votre réaction à propos des rapports France-Israël ?*

— C'est qu'il est important de ne pas aider nos faucons. Il leur est si facile de nous dire : regardez vos amis de l'étranger ; ils seront toujours anti-israéliens... Le problème n'est pas tant celui de territoires occupés que celui de la métaphysique du juif : les juifs seront-ils toujours isolés, haïs ? Pourquoi être un « gentil juif » ? Nous prétendons qu'il y a correspondance entre la *façon de nous conduire* et celle dont le monde nous regarde. Notre sensibilité est exacerbée, et chaque Israélien, *quand il se couche*, se demande ce qu'a écrit sur nous le *New-York Times*, *le Monde* ou la *Frankfurter*... Ce que vous écrivez a finalement plus d'effet en Israël que chez vous. »

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC.

Liban

Attentat à la roquette contre l'ambassade soviétique

Un attentat à la roquette, qui n'a pas fait de victimes, a été commis vendredi 20 juillet en début de soirée contre l'ambassade d'Union soviétique à Beyrouth. L'engin (de fabrication américaine) a atteint le quatrième étage de l'ambassade, située à proximité de la corniche Mazraa, en secteur musulman. Il a été tiré depuis une station d'essence située à 150 *mètres en face de la re*présentation soviétique. Le lance-roquette était télécommandé. L'attentat a provoqué des dégâts dans deux pièces habitées par un diplomate.

Le 5 mai, une roquette avait déjà été tirée contre le centre culturel soviétique, *situé également* à Beyrouth-Ouest. L'attentat, qui n'avait pas non plus fait de victimes, avait été *revendiqué par une* organisation inconnue, les « Forces de l'aube islamique », qui protestait contre la présence soviétique en Afghanistan. Cette fois-ci, un correspondant anonyme s'exprimant en arabe a téléphoné au bureau de l'agence américaine Associated Press à *Beyrouth, revendiquant* l'attentat au nom de l'« Organisation de l'épée acérée », également inconnue jusqu'à présent. Le correspondant s'en est pris à ce qu'il a appelé le « *centre d'espionnage soviétique* », ajoutant qu'il ne s'agissait que d'un avertissement destiné à mettre en garde Moscou contre « *son ingérence directe dans les affaires politiques internes libanaises* ». « *A partir de maintenant, le groupe frappera tous et chacun des Russes sur le sol libanais* » si l'URSS n'écoute pas cet avertissement. « *La volonté qui a obligé les « marines » américains et les Français à quitter Beyrouth est capable de faire trembler la terre sous les pieds des Russes* », a encore déclaré le correspondant, utilisant le vocabulaire habituel des mouvements islamistes d'obédience iranienne.

On note que l'attaque a coïncidé avec la visite d'une semaine effectuée en Union soviétique de M. Nabim Berri, dirigeant de la milice chiite Amal et ministre de la reconstruction, chargé des problèmes du *Liban-Sud*.

D'autre part, quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées jeudi 19 juillet au soir à Zghorta (Liban-Nord), ou des hommes armés non identifiés ont ouvert le feu sur des civils. Des femmes et des enfants figurent parmi les victimes. Zghorta, située à sept kilomètres au sud-est de Tripoli, est le fief de l'ancien président Soleiman Frangié, dont la milice *Marada* a combattu quatre jours, durant la semaine dernière, les forces du Parti national social syrien (PNSS).

En juin, près de deux cents étudiants ont manifesté vendredi 20 juillet devant le ministère libanais de l'Education après l'échec de leurs négociations avec le ministère sur le report des examens. La police a tiré en l'air pour disperser les manifestants, qui ont commencé à jeter des pierres quand ils ont appris que M. Selin Hoss avait récemment déclaré qu'il avait donné l'ordre aux *écoles de rester ouvertes cet été*, afin de permettre aux étudiants qui le désiraient de rattraper leur retard, dû à la guerre. *(AFP AP Reuter)*.

AIR FRANCE ET LA KLM DESSERVENT A NOUVEAU BEYROUTH

La compagnie Air France a décidé de reprendre ses vols à destination de Beyrouth, à partir du mardi 24 juillet. Cette desserte avait été interrompue, le 12 novembre 1983, en raison des combats qui se déroulaient autour de l'aéroport de la capitale libanaise. La liaison comportera deux vols par semaine, le mardi et le vendredi, qui seront assurés par un Airbus au départ de Roissy-Charles-de-Gaulle.

D'autre part, la compagnie néerlandaise KLM rétablira, elle aussi, des vols réguliers pour Beyrouth à partir du 26 juillet. Deux fois par semaine, ses appareils y feront escale sur la route d'Amman (Jordanie) et de Damas (Syrie). La KLM avait cessé de desservir Beyrouth le 13 janvier dernier.

Maroc

Le roi Hassan II met la Mauritanie en garde contre les activités du Polisario

Rabat (AFP, Reuter, AP). — Le roi Hassan II a accusé vendredi 20 juillet des « *assaillants venus du territoire mauritanien* » d'avoir lancé des attaques contre des objectifs marocains et a averti que l'armée marocaine userait du droit de poursuite au cas ou cette situation se perpétuerait.

Dans un message adressé au président mauritanien, le lieutenant-colonel Mohamad Khouna Ould Haydallah et dont le texte est publié par l'agence marocaine de presse MAP, le roi affirme que les « *assaillants* », *c'est-à-dire le Front Polisa*rio, ont attaqué à deux reprises, les 13 et 19 juillet, « *le territoire de Dakhla* » (sud-ouest du Sahara occidental sur le littoral atlantique). Le souverain ne donne aucune précision sur l'ampleur des opérations. Il assure que « *les assaillants sont venus du territoire mauritanien* ».

« *Dans l'un comme dans l'autre cas* [les deux attaques], souligne le roi, *nous avons ordonné à nos troupes de ne pas poursuivre l'ennemi au-delà des frontières de notre pays. Cette situation ne peut cependant se perpétuer sans que nos forces armées se trouvent dans l'obligation, en repoussant les assauts subis, de harceler leurs attaquants jusque dans leur ultime refuge.* »

Le Front Polisario, dans un communiqué publié le 15 juillet à Alger, avait annoncé avoir attaqué deux jours plus tôt des « *concentrations* » de troupes marocaines près de Dakhla, la seconde ville du Sahara occidental, située à quelque 250 kilomètres au sud des principales lignes de défense et protégée par son propre « mur ».

D'autre part, M. Mohamed Belgacem Zoui, émissaire spécial du colonel Kadhafi, est revenu jeudi au Maroc pour transmettre un nouveau message du chef de l'Etat libyen au roi Hassan II, rapporte l'agence marocaine MAP.

M. Zoui avait déjà remis la semaine précédente une série de messages du colonel Kadhafi aux chefs d'Etat de Tunisie, d'Algérie, de Mauritanie et du Maroc.

Il avait indiqué, au cours d'une conférence de presse donnée le 16 juillet à Rabat, que ces messages portaient sur des propositions destinées à « *rétablir l'unité arabe et à former un front uni sur le problème palestinien* ».

Il y a quelques jours, au congrès de l'USFP, parti de gauche marocain, le représentant de la Libye s'était prononcé contre la création de « *micro-Etats* » dans la région.

QUATRE QUOTIDIENS FRANÇAIS IMPRIMÉS A CASABLANCA

Rabat *(Reuter)*. — Malgré les protestations des patrons de presse marocains, le gouvernement a autorisé l'impression de quatre quotidiens français à Casablanca.

Aux termes d'un décret paru dans le dernier *Bulletin officiel*, et signé par le premier ministre M. Karim Lamrani, *le Figaro*, *France-Soir*, *l'Equipe* et *Paris-Turf* pourront être imprimés simultanément en France et au Maroc grâce à des installations déjà en place qui utilisent les satellites.

Les mêmes installations sont utilisées depuis avril pour la publication du quotidien saoudien *El-Chark El-Haoussat*, dont le siège est à Londres.

Étranger

CHYPRE

La carte postale déchirée

Il y a dix ans, le coup de force mené à Chypre contre Mgr Makarios avait une conséquence heureuse : l'effondrement de la dictature grecque, prise à son propre piège (voir page 2). Mais pour l'île d'Aphrodite, partiellement occupée par les Turcs, c'était le début d'une tragédie. Les 7 et 8 août, à Vienne, on va à nouveau en discuter, et Nicosie a accepté, mercredi dernier, l'invitation du secrétaire général de l'ONU. La « République » turque du nord a fait de même. Qui croit encore à un règlement ?

De notre envoyé spécial

Nicosie. – Pour se rendre de Nicosie à Larnaca, qui est devenu l'aéroport international de Chypre (celui de la capitale est interdit), il faut compter une bonne heure en faisant un long détour obligé, alors qu'autrefois une demi-heure suffisait amplement : la route directe a été coupée par la *« ligne Attila »*. Tracée il y a dix ans par l'armée turque, elle partage l'île en deux : les plaines du Nord – 40 % du territoire ou, plus exactement, 36,8 % – où vivent quelque 120000 Chypriotes turcs (18 % de la population) auxquels sont venus s'ajouter quelque 50000 colons d'Anatolie et les 30 000 soldats dépêchés par Ankara, et le Sud, assez montagneux, où 300 000 Chypriotes grecs ont réussi le miracle d'intégrer 200000 personnes chassées par les envahisseurs et réfugiées dans leur propre pays.

Jusqu'à l'année dernière, Chypre était une île sous quatre drapeaux : le grec, le sien, ceux de la Turquie et de la Grèce, enfin le drapeau bleu de l'ONU. Depuis le 15 novembre 1983, date à laquelle M. Rauf Denktash a proclamé la *« République turque du nord de Chypre »* (KKTC), que nul n'a reconnue hormis la Turquie, un cinquième pavillon a fait son apparition : blanc frappé d'une étoile et d'un croissant rouges et barré de deux bandes horizontales également rouges, symbolisant le double lien avec Chypre et la Turquie. On le voit flotter à Nicosie sur la cathédrale Sainte-Sophie transformée en mosquée et de temps à autre sur la ligne Attila où domine largement l'emblème des forces turques d'occupation.

« Aujourd'hui il n'y a plus de problème de réfugiés », nous dit un diplomate en exprimant son admiration devant la volonté déployée par la population pour assurer la réinsertion des victimes. M. Christos Artemiou, président élu du comité des réfugiés, confirme : *« 55 % d'entre eux ont un logement dont ils sont propriétaires ou que le gouvernement a mis gratuitement à leur disposition et 45 % sont locataires des appartements construits par l'Etat. Nous avons refusé d'entretenir la plaie en vivant avec une mentalité d'assisté ! »* Ainsi sur la route de Famagouste, devenue ville fantôme, les habitants d'Achna se sont-ils réinstallés dans un bois proche. Les tentes ont rapidement été remplacées par des baraques en dur, lesquelles ont parfois cédé la place à de belles et coquettes villas. De leur fenêtre, ils voient avec amertume de l'autre côté de la ligne Attila leur village abandonné et leurs champs en friche.

Les disparus

A la sortie de Nicosie, l'Etat a construit trois cités : Strovolos 1, 2 et 3. Comme pour s'insurger contre un destin trop injuste, les réfugiés font pousser toutes les fleurs possibles sur leurs balcons ou dans les minuscules jardins qui précèdent leur duplex : bougainvillées, canas, rosiers, jasmins, zinnias, géraniums... donnent un air de gaieté à ces HLM de bonne qualité. Mais les vieux sont tristes. *« Dans notre village, nous étions tous parents et nous avions nos champs. Ici je connais à peine mes voisins et je n'ai que ce pied de vigne pour m'occuper »*, raconte l'un d'eux en nous montrant la treille où pendent de belles grappes de raisin. Puis il explique simplement que sa femme, comme beaucoup d'autres, *« est morte de nostalgie »*. Si certains ont fait fortune, d'autres jadis aisés se demandent aujourd'hui comment doter la fille en âge de se marier ou envoyer leur fils étudier à l'étranger puisque Chypre n'a pas d'université.

VIOLETTE LE QUÉRÉ.

M. Artemiou dresse un sévère réquisitoire, non pas contre les Chypriotes turcs, dont 50000 ont dû quitter le Sud, mais contre l'armée d'Ankara et M. Denktash, qui a été élu « président » avec 51 % des voix grâce à l'appoint des militaires et des colons. *« Ils ont,* dit-il, *installé ces étrangers sur nos terres. Ils leur distribuent des titres de propriété et des cartes de citoyenneté et prétendent que le Nord représente 30 % de la population totale. Ils ont changé les noms des villes, des villages et des rues. L'invasion a endeuillé 7 000 familles sans parler des disparus sur lesquels règne la plus grande incertitude... »*

Ces disparus – 1 619 dont 700 civils comprenant 112 femmes et 26 enfants, – pour lesquels un dossier a été établi, représentent à la fois un mystère, un élément de contentieux et un objet de marchandage. Il s'agit de personnes dont beaucoup ont été entendues à la radio ou vues après l'invasion de juillet-août 1974 affirme, preuves à l'appui, le Comité des parents des personnes disparues.

Les autorités chypriotes turques n'en ont pas moins nié l'existence de ce problème jusqu'en 1981. Elles ont alors accepté le principe d'une commission d'enquête mais ont engagé une bataille de procédure qui a duré deux ans. Finalement, tandis que les familles vivent un véritable calvaire, la commission d'enquête a entamé ses travaux en mai et doit tenir sa troisième séance le 7 août.

Un vieux quartier pittoresque

La ligne Attila est étanche pour tous les Chypriotes, grecs ou turcs. Les étrangers peuvent la traverser à la hauteur du Ledra palace – *siège des « casques bleus »* – à condition d'être munis d'une autorisation qui n'est pas toujours facile à obtenir.

Il n'y a plus de villages où coexistent Chypriotes grecs et turcs, sauf deux : Potamia et surtout Pyla, près de Larnaca, qui a la particularité d'être à cheval sur la ligne de démarcation. Sans doute a-t-on laissé subsister cette « anomalie » car elle permet aux deux camps de se renseigner sur ce qui se passe chez le voisin !

Pour qui n'est pas revenu depuis dix ans à Chypre, la métamorphose de la partie sud saute aux yeux. En 1972-1973 le Nord représentait 70 % du PIB et 80 % de l'industrie hôtelière. C'est là que se trouvaient les terres les plus fertiles, Famagouste, premier port de l'île et zone industrielle par excellence, mais aussi centre de loisirs avec Kyrenia. Face à l'adversité, le Sud s'est reconverti.

Les hôtels perdus au Nord, on les a reconstruits au Sud plus nombreux, plus beaux, plus modernes. Limassol a remplacé Famagouste. La ville a littéralement explosé pour s'étaler à gauche, à droite, en profondeur autour du port. Elle est devenue un centre d'affaires, une cité industrielle et un complexe touristique. *« C'est Beyrouth bis »*, disent les Chypriotes grecs, et de fait quelque 20000 Arabes dont 15000 Libanais y vivent et y travaillent. Larnaca a fait de même mais avec moins d'ampleur. Nicosie ne cesse de s'étendre mais elle essaie aussi de préserver son âme. Dans la vieille ville, les autorités ont restauré dans le style traditionnel un quartier qui tombait en ruine : restaurants et tavernes comme le Café de Tchalamatis, ateliers d'artisanat inaugurés en décembre, s'ordonnent autour de ruelles piétonnes, de petites places et de jardinets où l'on déguste l'ouzeo (anis) en mangeant des mézés (hors-d'œuvre). Baptisé *« Laïki Yitonia »*, ce « quartier populaire » connaît déjà le même succès que la Plata à Athènes avec ses joueurs de bouzouki (luth grec), ses chanteurs et, lorsqu'ils auront grandi, l'odeur entêtante des jasmins.

Le retour des touristes

Le Sud manquait d'eau. Qu'à cela ne tienne : on construit des barrages et l'on met au point avec la coopération de la France un ingénieux système hydraulique. On remplit les barrages à la fois avec la pluie et de l'eau pompée dans la nappe souterraine. Pour accroître la pluviométrie, on s'est mis à reboiser collines et montagnes; mais les résultats ne seront sensibles que dans quinze ans. Paradoxe : le Nord, qui bénéficiait d'appréciables réserves hydrauliques, connaîtrait une relative pénurie à la suite de pompages inconsidérés.

Mais ce boom économique a son revers. Si le pays a enregistré la venue de 627000 touristes en 1983 et en attend 700000 cette année, il connaît aussi un assez fort endettement et a eu un déficit de la balance des paiements de 95 millions de livres (1 livre égale 15 F) qu'il espère ramener à 6 en 1984, 6 millions auxquels il faut ajouter, il est vrai, l'achat de deux Airbus d'une valeur de 60 millions de livres. Autre sujet de relative inquiétude : le chômage est passé de 2 à 3 %. C'est peu, dira-t-on, par rapport aux taux européens. Certes, mais les chômeurs – 8000 – sont presque tous des diplômés : ingénieurs, architectes, techniciens qualifiés.

« Pourtant, nous confie un réfugié, *ce ne sont pas ces difficultés que nous redoutons le plus. Les Turcs ont comparé Chypre à un revolver pointé sur le cœur d'Ankara. Nous sommes 500000 et les Turcs 36 millions; notre armée compte 10000 hommes et la leur 445000. Ce qui nous inquiète vraiment, c'est qu'aucune solution n'est en vue. »* La carte postale de jadis est déchirée. On n'est pas près d'en recoller les morceaux.

PAUL BALTA.

JAPON

Ces maudits cadeaux de rigueur

Pourquoi les Japonais en voyage touristique se ruent-ils en groupes compacts dans tous les magasins ? Parce qu'ils doivent rapporter au pays les cadeaux de rigueur. On n'échappe pas à cette implacable obligation. Elle est pourtant aussi coûteuse qu'astreignante. Mais qui irait contre la tradition ?

De notre correspondant

Tokyo. – Yumiko, secrétaire surmenée, soupire. Depuis quelques jours, après des heures de bureau qui sont, souvent, gratuitement élastiques dans le sens de la longueur, elle fait des heures supplémentaires dans les grands magasins.

Avec des dizaines de millions d'autres Japonais, à la même époque, elle dépense temps, argent et énergie dans la cohue, la chaleur et les formulaires en trois exemplaires pour faire... des cadeaux. Heureusement, les vendeuses sont uniformément aimables et les stocks semblent inépuisables. Mais il faut quand même se dépêcher, rentrer dans les trains bondés, s'occuper des enfants, du dîner et même du mari lorsqu'il consent à rentrer avant minuit. *« La vie,* soupire Yumiko, *n'est pas toujours un cadeau ! »*

Un peu partout, c'est bien connu, *« les petits cadeaux entretiennent l'amitié »*, et peu importe leur valeur pourvu qu'ils *« viennent du cœur »*. Au Japon, où la coutume adore faire mentir la *« sagesse »* occidentale, le cœur n'est pas absent mais, dans l'ordre très codifié des choses, les cadeaux procèdent plutôt de la raison – collective et commerciale. Offrir en temps voulu les cadeaux attendus aux gens prévus est plus qu'une tradition, c'est une obligation professionnelle et sociale, un rituel bi-annuel qui cimente les liens de toute la nation et auquel il n'est guère loisible d'échapper.

Selon les sondages, trente-quatre millions de foyers japonais y sacrifient deux fois par an pendant toute une vie, et l'on sait que les Japonais battent les records de longévité.

Sans originalité, généralement comestibles ou utilitaires, et offerts de bas en haut de la pyramide, les paquets-cadeaux confirment l'appartenance au groupe, le respect et la dépendance hiérarchiques, la dette à l'égard du mentor, du maître et de l'entremetteur; ils s'échangent d'une compagnie à l'autre, récompensent les gros clients, etc. Ajoutant à la trame déjà fournie des obligations professionnelles et sociales, le rite du cadeau fait aussi prospérer les affaires. Obligatoirement.

Ivresses, effluves, fumées...

Ce ne sont pas les commerçants locaux, ni même les producteurs étrangers (*tout* particulièrement français), qui se plaindront de cette tradition. En effet, sans elle, que seraient les performances des uns et des autres sur le marché japonais et jusqu'où plongeraient des balances commerciales aux plateaux déjà déprimés ?

Alcools, parfums et tabacs occidentaux sont au Japon des cadeaux de luxe symboliques, aussi prisés pour leur valeur marchande que pour leur nature même. La plupart partent en ivresses, effluves et fumées, mais il est des flacons qui vieillissent sur des étagères, bouteilles-souvenirs souvent astiquées mais jamais ouvertes. Qu'importe l'ivresse pourvu qu'on ait le flacon, preuve tangible de considération.

L'étranger qui, avenue de l'Opéra, à l'escale d'Anchorage (Alaska) ou ailleurs, reste hypnotisé par ces groupes de Japonais montant à l'assaut des comptoirs de produits de luxe, lâchant quelques billets (des yens *« lourds »*) et repartant chargés de paquets, ne doit pas imaginer qu'ils vont, une fois rentrés, fumer les cigares, boire l'armagnac et porter la cravate de soie.

Non. D'ailleurs, s'il en était égoïstement ainsi, le douanier nippon serait-il si bon enfant ? Comme dit Yumiko, dont le mari, parfois, voyage : *« L'alcool c'est pour le kacho* (chef de service), *et les cigarettes pour les collègues du bureau. C'est toujours comme ça. »*

Et les parfums ? *« Quelquefois pour moi, autrement je ne sais pas »*, dit-elle pudiquement. Dans l'« Empire des mâles » qu'est le Japon les « petits cadeaux » ont tant d'emplois...

Deux fois par an donc, à la fin de l'année (O Seibo) et au début de l'été (O Chugen), juste après la distribution des bonus semestriels aux employés – heureuse coïncidence, – il faut y aller de sa série de savons et serviettes, boites de thé, bocaux de confitures, douceurs, alcools, algues séchées, jambon, bœuf de kobé, etc. Les étals varient peu, pas plus que les paquets, les prix, les récipiendaires ou la distribution à domicile.

Hommage au patron

Les bénéficiaires sont généralement au-dessus de vous, jamais au-dessous. De leur rang, et donc de leur âge, du degré de dépendance et de patronage dépendent la taille et le prix du *presento*. Cela peut aller de quelques milliers à plusieurs centaines de milliers de yens. Le patron et le chef de service ne sont pas les seuls honorés par ce rituel de soumission qui agite toute la nation. Certains parents, les bons clients, le partenaire d'affaires, le professeur, le maître, le mentor et, surtout, l'intermédiaire obligé de certains rites sociaux (le mariage « arrangé », par exemple), bref, ces personnages centraux autour desquels une vie nippone gravite et s'ordonne sont sur la liste des offrandes.

Cela dit, les premiers bénéficiaires de l'affaire sont les grands magasins et leurs fournisseurs. En décembre et en juillet ils nagent, sinon dans le bonheur, du moins dans les yens. Car, si les fabricants de produits de luxe étrangers y trouvent leur compte, que dire du pactole encaissé par les *departos* (japonisation de department stores) à cette occasion ? Décidément, au Japon, la tradition a le sens des affaires et les affaires épousent allègrement la tradition, toutes les traditions. Dans un pays qui a l'art de japoniser les modes occidentales, toute célébration ou presque est bonne pour le tiroir-caisse. Par exemple, avant O Shogatsu (premier de l'an) le cadeau de Merry Kurisumasu (Merry Christmas) se répand chez les jeunes.

Un marché noir de revente

Une seule statistique suffirait à justifier l'indéfectible attachement de l'élite du négoce à la coutume : les enquêtes montrent que les grands magasins font jusqu'à 40 pour cent de leur chiffre d'affaires annuel dans les deux courtes périodes considérées. On imagine le déluge de billets, le raz de marée des clients.

Muni d'un boulier, ou d'une calculette *(made in Japan)*, on peut s'amuser à calculer, grosso modo, leurs recettes. Si trente-quatre millions de foyers japonais font en moyenne sept cadeaux de 4000 yens (145 francs) chacun par an, quelle est la somme encaissée par les grands magasins ? Réponse : près de 1 000 milliards de yens.

Les grandes compagnies représentent à elles seules environ un tiers du montant des achats. On comprendra alors que les cadres, chargés deux fois par an de passer commande en gros de centaines, voire de milliers, de cadeaux au nom de leur société, soient particulièrement courtisés par les *departos* et, eux-mêmes, arrosés de cadeaux. Par ailleurs un véritable marché noir de revente des cadeaux existe. En effet, certaines personnes, plus supérieures, ou plus stratégiquement placées que d'autres (c'est le cas de certains fonctionnaires), reçoivent des dizaines de cadeaux et cherchent soit à les échanger soit à les revendre, ce qui crée un marché parallèle du cadeau d'occasion. Personne n'ignore cette pratique, surtout pas le service des impôts, mais chacun ferme les yeux : respect de la tradition oblige.

« Allons, Yumiko, O Chugen sera bientôt passé ; vous allez souffler : plus de cadeaux pendant six mois. » Ce genre de remarque censée réconforter provoque un regard doublement attristé : étranger, vous n'avez rien compris; Japonaise, elle n'est pas tirée d'affaire. Reprenons : O Chugen et O Seibo c'est « en plus » de toutes les autres « petites obligations » et « petits cadeaux » qui jalonnent le déroulement des vies et des ans, bien plus qu'ailleurs.

Pour O Bon (fête des morts), à la mi-juillet, Yumiko ira passer quelques jours de congé d'été (quatre à cinq en moyenne pour les salariés japonais, lorsqu'ils sont effectivement pris) dans la famille de son mari à Hokkaido. Les bras chargés de cadeaux : faire des offrandes aux morts c'est bien, mais il serait malvenu d'oublier les vivants. Huit cadeaux donc. Même rituel lorsque le couple rendra visite à sa famille à elle. Et puis, de même que O Bon succède de peu à O Chugen en juillet, immédiatement après O Seibo vient le nouvel an. Là encore, cadeaux, mais familiaux cette fois ; cinq ou six en moyenne.

Moins prévisibles, mais à peine moins obligatoires, sont les cadeaux faits à l'occasion de mariages, naissances ou funérailles de gens appartenant à votre environnement familial et socioprofessionnel. Pour chaque occasion, et toujours selon le rang du marié, du défunt ou de l'heureux père, on donne de l'argent : de 5000 à 50000 yens (de 180 à 1800 F).

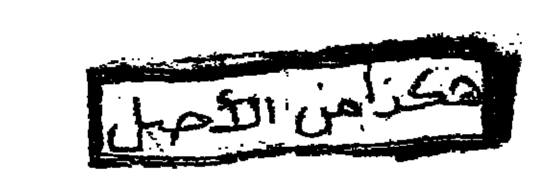


FRANCHINI.

En retour, le récipiendaire ou ses proches doivent vous rendre, en quelque sorte, la monnaie de votre billet ; vous offrir à leur tour un cadeau équivalent à « moins de la moitié » de la somme reçue de vous. Cela s'appelle O Kaeshi (donner en retour). Ces événements-là surviennent en moyenne une à deux fois par mois, mais se multiplient avec l'âge et les responsabilités. S'y ajoutent régulièrement diverses réceptions très formelles qui se terminent invariablement par la distribution de paquets cadeaux, tous identiques, à chaque invité courbé par la reconnaissance et l'étiquette.

La vie des Japonais est ainsi ponctuée, et leur portefeuille ponctionné, du 1er janvier au 31 décembre, par ces rituels rigoureux, fréquents et essentiels. Il n'y a pas à s'y tromper : quel prix mettre, à quel degré s'incliner, comment se placer et s'habiller, etc., tout est très précisément codifié dans un livre indispensable pour savoir se comporter en société du début à la fin, du berceau au cercueil : le *Kankon Sosai*, vademecum du parfait Japonais, best-seller à des millions d'exemplaires, et... cadeau indispensable.

R.-P. PARINGAUX.



France

Aux affaires européennes et porte-parole du gouvernement

M. Roland Dumas cumule, dans le gouvernement de M. Laurent Fabius, deux fonctions qui lui avaient été attribuées, dans le dernier gouvernement de M. Pierre Mauroy, sous la pression des circonstances. Il avait remplacé M. André Chandernagor, devenu premier président de la Cour des comptes en décembre 1983, aux affaires européennes, au moment où la France prenait la présidence de la Communauté, puis M. Max Gallo, élu au Parlement européen le 17 juin, au poste de porte-parole du gouvernement.

M. Dumas a joué un rôle diplomatique déterminant dans la désignation de M. Jacques Delors comme successeur de M. Gaston Thorn à la présidence de la Commission des communautés européennes. Le ministère de l'éducation nationale, laissé vacant par M. Savary, lui a été proposé. Il a décliné l'offre.

L'ami Roland

Dans les cercles concentriques et nombreux des familiers *du président*, M. Roland Dumas occupe une place à part. N'a-t-il pas été, mercredi 18 juillet, le seul à voir le chef de l'Etat à trois reprises : le matin, au déjeuner et l'après-midi ?

C'est, il est vrai, entre tous, l'ami sincère, le compagnon constant, le confident et le conseiller qui sait garder un secret. Il n'ignore rien des aspects les plus confidentiels de la vie privée comme de l'action *publique de l'ancien député de* la Nièvre, dont il fut à chaque occasion l'avocat devant les tribunaux. Mais il est l'un des plus avares de confidences sur son voisin de la rue de Bièvre, chez qui il lui arrive fréquemment de prendre impromptu un repas, avec qui il arpente souvent, le soir venu, les quais de la Seine *ou les petites rues du quartier*, avec qui, aussi, il fait ou faisait parfois une partie de tennis, chez qui il va souvent à Latché, et qu'il reçoit à l'occasion dans sa maison de Gironde, près de La Brède, patrie de Montesquieu.

Roland Dumas, né à Limoges le 23 août 1922, se souvient qu'enfant son père le conduisait aux meetings de Léon Blum, son père, fusillé par les Allemands et dont un monument, à Brantôme, *rappelle* la *mémoire*. Lui-même prit part à la Résistance, ce qui lui valut quelques médailles et de solides amitiés.

Dans les vagues

Puis ce furent le droit, sciences-po et la London School of Economics. Un temps, il hésite sur sa vocation. Le chant — il a tâté du conservatoire — et l'opéra l'attirent. Il s'exerce au *journalisme : il est le premier* Français à interviewer Neguib en Egypte et Mossadegh en Iran. La politique le tente, et, faisant par des amis la connaissance de François Mitterrand, en 1948, il adhère à l'UDSR.

C'est au barreau qu'il s'inscrit en 1950, où il devient vite un maître. Son aisance oratoire, sa désinvolture apparente, *ses* goûts mondains et son « parisianisme » s'allient à une compétence *reconnue, parfois* redoutée, et à un talent de négociateur efficace. Des causes célèbres accroissent sa notoriété. Il est à la barre de l'affaire de l'*Observatoire*, de celle des fuites, des réseaux FLN, de l'affaire Ben Barka, *de l'affaire Markovic*, de l'assassinat du prince de Broglie, des micros du *Canard enchaîné*, de Radio-Riposte, où il défend encore une fois M. Mitterrand, et de plusieurs affaires de presse. A ces occasions, il apprend beaucoup sur *le dessous des choses* et les secrets de chacun. Il ne lui répugne pas non plus de plaider dans des affaires plus mondaines, qui défraient la chronique, comme la succession Picasso et la donation de *Guernica*. Il est l'avocat de Giacometti, de Chagall, du chanteur Placido Domingo et de l'Opéra *de Paris, des acteurs et actrices* Roger Vadim, Bernadette Lafont ou Dawn Adams.

Pendant ce temps, l'« ami » de M. Mitterrand poursuit une carrière politique qui, jusqu'en 1981, ne sera qu'à éclipses. En 1956, au nom de l'UDSR, il est élu député de la Haute-Vienne, mais la vague gaulliste le balaie deux ans plus tard. Entré à la Convention des institutions républicaines, toujours au côté de François Mitterrand, il profite des succès de la gauche de 1967 pour être élu député de la Corrèze, mais, un an plus tard, la *nouvelle poussée gaulliste rend à* M. Charbonnel son siège corrézien. En mars 1977, il fait une tentative infructueuse a l'élection municipale de Bordeaux. Enfin, en 1981, la « vague rose » lui permet de conquérir sur M. Yves Guéna la première circonscription de la Dordogne. En mai, au lendemain de l'élection présidentielle, *il était au bras du nouveau* président dans la montée de la rue Soufflot vers le Panthéon

Sa fidélité de plus de trente ans avait fait de lui un des rares confidents et un des précieux hommes de confiance du premier *secrétaire* du PS. Il avait été en 1965 avec Mᵉ Borker l'artisan du rapprochement entre M. Mitterrand, candidat à l'Elysée, et Waldeck-Rochet, alors secrétaire général du PC. Il a aussi rempli *plusieurs missions confidentielles* hors des frontières, auprès de Sekou-Touré en Guinée ou auprès de certains Etats arabes qui se méfiaient des progrès de la gauche française. On sait moins que les gouvernements *d'avant mai 1981 avaient parfois* utilisé ses bons offices pour sauver à l'étranger quelques *personnes en difficulté* ou remplir des missions de défense des droits de l'homme, comme au moment de la guerre du Polisario. A l'Elysée, M. Mitterrand l'a aussi chargé de démarches confidentielles auprès du colonel *Kadhafi ou du président Bongo*, par exemple, et cette semaine encore en Europe pour s'assurer que M. Delors serait bien élu à la Commission de Bruxelles.

En nommant M. Roland Dumas, le 18 décembre dernier, ministre des affaires européennes, le chef de l'Etat a surtout voulu auprès de lui, pendant la présidence française du conseil des Communautés, un chargé de mission à temps plein. Celui-ci ne *regrette pas aujourd'hui d'avoir* depuis cette date parcouru en Europe plus de 62 000 kilomètres. Il se félicite du résultat obtenu pour la France en Europe, mais il n'ignorait pas non plus que son premier portefeuille ministériel *était un test qu'on lui* faisait subir.

Avec le sourire subtil dont il sait *user au besoin* — Mᵐᵉ Thatcher a dit qu'elle le trouvait « *charming* », — ne se départissant jamais d'un certain humour, ayant le sens de la relativité des choses, M. Dumas, qui parle bien l'anglais et assez bien l'allemand — au point d'en *faire l'habile* démonstration devant un Claude Cheysson fort surpris lors d'une *conférence de presse* à Strasbourg, — a fait aux yeux de M. Mitterrand la preuve de ses compétences ministérielles, qui mériteront sans doute, dans un avenir proche, une autre promotion.

ANDRÉ PASSERON.

RECTIFICATIF. — dans le portrait de M. Pierre Joxe, publié dans *le Monde* du 21 juillet, nous avons écrit que le deuxième gouvernement Mauroy avait été constitué le 23 juillet 1981 ; c'est bien entendu, 23 juin 1981 qu'il fallait lire.

APRÈS LA RUPTURE AVEC LE GOUVERNEMENT

Le débat interne au PCF risque d'être paralysé

La décision du Parti communiste de ne plus partager la responsabilité de la politique de la gauche n'était pas inscrite clairement dans les déclarations des dirigeants du parti ces dernières semaines. Certes, M. Georges Marchais, dans une interview publiée par *le Monde* du *15 juin*, avait exprimé ses craintes devant les conséquences possibles de la *baisse des prélèvements* obligatoires annoncée par M. François Mitterrand, mais le secrétaire général avait indiqué, dans le même entretien, que la participation de son parti au gouvernement n'aurait « *absolument pas* » à être confirmée ni renégociée après le scrutin européen.

Les résultats de ces élections pouvaient, certes, amener les communistes à changer d'avis sur la politique qu'ils devaient mener. Toutefois, le rapport présenté par M. Claude Poperen, au nom du bureau politique, lors de la réunion du comité central, les 26 et 27 juin, indiquait : « *Nous sommes décidés à agir, au gouvernement comme partout, pour faire avancer les choses...* » La résolution adoptée par le comité central soulignait, comme le rapport du bureau politique, la nécessité d'une « *relance* » de l'action gouvernementale, en fonction des objectifs de 1981, et ajoutait : « *Les communistes sont déterminés à agir dans ce sens, au gouvernement, dans les assemblées élues comme dans tout le pays.* »

Certes, les réactions de *l'Humanité* aux mesures gouvernementales, telles que la hausse du prix de l'essence, témoignaient d'une escalade dans la critique, mais, même si le quotidien du PCF donnait, comme souvent, une vigueur particulière à ses attaques, celles-ci *paraissaient s'inscrire* dans l'orientation qui s'était dégagée des débats du comité central : il fallait valoriser davantage une participation gouvernementale qui se trouvait, du même coup, confirmée. M. Marcel Rigout, alors ministre de la formation *professionnelle, membre* du *comité* central, avait indiqué, dans les déclarations qu'il avait faites à Rome le 29 juin, que la grande majorité des intervenants, lors de la réunion des 26 et 27 juin, s'étaient prononcés en faveur du maintien de la participation. L'objectif de « *valorisation* » de celle-ci apparaissait aussi, clairement, dans l'éditorial du numéro de juillet-août des *Cahiers du communisme*, rédigé par Mᵐᵉ Mireille Bertrand, membre du bureau politique (*le Monde* daté 15-16 juillet).

Il apparaît donc que si la décision de rupture était prise dans son principe *elle a été masquée dans* les interventions publiques du PCF. Une hypothèse vraisemblable est, d'ailleurs, que la rupture était prévue pour le moment où le débat budgétaire aurait lieu à l'Assemblée nationale. La formation d'un nouveau gouvernement aurait précipité les choses, car le PCF ne pouvait pas avaliser les choix de M. Laurent Fabius, en entrant dans son équipe, pour les refuser trois mois plus tard, dans leur traduction budgétaire.

Les responsables du parti qui avaient contesté, lors de la réunion du comité central, les 26 et 27 juin, ou dans les jours suivants, l'analyse de la direction sur les causes du recul électoral du 17 juin, ont été, eux aussi, pris de court. Plusieurs d'entre eux n'ont pas participé à la réunion de la nuit de mercredi 18 au jeudi 19 juillet : c'est le cas de MM. Jean-Michel Catala, l'un des responsables de la région parisienne ; Alain Amicabile, dirigeant de la Meurthe-et-Moselle ; François Asensi, premier secrétaire de la fédération de la Seine-Saint-Denis.

Parmi ceux qui étaient présents, l'unité ne s'est pas faite sur la question *de la participation. Certains* partisans d'un débat de fond au sein du parti, sur son fonctionnement ou sur ses rapports avec les pays de l'Est, estiment qu'ils desserviraient leur cause s'ils apparaissaient, comme les opposant de 1978, trop attachés à l'union avec le PS.

Tous, cependant, estiment que la conjoncture créée par la rupture rendra leur tâche nettement plus difficile et que le débat préparatoire au prochain congrès risque d'être, comme celui de 1978-1979, paralysé par un réflexe d'autodéfense du PCF, face aux critiques que la position qu'il a adoptée va lui valoir à gauche.

PATRICK JARREAU.

Pour les « Izvestia »

LE RETRAIT DU PC « AFFAIBLIRA » LE GOUVERNEMENT

Moscou (*AFP.*) — La non-participation des communistes au nouveau gouvernement français « *affaiblira incontestablement les positions* » de celui-ci, estiment vendredi 20 juillet les *Izvestia*, dans un premier commentaire de la presse soviétique sur le retrait du PCF.

L'organe du gouvernement soviétique écrit : « *La défaite de la gauche aux élections municipales, puis aux élections européennes, ainsi que les sondages d'opinion ont montré que le gouvernement a perdu le soutien de la majorité de la population.* » « *Néanmoins*, note-t-il, *les socialistes n'ont pas l'intention de renoncer à leur politique.* » En conséquence, « *le gouvernement a rendu sa tâche encore plus complexe* », car « *les données économiques continuent d'empirer* », tandis que « *s'exacerbe la situation politique intérieure* ».

Parmi les options gouvernementales en matière de politique extérieure qui, selon les *Izvestia*, ont fait l'objet d'une « *critique acerbé* » au sein du PCF, le journal cite « *le soutien de Paris à la décision de l'OTAN relative à l'installation de missiles américains en Europe occidentale, le refus de comptabiliser l'arsenal nucléaire français dans le calcul des forces occidentales et l'intervention militaire au Tchad* ».

● *M. Marchais repart en vacances.* — M. Georges Marchais devait quitter Paris vendredi 20 juillet au soir pour continuer ses vacances en Roumanie, interrompues par l'annonce du remaniement gouvernemental suivi par la décision du PCF de ne pas participer au nouveau gouvernement de M. Laurent Fabius. Le secrétaire général du PCF, qui séjournait depuis le 1ᵉʳ juillet sur les rives de la mer Noire, était rentré précipitamment à Paris mercredi 18 après-midi par un avion spécial. M. Marchais doit regagner Paris début août, précise-t-on de source communiste.

Une « situation nouvelle » pour le centre gauche

« *L'organisation du centre gauche ne doit se faire ni à contre temps, ni n'importe comment, ni à n'importe quel prix* », telle avait été la leçon tirée de l'échec de la liste ERE aux élections européennes. Les conditions qui n'étaient pas réunies le 17 juin le sont-elles aujourd'hui ?

Pour M. Michel Crépeau, ancien président du MRG, qui, dans le nouveau gouvernement, a vu augmenter son secteur de compétences ministérielles, la réponse est « oui ». Après la décision du PC de ne plus participer au gouvernement, il estime : « *Le bon sens montre qu'une situation politique nouvelle est en train de se créer. Je ne doute pas qu'elle rende désormais crédibles les initiatives qui permettront de rassembler les très nombreux Françaises et Français qui souhaitent d'autres dimensions pour la majorité présidentielle et des chances renforcées pour la démocratie et pour la France.* » Pour sa part, M. Jean-Michel Baylet, actuel président du MRG, trouve logique le départ des communistes en raison de « *l'écart grandissant* — sur lequel depuis plusieurs mois il « *insistait* » — *entre la politique de rigueur, de modernisation et de rassemblement voulue par le président de la République et les analyses proposées par le Parti communiste* ».

M. Crépeau, lui, rappelle la nécessité de soutenir la politique du président de la République et « *la loyauté de l'alliance* [des radicaux] *avec les socialistes* ».

Le « *soutien sans participation* » décidé par les communistes n'est pas pour autant, aux yeux de certains radicaux de gauche, la condition idéale pour envisager ouvertement un élargissement vers le centre de la majorité présidentielle. Les mêmes considèrent que M. Fabius ne commence pas son action dans des conditions idéales : « *Le peuple de gauche a suffisamment de pierres dans son jardin pour ne pas se réjouir de celles que le PC vient de lui lancer.* »

Du poids que pèsera le MRG dans le gouvernement complété au début de la semaine prochaine dépendra la stratégie que les partisans d'une structuration du centre gauche adopteront. Ou ce poids sera important, et les membres radicaux du gouvernement seront à la pointe de l'opération ; ou ce poids sera modeste, et c'est de l'extérieur que devra venir une opération de rassemblement. Sous la Vᵉ République, un chef de gouvernement n'est pas censé négocier avec les partis. Certes, mais M. Baylet, qui devait rencontrer à son retour de vacances, vendredi soir 20 juillet, M. Fabius, n'a *pas manqué de rappeler* au premier ministre l'intérêt que porte son parti à certains secteurs, comme la communication, la jeunesse et les sports, l'économie sociale et les petites et moyennes entreprises.

L'emploi par M. Laurent Fabius, dans la déclaration qu'il a faite mardi soir juste après sa nomination, du mot « *rassembler* » ouvre d'autre part, selon M. Olivier Stirn, une perspective. Pour le président de l'UCR « *les conditions d'un rassemblement sont envisagées avec le MRG, les gaullistes de gauche, mais aussi avec Mᵐᵉ Francine Gomez et les écologistes de Brice Lalonde* ». Pour le député du Calvados, après le départ du PC s'ouvre une période de « *resserrage [du] PS autour du PS* », qui devrait précéder l'étape suivante : celle de « *l'ouverture* ».

De son côté, M. Gabriel Péronnet, président d'honneur du Parti radical (valoisien), ancien ministre, estime que « *le tournant du septennat peut entraîner à plus ou moins court terme une redistribution des cartes politiques que laissent déjà prévoir, d'un côté, l'apparition d'un « phénomène » Le Pen, de l'autre, l'entrée dans l'antichambre de l'opposition du PCF* ».

« *Pour peu*, ajoute M. Péronnet, *que le nouveau chef du gouvernement, dont l'intelligence et l'ouverture d'esprit et d'action sont reconnues sans ambages, sache créer le changement de climat indispensable à une vie politique saine, appliquer un programme défini, réaliste et courageux, des reclassements pourront alors devenir enfin possibles.* »

« *En tout état de cause, l'opposition doit, dès aujourd'hui*, dit-il, *changer de langage et de comportement et réviser sa stratégie.* »

A. Ch.

LES CONDITIONS DE LA DÉCISION COMMUNISTE

Un communiqué du PCF

L'Humanité publie, samedi 21 juillet, un « *communiqué du secrétariat du PCF* », qui « *dément catégoriquement et avec indignation* » ce qu'écrivait *le Monde* (daté 21 juillet) sur les conditions dans lesquelles la direction du PCF avait décidé de ne pas participer au gouvernement de M. Laurent Fabius. Selon ce communiqué, « *la direction du parti a été informée, par Charles Fiterman qui venait de l'apprendre, de l'imminence d'un changement de premier ministre quelques instants avant que ce changement soit annoncé publiquement, le mardi 17 juillet à 20 heures* ».

« *Aucun membre du bureau politique*, continue le communiqué, *aucun ministre communiste, ne disposait, auparavant, de cette information. Aucun échange de propositions lié à un changement en préparation n'a eu lieu, et aucun accord ou refus de participation du Parti communiste français à un prochain gouvernement n'a été donné. Aucune discussion sur ce problème n'a eu lieu auparavant, que ce soit au secrétariat, au bureau politique ou au comité central. C'est seulement après une première entrevue avec Laurent Fabius, le mercredi 18 juillet à 19 h 15, puis l'envoi d'une lettre par le comité central à 3 heures le matin du jeudi, puis une nouvelle entrevue à 4 h 30, que le comité central a décidé la position du Parti communiste français et l'a rendue publique.* »

Le Monde maintient ses informations, puisées au meilleures sources, sur le fait que le Parti communiste avait été informé dès le lundi 16 juillet du changement de gouvernement en préparation et des propositions de ministères qui lui étaient faites, ainsi que sur l'accord de principe communiqué, en retour, par M. Jack Ralite sur la participation de son parti à la nouvelle équipe.

Au reste, mercredi soir 18 juillet, avant la réunion du comité central, M. Ralite nous avait interpellé en présence de plusieurs confrères, dans le hall du siège du PCF, à propos des informations publiées, le même jour, par _le Monde_ (daté 19 juillet) sur la réunion des quatre ministres communistes dans le bureau de M. Fiterman, mardi soir. « _C'est complètement faux !_ », avait lancé M. Ralite, puis il avait, avant de s'éloigner, ajouté : « _Il y a ce que vous savez, et il y a tout ce que vous ne savez pas._ » Il y a ce que nous savons. — P.J.

PASSATIONS DE POUVOIRS

Vous êtes le meilleur...

A entendre les compliments qui s'échangent entre anciens et nouveaux ministres, lors des passations de pouvoirs, on se demande *pourquoi s'en vont* tous ceux qui, à en croire leurs successeurs, ont si bien réussi. La réponse est simple. M. Pierre Bérégovoy l'a formulée vendredi : « *Je placerai mes pas dans les empreintes que tu as laissées* », a-t-il dit à « *son ami* » Jacques Delors. Un ami avec lequel il n'a jamais eu « *l'ombre d'une différence* », a-t-il précisé comme s'il en était besoin.

Et puis ce compliment — « *le meilleur que l'on puisse faire* » — dont les économistes, sinon les politiques, apprécieront la valeur : « *Là où Raymond Barre a échoué, tu as réussi.* » Cette référence s'applique à la lutte contre l'inflation. M. Bérégovoy n'a pas parlé des finances publiques.

Le nouveau ministre de l'économie et des finances saura, quant à lui, piloter « *le voilier France* » qui « *a quitté la mauvaise rive, celle de l'assoupissement doré pour celle, exaltante, de l'adaptation à son temps et au dynamisme retrouvé* ».

Au ministère des affaires sociales, gardant en tête cette métaphore marine de son ami Jacques Delors, M. Bérégovoy a souhaité « *bon vent* » à Mᵐᵉ Georgina Dufoix, qui lui succède. Tenace vous êtes, lui a-t-il dit. Tenace vous aussi, a répliqué *Mᵐᵉ Dufoix, puisque « vous avez gagné un défi : personne ne croyait possible d'assainir la Sécurité sociale sans démanteler le système de protection sociale* ». Et elle non plus ne rêve pas d'autre chose que de continuer la politique menée par son prédécesseur.

Le changement dans la continuité, donc. Mais, si les ministres prétendent ne pas devoir recourir à une autre politique, le paysage, lui, va peut-être se modifier. M. Bérégovoy le redoute, semble-t-il. Il a invité les partenaires sociaux à participer « *dans le calme* » à la mutation de la société. En insistant : « *J'ai dit dans le calme.* » Et à nouveau la métaphore : « *Nous sommes au milieu du gué et près de la rive de l'espoir.* » Il faut par conséquent que « *toutes les bonnes volontés s'associent* » à l'effort de rigueur.

Passé le temps des toasts, M. le ministre de l'économie et des finances sait parfaitement que vient le temps des ennuis, parfois le temps des tempêtes...

FRANÇOIS SIMON.

France

Selon deux sondages

La nomination de M. Fabius est bien accueillie par les Français

Deux sondages, publiés samedi 21 juillet dans la presse parisienne, font ressortir qu'une majorité des personnes interrogées accueillent positivemment la nomination de M. Laurent Fabius comme premier ministre.

Selon un sondage Louis Harris - *le Parisien libéré*, (réalisé les 19 et 20 juillet auprès d'un échantillon de huit cents personnes), 60 % des personnes interrogées font « *plutôt confiance* » à M. Fabius pour diriger le gouvernement, alors que 10 % ne lui font « *plutôt pas confiance* » ; 21 % n'expriment pas d'opinion.

Selon le second sondage IFRES - *le Quotidien de Paris*, (réalisé du 18 au 20 juillet auprès d'un échantillon de mille personnes), 54 % des personnes interrogées ont une « *très bonne* » ou « *bonne* » opinion du nouveau premier ministre, 20 % une « *mauvaise* », et 26 % ne se prononcent pas. Dans le même sondage, à la question « *La nomination de M. Laurent Fabius aura-t-elle un effet positif sur la situation politique ?* », 46 % des personnes interrogées répondent oui, 36 % non, 18 % ne se prononcent pas. Pour ce qui est de la situation économique, la réponse à la même question donne 40 % de oui, 39 % de non, 21 % ne se prononçant pas.

PRÉCISION. — Dans l'article consacré à la majorité sénatoriale dans *le Monde* du 21 juillet, une imprécision peut laisser planer un doute sur les conditions dans lesquelles doivent-être votées les lois organiques. Ces lois qui sont destinées à préciser les conditions d'application de la constitution, ne doivent d'après l'article 46 de celle-ci, être votées dans « *les mêmes termes* » par les deux chambres du Parlement que si elles sont « *relatives au Sénat* ».

Pour les autres lois organiques les députés peuvent imposer leur point de vu aux sénateurs. Mais, si les deux chambres ne sont pas d'accord, l'Assemblée nationale doit se prononcer « *à la majorité absolue de ses membres* ».

Parlement : la fin d'une parenthèse

Depuis l'intervention du président de la République, le 12 juillet, le Parlement — cependant en cession extraordinaire — semble avoir été mis entre parenthèses. M. François Mitterrand s'était pourtant aussi adressé à ses membres, particulièrement à ceux qui représentent l'opposition. Car si ce sont les résultats électoraux du 17 juin et la manifestation du 26 juin qui ont amené le chef de l'Etat à donner un nouveau visage à sa politique, c'est la manière dont les élus du RPR et de l'UDF avaient commencé à bloquer la machine législative qui l'a contraint à intervenir pour « *assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics* », conformément à la mission que lui confie la Constitution.

La semaine qui s'ouvre va permettre aux parlementaires de retrouver leur rôle. D'abord, bien entendu, parce que c'est à eux que le nouveau premier ministre va présenter son programme et que l'Assemblée nationale se prononcera par un vote, le mardi 24 juillet, sur la confiance qu'elle accorde — les socialistes détiennent la majorité absolue, — au gouvernement de M. Fabius. Ensuite, parce qu'ils vont reprendre leur travail législatif.

Le décret signé le 19 juillet au soir par le président de la République pour modifier l'ordre *du jour de cette session* extraordinaire confirme en tous points ce qu'il avait déclaré le 12 juillet : le projet sur l'enseignement privé disparaît, mais, avant de se mettre en vacances, le Parlement examinera le projet de modification de l'article 11 de la Constitution sur l'extension de possibilités de recours par le chef de l'Etat au référendum et achever l'examen de six projets de loi : *deux sur la Nouvelle-Calédonie*, un sur la Polynésie, deux sur *l'abaissement de l'âge de la* retraite des hauts fonctionnaires et des magistrats de la Cours de cassation, celui sur la presse.

Pas de difficultés à attendre en ce qui concerne les territoires d'Outre-mer. Un accord est même intervenu en commission mixte paritaire entre les représentants des deux chambres sur les conditions d'élection de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie. Pour le reste, rien n'indique que l'obstruction qui avait régné ces dernières semaines va disparaître. La nouvelle équipe ministérielle *ne peut pas être assurée d'un* « état de grâce » parlementaire. D'abord, à cause de la stratégie que l'opposition paraît mettre en place face au référendum annoncé par le président de la République. Ensuite parce que le projet sur l'abaissement de l'âge de la retraite n'est guère bien vu au Palais du Luxembourg, où il est en instance à la commission* des lois. Enfin, parce que le dossier délicat de la presse reste ouvert.

MM. Mitterrand et Fabius ont donc décidé de continuer à défendre ce projet, malgré les réserves qu'il avait soulevées, y compris auprès de certains socialistes qui contestaient, il est vrai, non pas le fond mais la forme. D'ores et déjà, il est envisagé de maintenir sa discussion en deuxième lecture au Palais du Luxembourg les 26, 27 et 31 juillet, comme cela avait été décidé avant que l'ancien gouvernement ne démissionne, les sénateurs ne débattant qu'après la révision de la Constitution. C'est aussi aux sénateurs que va se heurter, dans un premier temps, le nouveau gouvernement.

Est-il possible d'imaginer un arrangement entre le pouvoir et la majorité sénatoriale sur la presse, alors que la commission spéciale qui étudie ce texte avait demandé son retrait au lendemain de la nomination de M. Fabius à Matignon ? Rien n'est moins sûr tant les positions des uns et des autres sont pour l'heure éloignées.

De toute façon, quelle que soit la solution que retiendra finalement le Sénat, le petit groupe de députés qui en cette affaire a pris la défense de M. Robert Hersant n'a guère de raison de cesser son combat. Ayant déjà l'impression d'avoir remporté une victoire pour l'enseignement privé, il peut être tenté d'augmenter cet acquis.

THIERRY BRÉHIER.

DEUX POINTS DE VUE SUR LA PROCÉDURE RÉFÉRENDAIRE

On n'a pas le droit de jouer avec le suffrage universel

par FRANÇOIS GOGUEL (*)

A en juger par ce qui se dit et s'écrit depuis quelques semaines, on pourrait penser que la France est un pays dans lequel les libertés fondamentales des citoyens sont fort mal définies, et où rien n'en garantit le respect. En somme, sans s'en douter, les Français ne vivraient pas dans un « *Etat de droit* », et il serait urgent de remédier enfin à une situation aussi fâcheuse.

Or c'est exactement l'inverse qui est vrai. Depuis que valeur constitutionnelle a été donnée par le préambule de la Constitution de 1958 *à la Déclaration des droits de* l'homme de 1789 et au préambule de 1946, qui fait lui-même référence aux « *principes fondamentaux reconnus par les lois de la République* » et qui énonce des « *principes politiques, économiques et sociaux particulièrement nécessaires à notre temps* », les libertés fondamentales sont définies dans notre pays, beaucoup mieux qu'elles ne l'avaient jamais été auparavant, par un ensemble impressionnant de textes.

Quant à l'exercice de ces libertés, depuis longtemps protégé contre l'arbitraire gouvernemental par le Conseil d'Etat, il l'est désormais aussi contre l'arbitraire éventuel du législateur par le Conseil constitutionnel. Les juristes avertis *ne sont pas seuls à voir en celui-ci* le défenseur vigilant et efficace des *libertés publiques. La plupart des* Français en ont conscience, comme l'a démontré un sondage d'opinion opéré par la SOFRES en septembre 1983 : avec de très faibles différences selon leur préférence partisane, ils sont massivement favorables (*dans une proportion qui* va des trois quarts à plus des quatre cinquièmes) à l'existence et au rôle du Conseil constitutionnel, qui « *veille à la régularité des lois et des élections* ».

Ce sont de pures et simples raisons de conjoncture qui, depuis le début de l'été, ont provoqué, de la part de l'opposition, puis du pouvoir, des initiatives improvisées, dont le développement risquerait fort *de porter atteinte à un état de* choses à tout prendre satisfaisant.

C'est pour embarrasser la majorité de l'Assemblée nationale que le Sénat a proposé de soumettre à un *référendum la loi scolaire adoptée* par cette assemblée : nul ne pouvait penser au Palais du Luxembourg qu'une telle proposition serait acceptée au Palais-Bourbon.

C'est pour embarrasser l'opposition, en semblant la prendre au mot, que le président de la République a annoncé le dépôt d'un projet de révision de l'article 11 de la Constitution, destiné à étendre le champ ouvert aux consultations référendaires, en y incluant tout ce qui concerne les libertés publiques, et qu'il a fait savoir qu'une fois ce projet *adopté par les* deux chambres ce serait le peuple qui serait appelé à le ratifier par référendum. Sans doute espérait-il aussi qu'un résultat positif de cette consultation pourrait être présenté comme une marque de confiance en sa personne.

Il n'y a eu là, en réalité, de part et d'autre, que manœuvres tactiques à court terme, qui évoquent irrésistiblement les « jeux, délices et *poisons* » de la IV[e] République.

Mais on n'a pas le droit de jouer ainsi avec le suffrage universel. Consulter le peuple par référendum est une affaire fort sérieuse, dont les *conséquences doivent être* mûrement pesées.

Le risque considérable que comporte le processus engagé le 12 juillet par François Mitterrand, *c'est de mettre à la merci d'une* majorité de rencontre, pour les avoir privés en fait de leur caractère constitutionnel, tous les textes qui définissent aujourd'hui les libertés *fondamentales, non* seulement des citoyens, mais de tous ceux, quelle que soit leur nationalité, qui vivent en France. Car, « *expression directe de la souveraineté nationale* », toute loi adoptée par référendum échappe par là même au contrôle du Conseil *constitutionnel — celui-ci l'a* constaté en novembre 1962. Le Conseil ne pourrait donc pas s'opposer à la promulgation d'une telle loi, même si, sous prétexte d'en définir les conditions d'exercice, elle portait atteinte à une liberté fondamentale.

Si l'article 11 devait être révisé dans les conditions actuellement envisagées, on peut imaginer, pour *un avenir peut-être proche, telle* conjoncture où il se rencontrerait un pouvoir et une majorité d'électeurs qui décideraient de porter atteinte aux droits des immigrés ou de restreindre le droit *syndical, ou telle* autre dans laquelle ce qui serait menacé, ce seraient des prérogatives essentielles de l'Etat, par exemple en matière de contrôle fiscal. Tout le régime actuel, si complexe, des définitions respectives *des libertés fondamentales* des personnes et des droits de l'Etat pourrait ainsi se trouver mis en cause.

Et cela sans aucune raison sérieuse. Nul n'ignore, dans les cercles *du pouvoir comme* dans ceux de l'opposition, que, si la loi scolaire avait été définitivement adoptée dans un texte identique à celui arrêté par l'Assemblée nationale par le jeu de *l'article 49-3*, celles de ses dispositions qui auraient porté atteinte au « caractère propre » des établissements privés d'enseignement auraient été annulées par le Conseil constitutionnel : celui-ci, en effet, a considéré il y a déjà plusieurs *années* que ce « caractère propre » n'est que la mise en œuvre du principe de la liberté de l'enseignement, explicitement « reconnu » par une loi de la République de 1931.

Ce qui se passe en ce moment n'en comporte pas moins une leçon : il est des situations telles que le chef de l'Etat, en raison de la longue durée de son mandat, peut ressentir le besoin de vérifier *qu'existe toujours entre le peuple et* lui cette « confiance mutuelle » dont le général de Gaulle a dit qu'elle est à la base de nos institutions. Il faut donc qu'il ait le droit de *consulter lui-même le suffrage* universel, en engageant sa responsabilité par cette consultation, de la nécessité de laquelle il doit être le seul juge.

Mais point n'est besoin pour cela qu'il soumette un texte de loi aux électeurs. La révision de l'article 11 ne devrait avoir pour objet que de donner au président de la *République le droit de demander lui-même*, directement, au peuple français si celui-ci lui conserve ou non la confiance qu'il lui avait manifestée le jour où il l'avait porté à la tête de l'Etat.

(*) Ancien membre du Conseil constitutionnel.

Le Sénat entre la sagesse et le désordre

par GÉRARD DELFAU (*)

L'INITIATIVE du président de la République de proposer un élargissement du recours au référendum place le Sénat devant ses responsabilités. Il était temps. En effet, l'opinion *publique mesure mal* encore le tort causé à la démocratie par le comportement de *l'opposition au Parlement* depuis 1981. L'Assemblée nationale a connu très tôt les tentatives des députés UDF et RPR pour bloquer les institutions. Maniement incessant de l'invective, dévoiement du droit d'amendement, *mise en cause permanente* de la légitimité du gouvernement, voire *du président. Peu à peu*, par un effet de contamination, ces pratiques ont gagné le Sénat. Non sans qu'un pas de plus vers l'obstruction n'ait été franchi récemment devant la Haute Assemblée par l'opposition, qui y est majoritaire. Voici *comment*.

On sait que la Constitution de la V[e] *République* réserve expressément au gouvernement la maîtrise de l'ordre du jour du Parlement. Voici d'ailleurs ce que disait, devant le Conseil d'Etat le 27 août 1958, M. Michel Debré, alors garde des sceaux : « *Le gouvernement, responsable de l'Etat, donc de la législation, est normalement maître de l'ordre du jour des Assemblées. Aucun retard ne doit être toléré à l'examen d'un projet gouvernemental, si ce n'est celui qui résulte de son étude.* » De fait, en vertu de l'article 48 de la Constitution, le gouvernement décide de l'ordre du jour prioritaire, même si le silence du texte laisse aux deux Assemblées le soin de fixer l'organisation des travaux de commission et le *calendrier des séances publiques*, dans le respect du principe défini *plus haut*.

Or là où résidait l'équilibre entre les prérogatives clairement affirmées de l'exécutif et la liberté du législatif de déterminer, dans ce *cadre, le rythme compatible avec le* sérieux du débat, certains membres de l'opposition, qui se prétendent héritiers du gaullisme, ont voulu voir une faille. Sous prétexte de travail approfondi en commission, le bureau du Sénat a réussi à interdire, *depuis le début de ce mois*, la venue en discussion de tout projet de loi important, notamment ceux sur la presse, sur l'enseignement privé et sur l'abaissement de l'âge de la retraite pour les hauts fonctionnaires. Comme le président Poher s'apprêtait à donner congé *au personnel, c'est-à-dire à fermer* la Haute Assemblée, on peut affirmer que l'opposition a tenté d'inventer la « panne législative ».

En somme, nous étions en passe *de devenir des parlementaires* empêchés de siéger par leurs collègues. *Situation intolérable. Il fallait* bien que le président de la République, garant de la Constitution, criât casse-cou et fît sauter le blocage. La méthode choisie par lui, tous les *commentaires l'attestent*, est irréprochable.

L'annonce du retrait du projet de loi Savary et la proposition d'une révision constitutionnelle ratifiée par référendum témoignent à la fois de son sens du compromis et de sa volonté de ne pas laisser paralyser les institutions. Comment mieux faire *apparaître les incohérences et les* divisions de l'opposition qu'en la mettant au défi de voter ce qu'elle a réclamé elle-même au Sénat : l'élargissement du droit de recours au référendum. Si elle s'y dérobe, en usant d'astuces tactiques, elle perdra la face devant l'opinion. Si *elle s'y prête, c'est la démocratie* tout entière qui y aura gagné. Qu'au passage François Mitterrand fasse la preuve de son autorité et qu'avec lui les socialistes manifestent une fois encore leur aptitude à étendre le champ des libertés n'a *rien que de naturel. En revanche*, l'opposition doit réfléchir avant de se déterminer.

Une bataille qui se livrerait hors des couloirs feutrés du Parlement et dans laquelle elle incarnerait la tentation du retour aux pires moments de la *IV[e] République risquerait* de ne pas tourner à son avantage. Notre pays n'aime pas le désordre. Et si, abusant de sa force au Sénat, elle essayait, comme on le lui conseille de l'extérieur, de revendiquer, à l'occasion de ce débat, un accroissement considérable du rôle de la Haute Assemblée, elle pour*rait bien faire un marché de dupes*. On ne force pas impunément à ce point l'esprit de la Constitution.

Nous avons, pour notre part, trop de respect de notre mandat pour engager la Haute Assemblée dans la voie de l'aventure. En 1969, *nous étions au premier rang* pour défendre le Sénat contre le *général de Gaulle. Aujourd'hui*, si besoin est, nous saurons le défendre contre lui-même, en faisant juges les Français. Mais sans aucun doute, la sagesse prévaudra.

(*) *Sénateur de l'Hérault, membre du secrétariat national du Parti socialiste.*

Ecole : le trouble des socialistes

Le retrait du projet Savary, le *dépôt du projet de loi portant modification* de l'article 11 de la Constitution, au-delà même des risques politiques de l'« opération référendum » (*le Monde* du 21 juillet), posent, pour les socialistes, plus de questions qu'ils n'apportent de réponses quant *à l'évolution du débat sur l'école*.

Au moins en privé, certains, qui constatent que l'affaire scolaire a empoisonné le climat en France au-delà de ce qu'ils redoutaient, se réjouissent de ce retrait et souhaitent *qu'on « ne remette pas ça »*. D'autres se résignent, comme M. Bernard Derosier, proche de M. Mauroy et qui a été rapporteur du projet. Pour le député du Nord, cette « *décision de sagesse* » *n'en revient pas moins* « *un peu à jeter aux orties le résultat d'une méthode, d'un travail* ». M. Michel Sapin, député de l'Indre, observe que le président de la République a, pour la première fois, joué son rôle d'arbitre, de « *modérateur du jeu politique* » avec, souligne M. Sapin, « *tout ce que cela coûte, y compris vis-à-vis de sa propre majorité* ».

Si la gauche est en passe de s'arracher une épine du pied, elle ne *peut pour autant suspendre son pas*. La nouvelle initiative législative, qui semble inévitable, pourrait, selon le sentiment le plus généralement exprimé, s'opérer en deux étapes.

Un premier projet, à la rentrée, se bornerait à régler ceux des problèmes qui peuvent être traités sans *soulever de nouveau les passions. Un* deuxième projet, plus politique, intéressant les libertés, suivrait et pourrait éventuellement être soumis à référendum, si le processus de modification de l'article 11 a suivi son cours. C'est l'hypothèse avancée, notamment par M. Didier Chouat, député des Côtes-du-Nord, qui a fait partie des députés « savarystes », alors que M. Bernard Poignant, autre député « savaryste » breton (Finistère), affirme : « *Il ne peut pas y avoir sur la question scolaire un texte technique sans charge politique et passionnelle. La gauche, si elle légifère une fois, ne recommencera pas après 1986.* »

La solution d'une démarche en deux temps semble pourtant la plus attendue. Encore qu'il ne soit pas exclu que le *deuxième temps* (le dépôt d'un projet « politique ») soit « oublié » jusqu'en 1986. Certains *l'espèrent ; d'autres le redoutent ;* d'autres encore s'y attendent de *toute façon*.

Cette hypothèse est envisagée par des responsables politiques obligés *de « prendre en compte l'environnement »*, comme le dit M. Derosier. Mais tous les dirigeants du parti manifesteraient-ils leur aptitude « *à savoir faire de la politique* », selon la petite phrase assassine de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS (*le Monde* du 18 juillet), que ce cas de figure n'en heurterait pas moins une bonne partie de la base socialiste qui n'est pas tenue par les mêmes contraintes et qui a déjà eu l'occasion *de surprendre une partie de* l'appareil du PS par sa sensibilité à la défense de la laïcité (*le Monde* du 27 mars).

« *Il y a un vrai problème* », reconnaît M[me] Martine Buron, membre du secrétariat national du PS. Pourtant, à ces laïques, au nombre desquels il *se range, M. Derosier* dit qu'ils « *doivent comprendre où est leur intérêt : leur intérêt, c'est de durer si possible au-delà de 1986* ».

La nomination de M. Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'éducation nationale vient encore compliquer le jeu. Certes, le CERES est *resté majoritairement* en dehors du débat sur l'école privée, jugé mal engagé dès le départ, et surtout perçu comme une occasion de gaspillage inutile d'énergie et de crédibilité politique. *Mais certains membres du* bureau exécutif, qui ont du mal à oublier l'attitude passée du CERES à l'égard de la politique économique du gouvernement, ont déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à se montrer réalistes à condition que les amis du *nouveau ministre se tiennent coi* (*nos dernières éditions du 21 juillet*). A l'évidence, au premier faux pas du CERES, quelques rancœurs accumulées ne manqueraient pas de s'exprimer à l'encontre de M. Chevènement.

Reste enfin à éviter un nouvel enlisement *du pouvoir sur ce terrain. Le* départ des ministres communistes du gouvernement illustre aussi une réalité incontournable, que souligne M. Jean-Jack Queyranne, membre *du secrétariat national du PS* : « *Il est vrai que l'impératif économique et social est imminent. Il y a plus d'urgence sur le terrain économique* [que dans le dépôt d'un nouveau texte]. *Les Français nous attendent sur ce terrain-là.* »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.



MAITRISE  L' ENERGIE

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

JUILLET 1984 ● NUMÉRO 14

Maîtrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, sur quatre pages achetées au journal Le Monde.

UNE RESSOURCE STABLE POUR L'AFME

Les moyens de l'indépendance énergétique

Le bilan de deux années d'existence a montré l'efficacité de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Reste posée la question de la stabilité et de la garantie dans le temps de ses moyens.

La nécessité d'une ressource régulière et suffisante (affirmée d'ailleurs par le président de la République) permettant à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie d'accomplir sa mission *est d'actualité. Reste à en déterminer* le montant souhaitable. Pour cela, il faut tout d'abord rappeler les objectifs fixés à l'Agence.

Ceux-ci ont été définis par le groupe long terme énergie du Plan. Ils figurent dans le programme prioritaire d'exécution n° 5 de la deuxième loi de Plan. Un contrat de plan Etat-Agence, couvrant la durée du IXe Plan (1984-1988) devrait, par ailleurs, venir préciser ces objectifs et définir les moyens permettant, après vérification, de réorienter l'action entreprise, au vu de la conjoncture économique.

Le but fixé vise à réduire la dépendance énergétique de la France de 5,8 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) en moyenne annuelle. Ce chiffre se décompose comme suit : 4,1 Mtep d'économies d'énergie ; 0,65 d'énergies nouvelles et renouvelables ; 1,13 de substitution par le charbon ou l'électricité à haut rendement.

Pour atteindre cela, on estime à 35 milliards de francs par an le montant des investissements nécessaires (auxquels il *faut ajouter* 4 *milliards* de francs pour la maîtrise des matiè*res premières*). *Compte tenu du* niveau de ses interventions, l'Agence *doit, pour pouvoir arriver à* ce résultat, disposer de fonds représentant annuellement 4 milliards de francs — étant entendu que n'entrent pas dans ce calcul les sommes affectées à la recherche, qui doivent continuer à être alimentées par des fonds budgétaires.

Ce financement doit naturellement recouvrir, à niveau constant, la durée du Plan. Le grand défaut de la *situation actuelle réside en effet* dans l'absence de continuité. Soumis à des régulations budgétaires (qui se traduisent par des amputations financières, puis par l'octroi de Fonds spéciaux des grands travaux qui constituent des ajouts), les moyens financiers dont dispose l'Agence sont l'objet de réajustements perpétuels. Sans doute la ressource est-elle, au total, croissante. Mais, d'une part, elle n'est pas à la hauteur des objectifs fixés par le gouvernement (environ 2,5 milliards de francs au lieu des 4 milliards nécessaires) ; d'autre part, elle est aléatoire. Car la décision d'engager un processus du type Fonds spécial des grands travaux n'a rien d'obligatoire. C'est au gouvernement d'en apprécier l'opportunité ; au Parlement de ratifier ou non celle-ci par son vote. Liée directement à la situation économique, l'enveloppe ainsi dégagée est doublement variable : dans son contenu et dans ses modalités d'application. *Une telle* instabilité rend difficiles la définition et *l'affichage d'une politique constante*. Encore plus, bien sûr, sa réalisation.

Or, nous l'avons dit, les investissements sont lourds. L'action qui consiste à modifier radicalement les habitudes antérieures ne peut porter ses fruits qu'à terme. Pour mener cela à bien, il faut pérennité et sérénité.

Justifiée par les objectifs à atteindre, la ressource permanente l'est aussi par les résultats qu'elle permet d'obtenir. Les 4 milliards dont il est question amèneraient en effet un gain annuel équivalent en devises de par les économies et substitutions qu'ils entraîneraient et l'on sait par ailleurs que les interventions de ce type ont des répercussions importantes sur l'activité économique et le maintien de l'emploi.

Tout cela est bel et bon, objectera-t-on, mais où trouver l'argent nécessaire à cette ressource ? Là encore, il faut, pour apporter une réponse à la question, se remémorer la grande ambition de la maîtrise de l'énergie : *la réduction de la dépendance énergétique de la France. Dès lors qu'il s'agit de diminuer les importations*, il y a une certaine logique à taxer la consommation des produits énergétiques importés. C'est ce que propose l'AFME, étant bien entendu que cette taxe doit être destinée à l'alimentation des opérations de maîtrise de l'énergie et que, puisqu'il s'agit de freiner toutes les importations énergétiques, il convient, pour être équitable, de taxer toutes les énergies achetées à l'étranger.

Ainsi pourraient être assurées la stabilité et la continuité si nécessaires à l'action de l'Agence. Il suffirait, pour cela, d'une faible taxation unitaire, de l'ordre de quelques centimes. Tout le monde y trouverait son compte. Y compris la morale, ce qui, après tout, est aussi un élément de la vie d'un pays. ■

UN MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. François Mitterrand, président de la République, nous a autorisés à reproduire la lettre qu'il a adressée à Michel Rolant, président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Celui-ci l'avait guidé lors de la visite, à Conflans-Sainte-Honorine, des réalisations menées dans le cadre de l'opération « ville pilote ».

Monsieur le Président,

Vous m'avez présenté, le 15 juin dernier, les résultats d'une opération de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie dans la ville de Conflans-Sainte-Honorine.

J'ai pu ainsi voir de près une réalisation qui me paraît exemplaire à plus d'un titre :

— dans sa conduite tout d'abord : l'Agence a pu faire œuvrer en commun vers un même objectif la municipalité, les associations locales, les unions professionnelles, les habitants ; même les écoliers ont participé à l'opération au travers d'expériences pédagogiques novatrices qui les ont sensibilisés aux problèmes de l'énergie ;

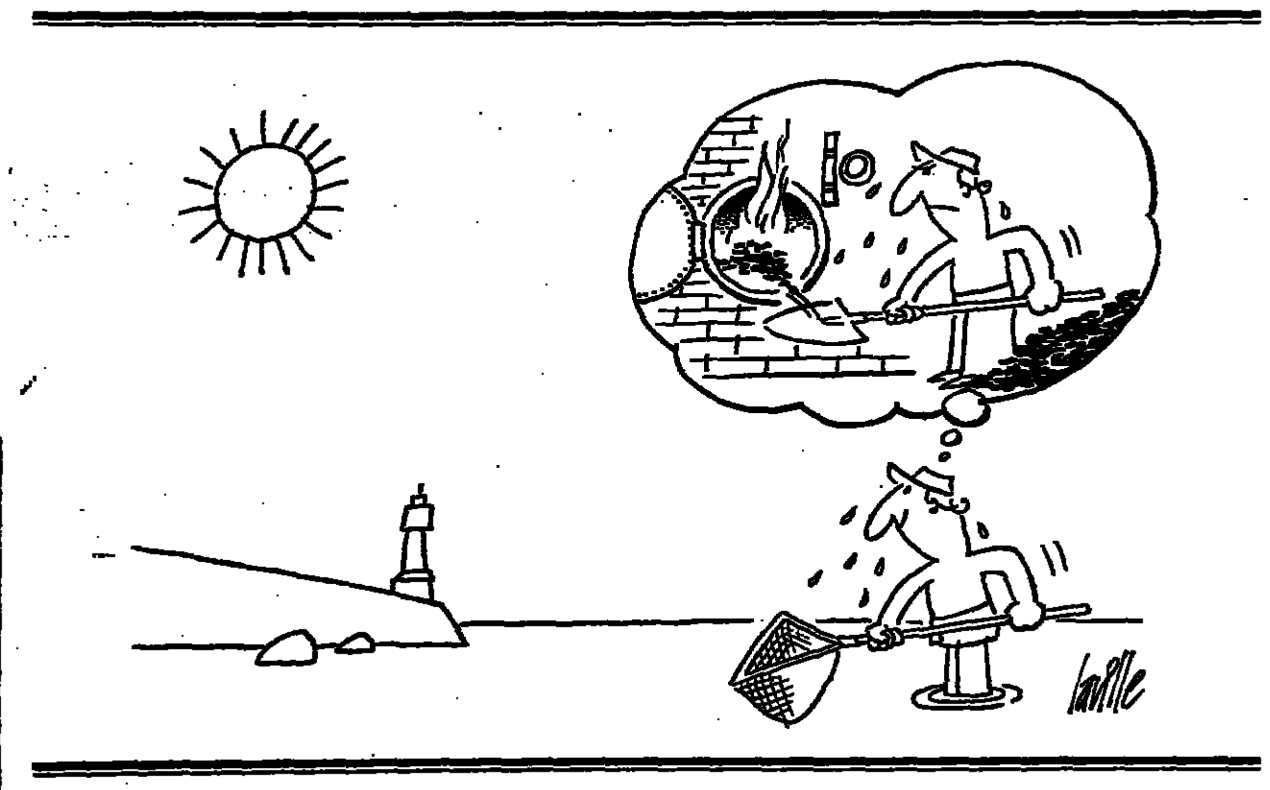
— dans ses résultats aussi : les nombreux témoignages que j'ai recueillis au cours de ma visite montrent bien ce que le bilan global et nécessairement abstrait que vous m'avez présenté — 60 millions de francs de travaux engagés sur 1 800 chantiers et 10 millions de francs de réduction de la facture annuelle d'énergie — signifiait concrètement pour chaque citoyen de la ville.

Cette action en profondeur mérite d'être largement connue et reproduite dans d'autres municipalités. Elle me confirme dans la nécessité de poursuivre sans relâche la politique de maîtrise de l'énergie que nous avons engagée et qui reste une composante essentielle de notre politique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



François MITTERRAND



Vous avez dit 22 centimes ?

Que le terme « économies d'énergie » figure dans le communiqué, qu'il soit indiqué que, sur les 22 centimes d'augmentation du prix du carburant automobile, 20 iraient à la Caisse nationale de l'énergie, et il n'en a pas fallu plus pour que l'on traduise : « Cet argent va à l'AFME ».

Pourtant rien ne permet, au moment où nous écrivons ces lignes, de tirer de telles conclusions, ou surtout de dire que, ainsi, la revendication constante de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie d'une ressource *non budgétaire* stable et permanente est satisfaite. Cela dit, *cette majoration* aura permis de mettre en évidence le prix anormalement bas de l'énergie dans notre pays.

Il faut rappeler que le litre de supercarburant, malgré deux chocs pétroliers et les sommets atteints par le dollar, coûte, en francs constants, moins cher aujourd'hui qu'en 1960 (5,74 F) et même qu'en 1957 (6,87 F). Mais il n'y a pas que l'essence à être vendue en dessous de ce qui devrait être son prix normal de marché. *Les* producteurs d'énergie français (raffineurs, Charbonnages, EDF, GDF) *accumulent* les déficits. Or il faut bien combler ces *déficits et* le citoyen paie, en tant que contribuable, ce qu'il n'a pas payé en tant qu'usager. De plus, à maintenir un faible prix, on encourage les usages contestables de l'énergie et l'on décourage les investissements utiles à la collectivité.

Croire à nouveau au mythe d'une énergie abondante et bon marché serait une grave erreur pour l'avenir économique et industriel de la France. Plus que jamais, investir dans la maîtrise de l'énergie doit être à l'ordre du jour. ■

L'INVITÉ DE « MAÎTRISE »

UN MARCHÉ DES PHOTOPILES POUR LA FRANCE

par Michel Rodot, Centre national de la recherche scientifique et Comité d'action pour le solaire

L'électricité solaire coûte aujourd'hui de 5 à 15 F/kWh, contre *0,5 F/kWh pour l'électricité du* réseau et 20 à 100 F/kWh pour celle *des piles chimiques*. Son problème principal n'est plus de l'ordre de la *recherche-développement*. Il s'énonce ainsi : quels marchés le générateur photovoltaïque (PV) peut-il aujourd'hui conquérir, et comment ?

On constate la croissance rapide de cinq applications bien distinctes qui vont des très petites aux moyennes puissances :

L'électronique grand public, où le Japon fait une percée sur les mini-alimentations de calculettes ou similaires grâce à un développement technique et à une expansion commerciale habilement synchronisés. Le semi-conducteur utilisé est alors le silicium amorphe, tandis que le silicium cristallin reste préféré pour les applications suivantes.

Les générateurs isolés. De l'éclairage de cabines téléphoniques (quelques dizaines de W) aux relais de télécommunications (dizaines de kW), on trouve en *France même* diverses applications professionnel*les où les générateurs photovoltaï*ques sont compétitifs. Sans oublier la recharge de batteries (voiliers, caravanes...).

Les applications rurales dans les pays en développement. Pour alimenter des réfrigérateurs, des téléviseurs et surtout des pompes à eau, les essais des dernières années, souvent sur initiative française, sont concluants : les photopiles ont une fiabilité technique et une acceptabilité sociale excellentes. L'eau pompée à *20* m de profondeur revient à *1* ou 2 F le m³ (dont seulement 0,25 *pour le fonctionnement*), alors qu'une pompe alimentée par diesel conduit à 3-4 F/m³ (dont 2 de fonctionnement). Compte tenu des baisses de coût attendues d'ici à 1986, la rentabilité de ces installations est satisfaisante pour le pompage d'eau potable ou l'irrigation de périmètres maraîchers. Il n'y a aucune raison — autre que le mauvais état économique du monde — pour qu'aux premiers essais des gouvernements et *des organisations* charitables *ne succède* un développement sur une base commerciale/bancaire « normale ».

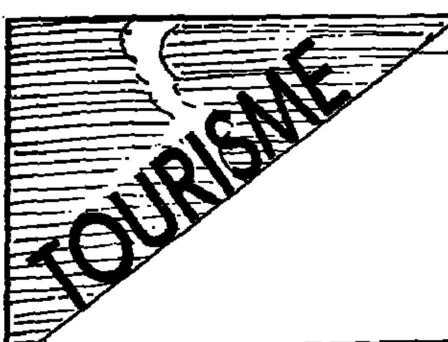
L'habitat. Quand les générateurs photovoltaïques seront-ils installés sur les toits de nos maisons en Europe ? De nombreuses habitations isolées le justifient déjà ; plus de 100 sont équipées de photopiles dans le seul état du Maine, le moins ensoleillé des Etats-Unis. L'AFME monte actuellement un programme en France, notamment dans les DOM-TOM, avec le concours de la CEE et d'EDF (lire p.4). Peut-être ira-t-on *plus loin dans les années 90 ; le* réseau pourrait accepter au moins 4% de PV sans que se posent des problèmes d'interface.

Les centrales de moyenne puissance. Utopiques pour la France, elles sont déjà une réalité aux USA. Trois sociétés distributrices d'électricité construisent en Californie des centrales de 1 à 16 MW, dont l'une est terminée. L'incitation par le système de détaxe en vigueur (qui couvre 50% du coût) et l'ambition de compagnies comme Arco d'être les pionniers d'un *marché d'avenir* expliquent ce développement spectaculaire.

Au plan technique, la France est bien placée. Le remplacement en cours du silicium électronique ultrapur par un silicium polycristallin de pureté plus modeste va amener une forte baisse de prix ; c'est l'axe même du « Plan photovoltaïque » de l'AFME et de l'évolution des deux productions françaises, celles de Photowatt à Caen et de France-Photon à Angoulême. *Le silicium* amorphe développé par Solems est *compétitif pour les microgénérateurs* et peut éventuellement faire ses preuves, dans les années qui viennent, pour des applications plus vastes.

Au plan commercial, la France occupe une position de tête dans un seul créneau, celui des pays en développement. La télévision scolaire au Niger (sous l'impulsion de TDF), l'irrigation au Mali (générateurs montés par le père Verspieren avec l'aide de l'AFME) et en Inde

suite page 4



LE TOUR DE FRANCE DES

Il y a le tour de France cycliste, le tour de France automobile, le tour de France aérien. A quand celui de la maîtrise de l'énergie ? La question n'est pas aussi déplacée qu'il y paraît. Un exemple : en Alsace, Claude Liverneaux, animateur d'un institut de promotion industrielle dépendant de la chambre de commerce de Colmar, est en train de mettre au point un « circuit-énergie » : « Il ne sera pas prêt cette année. Mais nous espérons bien que, l'an prochain, les touristes pourront l'utiliser. » Une initiative de même nature est en cours en Auvergne, où un cabinet d'architecture, d'urbanisme et d'environnement prépare un guide solaire de la région. Déjà existe un « Guide de la France solaire » et même un « Guide de l'Europe solaire » (cf. le précédent numéro de « Maîtrise de l'énergie »). En attendant que se

ALSACE

COLMAR. Dans la ville des vins, de la choucroute, du kouglof et des eaux-de-vie, à signaler : l'alimentation par différentes sources d'énergie (charbon, ordures ménagères, fioul) de tout un réseau de chauffage urbain pour les bâtiments publics et une des ZUP de la ville.
KAYSERSBERG. Ne possède pas seulement de nombreuses maisons à colombage : elle abrite dans ses murs l'entreprise Béghin-Say, où de gros investissements ont été faits en matière d'économies d'énergie et de substitution du charbon ou fioul.
REICHSTETT. A 20 km au sud de Strasbourg, c'est une raffinerie où est en cours une grosse opération d'économies d'énergie grâce à l'installation d'un échangeur Packinox qui, en remplaçant huit échangeurs tubulaires, autorisera une économie de 2 400 tep par an.
STRASBOURG. Le siège du Conseil de l'Europe est aussi celui du laboratoire « Phase » du CNRS où se poursuivent d'importantes recherches sur le photovoltaïque, à partir de techniques dérivées de l'énergie nucléaire.

AQUITAINE

BORDEAUX. Les environs de la capitale du Sud-Ouest regorgent de réalisations, parmi lesquelles on citera : un habitat solaire collectif à Bassens ; des installations géothermiques à Mios et, à Ambarès, une opération originale de stockage de chaleur sur galets.
PÉRIGUEUX. La capitale du pays du foie gras a équipé de capteurs solaires et d'une chaufferie tous combustibles (permettant de substituer du bois au fioul) un centre d'aides pour handicapés, la cité « Clairvivre », qui abrite 450 personnes.
SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT. A signaler, les intéressantes installations de méthanisation réalisées *dans une porcherie de la région et dont* *Maîtrise* a déjà parlé (n° 10).

AUVERGNE

AMBERT. La région était jadis spécialisée dans la production de papier. On peut y voir une piscine, une mairie et un théâtre chauffés au bois. Le tout à partir de matériel fabriqué localement par les établissements Compte.
CHAUDES-AIGUES. Station thermale bien connue des rhumatisants et de ceux qui ont des maladies de peau, Chaudes-Aigues ne pouvait pas ne pas s'intéresser à la géothermie qui lui *permet de fournir en chaleur la moitié du village* (collège, piscine, hôtel thermal, etc.).
YDES. *Séchoirs à bois produisant leur propre* consommation et autoproduction d'électricité, *telles sont les caractéristiques de ce petit village* qui mérite un détour.

BOURGOGNE

IMPHY. Non loin de Decize, Imphy est depuis des lustres un lieu de forges et de fonderies. Dans une entreprise locale, spécialisée dans la *production d'aciers et d'alliages spéciaux pour* l'électronique, le nucléaire et l'aéronautique, a *été installé un système de préchauffage de lin*gots par récupération sur four.
MÂCON. *Célèbre pour ses vins, comme pour* ses régates d'aviron, le chef-lieu de la Saône-et-*Loire est aussi une ville pilote en matière de* maîtrise de l'énergie (voir l'encadré sur les villes pilotes).

BRETAGNE

ARZANO. Près de Concarneau, au pays des fleurs d'ajonc. Siège de la Coopération pour la *maîtrise de l'énergie (Comén), qui travaille à la* mise au point de systèmes très performants de *méthanisation applicables à différents substrats* (lisier bovin-porc, fiente de volaille et bientôt, *algues, ordures ménagères*).
LANNION. Au pays du granit rose se dresse le *Centre national d'essais éoliens qui analyse le* comportement, en conditions réelles d'utilisa*tion, des éoliennes proposées par les construc*teurs et mesure leurs performances.
REDON. *Au carrefour de l'Ille-et-Vilaine, de la* Loire-Atlantique et du Morbihan, Redon présente à l'usine Unipectine (qui fabrique des protéines alimentaires à partir de marc de pomme) un système de récupération d'énergie par méthanisation des effluents.
RENNES. Comme plusieurs autres villes de France, la capitale de la Bretagne est équipée d'un système de télégestion (voir notre encadré), auquel s'ajoutent de nombreuses autres réalisations.

CENTRE

BLOIS. Son château, bien sûr, mais aussi tout ce qu'on peut voir dans une ville pilote (voir notre encadré).
ORLÉANS. Des moteurs Diesel du monde entier y sont transformés par un groupement économique dans lequel l'AFME est partie prenante (établissements Chénesseau), en moteurs à alcool à destination des agriculteurs.
JOUET-SUR-L'AUBOIS. Tout près de Tours. Siège d'un des établissements de l'Alsthom, où sont fabriqués des moteurs à biogaz.

CHAMPAGNE-ARDENNE

TROYES. L'ancienne capitale de la Champagne *est équipée d'un centre de télégestion pour* grands ensembles (voir notre encadré sur la *télégestion*).
ÉPERNAY. Réseau de chaleur au charbon et *géothermie sont à l'honneur au pays du cham*pagne.

CORSE

IFANA. Dans un cadre magnifique, près du désert des Agriates, à l'extrémité d'une piste de 6 km, Ifana présente une réalisation particulièrement intéressante pour les sites isolés : des bergeries photovoltaïques.
PAOMIA. A quelques kilomètres du village de Cargèse, la centrale photovoltaïque de Paomia, inaugurée récemment, constitue une réalisation spectaculaire. Se reporter au numéro 11 de *Maîtrise de l'énergie*.
VIGNOLA. A cinq minutes d'Ajaccio, dans un site magnifique, en face des Sanguinaires, ne manquez pas de jeter un coup d'œil en direction de la centrale héliothermique de Vignola.

FRANCHE-COMTÉ

BELFORT. La ville dans laquelle s'illustra en 1870 le colonel Denfert-Rochereau a équipé d'ossatures en bois et de chaufferie à pyrolyse de pneus quelque 600 logements HLM. De nombreuses autres opérations ont été menées à bien (pompes à chaleur, biomasse, etc.).
DOYE. Dans cette commune, située dans l'arrondissement de Lons-le-Saunier, les scieries Prost ont décidé de profiter de leur environnement. Les déchets de bois qu'elles produisent servent à l'alimentation d'une chaufferie collective et d'un réseau de distribution d'eau.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

BAGNOLS-SUR-CÈZE. Patrie de Rivarol. La distillerie de Montcottoni est équipée d'un système de méthanisation des vinasses qui permet une économie annuelle de 200 tep. Ne pas manquer non plus la gendarmerie... solaire.
LASTOURS. Une petite commune des environs de Carcassonne, célèbre pour son rocher et les ruines de ses quatre châteaux situés chacun sur une pointe. A ce patrimoine s'ajoutent aujourd'hui une micro-centrale hydraulique *ainsi que la première « ferme » d'aérogénéra*teurs en cours d'installation en France.
MONTPELLIER. *Ici, on n'a que l'embarras du* choix. Aussi bien sur le plan de la maîtrise de *l'énergie que sur celui du tourisme : hôpital de* Naperon, domaine de Gramont (où s'effectuent *des recherches et expérimentations de serres* bioclimatiques, de digesteurs aérobies pour *méthanisation, de fours solaires à concentration* et de bioclimatisme). A 5 km de la ville, à La Valette, *un laboratoire du CNRS travaille sur les* pompes photovoltaïques, les pompes à chaleur, les microcentrales et divers procédés de méthanisation.
ODEILLO-VIA. Une annexe de Font-Romeu, située à 1 600 m d'altitude. Son four solaire, d'une puissance de 1 000 kWh thermiques, unique au monde, vaut le détour.
TARGASSONNE. *Même remarque que pour* Odeillo. Mais il s'agit, cette fois, *d'une centrale* solaire à tour, la centrale Thémis.
VERGÈZE. Dans l'arrondissement de Nîmes se trouve le siège de la Société générale de grandes sources d'eaux minérales françaises (eau Perrier). Si vous avez envie de vous désaltérer et de visiter l'usine, demandez qu'on vous montre comment s'effectue la récupération des fumées des deux fours à verre, avec production combinée de chaleur et de force.

LIMOUSIN

BOURGANEUF. Les scieries industrielles du Thaurion, installées sur le territoire de cette commune située entre Limoges et Aubusson, sèchent désormais le bois d'œuvre qu'elles produisent à l'aide d'une chaudière à déchets de bois. Le produit gagne en qualité, les sous-produits sont valorisés, l'entreprise est plus performante. Un bon exemple.

LORRAINE

HAGONDANGE. Située près de Metz, la com*mune est une des implantations de la Solac, qui* s'est équipée pour récupérer les gaz en prove*nance de ses hauts fourneaux.*
METZ. Un réseau de chaleur a été mis au point à *l'usine d'électricité de la ville, à partir d'une* usine d'incinération d'ordures ménagères et du charbon *lorrain. Bénéficiaires de l'opération :* 136 communes des environs.
NANCY. *Verrerie, cristaux, bergamotes, maca*rons. *Mais* Nancy, c'est aussi un système de trolleybus bimodes, fonctionnant à l'électricité en centre ville et au gas-oil hors centre ville.
PONT-À-MOUSSON. On peut choisir entre le couvent des Prémontrés et la *Maison* des sept péchés capitaux. Ce qui n'empêche pas de s'informer sur le centre de recherche de robotique industrielle où sont menées à bien des opérations considérées comme exemplaires au plan européen.

Qu'est-ce que la télégestion ?

Plusieurs villes de France sont équipées d'un système de télégestion des chaufferies collectives. Le but de l'opération est de permettre, grâce à l'usage de la télématique, une gestion coordonnée et rationnelle de l'ensemble des énergies consommées, c'est-à-dire une parfaite maîtrise de celles-ci. Pour connaître ces consommations et procéder en permanence à leur régulation en fonction des besoins, la télégestion se décline dans les termes suivants : téléalarme, télésurveillance, télémesure, télécommande et télécomptage.

MIDI-PYRÉNÉES

BLAGNAC. Aux portes de Toulouse, la cité est équipée de capteurs solaires à ruissellement permettant un stockage intersaisonnier. Bénéficiaires : les habitants d'un quartier HLM.
CAHORS. Au siège de la Banque populaire du Quercy et de l'Agenais : une réalisation expérimentale du plus grand intérêt, associant isolation dynamique et utilisation de 1 000 m² de capteurs solaires semi-transparents en verrières et en fenêtres.
COLOMIERS. Egalement aux portes de Toulouse, possède *une briqueterie disposant d'un pilo*tage automatique des fours.
LUZENAC. *Peuplée d'à peine 500 habitants,* Luzenac est connue pour son usine de talc. *Celle-ci est aujourd'hui équipée d'un four à* résistances électriques se substituant au fioul et fonctionnant en parallèle avec une pompe à chaleur et un four automatique. La carrière des talcs de Luzenac constitue un site unique en Europe.

NORD-PAS-DE-CALAIS

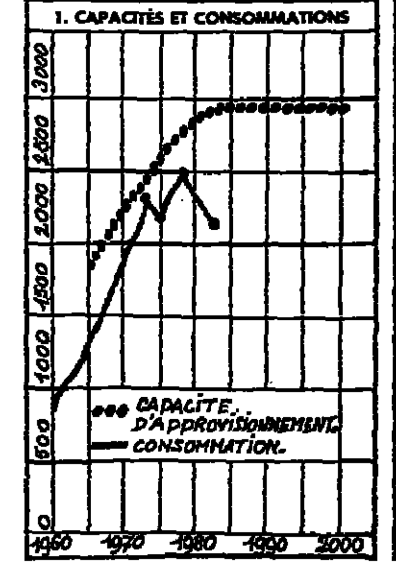
BOULOGNE-SUR-MER. Le premier port de pêche *français est aussi une cité ventée. D'où la pré*sence, aux environs de la ville, de deux éoliennes, *dans le cadre d'une étude visant à un cou*plage avec le réseau EDF. A Outreau, près de Boulogne, la société Ferro-*Manganèse travaille* à la réalisation d'une torche à plasma sur haut fourneau.
CALAIS. Longtemps possession anglaise. Courtaulds, entreprise textile britannique, s'y est installée en 1926. Récemment, elle a réalisé une très grosse opération de reconversion au charbon accompagnée d'une recompression mécanique de vapeur. Du déchargement du charbon à la manutention des cendres, l'installation est entièrement automatisée.
DUNKERQUE. Ou, tout simplement, Usinor — qui consomme à elle seule 1,3% de l'énergie produite en France ! Injection de charbon pulvérisé aux hauts fourneaux ; autoproduction d'électricité par détente du gaz ; récupération des gaz d'aciérie ; automatisation des fours à réchauffage des brames, au train continu à chaud : tout est fait pour économiser au maximum l'énergie. Un seul conseil, si vous visitez l'usine : munissez-vous de bonnes chaussures, le parcours est long.

Dessin de Stanislas Bouvier

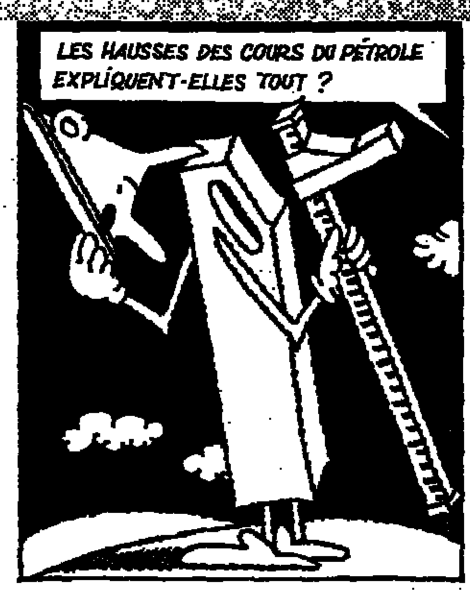
DEVOIR DE VACANCES

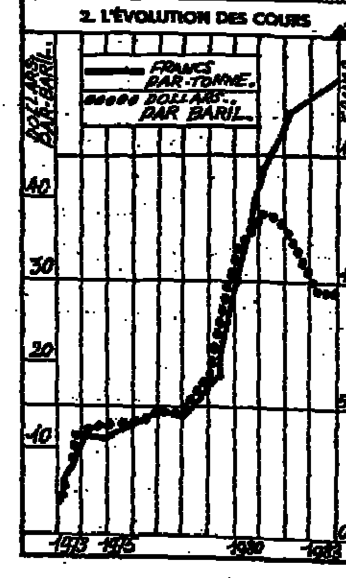
Dessins de Alain Letoct



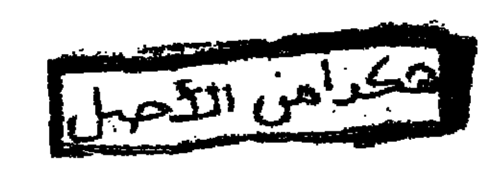


EN 1973 LA CONSOMMATION ANNUELLE DU MONDE OCCIDENTAL N'ÉTAIT INFÉRIEURE QUE DE 100 MILLIONS DE TONNES À SA CAPACITÉ D'APPROVISIONNEMENT ET NE CESSAIT DE CROÎTRE. ON ÉTAIT EN FAIT AU BORD DE LA RUPTURE.





NON. DE NOMBREUX PAYS ONT SUBI UN TROISIÈME CHOC : CELUI DU DOLLAR. C'EST PARTICULIÈREMENT VRAI POUR LA FRANCE.



ÉNERGIES MAÎTRISÉES

développent ces différentes initiatives, la période des grandes transhumances *(entendez par là : les vacances)* constitue le moment idéal pour voir ce qui se fait aux différents points de l'Hexagone, qu'il s'agisse de photovoltaïque, d'éolien, de transport, d'industrie, d'habitat tertiaire, d'héliothermie ou de biomasse.

Les réalisations que nous présentons dans ces deux pages ne constituent pas un recensement exhaustif des réalisations de maîtrise de l'énergie. Un seul exemple : les piscines solaires. On en compte aujourd'hui plus d'une centaine, dont seules quelques-unes sont ici mentionnées. *Nous avons, de plus, délibérément* fait l'impasse sur la région parisienne pour ne pas alourdir la carte et parce que, en cette période de l'année, les flux migratoires ne conduisent pas vers la capitale, sinon pour d'assez rapides passages.

Autre point important à mentionner : toutes les réalisations signalées ne font pas l'objet de visites. Certaines parce qu'elles ne s'y prêtent pas, par nature ; d'autres parce qu'elles concernent des lieux privés. Le mieux est de se renseigner sur place. Et surtout, d'ouvrir les yeux. *On peut ainsi voir par exemple, de* l'autoroute, l'impressionnant ensemble de capteurs solaires *couvrant* l'hôpital nord de Marseille.

Pas plus que les régions, aucun domaine n'échappe à la maîtrise de l'énergie — comme le montre la liste des réalisations publiée dans ces pages.

***Vous vous apercevrez, par ailleurs,* que vacances et maîtrise de l'énergie sont faciles à conjuguer.**

Bonnes vacances, donc. Et à notre futur rendez-vous, en septembre prochain !

DUNKERQUE
CALAIS
BOULOGNE
AMIENS
BEAUVAIS
CREIL
CHAUMONT-EN-VEXIN
HAGONDANGE
METZ
REICHSTETT
ÉPERNAY
PONT-À-MOUSSON
NANCY
STRASBOURG
TROYES
KAYSERSBERG
COLMAR
ORLÉANS
BELFORT
JOUET-SUR-L'AUBOIS
DOYE
IMPHY
MÂCON
ROANNE
AMBÉRIEU
BOURGANEUF
AMBERT
LA BUISSE
YDES
SAINT-ÉTIENNE
GRENOBLE
CHAUDES-AIGUES
BAGNOLS-SUR-CÈZE
NICE
MONTPELLIER
VERGÈZE
VALBONNE
FOS-SUR-MER
CADARACHE
LASTOURS
IFANA
PAOMIA
LE CASTELLET
TARGASSONNE
VIGNOLA
ODEILLO

BASSE-NORMANDIE

CAEN. Jadis surnommé « l'Athènes normande » en raison de la qualité de son enseignement universitaire, le chef-lieu du Calvados présente la particularité de tenir, depuis 1979, un tableau de bord de ses consommations d'énergie. C'est sans aucun doute une des villes de France les plus en pointe dans ce domaine. Une des dernières opérations : un investissement de 3,5 millions de francs en vue d'économiser 7% sur la consommation de la principale chaufferie alimentant les bâtiments communaux.

MARCHÉSIEUX. Située près de Coutances, dans une région typique de bocage, elle utilise une chaufferie municipale au bois déchiqueté (fabriqué avec le bois des haies coupées par les agriculteurs et les cantonniers) alimentant mairie et école.

HAUTE-NORMANDIE

ANTIFER (CAP D'). A 4 km au sud-ouest d'Etretat et de ses célèbres falaises, Antifer est équipé d'une éolienne de 10 kW assurant le chauffage de deux bâtiments de 100 à 250 m².

PONT-DE-L'ARCHE. Près de l'abbaye du Bonport, Pont-de-l'Arche *est équipée de deux piscines solaires.*

ÉVREUX. *Ne possède pas seulement une cathédrale* et un beffroi célèbres, mais aussi un centre hospitalier équipé d'une chaudière au bois de fabrication française couvrant 85% des besoins de l'établissement. La forêt, il est vrai, est toute proche.

DIEPPE. Port, station balnéaire, Dieppe est aussi le siège d'un établissement du groupe Nestlé dans lequel le choix du charbon en remplacement du fioul lourd a d'abord permis des économies. Aujourd'hui, ce choix est à l'origine d'une technique de pointe qui devrait autoriser, à terme, la valorisation du marc de café (résidus) comme combustible, en mélange avec du charbon pulvérisé.

LE NEUBOURG, ROUTOT, SAINT-ANDRÉ-DE-L'EURE. Sièges de coopératives agricoles ou linières, ces différentes communes sont équipées, pour les taillages du lin, d'engins dont les moteurs à vitesse variable représentent, par rapport aux moteurs classiques, des économies d'énergie variant de 5 à 20%.



Quatorze villes pilotes

C'est bien dans le but d'intervenir sur la totalité du patrimoine immobilier d'une agglomération qu'a été lancée, en 1982, la première opération villes pilotes. Les trois premières villes choisies furent Blois, Conflans-Sainte-Honorine et Meaux. Au début de 1984, onze nouvelles villes ou syndicats intercommunaux étaient désignés pour une opération de rénovation thermique : Aire-sur-l'Adour (Landes), Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Vitré (Ille-et-Vilaine), Elancourt (Yvelines), Mâcon (Saône-et-Loire), Arras (Pas-de-Calais), Douai (Nord), Roanne (Loire), Saint-Fons et Meyzieu (Rhône), Sézanne (Marne), Meurthe et Mortagne (Meurthe-et-Moselle).

PAYS DE LA LOIRE

ANCENIS. A quelques kilomètres de la statue du poète Joachim du Bellay, la Cana (coopérative agricole) est équipée d'un système de récupération de vapeur d'eau pour le séchage du lait. En d'autres termes, la vapeur de la tour de séchage *est récupérée, grâce à un procédé de recompression* mécanique et utilisée pour le préséchage du lait.

ANGERS. Eau chaude sanitaire solaire au camping du lac de Maine ; même chose dans un foyer de la Sonacotra ; serres couplées à un capteur à air, inspiré du système Trombe, préchauffant *l'air neuf pour l'alimentation de 27 pavillons* HLM situés aux Basses-Fouassières ; *maîtrise de l'énergie et douceur angevine font* évidemment bon ménage !

CHOLET. La capitale des petits mouchoirs dispose d'une station d'épuration qui permet, à partir du traitement des eaux et boues usées, de produire du méthane *alimentant sept* moteurs qui, eux-mêmes, fournissent 60% de l'électricité de la station. *A signaler encore :* la briquetterie Bouyer-Leroux, à La Seguinière, dont 90% de l'électricité est d'origine locale.

DONGES. La raffinerie Antar est la première à être équipée d'un échangeur Packinox, permettant d'importantes économies d'énergie. Un échangeur du même type est en cours d'installation à Reichstett (voir Alsace).

NANTES. L'ancienne capitale des ducs de Bretagne *utilise aujourd'hui des capteurs solaires,* aussi bien pour fournir l'eau chaude de son hôpital nord que celle d'un foyer Sonacotra, celle du centre de loisirs du Petit-Port ou celle des campings de Pont-du-Cens ou de Saint-Michel-Chef-Chef. A proximité, les piscines solaires ne manquent pas : Vertou, Clisson, *Montaigu,* Vallet, etc.

LA ROCHE-SUR-YON. Ville chère au cœur de Napoléon Ier qui la conçut pour une bonne part, la cité vendéenne a arrêté un plan énergétique global et procédé à peu de frais à la solarisation d'une maison grâce à un système bioclimatique avec ventilation.

SAINT-HILAIRE-DE-VOUST. Aux établissements Bouy, un système de récupération de la chaleur *produite par les machines-outils d'un atelier de* 200 m² permet de chauffer celui-ci. Coût du chauffage : égal à l'investissement.

PICARDIE

AMIENS. La ville, dont près de 5 000 maisons furent détruites durant la dernière guerre et 1 700 autres endommagées, possède une école maternelle couverte de tuiles solaires, une piscine équipée de pompes à chaleur et un gymnase solaire.

BEAUVAIS. Au pays de Jeanne Hachette, on fabrique aujourd'hui des catamarans. Les ateliers *Launay en ont conçu un à voile pour la* pêche. Baptisé *Picardie,* il est exploité en Languedoc-Roussillon.

CHAUMONT-EN-VEXIN. Dominant la plaine crayeuse du pays de Thelle, la commune est le siège de la coopérative de déshydratation du Vexin français. Cette coopérative est équipée d'un déshydrateur de fourrages et de pulpes de betterave alimenté par de la paille.

CREIL. *Située à une quarantaine de kilomètres* de Paris, la ville abrite, à sa périphérie, un établissement, Tréfimétaux, équipé d'un four de réchauffe avec récupération des fumées. A signaler encore les travaux d'isolation thermique et de réhabilitation du centre hospitalier, une opération de géothermie qui permet d'alimenter des logements de *l'office municipal* de HLM et l'utilisation, à l'usine PCUK-Chimie de Villers-Saint-Paul, *d'un système de régulation* électronique de la vitesse des moteurs.

POITOU-CHARENTES

ANGOULÊME. *Gestion centralisée des chaufferies* de la ville ; présence de Leroy-Somer et de France-Photon, produisant du matériel photovoltaïque, des micro-centrales hydrauliques, des moteurs électriques à haut rendement et des pompes à chaleur, voilà pour le chef-lieu de la Charente.

CHABANAIS. *L'opération pilote qui y est menée* a été présentée à maintes reprises dans *Maîtrise de l'énergie* (voir numéros 5, 7, 8).

COGNAC. A noter tout particulièrement la réalisation, à partir des rejets de l'usine Revico (traitement des vinasses), d'un réseau de chaleur pour l'alimentation des serres municipales de la ville.

JONZAC. Ajoutez à son château (des XIVe, XVe *et XVIe siècles) un réseau de chaleur alimentant* les habitations du centre ville, des équipements publics et des industries, à partir d'une usine de production de chaleur aux sources remarquablement diversifiées (géothermie, pompes à chaleur, incinération des ordures ménagères, chaudière à paille et chaudière à charbon).

LA ROCHELLE. *La ville et le syndicat intercommunal* dont elle fait partie ont engagé les plus gros programmes de travaux du 1er Fonds spécial des grands travaux. Gestion décentralisée des chaufferies des bâtiments communaux ; réalisations solaires diverses, notamment au centre hospitalier ; rénovation de HLM par un procédé d'isolation externe ; plan de circulation destiné à décongestionner la ville, donc à réduire les consommations d'essence : *on n'en finirait pas* d'énumérer les réalisations du chef-lieu de la Charente-Maritime. Surtout, ne manquez pas de prendre le « bus de la mer », vous joindrez l'utile à l'agréable.

POITIERS. Laboratoire d'énergétique solaire, Centre d'études aérauliques et thermiques de Biard, laboratoire de physique dit de combustion : riche en histoire, Poitiers est aussi tournée vers *l'avenir. Elle dispose d'un réseau de* chaleur original, alimenté par l'incinération des ordures ménagères.

ROUMAZIÈRES. A 58 km de Limoges, possède une entreprise, TBF, qui procède notamment à une étude demandée par la Communauté européenne pour la réalisation d'une chaudière à *bois susceptible de procéder au séchage de* l'argile.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

CADARACHE. Il n'est pas sûr que vous puissiez pénétrer dans le centre de recherches de l'ARBS (Association pour la recherche en bio-énergie solaire) cofinancée par l'AFME, le CEA, le CNRS et des partenaires industriels. Pas davantage *que vous puissiez avoir accès à la plate-forme* d'essai de matériel solaire. Sachez néanmoins que la démarche qui est entreprise là tire son originalité du fait qu'un lien est fait en permanence entre recherche et développement. A terme, l'objectif est la mise en place de filières productrices d'énergie et de matières premières industrielles.

LE CASTELLET. Vous pourrez y visiter une maison servant de centre de démonstration pour toutes les énergies solaires. Architecture étudiée pour recevoir le maximum de rayonnement solaire, vitrage, système de volets roulants, murs et cloisons en briques de terre crue stabilisée, éclairage assuré par photopiles... *Résultat :* l'autonomie énergétique de cette maison pas comme les *autres avoisine* les 100%.

FOS-SUR-MER. Autant dire la Solmer où, pour réaliser d'importantes économies d'énergie et de matières premières, a été mis sur pied un programme complet de gestion de l'énergie et de formation du personnel. L'utilisation de la télésurveillance est évidemment un fait acquis.

NICE. *Une usine d'incinération déjà ancienne,* mais intéressante par ses dimensions, un aéroport doté de générateurs photovoltaïques, des serres solaires à capteurs semi-transparents : c'était la moindre des choses au pays des fleurs.

VALBONNE. Située dans l'arrondissement de Grasse, Valbonne est connue pour sa cité « Sophia-Antipolis ». Là sont rassemblés de nombreux laboratoires, dont, parmi bien d'autres, le *centre de recherches du CSTB (banc d'essais des* matériels solaires) et le laboratoire d'énergétique solaire de l'Ecole des mines. On trouve un siège décentralisé de l'AFME.

RHÔNE-ALPES

AMBÉRIEU-EN-BUGEY. La particularité de l'agglomération réside dans son lycée solaire expérimental, *le plus grand du genre en Europe.* Un lycée doté d'un système de captation et de stockage de l'énergie solaire réellement révolutionnaire. En période de vacances, vous pourrez au minimum juger de son architecture extérieure !

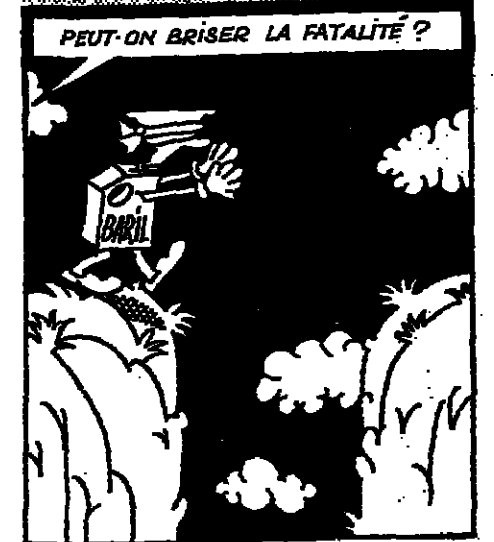
GRENOBLE. Son « plan énergie » prévoit notamment : la mise en œuvre d'une politique municipale de production et de distribution d'énergie ; *la création d'une maison d'information sur* l'énergie ; le soutien à un certain nombre d'opérations d'innovation. Au CEA, on poursuit des recherches sur les échangeurs de chaleur.

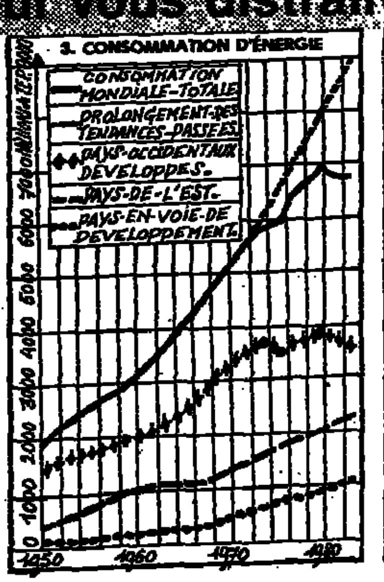
LA BUISSE. Fait partie du syndicat mixte d'aménagement du Voironnais, auquel 21 communes sont adhérentes. Elle est au centre d'un dispositif *imaginé par la société Valorga. Cette entreprise* a installé une unité industrielle de méthanisation des ordures ménagères qui permet, par une digestion bactérienne à l'abri de l'air, de produire du biogaz, combustible riche en méthane. La technique mise au point constitue une première mondiale.

ROANNE. *La ville dont le maire, M. Auroux, est* aussi le secrétaire d'Etat à l'Energie fait partie des villes pilotes de France (voir encadré). Parmi les divers bâtiments que l'on peut voir, citons tout particulièrement la piscine solaire.

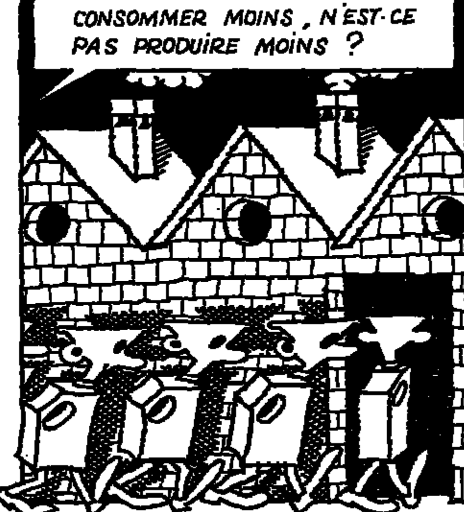
SAINT-ÉTIENNE. A noter le centre de télégestion dont la ville est équipée (voir encadré). ■

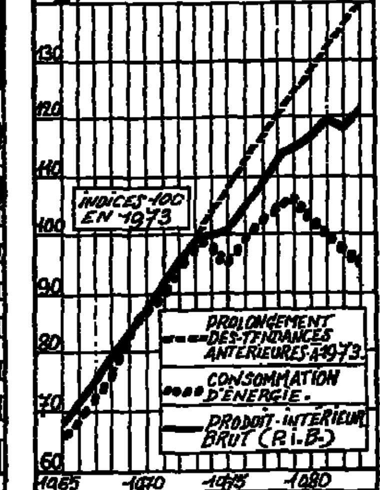
Cinq questions pour vous distraire





OUI. EN 1983, CONSÉQUENCE DES CHOCS PÉTROLIERS, LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE DU GLOBE A ÉTÉ INFÉRIEURE D'UN QUART À CE QU'ELLE AURAIT ÉTÉ SI LES TENDANCES ANTÉRIEURES S'ÉTAIENT PROLONGÉES.





IL N'Y A PAS DE RELATION MÉCANIQUE ENTRE CROISSANCE ET ÉNERGIE. EN 1983, LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DES PAYS DE L'OCDE ÉTAIT SUPÉRIEUR DE 28% À CELUI DE 1973. LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE ÉTAIT, ELLE, INFÉRIEURE DE 5%. ▶

UN MARCHÉ DES PHOTOPILES POUR LA FRANCE (suite)

(démonstration de P. Amado, du CNRS), les prototypes installés en Guyane et à la Réunion par l'AFME et la Communauté européenne et bien d'autres réalisations françaises sont des succès brillants qui appellent une action plus large.

De nécessaires mesures d'incitation

La diffusion des générateurs PV dans les zones tropicales est une priorité pour l'industrie française, *insuffisamment prise en compte* par le « Plan photovoltaïque ». C'est également un atout privilégié du développement rural : certains pays l'ont compris, comme la Côte-d'Ivoire et l'Inde qui ont établi des programmes ambitieux.

Pour activer cette diffusion, nous proposons d'associer l'Etat (Coopération, AFME), les secteurs bancaires et les clients potentiels dans des programmes de points d'eau, de périmètres maraîchers, de réfrigérateurs, de points d'éclairage, comportant plusieurs milliers d'actions dans une même région. L'adhésion des banques régionales, françaises et internationales est indispensable ; *pour la faciliter,* on peut imaginer une subvention de l'AFME aux producteurs, dégressive avec l'importance des séries et avec le temps, couvrant le surcoût de petites séries produites en 1984 par rapport à de grandes séries produites en 1986-1987, *dont l'équilibre financier* devrait être assuré sans subventions.

Investir pour baisser les prix

Un tel mécanisme permettrait d'aborder le problème à l'échelle convenable. Il diffère peu, dans son esprit, de ce qu'ont fait les USA pour amorcer le développement des centrales PV de puissance moyenne, pour le plus grand profit de leur industrie. Il permettrait à la fois d'améliorer *la vie rurale* dans les pays en développement et d'acquérir en France un savoir-faire qui sera utile plus tard, quand les photopiles *trouveront* davantage d'applications sur le territoire national.

Autres mesures à préconiser : une diffusion plus large par EDF des générateurs PV dans les DOM (aujourd'hui il y en a davantage en Polynésie, sous l'égide du CEA, qu'*aux Antilles* !). *Un* nouveau programme de démonstration de la Communauté européenne, axé sur de multiples petits générateurs en vue de *tester la rentabilité* d'usages et de modèles variés. De nouvelles initiatives des PTT, des syndicats d'électrification rurale et d'autres agences. Des *transferts* de technologie vers des pays (Inde, Mexique, etc.) à gros marché intérieur et fortes barrières douanières. Des sessions de formation pour les spécialistes des pays en développement. La poursuite, bien entendu, des actions de développement industriel, de recherche en amont et de recherche fondamentale.

Dans un tel contexte, l'industrie française pourra investir massivement dans la filière « silicium cristallin », obtenir rapidement les baisses de prix attendues et garder sa place internationale. Un développement du silicium amorphe, basé sur le marché des microgénérateurs pour l'électronique, est également nécessaire, en deuxième priorité, pour préparer l'avenir à plus long terme.

Michel Rodot

LES ÉNERGIES NOUVELLES DANS LES DOM-TOM

Un modèle nommé Polynésie

Les départements et territoires d'outre-mer constituent, pour l'AFME, un champ d'action privilégié. Dépourvus de ressources énergétiques conventionnelles, ils se trouvent dans une grande dépendance économique vis-à-vis des énergies importées, parfois à grand prix. Ils sont, en revanche, riches en sources d'énergies renouvelables : biomasse, énergie éolienne, soleil, géothermie.

Intelligemment exploitées, ces énergies peuvent contribuer à diminuer leur dépendance, à améliorer les conditions de vie de leur population, en particulier dans les zones rurales, à constituer de précieuses références pour la technologie française en direction des pays du sud. L'exemple du programme d'électrification des atolls polynésiens que nous relatons ci-dessous constitue, de ce point de vue, un remarquable témoignage.

Le quart de la production française de photopiles a servi, en 1983, à l'électrification rurale.

Le promeneur dominical n'a guère eu l'occasion de s'en apercevoir, *dira-t-on.* En effet : la scène ne se déroule ni dans le Gâtinais, ni même dans le Gévaudan, mais dans le Pacifique sud, en Polynésie.

A 16 000 km de l'Hexagone, 130 îles ou atolls, grands à eux tous comme le sud de la Corse, dispersés sur *4 millions de km²* (la *surface* de l'Europe), regroupent 130 000 habitants. Ce chiffre doit cependant être immédiatement précisé : 95 000 personnes, soit 73% de cette population, vivent sur la seule île de Tahiti. C'est là le signe d'un déséquilibre certain dont *témoigne d'ailleurs* le taux de chômage que l'on observe à Papeete, la capitale du territoire.

Parmi les moyens envisagés pour freiner cet exode rural, figure en bonne place l'électrification des atolls.

Une stratégie de grande ampleur

Envisagé de cette façon traditionnelle, c'est-à-dire par groupes électrogènes particuliers ou mini-centrales thermiques, un tel programme serait *difficile* à mener à bien. Les îles sont très éloignées les unes des autres, souvent mal desservies, dépourvues de ports. Dans ces îles *elles-mêmes, la population* est extrêmement dispersée le long du littoral, dans de multiples petits hameaux. La densité est souvent *inférieure à 20 habitants* au kilomètre carré et les besoins d'électricité sont très modestes. Dans ces conditions, le coût de transport de l'électricité serait vite prohibitif. Quand on sait, par ailleurs, que l'ensoleillement quotidien moyen dans cette partie du monde est de 5,3 kWh/m², on conçoit que l'utilisation des photopiles qui transforment directement la lumière en électricité apparaisse *comme la voie privilégiée.*

A elle seule cette situation n'aurait cependant pas suffi à créer un marché spontané. Et si, aujourd'hui, plus de six cents « farés » — l'habitat traditionnel polynésien — sont équipés d'un petit générateur photovoltaïque autonome, cela est dû à la collaboration exemplaire de trois opérateurs : le Territoire, le Commissariat à l'énergie *atomique* et l'AFME.

Une première convention liant ces trois partenaires est signée en 1978 pour une durée de trois ans. Disposant d'un budget de 12 millions de francs, elle porte sur un programme d'études, d'expérimentations, de sélection de *matériels. Sous la maîtrise* d'œuvre du CEA, la stratégie se met en place : on proposera aux collectivités locales et aux particuliers (1) des kits solaires comprenant un générateur choisi parmi plusieurs modèles de puissances variables, un système de régulation, des batteries et, pour les *modèles* les plus puissants, un convertisseur susceptible de transformer le courant continu basse tension *220* V alternatif.

Le matériel électrique adapté au courant continu ne sera pas pour autant oublié ; des techniciens font *donc l'inventaire* de ce qui existe, sélectionnent les appareils les plus performants, les font parfois adapter aux conditions locales.

En 1981, une nouvelle convention, d'un montant cette fois de 20 millions de francs, permet le passage à *la diffusion.*

Le système d'aide mis en place est le suivant :

— pour les particuliers, subvention de 50 % du coût du générateur dans la limite de 10 panneaux (350 W) ;

— pour les collectivités locales, dans *le cas de l'électrification* d'un atoll entier, même taux de subvention multiplié par le nombre de « farés » à équiper. La commune se charge généralement de financer le reste de l'installation, laissant au bénéficiaire le soin de renouveler les batteries lorsque celles-ci auront *fait* leur temps ;

— pour les équipements publics, la subvention est égale à 25% du prix du générateur, quelle que soit sa puissance. Dans tous les cas, des prêts bonifiés (7%) sont consentis pour l'achat du *matériel* complémentaire.

Le succès de ce dispositif devait très vite se révéler complet. Aussi à la fin 1982, est créé un GIE, du nom de Soler, au capital initial de 3,25 millions de francs, constitué à 75% par le secteur public (Territoire, CEA, AFME, secrétariat aux TOM) et à 25% par le secteur privé local, dont Electricité de Tahiti pour 10%. Dès la première année, l'*entreprise* était bénéficiaire grâce à la clientèle privée qui représentait 75% de son chiffre d'affaires. A la fin de 1985, on peut *raisonnablement* prévoir que 2 000 farés auront été équipés. Ce succès n'a pas laissé les pays riverains *indifférents* puisqu'en 1983 Soler a fait 15% de son chiffre à l'exportation, en direction notamment des Cook et des Salomon.

La variante solaire bientôt obligatoire

Si l'on peut se réjouir de voir la clientèle privée en pointe sur ce marché, il ne faudrait pas que les *collectivités* locales, mal informées, dédaignent ce type d'équipement ou, pire encore, décident la construction de coûteuses centrales au fioul sans avoir fait d'enquête comparative avec la solution solaire. C'est pourquoi on envisage de rendre obligatoire cette enquête *dans* tous les projets d'électrification d'atolls. Cette obligation pourrait être rendue possible par l'attribution de subventions émanant du Fonds européen de développement et de la Commission du Pacifique sud.

On estime désormais, tant à l'AFME qu'au CEA, *que la diffusion* des photopiles est bien lancée. La troisième convention tripartite, en instance de signature, rééquilibrera son action en direction des autres formes d'utilisation des énergies renouvelables (biomasse, vent, solaire thermique). Au GIE, le commercial ; à la convention, les opérations à risque, à caractère démonstratif. Parmi celles-ci, la possible création d'un Institut du Pacifique *pour les énergies nouvelles. Le soleil* se lève aux antipodes ; il y a là des leçons à tirer pour qu'il en fasse autant sous nos latitudes.

Michaël Gheerbrant

(1) Il n'existe pas, en Polynésie, de structures *comparables à nos syndicats* départementaux d'électrification rurale.

… ET CONTRAIREMENT AUX MARGUERITES…

… ÇA REPOUSSE TOUJOURS !

Dessin de Bernar

A Napuka, la nuit n'est plus noire

● Situé dans l'extrême nord de l'archipel des Tuamotou, Napuka est dans un *grand isolement.*

A 160 km de la terre la plus proche, à 800 km de Tahiti, cet atoll se trouve en outre loin des routes maritimes les plus *fréquentées. Seuls les bateaux qui font* route vers les Marquises passent encore à proximité, mais l'île n'a pas de port et les escales *tendent à se raréfier.*

L'avion est en fait le moyen de transport le plus régulier entre Napuka et le reste du monde, via Tahiti ; il y a un vol *par mois.*

L'atoll est constitué d'une bande de terre de 400 m de large entourant un lagon, sur 8 km de longueur et 3,5 km de *largeur. Selon son maire, la communauté* compte 395 habitants vivant dans quatre-vingts farés (modernes). Coprah, pêche et… subventions lui permettent de vivre, *avec cependant très peu d'argent liquide.* Quel peut être l'impact socioculturel de l'installation de photopiles dans une communauté aussi isolée ? C'est ce que l'AFME a *demandé à l'anthropologue* américain Robert Lévy, de l'université de San Diego, spécialiste des cultures polynésiennes s'exprimant dans plusieurs dialectes parlés dans cette région du monde.

Robert Lévy a d'abord observé, lors de son arrivée à Napuka, que les habitants manquaient de presque tous les combustibles modernes (piles électriques, *kérosène, butane, essence)* qui devaient venir de Tahiti.

Lorsque le projet d'électrification *solaire leur a été soumis, les habitants de* Napuka *ont eu une réaction unanime :* qu'avaient-ils à perdre dans l'aventure ?

On leur proposait un cadeau, ils l'ont accepté.

A l'exception de quatre maisons, dont trois magasins, qui ont été dotées de générateurs capables d'alimenter des congélateurs, tous *les farés ont été équipés* de quatre panneaux photovoltaïques qui alimentent trois lampes. La question qui se pose est alors la suivante : la seule *fourniture de lumière justifie-t-elle ce coûteux* investissement ?

Pour cette communauté restée très traditionnelle, disposer de la lumière, *indépendamment des aléas des transports* ou des capacités financières des ménages, est d'une importance primordiale, *observe Robert Lévy. Bien supérieure au* supplément de confort que peut procurer l'équipement électroménager ou audiovisuel très recherché dans les atolls moins *isolés. La lampe la plus précieuse, pour* les habitants de Napuka, c'est celle que l'on a placée à l'extérieur de la maison, celle qui « éclaire les chemins ». Pourquoi ? Parce que, *répondent-ils, quand il* y a de la lumière dehors, on dort mieux. Explication : dans le noir, *tout peut arriver,* puisque l'on n'encourt plus le risque de la honte maximale, celle d'être vu en train de mal faire. De la lumière vient donc un grand sentiment de sécurité, *puissant facteur de cohésion de la communauté.* Pour qu'il soit *pleinement* ressenti, il faut toutefois que les lampes brûlent toute la nuit. Et cela, seules les photopiles le permettent… *puisque le coût de* fonctionnement d'un *générateur* photovoltaïque est voisin de zéro franc !

L'étude de Robert Lévy montre en *revanche que l'utilisation des congélateurs* pose plus de problèmes, dans la mesure où leur répartition n'a pas été égalitaire. Il y a là des germes de division de la communauté. *Mais ce problème n'a* rien à voir avec le choix du type de générateur. ■

• « ***Maîtrise de l'énergie*** » **est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME.**
Rédaction en chef : Roger-Pierre Bonneau, AFME, 27, rue Louis-Vicat — 75015 Paris.
• **Rédaction et communication** : Hugues Sibille et Michaël Gheerbrant, **Maquette** : Claudine Roy, TEN et Associés, 10 rue Mayet — 75006 Paris.
• **Composition, montage, photogravure** : Italiques, 14 rue Vauvenargues — 75018 Paris.

Les chiffres et graphiques sont extraits du livre de Christian Gérondeau, « L'Énergie à revendre ».

PEUT-ON VIVRE AUSSI BIEN EN CONSOMMANT MOINS D'ÉNERGIE ?

½ BARIL

BARIL COMPLET

5. APPAREILS MÉNAGERS

Kilowatt-h.

LAVE-VAISSELLE (CONSOMMATION PAR CYCLE)

LAVE-LINGE (CONSOMMATION PAR CYCLE)

CONGÉLATEUR 260 LITRES (CONSOMMATION PAR 24 H.)

0 1 2 3 4

1975 1980 1985 1990

BIEN SÛR. EXEMPLE : LA DIFFÉRENCE DE QUANTITÉ D'ÉNERGIE NÉCESSAIRE POUR CHAUFFER UNE MAISON RÉCENTE, PAR RAPPORT À CE QU'IL FALLAIT IL Y A DIX ANS. OU ENCORE : LA BAISSE DE LA CONSOMMATION DES APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS.

L'ÉNERGIE À REVENDRE

● Sommes-nous en train de vivre le « troisième choc énergétique » ? Un choc à rebours, cette fois, où l'« on » — entendez par là les pays développés occidentaux — aurait « de l'énergie à revendre » ? Telle est la question centrale qui donne son titre au livre de Christian Gérondeau dont sont extraits les graphiques des pages 2 à 4. En 1983, les besoins en énergie des pays développés ont été de 5 % inférieurs à ceux de 1973, en dépit d'une croissance de la production de près de 25 %. Ce découplage, estime Christian Gérondeau, est trop important pour être strictement conjoncturel et tout porte à croire, pronostique-t-il, qu'en l'an 2000 le niveau de consommation énergétique sera très voisin de celui d'aujourd'hui. Compte tenu des politiques mises en place à la fin de la précédente décennie, nous sommes donc passés d'une logique de pénurie à une logique de surabondance. La démonstration est convaincante, et les qualités pédagogiques de l'ouvrage sont d'ailleurs indéniables.

L'ensemble est clair, la documentation très complète. Seule réserve : sans doute échaudé par les déconvenues des prévisionnistes soulignées tout au long de l'ouvrage, Christian Gérondeau ne se hasarde guère à dégager les perspectives ouvertes par la « nouvelle donne » qu'il met en lumière. Au-delà du souhait que notre pays sache réagir au plus vite et s'adapter, ce grand commis de l'Etat, passé de la Sécurité routière à la direction de la planification aux Charbonnages de France pendant la période d'élaboration du IXe Plan, ne se prononce pas sur des choix dont tout son livre démontre qu'ils sont inéluctables. On peut le regretter, tout en reconnaissant que, de Sirius, on voit souvent juste. **M.G.**

• C. Gérondeau, *L'Energie à revendre*, Ed. Jean-Claude Lattès, 336 pages, 115 F.

DIX-HUIT NATIONALISTES CORSES DEVANT LE TRIBUNAL DE BASTIA

Les armes de l'Ile-Rousse

De notre correspondant

Bastia. – Expulsions. Suspensions d'audience. Le procès des dix-huit nationalistes corses – dont trois en fuite – qui a commencé jeudi 9 juillet s'est accéléré, vendredi, devant le tribunal correctionnel de Bastia. Trois affaires sont jugées : le défilé et la distribution de tracts le 13 juillet 1983 à l'Ile-Rousse par des membres *masqués et armés se réclamant* de l'ex-FLNC : le plastiquage et le mitraillage, le 14 janvier 1984, de la gendarmerie de cette localité ; la découverte, enfin, après cet attentat, d'armes, de munitions et d'explosifs dans un caveau du cimetière de la ville.

Marquée par une bataille de procédure engagée par les dix avocats de la défense, la première journée a seulement permis de statuer sur les questions de forme. Le tribunal a décidé de faire détruire les rapports d'écoutes téléphoniques entre deux avocats et les familles de certains prévenus, rapports joints dans un premier temps au dossier de l'instruction.

C'est seulement vendredi que s'est engagé le véritable débat. Accusés de participation à la reconstitution de mouvement dissous, destruction ou dégradation d'objets d'utilité publique, Jean-Pascal Maestracci et Félix Colombani ont reconnu les faits. Les treize autres inculpés rejettent, pour leur part, en bloc les charges portées contre eux et parlent de *« machination politico-policière montée de toutes pièces par les gendarmes de l'Ile-Rousse »*.

Analyses capillaires

L'accusation s'appuie sur les dénonciations de certains accusés qui, après avoir reconnu les faits, se sont rétractés. Ils expliquent aujourd'hui que ces témoignages leur ont été extorqués durant la garde à vue et mettent en cause les *« méthodes d'intimidation »* des gendarmes de Balagne. Mais cités trop tard par la défense, les gendarmes ne sont pas là... Ce « procès précipité » à la veille des élections régionales que la défense dénonce n'a donc pas permis de confronter les témoignages des inculpés avec ceux des officiers de police judiciaire.

Restent les charges. Les analyses capillaires réalisées sur les cheveux trouvés dans les cagoules du cimetière de l'Ile-Rousse ne sont pas convaincantes. M. Pierre Cazenave, procureur de la République, a ainsi appuyé son réquisitoire sur les éléments précis des dépositions de certains des accusés mettant en cause leurs camarades. Il a requis de quatre à *huit* ans d'emprisonnement pour les auteurs du plasticage et du mitraillage de la gendarmerie, de trois à quatre ans pour les inculpés de détention d'explosifs et de six mois à un an pour ceux qui sont accusés de reconstitution de mouvement dissous.

DOMINIQUE ANTONI.

TREIZIÈME MEURTRE DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE D'UN GENDARME EN SERVICE

Un gendarme de la brigade de Sommières (Gard), M. Honoré Perez, quarante-six ans, père de deux enfants, a été tué, vendredi 20 juillet, d'une balle dans le thorax par un des deux inconnus qu'il contrôlait *sur un chemin qui longe l'auto*route A-9. Les gendarmes avaient aperçu les deux hommes (l'un d'eux un paquet à la main) s'approcher de deux véhicules vides. Interrogé sur le contenu de ce colis, l'inconnu brandissait un pistolet de gros calibre et tirait à plusieurs reprises. Un avis de recherche a été lancé.

M. Perez est le treizième gendarme en service tué depuis le début de l'année. Cent trente-cinq de ses collègues ont été blessés. Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a exprimé son *« indignation »* devant le *« lâche attentat »* *commis conre M. Honoré Perez.*

Rendant hommage à sa mémoire, M. Hernu a indiqué qu'il avait décidé de décerner à ces dernier la médaille militaire et de le citer à l'ordre de la gendarmerie.

UN ENTRETIEN AVEC LE PASTEUR EMILIO CASTRO

Le Conseil œcuménique des Eglises veut être « un forum international »

Nouveau secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises* (le Monde *du 13 juillet*), *le pasteur uruguayen Emilio Castro estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que le CŒE doit être un forum international où toutes les Eglises devraient pouvoir s'exprimer librement.

« Qui dit christianisme latino-américain pense théologie de la libération. Où vous situez-vous par rapport à la querelle qui oppose actuellement des théologiens catholiques comme Gustavo Guttierez ou Léonardo Boff au magistère romain.

– La théologie de la libération est née de la lecture de la Bible dans le conteste latino-américain. Grâce à *elle, les exploités ont pris conscience* que la pauvreté n'est pas un châtiment divin mais le résultat d'un pouvoir injuste qu'il faut changer. Une telle théologie a naturellement toute ma sympathie.

» Pour ce qui est de cas que vous citez, la CŒE ne doit pas intervenir dans le débat interne d'une Eglise particulière. Nous n'avons pas à décerner je ne sais quel « brevet de catholicité » aux théologiens – ce sont là les méthodes de l'Eglise catholique. Nous pouvons, à la rigueur, glisser un mot ici ou là auprès des autorités catholiques. Cela dit, je tiens à rendre hommage publiquement à Gustavo Guttierez, qui travaille quotidiennement auprès des pauvres, ainsi qu'à tous ceux sur le terrain qui nous obligent à affronter les problèmes de la vie réelle. En tout état de cause, les deux théologiens dont vous parlez appartiennent à la famille œcuménique.

– Le CŒE est critiqué pour ses prises de position politiques, qui sont souvent unilatérales : très sévères pour le monde occidental, tout en épargnant les pays de l'Est. Certains voudraient déclarer un moratoire sur toutes les déclarations politiques du CŒE. Qu'en pensez-vous ? D'autre part, allez-vous continuer à aider financièrement les mouvements nationaux de libération ?

– Une discussion est actuellement engagée sur ce qu'on appelle l'« indignation sélective » du CŒE et le comité central doit en débattre ces jours-ci à Genève. Pour ma part, je pense que le CŒE doit conserver son rôle de forum international où toutes les Eglises puissent s'exprimer librement et même critiquer des situations politiques concrètes. Il ne s'agit pas de faire des déclarations pour le seul plaisir d'en faire, mais d'exprimer librement un jugement chrétien, *même si* cela doit déranger.

» Quant au programme de lutte *contre le racisme*, qui finance des mouvements de libération nationalistes en Afrique australe, je ne connais pas de programmes moins violent ! L'argent est donné à des pauvres qui ne font que défendre leurs droits en luttant contre l'injustice. Nos fonds servent à une entraide humanitaire. Personnellement, j'ai choisi la non-violence, mais je n'ai pas le droit de juger mes frères et sœurs chrétiens qui ont choisi une autre voie, car on ne peut se satisfaire du *statu quo*.

– Comment avez-vous jugé la récente visite de Jean-Paul II au CŒE ? Pensez-vous – et souhaitez-vous – que l'Eglise romaine devienne un jour membre à part entière du CŒE ?

– Nos relations avec les catholiques se multiplient *à l'échelle locale*. Dans plusieurs pays, l'Eglise catholique fait partie maintenant du Conseil national des Eglises. Au niveau officiel, en revanche, les choses vont plus lentement. Pour moi, la visite de Jean-Paul II au CŒE était une réussite car *elle* a rendu *visibles* les relations entre Genève et Rome. L'attitude de Jean-Paul II était plus amicale et détendue que celle de Paul VI il y a quinze ans, même s'il n'y a pas eu de progrès sur le plan doctrinal. Tout en rappelant la position catholique sur la primauté de l'évêque de Rome, le pape a reconnu le CŒE comme partenaire privilégié. Jean-Paul II a souligné deux choses : d'abord les divergences qui subsistent entre nous, sur certaines questions d'éthique – ce qui est scandaleux dans la mesure où il s'agit de questions vitales pour les gens ; ensuite l'importance de l'Eglise *locale*. *L'autorité* responsable pour les catholiques est l'évêque. Nous apprécions cette réhabilitation de l'Eglise locale puisque nous encourageons la décentralisation.

» Pour ce qui est de l'avenir, nous rêvons du jour où toutes les Eglises chrétiennes pourront se réunir en synode ou en concile. Quant à l'entrée de l'Eglise catholique romaine au CŒE, *si cette éventualité est dans* la logique des choses, il faut reconnaître que, à ce moment-là, se posera le problème des structures mêmes du CŒE ».

Propos recueillis par
ALAIN WOODROW.

Les réponses du « Pourquoi pas » ?

(Suite de la première page.)

Jean Charcot donne alors le *Pourquoi pas ?* au *Muséum national* d'histoire naturelle, et le bateau devient un laboratoire affecté à des campagnes océanographiques.

Après la Grande Guerre, le *Pourquoi pas ?* est armé par la marine nationale ; il est utilisé chaque année à des campagnes océanographiques dans les mers bordant l'Europe et dans l'Atlantique nord. En 1924, il va pour *la* première *fois* sur la *côte* est du Groenland et y retourne ensuite régulièrement, notamment en 1932 et 1933 pour amener et reprendre la mission française participant à l'Année polaire, en 1934 pour amener et en 1935 pour reprendre après leur hivernage Robert Gessain, Fred Matter, Michel Pérez et Paul-Émile Victor.

En *1936*, Robert Gessain, Eigil Knuth, Michel Pérez et Paul-Émile Victor réussissent la première traversée « pédestre » du Groenland. Le *Pourquoi pas ?* peut les reprendre à Angmagssalik, sur la côte est. Mais Paul-Émile Victor et Eigil Knuth décident de rester une *année* de plus avec les Eskimos. Quant à Robert Gessain et Michel Pérez, ils préfèrent attendre le navire danois, qui assure la liaison annuelle Angmagssalik-Copenhague pendant le très bref été groenlandais, de façon à rester trois semaines de plus sur place. Toutefois, tout le matériel – films compris – de l'expédition *transgroenlandaise est embarqué sur* le *Pourquoi pas ?*

Un incident se produit dans la chaudière du *Pourquoi pas ?* qui réussit cependant à gagner Reykjavik. La réparation faite, Jean Charcot décide d'attendre le passage du navire danois. A *bord de celui-ci, en* effet, il y a le capitaine Ejnar Mikkelsen, célèbre explorateur danois du Groënland, qui doit lui remettre, à Copenhague, la grande médaille d'or de la Société de géographie danoise.

Le Pourquoi pas ? part de Reykjavik le 15 septembre par une mer d'huile. Parvenu sur la côte sud-*ouest de l'île* après quelques heures de navigation, il est pris subitement dans une tempête-ouragan et essaye de revenir se mettre à l'abri dans le golfe Flaxa. Il est poussé sur le rocher de Hnokki et fait naufrage.

Gonidec la mascotte

Le docteur Robert Gessain qui, de retour du Groenland, s'est trouvé par hasard en Islande cette semaine, est revenu, il y a quelques jours, sur la petite grève où a été poussé Eugène Gonidec et où ont été retrouvés les corps de vingt-deux des naufragés. Il y était allé en *1936* car, ayant appris la catastrophe à Copenhague, lui et Michel Pérez étaient partis *pour* l'Islande par le premier bateau.

Robert Gessain se souvient du récit que *lui ont fait* à *l'époque* Eugène Gonidec, le consul de France et les Islandais. Méthodique, Eugène Gonidec, avant de sauter dans la mer, a boutonné sa vareuse et retourné ses poches pour ne pas être alourdi par l'eau ; il a vomi, ce qui lui a peut-être évité un malaise fatal ; accroché à l'échelle de coupée tantôt d'une main tantôt de l'autre, il a nagé tout le temps pour se réchauffer un peu. Retrouvé épuisé sur la grève par un jeune Islandais habitant une ferme isolée, celui-ci l'a ramené chez lui. Si bien que le consul de France, cherchant frénétiquement des nouvelles par téléphone, a fini par apprendre qu'il y avait un rescapé. *« Où est-il ? – Chez moi dans mon lit. – Que fait-il ? – Il dort. – Réveillez-le. – Comment allez-vous ? – Je vais bien. – Sortez dehors et regardez. – Je vois encore un mât... »*

Vingt-deux corps le jour même sur la grève avec des débris multiples. Les Islandais ont envoyé des scaphandriers pour voir s'il y avait des corps dans l'épave. Il n'y en avait pas, les quinze manquants ont été retrouvés au cours des semaines suivantes.

Robert Gessain et Michel Pérez ont ramassé divers débris, notamment la grande plaque en bois incrusté de cuivre portant l'inscription *« Honneur et Patrie »* qui a été apportée au Musée de la marine de Paris.

Le naufrage avait beaucoup frappé les Islandais qui connaissaient tous, au moins de nom, Jean Charcot et le *Pourquoi pas ?* Seul rescapé, Eugène Gonidec était devenu une sorte de mascotte : pendant les jours qui ont précédé le rapatriement sur *l'Aude* et *l'Audacieux*, envoyées spécialement par la marine française, *Robert Gessain* a vu de nombreuses Islandaises qui essayaient de glisser un cadeau *dans les mains* d'Eugène Gonidec, selon le rite local censé favoriser la transmission de cette baraka incroyable du receveur au donneur.

Que peut espérer retrouver l'équipe de Jean-Yves Blot ? Essentiellement des objets en métal, instruments et machines. *« Et peut-être nos films »*, soupire le docteur Gessain.

YVONNE REBEYROL.

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Hinault le résigné

La longue étape Sierre - Villefranche-sur-Saône (320 kilomètres), assez inopportune au lendemain d'une étape alpestre et à la veille d'une course contre la montre s'est terminée, vendredi 20 juillet, par la victoire du Belge Frank Hoste. Elle a permis à Sean Kelly de remonter de la septième à la cinquième place du classement général, grâce aux bonifications des sprints intermédiaires. Laurent Fignon conserve le maillot jaune.

De notre envoyé spécial

Villefranche-sur-Saône. – Bernard Hinault est résigné. Il ne sera *sans doute pas mécontent*, quoi qu'il dise, de terminer deuxième à Paris ou, à défaut, de monter néanmoins sur le podium. Le résultat, pratiquement acquis, paraît inespéré pour un homme qui a subi la loi des grimpeurs dans un Tour de France fortement *influencé* par la montagne et qui a perdu le contact dans la plupart des grands cols alpestres.

Jusqu'à Grenoble, l'ancien champion du monde nourrissait l'espoir de dompter Fignon. Comment ? Nous l'ignorons. *« La course ne sera jouée que sur les Champs-Elysées*, disait-il, *et, de toute façon, la deuxième place ne m'intéresse pas. »*

Il est vrai que tout peut arriver dans une épreuve par étapes où seule la victoire compte : une chute, une indisposition, une défaillance inattendue. Mais, sur le plan sportif et sans préjuger du dénouement, on peut affirmer que la course s'est achevée sur les pentes de la Plagne. Ce jour-là, Hinault a reconnu la supériorité de son jeune rival. Par la suite, il a essayé, avec beaucoup de courage, de le surprendre et de lui compliquer la tâche. Cependant, si l'orgueil l'a poussé encore à se battre, la conviction n'y était plus. Ses actions un peu désordonnées et ses efforts superflus ont d'ailleurs inspiré à Cyrille Guimard, qui fut son directeur sportif, le commentaire suivant : *« Depuis la sortie des Pyrénées, l'attitude de Bernard est celle d'un coureur qui tente désespérément de reprendre l'initiative et qui ne sait plus quelle tactique adopter. Livré à lui-même, en raison de la faiblesse de sa formation, et dépassé par les événements, il a commis des erreurs invraisemblables. »*

Hinault n'est pourtant pas l'homme à rester sur un échec. S'il n'a plus les moyens de remporter une cinquième fois le Tour de France, il s'efforcera à l'avenir de favoriser la réussite d'un de ses partenaires, conformément au programme qu'il avait défini en prenant le commandement du groupe La Vie Claire. *« L'important*, déclarait-il alors, *c'est la victoire de l'équipe. »*

Le Breton pourrait devenir capitaine de route et engager un nouveau lieutenant. On parle dans la coulisse de Greg Lemond... A moins que l'existence du groupe La Vie Claire ne soit remise en cause. Selon certaines indiscrétions, les rapports ne *seraient* plus ce qu'ils étaient entre Bernard Tapie et son leader.

JACQUES AUGENDRE.

LES CLASSEMENTS

Vingt et unième étape

CRANS-MONTANA - VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

1. Franck Hoste (Bel.), les 320,5 kilomètres en 9 h 28 mn 8 s, moyenne 33,847 km/h, avec bonification 9 h 27 mn 38 s ; 2. Jacques Hanegraaf (P-B), 9 h 28 mn 8 s, avec bonification, 9 h 27 mn 48 s ; 3. Sean Kelly (Irl.), 9 h 28 mn 8 s, avec bonification 9 h 27 mn 58 s ; 4. Bernard Hinault (Fr.), 9 h 28 mn 8 s ; 5. *Henri Manders* (P-B), même temps ; 6. Gilbert Glaus (Sui.) ; 7. Francis Castaing (Fr.) ; 8. Ad Wijnants (P-B) ; 9. Jan-Philippe Van den Brande (Bel.) ; 10. *Phil* Anderson (Aus.).

Classement général. – 1. Laurent Fignon (Fr.), *105 h 32 mn 44 s* ; 2. Bernard Hinault (Fr.), à 9 mn 56 s ; 3. Greg Lemond (E-U), à 11 mn 5 s ; 4. Robert Millar (G-B), à 11 mn 45 s ; 5. Sean Kelly (Irl.), à 16 mn 35 s ; 6. Pascal Simon (Fr.), à 16 mn 51 s ; 7. Angel Arroyo (Esp.), à 17 mn 5 s ; 8. Pedro Munoz (Esp.), à 22 mn 18 s ; 9. Claude Criquelion (Bel.), à 25 mn 12 s ; 10. Niki Ruttimann (Sui.), à 26 mn 28 s.

Tour de France féminin. – La Néerlandaise Connie Meyer a remporté, vendredi 20 juillet, *la 16e étape Ambérieux*-en-Bugey-Villefranche-sur-Saône (57 km) du Tour de France féminin, au sprint devant la Française Corinne Le Gal. L'Américaine Mary-Nanne Martin, occupe la première place du classement général provisoire.

Fignon le boulimique

(Suite de la première page.)

Il est bel et bien devenu au*jourd'hui un* patron *ambitieux. Il n'est* pourtant professionnel que depuis deux années. Lorsqu'il le devint, il n'arrivait pas avec une carrière éblouissante d'amateur. Serait-il de ceux pour qui, comme le dit Antoine Blondin, *« la classe a parlé tardivement »* ? En deux ans, en tout cas, ceux qui l'ont observé avec le regard averti des spécialistes, qu'ils soient anciens champions ou journalistes, sont unanimes pour dire qu'il s'est imposé. Sans doute n'avait-il pas la vedette comme aujourd'hui lorsqu'il aida Bernard Hinault à gagner le Tour d'Italie en 1982 après avoir lui-même porté le maillot rose durant *quelques jours. Il ne l'avait pas non* plus l'année suivante, lorsqu'au Tour d'Espagne il fut de nouveau l'artisan de la victoire du même Hinault, mis en difficulté par les Espagnols, tout en terminant à la septième place.

Ce compagnonnage dans l'équipe Renault, sous la houlette ou la férule de Cyrille Guimard, lui permit assurément de bien connaître celui qui est devenu *aujourd'hui* son *adversaire*, mais surtout son inférieur de si peu que ce soit. Déjà, il lui avait dit un jour, au temps où ils couraient ensemble : *« Tous les autres ont peur de toi et n'osent pas t'attaquer. Moi, si je n'étais pas dans la même équipe, je t'attaquerais. »* Hinault, paraît-il, avait rigolé sans vouloir prendre au sérieux la provocation de ce cadet de six ans en qui il refusait et refuse encore de voir son véritable successeur. Il n'était pas le seul. Eddy Merckx non plus ne croyait guère en ce *nouveau venu. Il* l'avait qualifié un jour de *« play-boy et petit coureur »*. Ces propos-là, que les journaux rapportent , sont souvent sans conséquence et sans suite dans le monde cycliste. Mais, lorsqu'après l'arrivée à L'Alpe-d'Huez certains se *mirent* à dire que Laurent Fignon *leur* rappelait le « cannibale », qu'il avait la même morphologie que ce glouton, on vint demander à celui qui aurait dû en être flatté ce qu'il pensait d'une comparaison aussi élogieuse. Il joua à tous le coup du mépris : *« Merckx ! Qui Merckx ? Connais pas »*.

Laisser dire et pédaler

C'était pour la galerie. De telles répliques pourtant sont significatives. Elles témoignent d'un caractère et d'une fière assurance. Guimard, qui connaît ses poulains, définit sa vedette en trois mots : *« équilibré, lucide, ambitieux »*. Equilibré, il le fut toujours. C'est une *simple* question *de nature*. Lucide, il l'est devenu, course après course, à force d'observation. Quant à l'ambition, elle couvait. Maintenant, elle éclate. Comme les autres grands, il se paya le luxe de gagner le Tour de France la première fois qu'il y participa. C'était l'année dernière. Cette victoire n'était pourtant pas apparue probable. Cette année-là, Fignon *héritait du maillot jaune après* l'abandon de Pascal Simon, victime d'une fracture de l'épaule. On fit donc plus ou moins la fine bouche. L'ambitieux Fignon supporta mal ces réserves. On allait voir ce qu'on allait voir. On a vu. Les critiques de 1983 n'ont pas pour autant renié leur appréciation sur le Fignon d'il y a un an. Ils disent seulement : *« Depuis un an, il s'est épanoui d'une façon extraordinaire. »* Lui les laisse dire et les laisse écrire.

Le soir, dans les hôtels, à l'heure du repas, au milieu des partenaires, les pieds dans des mules de plage, il est un coureur *parmi* les autres. On bavarde, on rigole, mais pas tellement. La vie de course est ainsi faite qu'elle impose une discipline, une ascèse, surtout lorsqu'on est le numéro un. Et le numéro un, paradoxalement, se touve être le moins disert, *le plus grave, le* plus sage. Sûr qu'à l'heure du déclin, celui-ci, à la façon d'un Louison Bobet, d'un Eddy Merckx, *d'un* Anquetil, *d'un* Poulidor, saura gagner la coquette fortune qu'il est en train de se construire vaillamment. Non, vraiment, il serait malséant de lui demander à l'heure qu'il est s'il aurait préféré être vétérinaire.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

ATHLÉTISME

RECORDS A L'EST

A une semaine de l'ouverture des *Jeux olympiques*, auxquels ils ne participeront pas, deux athlètes des pays de l'Est ont établi, vendredi 20 juillet, à Berlin-Est, deux records *du monde*.

L'Allemand Uwe Hohn, âgé de vingt-deux ans, a battu le record du lancer du javelot avec un jet de *104,80 mètres. Le précédent* record – 99,72 mètres – était détenu depuis le 15 mai 1983 par l'Américain Tom Petranoff.

La Bulgare Ludmila Andonova, âgée de vingt-cinq ans, a amélioré le record du saut en hauteur féminin en franchissant 2,07 mètres. *Le précédent record était détenu* depuis le 23 juin par la Soviétique Tamara Bykova, qui avait sauté 2,05 mètres.

Société

Un témoignage du lieutenant-colonel Georges Guingouin

La division « Das Reich » n'avait pas pour mission de rejoindre le front de Normandie à marche forcée mais de combattre les maquisards du Limousin

Le lieutenant-colonel Georges Guingouin, compagnon de la Libération, ancien chef des FTP en Limousin nous a adressé la lettre suivante :

En Haute-Vienne, à l'annonce du débarquement, le 6 juin, des unités de légaux et des brigades de gendarmerie rejoignent les unités de maquisards. Un fort contingent de gendarmes se rendant à Limoges en renfort est intercepté à Magnac-Bourg : elle se rend au maquis, à Sussac. Son chef, le lieutenant Malabre, prend le commandement d'une compagnie de la 1re brigade. Il accédera, par la suite, au grade de général dans son corps.

Le 7 juin, selon les documents officiels allemands, notamment le KTB de l'OKW (journal de marche de l'état-major général) contrairement à ce qui a été souvent écrit, la 2e Panzer Waffen SS « Das Reich » n'avait pas pour mission de rejoindre le front de Normandie à marche forcée, mais d'entrer immédiatement en action contre le maquis.

C'est ainsi que, à cette date, alors que le gros de la divison part de Montauban en direction du nord, sur Limoges et Tulle, un bataillon du régiment Panzer Grenadier « Der Führer » et deux bataillons du « Deustchland » partent vers le sud.

Le 9 juin, le détachement de pointe du 4e Panzer Grenadier régiment « Der Führer », de la division blindée Waffen SS « Das Reich » atteint Limoges à 2 heures du matin. Aux environs de 10 heures, le 1er bataillon de Dickman, qui s'est détaché de la colonne à Brive, passant par Rochechouart, arrive à Saint-Junien.

Dans la matinée, le général Lammerding est à Uzerche. Alors que dans son état-major, avant de partir de Montauban, on se promettait de « brûler une ville du Centre » dont tout concourt à penser qu'il s'agissait de Limoges – il se rend à l'évidence que, contrairement à Tulle et à Guéret, cette ville n'a pas été attaquée par la Résistance.

Ordre est donné au 3e bataillon de Kämpfe de partir sur Guéret. Des unités sont lancées sur le secteur d'Eymoutiers : le pont de Masléon est détruit pour ralentir la progression des engins blindés. Une automitrailleuse allemande, à Sainte-Anne-Saint-Priest, tombe aux mains de la compagnie commandée par Pierre Magadoux. Au début de l'après-midi, la division reçoit l'ordre de l'OKW, commandant suprême des forces armées allemandes, de partir dès le lendemain 10 juin vers le front de Normandie, alors que, pour certaines unités, le plan de marche établi à 12 heures prévoyait la direction de Clermont-Ferrand.

L'état-major de la division demande alors à Filliol, chef du 2e service de la milice, de mettre à sa disposition quatre miliciens en vue d'une « opération en cours d'organisation » aux environs de Saint-Junien. A cause de cette opération, après un échange de télégrammes avec le 58e corps blindé, le départ de la division est prévu pour le 11 juin à 10 heures.

La capture d'un officier SS

Mais aux environs de 20 heures, le Sturmbannführer Kämpfe, héros numéro un de la division, titulaire de la Ritterkreuz (croix du Chevalier), de la croix de fer (1re et 2e classes), commandant le 3e bataillon du régiment « Der Führer », qui vient de faire exécuter trente et un maquisards creusois au poteau de Combeauvert, est capturé entre Sauviat et Saint-Léonard par le sergent Canou, de la 1re brigade revenant de faire sauter le pont de Royères. En représailles, deux cultivateurs, pères de familles nombreuses, MM. Just et Malaguise, sont fusillés.

Apprenant la capture de son ami Kämpfe, le général Lammerding ordonne de surseoir de nouveau au départ de la division et de tout faire pour retrouver le Sturmbannführer.

Le 10 juin, perpétrée par la 3e compagnie du capitaine Kahn, du 1er bataillon du régiment « Der Führer », c'est la tragédie d'Oradour-sur-Glane.

Le 11 juin, malgré la présence de la division « Das Reich », les unités de la 1re brigade de marche libèrent, *in extremis*, les camps de Nexon et de Saint-Paul-d'Eyjeaux, évitant ainsi à de nombreux internés la déportation en Allemagne.

Le 12 juin, à 5 h 30 du matin, départ de la division pour le front de Normandie : elle a subi un retard de quarante-huit heures.

D'autant plus que la division blindée Waffen SS « Das Reich » avec ses 15 000 hommes, ses 1 400 véhicules dont 350 blindés, son régiment de chars lourds, son bataillon de canons d'assaut, son régiment d'artillerie autoporté avait une puissance de feu triple de celle d'un corps normal.

Ainsi est justifiée cette remarque de l'historien allemand Hans Luther : « *Cette division d'élite ne put être placée en temps voulu sur le front de Normandie.* » De même que ce témoignage de l'Américain Stephen N. Ambroze, ami personnel d'Eisenhower : « *On peut affirmer sans crainte de démenti qu'avec cette seule opération, le maquis fournit une aide considérable aux Alliés.* »

IL Y A QUARANTE ANS, DANS LA DROME

Vassieux-en-Vercors

Une cérémonie nationale se déroulera, dimanche 22 juillet, à Vassieux-en-Vercors – commune de la Drôme citée à l'ordre de la Libération le 4 août 1945, – en hommage aux combattants du maquis tués il y a quarante ans en ce haut lieu de la Résistance.

M. Charles Hernu, ministre de la défense, représentera le chef de l'Etat à cette manifestation, à laquelle devraient assister, en outre, MM. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, et Georges Fillioud.

« Le chamois des Alpes bondit »

Dès 1942, des projets avaient été mis au point afin de constituer dans le massif du Vercors un « réduit national » d'où des raids pourraient *être lancés contre* l'occupant après le débarquement sur les côtes de Provence.

La dissolution de l'armée d'armistice en novembre – lors de l'occupation de la zone dite « libre » après l'arrivée des forces anglo-américaines en Afrique du Nord – *fournit les premiers effectifs* des maquis avec l'afflux d'éléments du 11e cuirassiers et du 6e bataillon de chasseurs alpins. Puis vinrent nom*bre de jeunes qui refusèrent en 1943* l'incorporation dans le STO (Service du travail obligatoire).

Les Allemands ne tardèrent pas à *réagir devant ce danger pour leurs* voies de communication, le massif alpin du Vercors étant situé à peu de distance de Valence, dans la Drôme, *d'une part, et de Grenoble d'autre* part. Leurs premières opérations *s'exercèrent*, dès janvier 1944, avec l'aide des miliciens de Vichy.

Le 4 juin, l'état-major allié diffuse le message « *Le chamois des Alpes bondit* », qui appelle les maquisards au combat. La lutte va être impitoyable. Aux actions de guérilla contre l'ennemi, ses transports de troupes, *ses cantonnements*, les forces d'occupation ripostent par des représailles sur les populations civiles, n'épargnant ni femmes ni enfants. *Des villages de montagne sont* brûlés : ce sera, en particulier, le sort de Vassieux-en-Vercors et de bien d'autres localités.

En dépit des parachutages, les maquisards ne disposaient en fait que d'armes légères contre un ennemi qui mettait en ligne des *forces blindées et son aviation*, le terrain de Chabeuil – près de Valence, – aux mains des Allemands, n'ayant pas été détruit mal*gré les demandes instantes des chefs* de la Résistance.

Les combats devaient continuer pourtant les mois de juin et de juillet, et bien peu de combattants parvinrent à échapper à l'étau des troupes *allemandes, qui se resserrait sans* cesse.

La répression ennemie fut féroce : les blessés laissés sur le terrain, les prisonniers, furent impitoyablement passés par les armes. Des statistiques font état de 2 000 morts militaires sur les 3 500 hommes engagés face à près de 20 000 Allemands.

La citation de Vassieux à l'ordre de la Libération souligne que ce « *village du Vercors, grâce au patriotisme de ses habitants, s'est totalement sacrifié pour la Résistance française en 1944. Principal centre de parachutage pour l'aviation alliée sur le plateau, il a toujours aidé de tous ses moyens les militaires du maquis dans les opérations de ramassage des armes. Très violemment bombardé le 14 juillet, attaqué par quarante-quatre planeurs allemands les 21 et 22 juillet, il a eu soixante-douze de ses habitants massacrés et la totalité de ses maisons brûlées par un ennemi sans pitié. Martyr de sa foi en la résurrection de la patrie* ».

Le général de Lattre de Tassigny, commandant de la 1re armée française, qui débarqua le 15 août en Provence, souligna par la suite ainsi le rôle du Vercors : « *Sans ce harcèlement constant, sans cette constante menace, lorsque enfin le débarquement mit un terme à notre impatience égale à la vôtre, ce ne sont pas des jours, mais des semaines qu'il eût fallu aux troupes américaines pour atteindre Grenoble. Ce ne sont pas des jours, mais des semaines qu'il eût fallu à la 1re armée française pour exploiter, par la vallée du Rhône, sa victoire de Provence. Et l'on peut penser que la XIXe armée allemande aurait cherché à tendre la main aux forces d'Italie, échappant ainsi à la déroute et créant un front nouveau qui eût longtemps retardé nos offensives d'Alsace.* »

● *Cérémonie à la Chapelle-en-Vercors.* – A la mémoire des fusillés de La Chapelle-en-Vercors (Drôme), exécutés par les nazis il y a quarante ans, une cérémonie aura lieu le mercredi 25 juillet dans cette commune. Après la messe du souvenir célébrée à 10 heures, l'exposition – installée dans les locaux de l'école primaire deLa Chapelle-en-Vercors – sera inaugurée à 12 heures, en présence de MM. Maurice Pic, ancien ministre, président du Conseil général de la Drôme.

Admissions aux grandes écoles...

(par ordre de mérite)

Ecoles normales supérieures de Fontenay et Saint-Cloud

SECTION DES LETTRES

● **Série lettres**

Mmes et MM. Sylvie Ballestra, Jean-Luc Fournet, Caroline Magdelaine, Valérie Danielou, Anne Couget, Isabelle Chérot, Bruno Aboudrar, Olivia Rosenthal, Jean-François Bianco, Anne-Marie montluçon, Marie-Hélène Bazzoli, Sabine Roux, Aline Berge, Michel Jourde, Anne Logeay, Christine Pouzoulet, Catherine Combeau, Nathalie Albou, Bernard Franco, Denis Mellier, Laurence Giavarini, Anne-Catherine Morel, Xavier Derian, Véronique Decultot, Florence Bouchet, Hélène Nigron, Sophie Oliveau, Patrick Gourvennec, Françoise Boisseaud, Aurélia Gaillard, Martin Mégévand, Marianne Boilait, Bernard Moreau, Fabienne Pégoraro, Olivier Himy, Sylviane Obadia.

● **Série sciences humaines**

Mmes et MM. Jean-François Muracciole, Frédéric Guignot, Éric Chaux, Natalie Depraz, Frédéric Dufaux, Anne Leizerovici, Mathias Clément, Stéphane Rossignol, Frédéric Moret, Laurent Boulakia, Sabine Lodéon, Marie-Pierre Nicollet, Sylvie Leiong, Eric Bozec, Frédéric Brahami, Patrick Benoît, Jean-Pierre Baril, Guillaume Lévêque, Christelle Bourienne, Laurent Bourquin, Guillaume Vannier, Jean Gilbert, Antoine de la Taille, Martial Staub, Jean Montenot, Frédéric Abecassis, Damien Fis, Caroline Lemarie, Hervé Montjotin, Jean-Michel Boizot, Isabell Bueltzingsloewen, Maria Avila, Laurent Fourquet, Agnès Béguère, Paul Audi, Bertrand Lazard-Peillon, Christian Ferrié, Sylvie Lelievre, Isabelle Donat.

● **Série langues vivantes**

Mmes et MM. Laurence Vincent, Carlos Heusch (à titre étranger), Anne Jagot, Hélène Bautheney, Xavier Tabet, Antoine Mioche, René Alladaye, Denis Bousch, François Bercker, Elisabeth Angel, Romain Deygout, Mathieu Béjot, Sylvie Auffret, Claire Hauchard, Christophe Jacques, Catherine Mazellier, Isabelle Joyau, Catherine Lobo, Gilles Buscot, Marie-José Macciocchi, Véronique Izac, Jacques Fade, Laurence Faucon, Béatrice Laroche, Brigite Gauthier, Anne-Marie Paquet, Etienne Veto, Laurent Ditmann, Jean-Christophe Murat, Sylvie Maurel, Max Claudet, Catherine Magnant, Christine Rozier, Sylvie Toscer, Dominique Bodin, Hélène Yvonneau, Véronique Pauly, Violaine Perreau, Bénédicte Pons, Anne Chauvigné, Claire Joubert.

SECTION DES SCIENCES

● **Série sciences naturelles**

Mmes et MM. Romain Soubeyran, Valérie Doye, Daniel Plumet, Eric Calais, Christophe Talvard, Jean-Claude Ringenbach, Christel Brou, Corinne Etaix, Bernard Cordier, Christine Wiart, Frédérique Legay, Françoise Le Bot, Claudine Gabin, Christophe Bellier, Isabelle Vitte, Dominique Pelletier, Sylvie Mader, Philippe Donaire, Anne Fossemalle, Stéphane Bondon, Frédéric Hospital Florence Labarre, Véronique Calin, Stéphane Roy, Christian Vurpillot, Jean-Michel Coquillat, Régine Gal, Gilles Nassy, Jean-Alain, Poulizac, Isabelle Boule.

● **Série sciences physiques**

Mmes et MM. Martin Rajman, Daniel Dure, Joceline Lega, Gauthier Hulot, Frédéric Coquel, Martine Wyns, Lionel Reme, Jean-Pierre Rivet, Claire Rist, Hervé Perodeau, Marc Lefranc Fabrice Debbasch, Emmanuel Guitter, Jean Dervieux, Catherine Rabouin, Karine Provost, Antoine Sellier, Frantz Chaigne, Nicolas Darbel, Jean-Pierre Simond, Nathalie Paillas, Jean-François Guillemoles, Pierre Krempf, Catherine Amiens, Sophie Remy, Yves Château, Evelyne Cohen-Tannoudji, Corinne Audier, Anne Ziegler, Christophe Gauthier, Philippe Maitre, Isabelle Guede, Claude Bader, Jan Houllevigue.

● **Série mathématique**

Mmes et MM. Elias Jouini (à titre étranger), Philippe Jehiel, Charles Torossian, Catherine Delor, Marc Servain, Claire Devouge, Pascale Dekker, Yves Laszlo, Philippe Roche, Serge Bouju, Laurence Berthet, Max Bezard, Nicolas Blanc, Jean-Marc Laherrere, Georges Blanc, Patrick Guevel, Hervé Lebret, Christophe Real, Hervé Kabla, Olivier Catoni, Loïc Colson, Jérôme Buresi, Pascal Bardone, Yves Bertot, Anatole Khelif, Jean-Marc Cassagne, Patricio Simonetta et Baudry, Béatrice Coquet, Cécile Gely, Arnaud Debussche, Isabelle Flahaut, Ivan Meguerditchian, Anne Kerharo.

...Et aux agrégations

(par ordre alphabétique)

● **Allemand**

Mmes et MM. Philippe Alexandre (17e) ; Brigitte Arbogast/Desthoret (1re) ; Patrick Arnaud (21e ex.) ; Daniel Azuelos (10e ex.) ; Marie-Claire Bertin (24e) ; Yves Callede (28e) ; Véronique Caron (39e) ; Thierry Carpent (15e) ; Anne-Geneviève Carval (35e) ; Florence Cazali (26e ex.) ; Marie-Françoise Debelleix (12e) ; Marion Dufresne/Ebenhardt (26e ex.) ; Florence Durand (5e) ; Valérie Faure (36e) ; Laurent Férec (3e) ; Simone Gabriel/Bauer (8e) ; Marc Gemander (14e) ; Marie-Claude Geminel (9e) ; Jean Griffoul (40e) ; Christina Gross/Terbechte (31e) ; Denis Huselstein (13e) ; Heidi Jauregui/Urbahn (32e) ; Agnès Jodar (18e) ; Maurice Kauffer (30e) ; Jacques Lajarrige (6e) ; Christiane Lang/Raus (33e) ; Claudine Layre (21e ex.) ; Dominique Leroy (2e) ; Sylvie Marchenoir (29e) ; Gaëtane Mogica (38e) ; Aniek Morandini (10e ex.) ; Dominique Padet/Lepelletier (23e) ; Philippe Padet (19e) ; Sabine Perrine/Matzdorff (7e) ; Pierre Pontenay-de-Fontette (34e) ; Laure Plumereau (20e) ; Elfie Poulain/Gase (16e) ; Marie-Claire Vandroux (4e) ; Catherine Veuillet (25e) ; Daniela von Scheidt (37e) ;

● ***ARTS PLASTIQUES***

Mmes et MM. Isabelle Antoine (15e ex.) ; Jean-Marie Baronna (15e ex.) ; Doris Baudet (10e ex.) ; Dominique Bosq (21e) ; Christiane Carrier née Giffret (10e ex.) ; Dominique Challet (10e ex.) ; Isabelle-Rose Cobos (17e) ; Dominique Dureau (18e) ; Claude Engel (1re) ; Frédéric Guerrin (2e) ; Agnès Guillaumont née Beaufrère (19e ex.) ; Stéphane Hazera (8e) ; Jean-Michel Koch (7e) ; Philippe Lefebvre (13e) ; Christophe Parrington (5e) ; Sylvie Renaud née Bureau (14e) ; Marc Robert (21e ex.) ; Suzanne Robert née Bertrand (19e ex.) ; Nelly Roman née Roman (9e) ; Lydie Roux née Faure (6e) ; Anne Slacik (3e) ; Jean-Claude Tur (21e ex.) ; Marie-Pascale Vandewynkele (4e).

● **Biochimie-Génie biologique**

Mmes et MM. Geneviève Almouzni (7e) ; Caroline Bonnefoy (née Jamin) (1re) ; Jacques Bonnefoy (2e) ; Pierre Boudier (9e) ; Joël Chopineau (3e ex.) ; Vincent François (6e) ; Eric Francoz (3e ex.) ; Jérôme Garin (8e) ; Catherine Guillou (11e) ; Anne Lelong (née Malagre) (10e) ; Jean-Luc Lestra (5e).

● **Espagnol**

Mmes et MM. Bernard Barrière (8e) ; Danielle Bastida (née Carillo) (16e) ; Dolorès Beauvallet (née Mayan) (23e) ; Jean-Jacques Beyrie (3e) ; Laurence Breysse (6e ex.) ; Francisco Campuzano (10e) ; Isabelle Castellanos (née Tauzin) (21e) ; Marie-Pierre Cordier (24e ex.) ; Danielle Currado (26e) ; Béatrice de Flores (4e) ; Eric Delannoy (1er) ; Aurora Delgado (24e ex.) ; M. del Carmen Diaz (6e ex.) ; Erich Fisbach (11e) ; Pierre Gregorio (13e) ; Evelyne Jolly (née Corona) (15e) ; Christine Leroy (2e) ; Patrick Lissorgues (12e) ; Monique Martin (22e) ; Albert Munoz (9e) ; Elisabeth Pardo (17e) ; Christel Pierson (14e) ; Antonio Rizo (20e) ; Josiane Rosello-Garcia (18e) ; Emilienne Rotureau (née Gilabert) (19e) ; Ruth Toledano (5e).

● **Russe**

Mlle Hélène Melat.

● *Retrait du marché d'un médicament contre la douleur.* – Un antalgique, l'antrafénine (Stakane des Laboratoires Dausse), prescrit essentiellement en cas de douleurs *rhumatismales*, vient d'être retiré du marché pour un an « *par précaution et pour poursuivre des études à son sujet* ». Cette suspension intervient à la suite d'expériences sur des souris

CARNET

Décès

– Mme Marcel Bobulesco,
son épouse,
Thierry, Patrick et Nathalie,
ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel BOBULESCO,
médaillé de la Résistance,
déporté à Neuengamme,

survenu le 20 juillet 1984, dans sa soixante et unième année, en son domicile.

Les obsèques auront lieu le lundi 23 juillet.

Réunion entrée principale du cimetière parisien de Pantin, à 10 h 45.

1, avenue Ingres, 75016 Paris.

– Mme Paule Dortet,
Mlle Anne Dortet,
Mme M.-Elisabeth Dortet,
La famille et alliés,
font part du décès de

M. Henri DORTET,

survenu le 14 juillet 1984 à Beaumont-sur-Oise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 17 juillet.

– M. et Mme Francis Fayolle,
Mme Philippe Fayolle,
Mme Brigitte Fayolle,
Mlle Marie Fayolle,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Etienne FAYOLLE,
née Germaine Marandas,

survenu le 19 juillet 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 23 juillet, à 10 h 45, en l'église Saint-Germain de Soisy-sous-Montmorency, sa paroisse.

3, avenue Kellermann,
95230 Soisy-sous-Montmorency.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme Gérard Lefort,
Mlles Fabienne et Séverine Lefort,
Mlle Stéphanie Lefort
et son fiancé,
M. Patrick Martin,
M. et Mme Henri Lefort,
Mme Maurice Pattyn-Sorlin,
Mme Brigitte Lefort,
M. et Mme Guy Fontaine,
M. et Mme J.-François Lefort,
Mlle Bernadette Lefort,
M. et Mme Robert Lavenir,
M. Didier Lefort,
M. et Mme Guy de Seyssel,
son épouse, ses filles, ses parents et belle-mère, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
Toute sa famille, ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard LEFORT,
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,
directeur général et gérant
de la société Amdahl France,

survenu le 14 juillet 1984, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le jeudi 19 juillet, en l'église Saint-Michel de Chamonix (Haute-Savoie).

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Chamonix, où il reposera au côté de son fils,

Frédéric,

cruellement arraché à son affection le 29 mars 1983.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

145, rue de la Pompe,
75116 Paris.

– Mme Raymond Maurice,
ses enfants et petits-enfants

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond MAURICE,
ancien contrôleur civil au Maroc,
conseiller commercial de France (ER),

survenu le 15 juillet 1984, dans sa soixante-huitième année.

Selon la volonté du défunt, la cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale à Royallieu (Oise).

35, parc d'Ardenay,
91120 Palaiseau.

– Nous avons annoncé dans *le Monde* du 21 juillet le décès de

M. Marcel MÉRIGONDE,
ancien député socialiste de Paris.

[Né le 18 février 1910 à Paris, Marcel Mérigonde fut instituteur jusqu'à sa révocation par Vichy, en 1942. Chef départemental dans l'Oise de Libé Nord et du réseau Brutus, il fut déporté à Neuengamme. Elu conseiller général SFIO, en 1945, dans l'Oise, il fut membre de divers cabinets ministériels avant d'être élu député SFIO de Paris, le 2 janvier 1956 ; il est battu aux élections de 1958.]

– Mathieu. Caen.

Mme Etienne Poilpré,
Le docteur
et Mme Christian L'Hirondel
et leurs filles,
Mlle Marie-Christine Poilpré,
M. Michel Reynard,
M. et Mme Pierre Baconnier
et leurs enfants,
Mlle Emmanuelle Poilpré,
M. et Mme Marc Poilpré,
Mme Blanche Marie,
Mme Thérèse Giot,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Denise Groult,
ses enfants et petits-enfants,
Les parents et les amis,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Etienne POILPRÉ,

survenu à Mathieu (Calvados) le 17 juillet 1984, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale, en l'église de Mathieu, le jeudi 19 juillet, suivies de l'inhumation au cimetière Saint-Gabriel de Caen.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, chemin du Clos-de-Salles,
14920 Mathieu

Anniversaires

– Il y a cinq ans, le 22 juillet 1979,

Paul HAGENAUER,
avocat à la cour de Paris,

a quitté les siens.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé lui dédient une pensée affectueuse en ce triste anniversaire.

هكذا من الأصل

La quête de la parole perdue

Du 21 au 27 juillet, au théâtre municipal, le TNP présente **Frédéric prince de Hombourg** *de Kleist, dans la mise en scène de Karge et Laghoff, spectacle créé à Villeurbanne et repris à l'Odéon (le Monde du 8 juin). La pièce est rarement jouée en France. Elle ne l'a pas été à Avignon depuis que Jean Vilar et Gérard Philipe lui ont donné une dimension de légende. C'était il y a plus de trente ans. Le mouvement de l'Histoire l'a emportée ailleurs, vers la folie organisée d'un monde furieux. Gérard Desarthe est le prince de Hombourg, Philippe Clévenot le prince électeur. Et c'est toujours le malentendu mortel entre deux hommes semblables, mais l'un refuse l'appareil social, l'autre le domine.*

« *Abandonnés, nous le sommes vraiment comme des enfants égarés dans la forêt. Quand tu es devant moi et que tu me regardes, que sais-tu des souffrances qui sont en mo ? (...) Et quand je me jetterais à tes pieds en pleurant et en te parlant, saurais-tu plus de choses de moi que de l'enfer, quand quelqu'un te raconte qu'il est chaud et terrible ? Ne serait-ce que pour cela, nous devrions nous autres hommes nous tenir les uns devant les autres avec autant de respect, autant de gravité et d'amour que devant les portes de l'enfer...* » Ce constat d'une incommunicabilité inhérente à la nature humaine, que Kafka adresse à l'un de ses plus chers amis de jeunesse, Heinrich von Kleist n'aurait pas eu grand-chose à y changer pour le prendre à son compte, du reste c'est bien ce qu'il a fait à sa manière dans ses pièces et ses récits : si l'on néglige la variété apparente de ses thèmes et ses bizarres vagabondages historiques, il apparaît qu'il n'a rien dit d'autre au fond que l'impuissance du langage à transmettre sur les êtres une vérité totale et directe. Qu'il se transporte dans la Grèce mythique, dans la Prusse du XVII[e] siècle ou chez les anciens Germains ; qu'il s'inspire de l' *Amphytrion* de Molière, d'une gravure naïve ou d'une légende médiévale, le malentendu est la substance et le sens dernier de ses drames, non pas comme un accident qui pourrait être surmonté, mais comme une fatalité même de l'esprit humain, prisonnier d'un langage tout à la fois insuffisant et ambigu, donc essentiellement mensonger.

Pour Kleist, en effet, l'apparition de la conscience dans la vie, qui a entraîné la faute primordiale et l'exclusion du Paradis, a eu aussi pour conséquence la perte ou tout au moins l'obscurcissement de la parole vraie, celle de l'intelligence immédiate, qui ne peut ni mentir, ni se tromper. La conscience éveillée a provoqué partout division, chaos, morcellement, avec tout leur cortège de souffrance et de conflits. C'est pourquoi, étant lié à notre condition, le malentendu ne peut être débrouillé que par des individus qui, tels le prince de Hombourg, la petite Catherine de Heilbronn ou Alcmène dans *Amphytrion*, ont la grâce de réintégrer, ne fût-ce que momentanément, le bienheureux état premier. De là que les états d'absence, de rêve, de somnambulisme, de sommeil, bref, tout ce qu'un philosophe contemporain appelle les « états nocturnes de l'âme », jouent dans les drames de Kleist un rôle si décisif : échappant par nature aux raisons claires du jour, ils constituent les seuls moments où l'imbroglio des actes et des paroles dénaturés puisse heureusement se dénouer.

En dehors de ces instants plus ou moins fugitifs, les héros s'agitent frénétiquement dans un monde verbal où personne n'entend personne, au double sens du mot, et où tout par suite est susceptible d'interprétations erronées. Un homme prononce le nom d'un autre sous la torture. Que signifie ce cri ? Une accusation ? Un aveu ? Une dernière preuve d'amour et de fidélité ? On ne sait, mais tous ceux qui l'entendent croient le savoir, et chacun se tient à la seule interprétation que lui suggère sa méfiance, sa peur, ou sa haine. Dans le théâtre et les récits de Kleist, le mot tombe toujours dans une oreille distraite, mauvaise, sourde, prévenue ; étant double lui-même, il est partout l'agent de la duplicité et de l'hypocrisie : Nicolo, l'*Enfant trouvé*, n'a besoin que d'intervertir les lettres de son nom et de le changer en Colino pour accomplir tranquillement ses forfaits ; et Penthésilée peut expliquer le dépeçage sauvage auquel elle se livre sur le corps de son amant par le fait que « déchirer, désirer, cela rime ». Ainsi les mots n'induisent pas seulement en erreur, ils sont aussi les premiers fauteurs de troubles et de crimes.

Pour Kleist, donc, le langage est moins un moyen de compréhension qu'un outil par nature défectueux, un instrument propre à créer partout désordre et défiance. Pour autant qu'elles sont fondées sur le langage, les relations humaines en sont elles-mêmes gravement affectées : enfermés dans le cercle fallacieux de leurs paroles, les individus ne peuvent s'approcher les uns des autres qu'en se soumettant mutuellement à une inquisition qui, dans cette hâte distraite qui est le mouvement même de toute action, met tragiquement en évidence l'incompatibilité totale des questions et des réponses. Les mots qui devraient leur permettre de s'expliquer ne leur servent finalement qu'à se torturer.

Quand il arrive que l'interrogé soit l'un des êtres innocents qui n'ont pas la parole, en raison de leur innocence, justement, la question vole autour de lui sans l'atteindre, comme si, du seul fait qu'on lui parle, son ouïe cessait de fonctionner. Incapable de répondre, il tente d'apprivoiser la question et la répète indéfiniment d'une voix de somnambule, qui témoigne de son absence et aggrave l'acharnement de l'inquisiteur. Cette particularité du dialogue qui naît, ainsi que Clemens Brentano l'a bien vu, « à coup de questions et de répétitions », comme si tous les personnages étaient « sourds et à moitié stupides », constitue la plus grande originalité du style dramatique de Kleist, un style que l'écrivain, conscient d'être « un homme inexprimable », a su gagner de haute lutte sur sa misère d'être parlant (il souffrait d'une dépression d'élocution, due en partie à la timidité, peut-être aussi à de graves troubles nerveux). Cette singularité d'un dialogue théâtral donné d'emblée pour impossible, c'est elle qui donne aux plus belles scènes des drames de Kleist leur *mouvement inimitable* et leur pouvoir de fascination. Elle est en vérité la marque spécifique d'un génie qui ne l'a certes pas produite comme une preuve nécessaire à son système, mais qui l'a trouvée dans le drame de sa vie intime où tout, « embrouillé comme les fibres d'étoupe sur la quenouille », appelait et repoussait la communication, appelait et repoussait l'amour. Elle est aussi une plainte douloureuse contre la nature, à laquelle Kleist, bègue, maladroit, impuissant, pouvait reprocher à juste titre de l'avoir vraiment maltraité. Et par-dessus tout une revanche éclatante sur ce mal d'être qui le rendait indéchiffrable, impossible à vivre, importun même à ses proches et à ses rares amis. Car ses contemporains ne l'ont jamais bien compris (sans parler de Gœthe, dont le jugement catégorique l'a exclu de la littérature, avant qu'il ne s'exclue lui-même de la vie). Il est vrai que la postérité l'a bien vengé, et, aujourd'hui, nous serions presque tentés de dire qu'il nous était réservé, à nous qui entre-temps avons appris à voir les choses avec les yeux de Freud et de Kafka, de reconnaître pleinement pour la première fois les profondeurs où plonge la *scène* inventée par Kleist, et combien elle se prête, par-delà le temps, à la représentation du combat indécis que nous impose notre propre langage, tiraillés que nous sommes entre les lois du discours raisonnable et nos rêves fous d'immédiateté.

MARTHE ROBERT.

■ LE TÉNOR JEAN-HENRI LAURENS EST MORT dans l'incendie de son appartement à Nice le jeudi 19 juillet. Il était âgé de soixante-dix ans. Premier ténor au Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles, pensionnaire du Metropolitan Opera de New-York puis de la Scala de Milan, l'artiste vivait, semble-t-il, depuis plusieurs années dans un état dépressif.

HUIT TABLEAUX « DÉPOSÉS » AU MUSÉE D'AIX

Le retour de Cézanne

M. Hubert Landais, directeur des Musées de France, inaugure, ce vendredi 20 juillet, le « dépôt » de huit tableaux de Cézanne, reçus en dation au musée des Beaux-Arts d'Aix-en-Provence. Décidé par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, aujourd'hui démissionnaire, dans le cadre de sa politique d'enrichissement des musées de province inaugurée en 1982, ce « dépôt » apporte enfin à la ville d'Aix-en-Provence les œuvres de Cézanne qui lui ont toujours fait défaut.

La ville d'Aix-en-Provence n'avait en effet jusqu'à ce jour pas un seul Cézanne. Ailleurs, cela serait passé inaperçu. Mais l'histoire de l'art a lié définitivement l'artiste qui a révolutionné la peinture à la ville où il est né et à ses rites. Aix, c'est Cézanne, et Cézanne, c'est Aix. Il y a réalisé le meilleur de son œuvre particulièrement durant les dernières années de sa vie, lorsque, à la cinquantaine, ayant hérité de son père banquier, il décida de se consacrer tout entier à la peinture, ignorant les marchands. Tous les sites des environs de la ville, la montagne Sainte-Victoire, le chemin des Lauwes, la maison de Rocher noir, les environs du Jas de Bouffan, dont il connaissait jusqu'au moindre arbre, la moindre pierre, sont dans ses tableaux.

Le musée des Beaux-Arts d'Aix porte le nom d'un peintre plus connu pour le superbe tableau portrait romantique qu'en a fait Ingres, à Rome, que par son œuvre. Marius Granet, aquarelliste méconnu et conservateur, sous Louis Philippe, du Louvre et du château de Versaille, a légué tout son œuvre peint à la ville, qui par gratitude, lui dédia son musée. Cézanne, lui, n'a jamais rien donné à sa ville. Les bourgeois d'Aix, ses contemporains, ne voulaient d'ailleurs sûrement rien de cet illuminé qu'on voyait sur le chemin des Lauwes, le visage fermé, un vieux manteau jeté sur les épaules, et que les enfants poursuivaient en riant.

Trois quarts de siècle après la mort du peintre en 1906 dont le renom a rejailli sur Aix, la ville n'a pas fait grand-chose pour Cézanne. C'est une association d'amateurs américains animée par John Rewald, le distingué historien de l'impressionnisme, qui acheta le petit atelier des Lauwes. Une palette, des couleurs, un antique manteau (il n'est pas sûr que ce soit celui de Cézanne) y rappellent le souvenir du peintre. L'atelier, d'abord donné à l'université, est, après des péripéties clochemerlesques, finalement entré dans le patrimoine des musées d'Aaix, et la ville a fait, il y a peu, l'acquisition d'une... aquarelle. Pourtant, le Jas de Bouffan, la grande demeure familiale des Cézanne vendue au début du siècle à un collectionneur avec les tableaux qui décoraient ses murs, a longtemps été une source d'approvisionnement des musées et des collectionneurs. La ville d'Aix, elle, ne s'intéressait au Jas que pour son vaste parc, dont elle a acheté une part pour y établir des ZAC et des ZUP.

Depuis que la cote marchande de Cézanne s'est haussé à la cime de la montagne Sainte-Victoire, chaque fois qu'un de ses tableaux est mis en vente sur le marché international, on a bien fini, à la mairie, par chercher à voir s'il n'y avait pas moyen... Justement l'Etat venait de réussir, grâce à Louis Clayeux, responsable du choix des œuvres d'art reçues en paiement de droits de succession, à débloquer une dation en souffrance d'une douzaine de Cézanne destinés au musée d'Orsay. Et M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, décidait précisément de « déposer » dans les musées de province ce « trop-plein » des musées nationaux de Paris, qui risque d'aller grossir leurs réserves. M. Lang a estimé que l'ensemble des Cézanne du Jeu de paume et de la collection Walter à l'Orangerie est assez copieux pour laisser le bénéfice d'une partie de cette dation au musée d'Aix. A la condition que ses salles soient enfin restaurées pour recevoir dignement les tableaux. Il s'agit de sept Cézanne, de l'ancienne collection Pellerin, (obscur peintre ami de Cézanne dont il a fait un célèbre portrait), plus un huitième tableau saisi en douane. L'ensemble forme le plus important dépôt d'œuvres d'un même artiste fait par les collections nationales au profit d'un musée de province.

Cézanne n'a pas, dans ces huit tableaux de jeunesse et de la première maturité, encore les intuitions qui vont ouvrir la voie au cubisme. Il peint encore d'une manière libre et baroque, très sauvage, le pinceau chargé de couleurs, elles-mêmes chargées d'émotions contenues, vibrantes. *Le Baiser de la muse* est une copie du tableau de Frillié qu'il a vu au musée d'Aix. Peint en 1858 quand Cézanne a dix-neuf ans, c'est maintenant son œuvre la plus ancienne des collections nationales.*Le Paysage de la tour*, qui appartient à Derain, est encore une œuvre de jeunesse. La vaste vue ouverte sur le paysage aixois, qui a l'allure d'une pochade leste sur papier, montre cette fois l'influence de l'aquarelle légère de Granet.

La température monte l'année suivante avec la nature morte au *Sucrier*, d'une facture houleuse et vigoureuse qui rappelle le sauvage *Portrait du père de l'artiste lisant « l'Evénement »*, acquis il y a quelques années par la National Gallery de Washington. Cézanne a la même manière tempêtueuse pour peindre la *Bethsabée* en 1875-1877, thème biblique et érotique typique de sa production de ces années. *La Femme au miroir*, prestement tracée d'un généreux mouvement, juste dans ses inflexions suspendues, annonce en 1872 les *Baigneuses* de la décennie suivante, dont une œuvre de petit format figure dans cette dation. Une curieuse toile peinte aux premières années de l'impressionnisme en 1873-1877, *L'Apothéose de Delacroix*, nous montre l'ange Delacroix soulevé dans les airs sous le regard d'un groupe d'adorateurs où figurent Pissarro, Manet et Cézanne. Enfin, la tête de Mme Paul Cézanne, œuvre de la quarantaine, est un des nombreux portraits de la mère de l'artiste, le visage inscrit dans un ovale qui a la fermeté de volume d'une sculpture. Un genre que Picasso reprit à son compte dans le portrait de Gertrude Stein. La descendance de Cézanne ne faisait que commencer.

JACQUES MICHEL.

• Huit tableaux de Cézanne au musée Granet d'Aix-en-Provence, nouvelle salle installée par M. Coutagne.

Été

Histoire d'Amour par Konk

Résumé. — *Bien qu'elle soit partie, un nouvel ordinaire s'installait a priori sans trop de drames et parfois même la bonne vieille vie de célibataire lui paraissait agréable.*









(A suivre.)

Paris / programmes

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), sam. 14 h 30 et 19 h 30 : Soirée Stravinski.

SALLE FAVART (296-06-11), sam. 19 h 30 : Soirée Stockhausen.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam. 20 h 30 : Rue de la Folie Courteline ; dim. 14 h 30 et 20 h 30 : le Misanthrope.

Les autres salles

ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), sam. 20 h 30 : Cocteau-Jarry.

CHAPITEAU-PELOUSE DE REUILLY (296-87-86), sam. 21 h : Dialogues des Carmélites.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

DIX HEURES (606-07-48), sam. 20 h 30 : l'Ascenseur ; 21 h 30 : Festival Courteline.

ÉDOUARD VII (742-57-49), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Treize à table.

ELDORADO (208-13-50), sam. 20 h 30, dim. 16 h : l'Arlésienne.

ESPACE GAITÉ (241-84-05), sam. 20 h 30, dim. 15 h : la Mouche et le Pantin.

GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 21 h, dim. 15 h : Chacun pour moi.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. sam., dim. 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II. 18 h 30 : la Voix humaine ; 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara. – Petite salle, 22 h 30 : Duo Cobra.

MADELEINE (265-07-09), sam. 20 h 45, dim. 15 h : les Œufs de l'autruche.

MARIE-STUART (508-17-80), sam. 20 h 30 : Patatis et patatas.

MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MONTPARNASSE (320-89-90), sam. 21 h : Exercices de style.

ŒUVRE (874-42-52), sam. 19 h 30 et 22 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.

POCHE (548-92-97), sam. 20 h : Gertrude morte cet après-midi. II. sam. 21 h : le Plaisir de l'amour.

RENAISSANCE (208-18-50), sam. 20 h 45, dim. 15 h : le Vison voyageur.

SAINT-GEORGES (878-63-47), sam. 21 h : Théâtre de Bouvard.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), I. sam. 20 h 30 : l'Écume des jours (dern.).

TEMPLIERS (303-76-49), sam. 20 h 30 : Offertes à tous en tout mignonnes.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), sam. 20 h 45 : la Revanche de Nana ; 21 h 45 : Y'en a marr...ez vous.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

VARIÉTÉS (233-09-92), sam. 18 h 45 et 21 h 30 : le Bluffeur.

Spectacle d'eau

ESPLANADE DE LA DÉFENSE Fontaine Agam (979-00-15), sam. 22 h : Daphnis et Chloé.

Opérettes

POTINIÈRE (266-44-16), sam. 20 h 30, dim. 15 h : le Roi Cerf.

Les concerts

SAMEDI 21

Eglise Saint-Merri, 21 h : A. Herrera (Brouwer, Ponce, Lauro...).

DIMANCHE 22

Eglise Saint-Merri, 16 h : Ph. Guillaume (Bach, Villa-Lobos, Sor...).

Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 16 h 30 : J. Maître (Bach).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHERE (331-90-76), sam. 20 h 30 : Swinging Art Ensemble, 22 h 30 : Massala Ma Kongo.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., dim. (dern.), 21 h 30 : Whopee Makers, B. Lecroart.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), sam. 22 h : P. Blain.

FORUM (297-53-47), sam. 21 h : 6th Continent.

NEW MORNING (523-51-41), dim. 21 h 30 : J. Blood Ulmer.

PETIT-JOURNAL (326-28-59), sam. 21 h : Tabac Jazz Band.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), sam., dim. 23 h : International Jazz Quintet.

PHIL'ONE (776-44-26), sam. 22 h 30 : Apartheid not.

SLOW CLUB (233-84-30), sam. 21 h 30 : S. Guérault, B. Vasseur (dern.).

STUDIO BERTRAND (783-99-16), sam. 20 h 30 : E. Terrones, T. Ramos, J.-F. Pauvros, Boulou, E. et M. Ferré.

ZENITH (208-60-00), dim. 21 h : J. Winter.

Festival estival de Paris

(549-14-83)

Bateaux-mouches, sam. 15 h 30 : Ensemble musique de salon (Nadermann, Rossini, Boieldieu...).

Ste-Chapelle, sam. 19 h : Ensemble a sei voci (Josquin Des Prés, Ingenieri).

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 21 JUILLET

Hommage à G. Morlay : 15 h, Nuits de feu, de M. L'Herbier ; 17 h, le Messager, de R. Rouleau ; Aspects du cinéma japonais : 19 h, Une lumière dans le vent, de K. Kinoshita ; 21 h, Aspects du cinéma japonais : le Mélo : Katsura, l'Arbre de l'amour, de H. Nomura.

DIMANCHE 22 JUILLET

Hommage à G. Morlay : 15 h, Un déjeuner au soleil, de M. Cohen ; 17 h, Quadrille, de S. Guitry ; Aspects du cinéma japonais : 19 h, Comment t'appelles-tu ?, de H. Oba ; 21 h, Chronique d'un couple avec joie et tristesse, de K. Kinoshita.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 21 JUILLET

15 h, la Piste de 98, de C. Brown ; 17 h, Panorama du cinéma japonais : le Chœur de Tokyo, de Y. Ozu ; 19 h, les Hommes contre, de F. Rosi ; 21 h, Valentino, de K. Russell.

DIMANCHE 22 JUILLET

15 h, Viva Villa !, de J. Conway ; 17 h, Panorama du cinéma japonais : Mon amie et mon épouse, de H. Gosho ; 19 h, l'Indien, de C. Reed ; 21 h, Enquête sur la sexualité, de P.-P. Pasolini.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LES ANNÉES DÉCLIC (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LES ARAIGNÉES (All.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Balzac, 8e (561-10-60).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).

Samedi 21 - Dimanche 22 juillet

BOUNTY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BREAK STREET 84 (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

BUSH MAMA (A., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

CANNON BALL II (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (326-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA CLÉ (**) (It., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

LA CONDITION DE L'HOMME (Jap., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

DENT POUR DENT (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

LA DÉESSE (Indien, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

EMMANUELLE IV (**) Maxéville, 9e (770-72-86).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

FOOTLOOSE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

FORBIDDEN ZONE (A., v.o.) : Studio Galande (h. sp.), 5e (354-72-71).

FORT SAGANNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

LA FRANCE INTERDITE (**) (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

FRAULEIN S.S. (It., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

L'HOMME A FEMMES (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LADY LIBERTINE (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LOOKER (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

MARIA CHAPDELAINE (canadien) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

MES CHERS AMIS Nº 2 (It., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; St-Ambroise, 11e (700-89-16).

MISSISSIPPI BLUES (franco-américain) : La Pagode, 7e (705-12-15).

LES MOISSONS DU PRINTEMPS (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LE MYSTÈRE SILKWOOD (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

NEW YORK NIGHTS (A., v.f.) (**) : Cinévog, 14e (320-68-69).

NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

PARIS VU PAR... (20 ans après) (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies (h. sp.), 1er (260-43-99).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA PIRATE (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES FILMS NOUVEAUX

LES BRANCHÉS DU BAHUT, film américain de Robert Butler ; v.o. : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE CHEVALIER DU MONDE PERDU (*), film américain de David Worth ; v.o. : Gaumont Ambassade, 8e (359-36-14) ; v.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-83) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES EXTERMINATEURS DE L'AN 3000, film italien de Jules Harrison ; v.o. : George V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94).

HERCULE, film américain de Lewis Coates ; v.o. : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

NEW-YORK 2 HEURES DU MATIN (*), film américain de Abel Ferrara ; v.o. : Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

XTRO (*) ; film américain de Harry Bromley Davenport ; v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; La Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

QUARTETTO BASILEUS (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles, L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

TANK (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

TONNERRE (A., v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-03-11).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Boulevards, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (331-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

VENDREDI 13, LE CHAPITRE FINAL (*) (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Athéna (h. sp.), 12e (343-00-65) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso (h. sp.), 17e (380-03-11).

YENTL (A.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Denfert, 14e (321-41-01).

AMBRE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

AMERICA AMERICA (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

ANTONIO DAS MORTES (Brés., v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

BLOW UP (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Am., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CORRESPONDANT 17 (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DELIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES DIAMANTS SONT ÉTERNELS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

EL (Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (236-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

L'ÉNIGME DE GASPARD HAUSER (All., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'ÉTRANGER (It.) : Logos I, 5e (354-42-34).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – Murat, 16e (651-99-75) ; V.F. : Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

FAME (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Calypso (H. sp.) 17e (380-30-11).

LE FAUX COUPABLE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA FILLE DE RYAN (Angl., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.F. : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Lumière, 9e (246-49-07).

FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflets Quartier Latin, 5e (326-84-65).

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

FREAKS (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

FURYO (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

LE GRAND PARDON (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA HYÈNE INTRÉPIDE (A., v.f.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LADY LOU (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli, 4e (272-63-32) ; Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

LA PLAGE DU DÉSIR (Brés., v.o.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).

PARIS VU PAR (1964, Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

PIQUE-NIQUE A HANGING ROCK (Aus.) : Movies, 1er (260-43-99).

RAMBO (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

SUEURS FROIDES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

SUPERMAN I, II, III (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27).

THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14).

THE SERVANT (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch) (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

TRAQUENARD (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81).

LES 39 MARCHES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LES TROIS LANCIERS DU BENGALE (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

UN AMOUR EN ALLEMAGNE (All., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

LES VITELLONI (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3758

HORIZONTALEMENT

I. Habit de lumière. Point cultivée quand elle est folle. – II. On peut dire qu'ils ont souvent un fil à la patte. – III. Forment une colonne. Article d'importation. Chaton. – IV. Le corbeau et le renard réunis. Prit une bonne panse. – V. On commence en la feuilletant et on finit en la dévorant. Ancienne coiffure égyptienne. – VI. Préposition. Dépôt de cendres. Eau de Luchon. – VII. Mettent pas mal de cœurs à l'ouvrage. – VIII. Pied marin. Se met devant en faisant la queue. Abréviation. – IX. Symbole. En route. Donne des ordres ou reçoit les instructions. – X. Est donc pleinement satisfait ou assez mécontent. Trouve son emploi dans l'administration. Une petite minute. – XI. Où l'on peut faire sa galette avec des crêpes. Un singe avec lequel nous sommes liés par le sang. – XII. C'est un ordre. Très chaud ou bien froid. Mince. – XIII. Assez loin. Se montrera donc très pressant avec une demoiselle. – XIV. Ne fait donc pas les choses en grand. Possessif. S'illustra à Montfaucon. – XV. Sur une tête de femme ou dans un col de fillette. Trouve un emploi après une licence.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I									■						
II															
III			■			■	■					■		■	
IV									■		■				
V								■							
VI			■	■				■		■					■
VII													■		
VIII				■				■			■	■			
IX			■							■			■		
X						■							■		
XI	■								■						
XII		■			■				■	■	■				
XIII						■	■							■	
XIV							■	■			■				
XV													■		

VERTICALEMENT

1. On peut les faire revenir ou elles ne font que passer. Saisie qui entraîne souvent un paiement immédiat. – 2. Créent une chaude ambiance ou tendent l'atmosphère. Implique une atteinte antérieure. – 3. Symbole. Pratiques. Lettres de dénonciations. Prépare le terrain dans les cas difficiles. – 4. Une large part. Procédé de reproduction. – 5. Une union qui ne manqua pas de forces. S'emploie pour rien. – 6. Pronom. Ami du Dada. Caractères républicains. Saint. – 7. C'est tout ou presque rien. N'a donc pas de cœur. – 8. Tête de Turc. Parfois chou, parfois très ennuyeux. – 9. N'a donc pas été rendu. Apprécias donc ou eus dans le nez. Célèbre pour ses défilés de mannequins. – 10. Avec lui, on a ses entrées dans le monde. S'épanouit au grand air ou en cellule. Vit rouge. – 11. Son prix est toujours le nôtre. Plus gros que des mouches. S'emploie en flottant. – 12. Apparaissent en période de disette. On le mange ou on le gobe. Répondent à nos besoins. – 13. Fin de service. Réserve de chefs. Moyen de transport. – 14. Adverbe. La Reine Morte. Travailla beaucoup pour que les autres travaillent moins. Préposition. – 15. On peut en faire notre deuil. Etaient transmises par «ordinateur».

Solution du problème nº 3757

Horizontalement

I. Mariage. Panaris. – II. Agissantes. Nèpe. – III. Tarées. As. Mégot. – IV. Ire. Ptolémée. Mo. – V. Ni. Israël. Ten. – VI. Ecu. Ios. Lactée. – VII. Est. Epinicies. – VIII. If. Osent. – IX. Milord. Bœuf. Pi. – X. Orin. Emu. Unités. – XI. Natte. Il. Recalé. – XII. Aéronefs. Evoé. – XIII. Api. Emeu. Blet. – XIV. Iord. Essoriller. – XV. Eteint. Eu. Sées.

Verticalement

1. Matinée. Monnaie. – 2. Agarics. Ira. Pot. – 3. Rire. Utilitaire. – 4. Ise. Fonte. Di. – 5. Asepsie. Ere. – 6. Gastropode. Omet. – 7. En. Oasis. Mines. – 8. Talé. Nébuleuse. – 9. Pesellino. Ou. – 10. As. Acteurs. – 11. Merci. Une. Bis. – 12. Anée. Té. Ficelle. – 13. Reg. Test. Tavelé. – 14. Ipomée. Pelotés. – 15. Séton. Frisée.

GUY BROUTY.

Radio-Télévision

Samedi 21 juillet

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.
12 h 00 Quarante ans déjà.
12 h 5 Téléforme.
Michel Mayet, Ma sécurité routière, donne des conseils.
12 h 30 Aventures inattendues.
13 h 00 Journal.
13 h 35 Série : Buck Rodgers au vingt-cinquième siècle.
14 h 20 Dessin animé : Snoopy.
14 h 45 C'est supper.
Pour rêver, étonner et émerveiller les enfants : la nature, le cirque.
15 h 5 Croque vacances.
En ballade au musée de l'automobile à Saint-Dizier (Haute-Marne) et les séquences habituelles.
16 h 30 Dessin animé : Capitaine Flam.
17 h 00 Starter.
Ski nautique.
17 h 10 Casaques et bottes de cuir.
Magazine du cheval.
17 h 45 Série : La nouvelle malle des Indes.
18 h 35 Trente millions d'amis.
SOS animaux perdus.
18 h 45 Magazine auto-moto.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Ces chers disparus : Maurice Chevalier.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Au théâtre ce soir : Ce soir à Samarcande.
De Jacques Deval, mise en scène R. Gérôme. Avec A. Aveline, P. Andrani, M. Perrin...
Le fakir Sourab qui fait partie d'un cirque ambulant tente de convaincre Nericia, dompteuse de tigres, de l'épouser. En vain. Celle-ci préfère le frustre jongleur Angledo. Mais que sera sa vie avec lui ? Nericia demande au fakir de lui prédire le futur. Ce qu'il voit est très dur et il le lui annonce. Que fera Nericì ?
22 h 35 Alfred Hitchcock présente... Jour de pluie.
Série de dix courts métrages présentés et réalisés par Alfred hitchcock.
M. Princey réunit sa famille et interroge son fils sur l'assassinat d'une personne non identifiée.
23 h 05 Journal.
23 h 20 Fréquence vidéo.
Un magazine vidéo conçu comme un clip qui informe sur l'actualité de la vidéo, du marché des cassettes...

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés : Michel Berger.
Réal. P. Marouani.
Spectacle enregistré au Palais des sports en mai 1983.
21 h 35 Magazine : Les enfants du rock.
Avec Icicle Works, Stranglers, Police, Animal Nightlife, Bob Marley, Paul Young, ABC. Et Roxy Music à Fréjus.
22 h 55 Journal.
23 h 15 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : Dynastie.
Nick avoue à Krystle les sentiments qu'il a pour elle, mais celle-ci entend rester fidèle à son mari. Ambitions, amours et jalousies à l'américaine.
21 h 20 La dernière manchette.
Emission proposée par Gérard Jourd'hui.
Match de catch rétro : René Ben Chemoul et Gilbert Seska contre Jo Bernard Herte et Chéri Bibi, commenté par Roger Couderc. Match de catch 84 : du féminin avec Nicky Mac Donald contre Linda Blair. Ambiances, commentaires, invités...
22 h 30 Journal.
22 h 50 Musiclub.
Place à la danse toujours dans ce Musiclub du mois de juillet : Festival chorégraphique : Blue Marine, *de G. Borreani, une création de Carolyn Carlson et le grand pas classique du* Carnaval de Venise, *de C. Pouny, chorégraphie de M. Petipa, interprété par le Ballet Kirov de Leningrad, avec S. Efremova et V. Emets.*

FRANCE-CULTURE

19 h 10 Nouveau répertoire dramatique : Cham, de Serge Ganzl. Avec V. Michel, S. Pelayo.
21 h 50 A propos des opéras de Mozart : la franc-maçonnerie et la Flûte enchantée.
22 h 30 Recherches et pensée contemporaine : Jung et l'Ecole de Francfort.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Musiques à danser : œuvres de Brahms, Wranitsky, Haendel, Ravel, Schubert, Donizetti.
21 h 30 Concert (en direct de la mairie) : œuvres de Tchaïkovski, Moussorgski, Glinka, avec Galina Vichnevskaia, soprano, et Mstislav Rostropovitch, piano.
23 h 37 Les soirées de France-Musique : un regard vers le Sud - Nietszche et la musique.

Dimanche 22 juillet

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h Emission islamique.
La purification en Islam.
9 h 15 A Bible ouverte.
L'Histoire de David.
9 h 30 Source de vie.
Autour des livres « la Philosophie juive au Moyen Age », et « Lire Levinas »).
10 h Présence protestante.
Culte transmis en direct depuis l'église réformée de Bellocq.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe célébrée avec la paroisse de Montfrin (Gard).
11 h 55 Quarante ans déjà.
12 h Série : Doris comédie.
12 h 30 La séquence du spectateur.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Agence tous risques.
14 h 30 Les animaux du monde.
Serpents et amphibiens de vos vacances.
15 h Sports-vidéo.
Tour de France cycliste, automobile, tiercé à Maisons-Laffitte, les meilleurs clips des six derniers mois.
18 h Série : Des autos et des hommes.
De H. de Turenne et A. Barret. Réal. Cl. Savarit.
Décidément ! Après la série « Cent ans d'automobile » (sur A 2, 22 h 10). « Votre auto a cent ans » (TF 1, 18 h 10), encore une série sur l'histoire de l'automobile.
19 h Série : Jesse Owens.
L'histoire du plus grand champion olympique de ce XXe siècle, l'athlète noir Jesse Owens, de son combat dans une Amérique raciste.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Sherlock Holmes attaque l'Orient-Express.
Film américain de H. Ross (1976), avec N. Williamson, A. Arkin, R. Duvall, V. Redgrave, L. Olivier.
En 1981, à Vienne, le détective anglais Sherlock Holmes est guéri de sa toxicomanie par un certain docteur Freud. Tous deux mènent, accompagnés par Watson, une enquête mouvementée. Ce film d'aventures, qui fait se rencontrer un personnage de fiction et un personnage historique, doit autant à l'imagination de l'écrivain-scénariste Nicholas Meyer, qu'au style rétro du réalisateur. Sigmund Freud en est le véritable héros et l'on apprend tout sur les complexes de Sherlock Holmes.
22 h 25 Sports dimanche.
Magazine de J.-M. Leulliot.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 45 Les chevaux du tiercé.
11 h 10 Gym tonic.
11 h 45 Récré A 2.
12 h Les voyageurs de l'histoire.
16 décembre 1806, Napoléon entre dans Varsovie, tombe amoureux de Marie Walewska.
12 h 30 Cyclisme : Tour de France.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Les nouvelles étoiles du cirque,
ou le cirque de demain.
14 h 10 Série : Les mystères de l'Ouest.
15 h Dessin animé.
15 h 25 A Caraquet : si on chantait.
Un divertissement proposé par Bernard Pichon, le village historique des Acadiens au Nouveau-Brunswick.
16 h 20 Feuilleton : Les amours des années folles.
17 h 10 Dessin animé.
17 h 25 Série : Ces beaux messieurs de Bois-Doré.
Quatrième épisode d'un mini-feuilleton inspiré de l'œuvre de George Sand.
18 h 50 Stade 2.
19 h 55 Téléchat.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
A Cayenne en Guyane.
21 h 40 Faits divers : l'Arbre.
De Jacques Doillon, avec Jeanne Moreau, J. Jezequel.
Un téléfilm tiré d'une histoire vraie : la tentative de suicide d'une grand'mère et de sa petite fille. Une histoire « trop carrée » pour Jacques Doillon qui a préféré s'intéresser au personnage manquant : la mère de la petite. Il en fait le héros mystérieux, contradictoire du film. Une atmosphère de cris, de déchirement mais où manque la grâce. Un peu décevant.
22 h 35 Documentaire : Les couloirs de la solitude :
Réal. J. Ertaud et G. Amado, le décathlon.
Ce film a été tourné au stade de Montargis en septembre 1983. Sur la pelouse, 50 athlètes, venus des quatre coins de l'Europe, le stade est vide, tous vont pourtant se surpasser durant quarante-huit heures.
23 h Journal.
23 h 20 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 *Emissions pour la jeunesse.*
Aiguillages du rêve, inspecteur Gadget, Saint-Exupéry voyageur de l'espace, cot-cot, les autos, cuisine sans cuisson (le gâteau aux noix), la minute de Spirale.
19 h 40 RFO hebdo.
20 h 00 Wayne and Schuster.
Humoristique canadienne.
20 h 35 Portrait : Eric von Stroheim, l'homme que vous aimiez haïr. *De P. Montgomery, R. Koszarski,* W. Loeffler (en version originale sous-titrée).
Un document sur la vie et l'œuvre d'Eric von Stroheim, un des personnages les plus controversés, tragiques, étonnants, fulgurants, de l'histoire du cinéma. Bien qu'il ait connu dès ses débuts les éloges de la critique et le succès commercial, von Stroheim eut la malchance d'atteindre sa maturité artistique au moment où le système d'usine laissait peu de place aux artistes à très forte individualité.
22 h 05 Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Courts métrages de Jacques Tourneur.
(V.o. sous-titrée.)
The Jonker Diamond *(1936)*. The Ship that died *(1938)*. Romance of radium *(1937)*. Strange Glory *(1938)*. The Man in the barn *(1937)*. The Face behind the mask *(1938)*. Killer Dog *(1936)*. The King without a crown *(1937)*. The Incredible Stranger *(1942)*. *Neuf histoires courtes réalisées pour la série « Mystères historiques » de la MGM. Un diamant fabuleux, un bateau fantôme, la découverte du radium, le plan qui assura la victoire des nordistes, le destin de l'assassin de Lincoln, l'énigme du Masque de fer et celle de Louis XVII, etc. Un secteur peu connu, sinon inconnu, de la production hollywoodienne ; des exercices de style de Jacques Tourneur.*
0 h Prélude à la nuit.
« Fandanguilo » (Japon) de J. Turina, interprété par Ichiro Suzuki.

FRANCE-CULTURE

10 h Messe Saint-Pierre d'Avignon.
11 h La radio sur la place.
12 h 5 Le cri du homard.
12 h 45 Musique : Milhaud, compositeur et homme de demain (et à 16 h 30 et 23 h).
14 h 30 Le Mariage, de W. Gombrowicz. Adapt. K. Chanska et G. Sidre ; avec G. Montero, J. Parédès...
17 h 30 Rencontre avec... Clément Lepidis.
18 h 30 *La cérémonie des mots :* *« Tire ta langue ! »*
19 h 10 Le cinéma des cinéastes.
20 h Albatros : Alfred Jarry.
20 h 40 L'Archipel Queneau, par J. Bens et J. Duchateau. *« Le Voyage en Grèce »* ; « le Chiendent » ; « Pierrot mon ami » ; « Odile » ; « l'Instant fatal » ; « le Vol d'Icare », et des enregistrements de R. Queneau, des extraits d'ouvrages et des témoignages.
23 h Musique : Milhaud, compositeur et homme de demain.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 10 *L'oreille en calisson :* œuvres de Szymanovski, Schubert, Beethoven, Mozart.
12 h 5 Magazine international.
14 h 4 Désaccord parfait : bande sonore du film *Dichterliebe de Schumann,* et débat.
17 h L'imprévu (et à 19 h 5).
18 h Une heure avec... José Carreras : œuvres de Bononcini, Scarlatti, Mompou, de Falla.
19 h 30 Jazz.
20 h Musique à danser.
21 h 25 Concert (en direct du Théâtre de l'Archevêché) : *la Création,* oratorio de Haydn, par l'orchestre de l'Opéra de Lyon et le London Oriana Choir, dir. J. Nelson, sol., V. Masterson, A. Rolfe-Johnson, J. Tomlinson.
23 h 30 Les soirées de France-Musique : l'Oreille en calisson.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 22 JUILLET

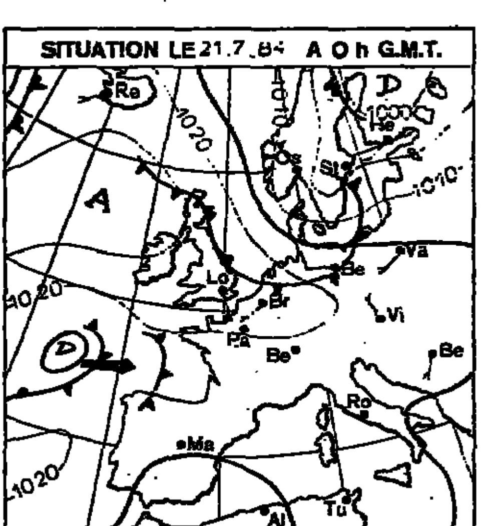
– *M. Paul Quilès,* ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, est l'invité de l'émission « Forum », sur RMC, à 12 h 30.

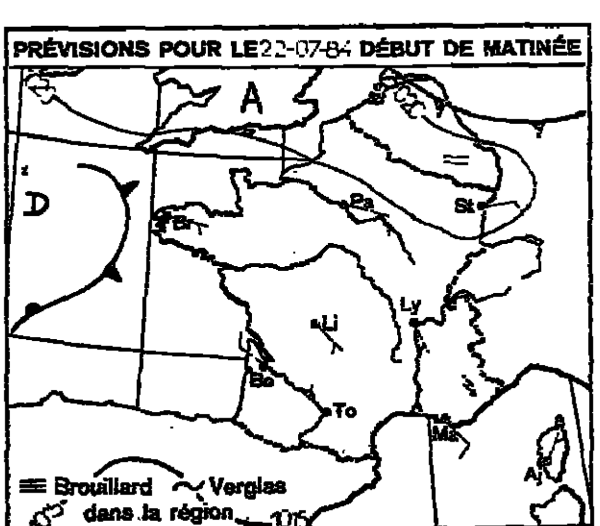
LUNDI 23 JUILLET

– *M. François Léotard,* secrétaire général du PR, participe au « Plaidoyer », sur RMC, à 8 h 15.

France / services

MÉTÉOROLOGIE





Evolution du temps en France entre le samedi 21 juillet à 0 heure et le *dimanche 22 juillet à 24 heures.*

Demain matin l'on observera des brumes et des nuages bas de la Picardie aux Ardennes et aux Vosges ainsi que sur l'Aquitaine et le littoral méditerranéen, puis ils se dissiperont en cours de matinée. Partout ailleurs, beau temps très ensoleillé le matin. Au cours de l'après-midi des nuages élevés viendront voiler le soleil de la Bretagne à l'Aquitaine jusqu'au littoral méditerranéen et au sud des Alpes. Quelques orages très isolés pourront éclater sur les côtes sud de la Bretagne et sur les Pyrénées. Les températures seront en hausse sur la moitié nord de la France et stationnaires sur la moitié sud. Les vents dominants seront de secteur est et faibles.

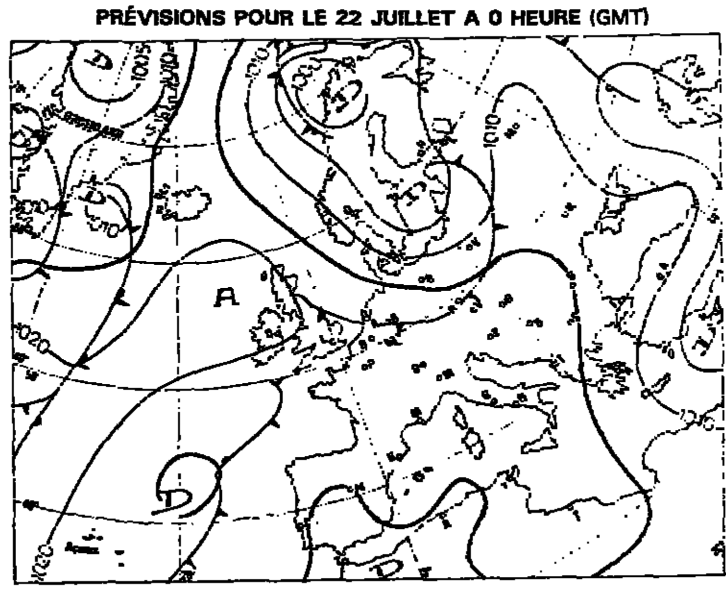
La pression atmosphérique réduite au *niveau de la mer était à Paris, le 21 juillet* à 8 heures, de 1 021 millibars, soit 765,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juillet ; le second le minimum de la nuit du 20 au 21 juillet) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 22 et 15 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Bourges, 26 et 13 ; Brest, 22 et 11 ; Caen, 20 et 12 ; Cherbourg, 17 et 12 ; Clermont-Ferrand, 29 et 12 ; Dijon, 25 et 13 ; Grenoble-St-M.-H., 32 et 13 ; Grenoble-St-Geoirs, 29 et 13 ; Lille, 17 et 12 ; Lyon, 28 et 13 ; Marseille-Marignane, 29 et 19 ; Nancy, 22 et 9 ; Nantes, 26 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Paris-Montsouris, 24 et 12 ; Paris-Orly, 24 et 12 ; Pau, 22 et 13 ; Perpignan, 29 et 18 ; Rennes, 26 et 13 ; Strasbourg, 22 et 9 ; Tours, 26 et 13 ; Toulouse, 33 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 37 et 22 ; Amsterdam, 17 et 13 ; Athènes, 22 (maxi.) ; Berlin, 17 et 13 ; Bonn, 17 et 14 ; Bruxelles, 15 et 13 ; Le Caire, 32 et 20 ; îles Canaries, 27 et 20 ; Copenhague, 20 et 13 ; Dakar, 30 et 26 ; Djerba, 30 et 19 ; Genève, 29 et 12 ; Istanbul, 28 et 18 ; Jérusalem, 27 et 15 ; Lisbonne, 26 et 16 ; Londres, 20 et 11 ; Luxembourg, 20 et 9 ; Madrid, 35 et 12 ; Moscou, 22 et 15 ; Nairobi, 22 et 13 ; New-York, 28 et 22 ; Palma-de-Majorque, 31 et 17 ; Rio-de-Janeiro, 27 (mini.) ; Rome, 27 et 15 ; Stockholm, 23 et 12 ; Tozeur, 38 et 25 ; Tunis, 31 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 22 JUILLET A 0 HEURE (GMT)



PARIS EN VISITES

LUNDI 23 JUILLET

« Le Salon de Mme de Tencin et les Encyclopédistes », 15 heures, 263 *bis*, rue Saint-Honoré, Mme Chapuis.

« Le Marais », 15 heures, métro Pont-Marie, Mme Legrégeois.

« La Sainte-Chapelle », 15 heures, grilles du Palais de justice, Mme Vermeersch.

« Le musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, Mlle Zujovic *(Caisse nationale des monuments historiques).*

« L'Ile Saint-Louis », 14 h 30, angle du quai d'Orléans et du pont Saint-Louis (Arcus).

« Maisons et chapelles du Moyen Age au quartier Latin », 14 h 30, église *Saint-Séverin* (*Arts et curiosités* de Paris).

« Mouffetard et ses secrets », 14 h 30, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Quartier des Halles », 15 heures, 1, rue Montmartre, B. Czarny.

« L'Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, Mme Ferrand.

« Hôtels et jardins du Marais illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Musée des monuments français : les tympans célèbres », 15 heures, *M. Boulo.*

« La Franc-Maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet, P.-Y. Jaslet.

« L'Ecole des Beaux-Arts et les Salons de l'Hôtel de Chimay », 15 heures, 13, quai Malaquais, Mme Lasnier.

« La Seine et ses ponts », 15 heures, 6, rue Saint-Martin (Paris Autrefois).

MARDI 24 JUILLET

« La montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, devant Saint-Etienne-du-Mont, Mme Duhesme.

« Les Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Oswald.

« Arc de triomphe du Carroussel », 15 heures, Mme Bouquet des Chaux.

« L'Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, Mme Vermeersch.

« Le Marais illuminé », 21 h 30, 6, place des Vosges, Mlle Colin (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, place des Vosges - statue Louis XIII (Arts et curiosités de Paris).

« Les Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant la poste (Connaisance d'ici et d'ailleurs).

« Les plus belles galeries et passages couverts », 14 h 30, 6, rue Vivienne (Les Flâneries).

« L'Opéra et la vie mondaine au XIXe », 13 h 30, à l'entrée, P.-Y. Jaslet.

« La Samaritaine », 15 heures, 1, rue de l'Arbre Sec (Paris et son histoire).

EN BREF

DOCUMENTATION

ATLAS DÉPARTEMENTAL DE POCHE. — Jean Barbier, Nicole Boubounelle, René Oizon et la Société française d'études et de réalisation cartographiques viennent de publier chez Larousse un *Atlas départemental de poche. Ouvrage de référence,* cet Atlas propose trois genres de renseignements : 1° pour chaque département, une carte en couleurs et une série d'informations géographiques et administratives ; 2° des statistiques sur l'agriculture, l'industrie, le tourisme, l'enseignement, la santé et, éventuellement, le climat ; 3° un index industriel, contenant 665 noms d'établissements et 121 localisations de gisements miniers, complète l'index géographique de plus de 9 500 *noms* de lieux renvoyant aux cartes des départements.

★ **49 F, 317 pages, 103 cartes en couleurs.**

ENTRAIDE

CINQ CENTS ENFANTS LIBANAIS *EN VACANCES EN FRANCE.* — Les mutualistes agricoles du Languedoc-Roussillon vont accueillir en août, pendant trente jours, cinq cents enfants libanais, de sept à douze ans, filles ou garçons, d'expression française, de *tous milieux et de toutes confessions.* L'organisation de l'opération, baptisée *Trente jours de paix- Enfants du Liban,* a été confiée à une association spécialement créée : Mutualité agricole du Midi- Aide aux enfants du Liban (MUT.AMI.LIBAN), qui comprend les Caisses de mutualité sociale agricole et d'Assurances mutuelles agricoles du Languedoc-Roussillon. Son siège est à Mende, la Lozère se trouvant à l'origine de cette initiative.

Les organisateurs ont lancé un appel afin de trouver cinq cents familles d'accueil, soit cent par département, et de réunir les fonds nécessaires (1). Près de huit cents familles se sont manifestées en une seule semaine, justifiant la réputation d'hospitalité des familles rurales. — *(Corresp.)*

★ **MUT.AMI.LIBAN, BP 260, 48005 Mende.**

PRESSE

GUIDE DES RELATIONS. — *Conçu par des journalistes pour les journalistes,* ce guide permet d'établir le contact, dans près de 4 000 entreprises ou organismes les plus divers, avec le responsable des relations avec la presse, et ce, rapidement, grâce à trois modes de classement : alphabétique, par *secteur d'activité et index des personnes citées.* (392 pages, 180 F plus 20 F de frais d'envoi).

★ **Edinove, 135, avenue de Wagram, 75017 Paris. Tél. : 227-79-73 ou 766-56-88.**

SÉCURITÉ SOCIALE

LE CALENDRIER DES RENTES. — La Caisse régionale d'assurance-maladie d'Ile-de-France (17-19, rue de Flandre, Paris XIXe) informe les assurés de la ville de Paris et des départements des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du *Val-d'Oise que le paiement* des rentes accident du travail, majorées de 2,2 % au 1er juillet 1984, sera effectué selon le calendrier suivant : le 15 juillet pour les assurés nés en janvier, avril, juillet et octobre, et pour *tous ceux qui sont payés mensuellement.* Le 15 août pour les assurés nés en février, mai, août et novembre. Le 15 septembre, pour les assurés nés en mars, juin, septembre et décembre. La majoration de 2,2 % ne s'applique *qu'aux rentes dont le taux* d'incapacité permanente est égal ou supérieur à 10 % et aux rentes d'ayants droit. Les paiements se font soit par mandats, virements postaux et bancaires, soit par versements à la Caisse d'épargne.

VIE SOCIALE

ALLOCATIONS EN FAVEUR DES ADULTES HANDICAPÉS. — Le numéro de juin-juillet de *l'Assuré social,* présente un dossier sur les allocations en faveur des adultes handicapés. Sont examinés les problèmes suivants : conditions requises pour l'obtention d'une allocation, et comment en effectuer la demande, calcul du montant de l'allocation. Le dossier traite également de l'allocation différentielle (allocation complémentaire, destinée aux handicapés *bénéficiaires de l'ancienne législation* dont les prestations se *seraient révélées* supérieures aux allocations issues de la loi du 30 juin 1975) et de l'allocation compensatrice, accordée dans certains cas, indépendamment de *toute allocation* de base, pour aide d'une tierce personne ou aide à la vie professionnelle.

★ **Editions de l'Avenir, 18, avenue de la Marne, 92600 Asnières. Tél. : 793-05-88. 15 F.**

Économie

Mme Edith Cresson : « motiver tout le monde »

« L'industrie doit se moderniser ou mourir », constituera la devise de Mme Edith Cresson. Nouveau ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, elle souhaite insister d'abord sur *« la motivation de tout le monde, patrons, salariés, CNPF et syndicats »* autour de cet objectif qui est prioritaire pour le gouvernement : *rassembler les Français autour de la modernisation du pays.*

Connue pour son volontarisme – qui lui a d'ailleurs valu quelques accrocs à l'agriculture – Mme Cresson aborde ses nouvelles responsabilités avec cette détermination. A l'industrie M. Chevènement avait misé sur les plans sectoriels, M. Fabius, son successeur, beaucoup moins : *« Des plans, il en faut, mais un plan ne peut rien sans la volonté des gens*, constate Mme Cresson. *Il faut associer volontarisme et motivation, et, pour ce faire, expliquer les objectifs à tous dans l'entreprise et les faire partager. »*

Les ministères délégués de l'énergie et des PTT (ce dernier coiffe et finance une partie de la filière électronique) lui seront rattachés. Aussi son ministère, intitulé « redéploiement industriel » de par la volonté de M. Mitterrand telle qu'il l'avait exprimée lors de sa conférence de presse, le 4 avril dernier, consacrée à la sidérurgie, ne sera pas uniquement celui des industries en crise. Mme Cresson admet qu'elle devra néanmoins, outre Creusot-Loire, s'occuper rapidement de l'automobile *« son prochain dossier »*.

Sa nomination est l'occasion d'une notable réforme des structures gouvernementales : l'industrie n'est plus liée à la recherche mais au commerce extérieur. M. Fabius, qui revient d'un voyage au Japon, s'en est-il inspiré pour créer un Miti (ministère de l'industrie et du commerce extérieur) « à la française » ? Pour Mme Cresson la réforme a, en effet, pour objet, de souligner que *« les exportations françaises, trop liées aux grands contrats financés par l'Etat, doivent se transformer en un flux continu de produits à destination des pays développés »*. Pour l'administration cela signifie une révision totale des procédures du risque économique à l'exportation, le système actuel étant inopérant. Pour les industriels cela doit se traduire par une *« amélioration de la qualité des produits de l'industrie française qui doit systématiquement viser « au zéro défaut » comme les Japonais »*, ajoute Mme Cresson.

Reste que l'administration du commerce extérieur, la DREE (Direction des relations économiques extérieures) dépend toujours en France du ministère des finances ; aussi le rattachement à l'industrie relève pour beaucoup du symbole.

Plus importante – car elle inquiète les industriels – est la séparation de la recherche et de l'industrie. Le risque existe de voir se rallumer les querelles entre les deux administrations, querelles qu'un rapprochement obtenu par M. Chevènement depuis le deuxième gouvernement Mauroy avait réussi à dissoudre. D'autant que le nouveau ministre de la recherche et de la technologie, M. Curien, n'est pas homme à se cantonner à la recherche pure, comme il l'a prouvé en faisant de la fusée Ariane une réussite commerciale. Mme Cresson devra compter à ce sujet sur les « bons contacts » qu'elle avait eus avec M. Curien.

ERIC LE BOUCHER.

L'AFFAIRE CREUSOT-LOIRE

Les syndicats critiquent vivement les propositions de l'administrateur, Me Lafont

L'administrateur « ad hoc » de Creusot-Loire, Me Hubert Lafont, a annoncé, le 20 juillet au comité central d'entreprise, qu'il préparait un projet pour sauver le numéro un français de la mécanique lourde, en règlement judiciaire depuis le 28 juin, a-t-on appris de sources syndicales.

Ce projet, qui coûterait 2,5 milliards de francs, permettrait de sortir de la procédure du règlement judiciaire en évitant une liquidation de la société, qui serait remise *in bonis* (c'est-à-dire qu'elle retrouverait son état antérieur au règlement judiciaire).

Il prévoirait que l'ensemble des actionnaires actuels de Creusot-Loire céderaient pour un franc leurs parts à une société nouvelle à créer par des repreneurs qui pourraient être les mêmes que ceux contactés par les pouvoirs publics (Framatome, Fives-Cail, Alsthom-Atlantique éventuellement, et les banques), précise-t-on de mêmes sources.

Les nouveaux actionnaires apporteraient 1,5 milliard de francs sous forme de fonds propres, tandis que les dettes de Creusot-Loire envers Framatome et les banques feraient l'objet d'une consolidation à long terme.

La CGT a vivement critiqué les propositions de Me Lafont, qu'elle accuse d'être *« l'homme de M. Pineau-Valencienne »* (l'ancien PDG de la firme) et de tenir des *« propos destinés uniquement à démolir les solutions des pouvoirs publics »*. La CFDT, pour sa part estime que ce plan *« est un plan de démolition des outils et des hommes »*, mais ajoute que le plan gouvernemental, *« seul crédible »*, comporte aussi des *« défauts »* : oubli d'une stratégie industrielle d'investissements, risques graves pour les filiales et abandon de certaines filières.

Le PDG de Lafuma accorde les 35 heures et réduit le nombre des licenciements

M. Philippe Joffard, PDG de la société Lafuma, dont l'usine d'Anneyron (Drôme) était occupée depuis le 17 juillet à l'appel de la CGT et de la CFDT – qui protestaient contre un plan de 124 suppressions d'emplois sur 427 salariés, – a accepté de réduire la durée du travail à 35 heures par semaines.

Il a également proposé de réintégrer 34 des 124 salariés qui étaient sous le coup d'un licenciement. La société Lafuma, spécialisée dans la fabrication de sacs à dos et de matériel de camping, avait déposé son bilan le 29 juin, à la suite d'un débuat de saison catastrophique. Selon M. Joffard, l'occupation de l'usine a fait perdre quotidiennement 500 000 francs de chiffre d'affaires. Le passage aux 35 heures (au lieu de 39 actuellement) serait accompagné d'une diminution de salaire de 3,5 %, ce qui correspond aux revendications de la CFDT. Le comité central d'entreprise devait examiner ces propositions samedi 21 juillet.

De nombreuses suppressions d'emplois sont encore signalées :

● *A Saint-Nazaire* (Loire-Atlantique), la direction générale de la société Technip, appartenant à un groupe d'ingénierie implanté à Paris, Lyon et Saint-Nazaire, a confirmé, le 20 juillet, un projet de 760 licenciements sur un effectif total de 2 753 personnes. Pour le seul établissement de Saint-Nazaire, 114 emplois seraient supprimés sur 425.

● *A Saint-Etienne-du-Rouvray* (Seine-Maritime), la section CFDT de l'usine Isover-Saint-Gobain a demandé le 20 juillet l'intervention de M. Laurent Fabius, premier ministre, après l'annonce de 1 325 suppressions d'emplois d'ici à la fin de 1985 dans cette usine spécialisée dans l'isolation.

● *A Fumel* (Lot-et-Garonne), 400 suppressions d'emplois sur 1 780 salariés ont été annoncées le 20 juillet à l'usine locale de la société Pont-à-Mousson. Elles devraient se traduire par 200 départs en prêretraite à l'âge de cinquante ans, par des mutations internes et par des aides diverses. *« Ce plan de restructuration avait été décidé par M. Fabius »*, a déclaré M. Francis Mer, PDG de Pont-à-Mousson, qui s'est réjoui de la nomination de Mme Edith Cresson à l'industrie.

● *A Aurillac* (Cantal), les salariés de l'usine Sauvagnat ont manifesté le 18 juillet à l'appel de la CGT. Depuis 1979, 320 suppressions d'emplois ont eu lieu dans cette entreprise qui a été scindée en deux (fabrication de parapluies d'une part, et mobilier de jardin d'autre part, sous la marque Alibert). Une trentaine de nouveaux licenciements sont annoncés.

● *A Valenciennes* (Nord), le comité d'établissement de la société Duvant-Crepelle (groupe électronique et moteurs marins), qui a deux autres usines à Lille et à Seclin, dans le même département (au total 354 salariés) a annoncé le 19 juillet le licenciement de 99 personnes, après un premier licenciement de 31 salariés le 14 mai dernier. L'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC a lancé une grève illimitée dans les trois usines.

L'URSS SIGNE AVEC FIAT UN IMPORTANT CONTRAT DE FOURNITURE DE MATÉRIEL

Turin *(AFP)*. – Le premier ministre soviétique, M. Nikolaï Tikhonov, a proposé, le 18 juillet, au constructeur automobile italien Fiat une série de contrats d'une valeur globale de 3 000 milliards de lires (15 milliards de francs) sur cinq ans, a déclaré à *la Stampa* l'administrateur délégué de Fiat, M. Cesare Romiti. Cette proposition a été faite au PDG de Fiat, M. Giovanni Agnelli, à l'issue d'une visite à Moscou.

« Il est évident que ces perspectives doivent être mises au point de façon progressive, mais M. Tikhonov a affirmé explicitement qu'il entendait mettre en train rapidement cette reprise énergique de la collaboration avec Fiat », a précisé M. Romiti.

Un accord-cadre de cinq ans pour une collaboration technico-scientifique a été signé ainsi qu'un contrat de 70 milliards de lires relatif à la fourniture par la COMAU (groupe Fiat) de matériel d'automatisation pour la fabrication des voitures Zaporozhets, a ajouté M. Romiti.

Des accords spécifiques sur les tracteurs, les moteurs Diesel, les machines-outils ou l'aéronautique seront négociés prochainement.

RÉORGANISATION DE L'ÉTAT-MAJOR DE CIT-ALCATEL

M. Georges Pébereau nommé au début du mois de juin PDG de la Compagnie générale d'électricité, conserve la présidence de sa filiale CIT-Alcatel comme prévu. Contrairement aux souhaits parfois émis par les pouvoirs publics, M. Pierre Chavance en quitte en revanche la direction générale pour se consacrer à ses nouvelles fonctions de conseiller de la présidence de la CGE. M. Claude Vincent, directeur général adjoint ayant été nommé PDG de la CGCT. La direction générale de CIT-Alcatel est réorganisée en conséquence.

M. François de Laage de Meux est nommé vice-président de CIT-Alcatel épaulé par trois directeurs généraux, dont MM. Christian Fayard et Pierre Suard, le troisième chargé des affaires sociales sera connu ultérieurement. M. Suard, président des Câbles de Lyon, conserve son poste, ce qui pourrait signifier un rapprochement de cette autre filiale de la CGE avec CIT-Alcatel.

IBM POURRAIT PRENDRE LE CONTROLE DES SATELLITES SBS

Comsat, qui possède à part égale avec IBM et la compagnie d'assurance Aetna Life, la société d'exploitation de satellite de télécommunications SBS (Satellite Business System), a décidé de se retirer et de vendre ses parts aux deux autres partenaires.

Comsat, qui gère les communications internationales par satellite aux Etats-Unis, explique son retrait par les pertes importantes de SBS (123 millions de dollars en 1983 pour un chiffre d'affaires de 142 millions de dollars).

IBM pourrait donc à cette occasion obtenir un contrôle majoritaire de SBS (près de 60 %) et de ce fait devenir propriétaire d'un réseau de télécommunications aux Etats-Unis, ce qui entre dans sa stratégie de diversification vers les communications au sens large. Toutefois, l'opération reste soumise à l'approbation de la Federal Communications Commission (FCC).

● **Etats-Unis : ralentissement des dépenses de consommation.** – Les revenus personnels des Américains ont progressé de 0,8 % en juin, tandis que les dépenses de consommation ont fortement ralenti, ayant augmenté de 0,2 %, soit leur plus faible hausse depuis le mois de février (+ 1,1 % en mai et + 1,5 % en avril). Ces chiffres confirment que l'économie américaine connaît actuellement une croissance encore soutenue, bien que moins forte qu'au début de l'année. – *(AFP.)*

● **M. Quilès au secours des routiers.** – M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a demandé à M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, d'intervenir auprès du gouvernement britannique pour que les transporteurs routiers français soient indemnisés au plus tôt des pertes provoquées par la grève des dockers du Royaume-Uni.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 16 au 20 juillet

Le mauvais coup des communistes

« IL y a encore un endroit où les communistes ont gardé de l'influence. » Cette réflexion amusée d'un fondé de pouvoir, parlant de la corbeille, ne sera peut-être pas reprise dans les annales. Mais l'effet inattendu produit sur le marché par le refus du PC de participer au nouveau gouvernement de M. Laurent Fabius restera gravé dans toutes les mémoires.

Cette décision a en effet produit, cette semaine, l'effet d'une petite bombe, et jeudi, quelques heures après que la nouvelle fut tombée, une baisse supérieure à 2 % était enregistrée. Ce ne devait pas être la dernière. A la veille du wek-end, la Bourse récidivait, et à 13 h 30 le recul de l'indicateur instantané atteignait 2,7 %, avant, quelques instants plus tard, se limiter quand même à 2,36 %. On n'allait pas en savoir davantage jusqu'à 16 heures. La raison : une unité de contrôle de l'ordinateur, qui sans doute avait vu rouge, avait grillé et les terminaux, une fois encore, ne répondaient plus aux sollicitations. Quand même, dans la soirée, l'appareil consentit à se remettre en route et à sortir la facture définitive : – 2,32 %. Bref en quarante-huit heures, la chute des valeurs françaises a dépassé 5 %. Même en tenant compte de l'unique et modeste avance enregistrée lundi (+ 0,52 %), la baisse est de cet ordre de grandeur pour la semaine. C'est la plus forte enregistrée depuis deux ans (– 4,5 % entre les 26 et 30 juillet 1982). Elle a de surcroît ramené les divers indices au voisinage immédiat (1 % à 2 %) de leurs niveaux du 29 décembre dernier.

Etonnant ? Historique. Qui aurait jamais pu imaginer cela ? L'arrivée des communistes au gouvernement au début de l'été 1981 avait glacé la Bourse d'effroi. Et la même, aujourd'hui, frisonne quand on lui annonce leur départ. Incroyable mais vrai, le paradoxe n'est toutefois qu'apparent. Dans les allées du pouvoir, le PC se comportait un peu comme le gardien de la paix sociale. En dehors, il retrouve désormais une certaine liberté de manœuvre, dont nul ne sait encore trop quel usage il fera. La rentrée sera-t-elle marquée par une forte extension des conflits sociaux ? C'est cela que la Bourse a redouté.

Cependant, ne faisons pas porter aux communistes l'entière responsabilité d'avoir provoqué le repli précipité des valeurs françaises. La potion servie au marché ces derniers jours contenait déjà sa dose d'amertume avec la détérioration de l'environnement international. Wall Street, que l'on avait pu croire un moment tiré d'affaires, a de nouveau perdu pied. Rien à faire : l'expansion économique refuse obstinément de se ralentir outre-Atlantique et la menace là-bas d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt grandit.

Le dollar s'emballe et les marché de Londres, Francfort, Amsterdam, Tokyo, pour ne citer que les principaux, s'enfoncent inexorablement. Partout les plus bas niveau de l'année ont été enfoncés. Ces derniers temps, Paris assistait un peu en spectateur au phénomène, qui l'ennuyait mais ne le tourmentait pas vraiment. Le changement inattendu de gouvernement lui a fait dresser l'oreille. La Bourse n'aime pas les surprises. Elle a encore moins aimé voir M. J. Delors poliment remercié, lui qui a tant fait pour l'épargne et dont la politique de rigueur avait son plein assentiment. Ni le choix de M. Fabius, comme premier ministre, ni l'arrivée de M. Bérégovoy Rue de Rivoli ne lui semblent réellement critiquables, mais pour l'instant, c'est l'inconnu. Certes, la rigueur sera maintenue, mais, pour récupérer les déçus du socialisme, le gouvernement ne sera-t-il pas tenté de mettre la pédale douce en jouant ici ou là avec les leviers de la relance au risque de faire déraper l'inflation, maintenant revenue dans des eaux plus calmes, et de provoquer un nouveau creusement du déficit commercial ? Beaucoup se posaient la question en fin de semaine.

Quoi qu'il en soit l'éclat communiste et la politisation de la formation gouvernementale ont servi de catalyseur à une baisse, qui, finalement, ne demandait qu'à se développer. La réaction a été d'autant plus brutale que le mois boursier s'achève. La séance de vendredi a été consacrée à la réponse des primes. La liquidation générale aura lieu lundi prochain. Elle sera perdante (– 4 % environ) pour la seconde fois de suite. A l'évidence, d'assez nombreux engagements à découvert ont été dénoués et des ajustements réalisés, les opérateurs ne voulant pas prendre le risque d'attendre le dernier moment pour limiter les dégâts et se procurer les liquidités nécessaires au règlement des soldes débiteurs. Mais de cette baisse, parlons-en encore. Son ampleur a, certes, défrayé la chronique en dépassant tout ce qui était prévisible. Mais c'est surtout la pénurie des achats qui en a été responsable. Le mouvement s'est fait en bon ordre avec en général des courants d'affaires assez faibles, et vendredi se sont principalement des blocs de titres qui ont changé de mains. L'effet de levier a fait le reste.

Autour de la corbeille, le mot d'ordre est toujours à l'attentisme. M. Fabius doit prononcer mardi prochain son discours de politique générale et beaucoup comptent bien avoir des éclaircissements sur la conduite des affaires.

La reprise estivale, que certains espèrent encore, dépendra part du contenu de cette rigueur que mitonne soigneusement le nouveau gouvernement, pour l'autre, le sort de la Bourse est entièrement lié à Wall Street. Si d'aventure New-York se décidait enfin à faire risette, les optimistes auraient gain de cause. Mais l'espace d'un été seulement, l'automne risquant fort d'être hypothéqué par quelques desseins de la CGT.

ANDRÉ DESSOT.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 13 juillet	Cours 20 juillet
Or fin (kilo en barre)	96 000	97 750
– (kilo en lingot)	96 800	97 900
Pièce française (20 fr.)	615	620
● Pièce française (10 fr.)	420	415
Pièce suisse (20 fr.)	583	598
Pièce latine (20 fr.)	574	578
● Pièce tunisienne (20 fr.)	560	570
Souverain	724	732
● Souverain Elizabeth II	730	739
● Demi-souverain	398	398
Pièce de 20 dollars	4 310	4 340
– 10 dollars	2 082	2 182
● – 5 dollars	1 302	1 302
– 50 pesos	3 850	3 850
● – 20 marks	690	690
– 10 florins	598	600
● – 5 roubles	389	390

● Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Moët (1)	49 967	79 762 537
L'Oréal (1)	28 023	65 054 981
Carrefour	42 708	60 188 526
CGE part. (1)	36 846	50 168 643
L'Air liquide (1)	95 364	48 397 183
BSN (1)	17 265	42 824 733
Club Médit. (1)	33 322	40 598 840
Elf (1)	162 436	35 333 476
4 1/2 % 1973 (1)	18 001	31 100 109
St-Gob. part. (1)	21 386	25 913 191
CFP	105 156	25 524 781
Pernod-Ric. (1)	31 030	23 466 764

(*) Du 12 au 19 juillet inclus.
(1) Séance du 20 juillet incluse.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	16 juillet	17 juillet	18 juillet	19 juillet	20 juillet
RM	175 868	218 145	242 149	284 420	384 550
Comptant					
R. et obl.	1 324 360	1 250 479	1 129 541	1 555 073	1 273 305
Actions	28 436	26 288	36 240	40 310	28 507
Total	1 528 664	1 494 912	1 407 930	1 879 803	1 686 362
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)					
Franç.	110,6	110	110,2	107,6	–
Étrang.	84	82,4	81,3	81,6	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)					
Tendance	108,4	106,9	106,7	104,4	102
(base 100, 29 décembre 1981)					
Indice gén.	166,7	166,2	165,3	162,6	159

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Retour à la case départ

De lourds nuages noirs ont, de nouveau, obscurci, ces derniers jours, le ciel de Wall Street, qui, depuis le vendredi précédent, avait commencé à se dégager. Les pluies d'orage ont dispersé les gains accumulés durant les trois premiers jours d'accalmie, même encore raviné le terrain, et l'indice des industrielles est retombé au palier psychologique des 1 100, 1 101,36 plus exactement (contre 1 109,87 le 13 juillet).

Beaucoup avait cru le mauvais temps enfin terminé, et des investisseurs institutionnels, trop confiants, avaient ressorti tables et parasols. Mais, dans l'œil de la dépression, en déplacement rapide, le marché n'a pas tardé à ressentir derechef les effets des vents monétaires tourbillonnants. L'expansion, qui paraissait se ralentir, a donné de nouveaux signes de vigueur. Il n'en a pas fallu davantage pour raviver la crainte d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt, ce d'autant que la commission de l'Open Market du FED se réunissait cette semaine. Rien n'a filtré des décisions prises, dont M. Volcker, président de la Réserve fédérale, devrait parler mercredi prochain dans sa déclaration publique. D'autre part, les estimations de croissance du PNB pour le second trimestre sont élevées et rendent probables, si elles se révélaient exactes, un resserrement des conditions de crédit.

	Cours 13 juillet	Cours 20 juillet
Alcoa	32 5/8	32 7/8
ATT	17	18 1/4
Boeing	44 3/8	44 1/8
Chase Man. Bank	37 1/2	38
Du Pont de Nemours	44 7/8	44 1/8
Eastman Kodak	70 5/8	71 5/8
Exxon	40 5/8	41 1/8
Ford	37 1/4	38 1/8
General Electric	50 5/8	49 1/8
General Foods	54 5/8	54 1/4
General Motors	67	67 3/8
Goodyear	24 3/8	24 1/4
IBM	105 1/4	106 1/2
ITT	22 5/8	23 1/2
Mobil Oil	26	26
Pfizer	30 3/4	30 1/8
Schlumberger	42 5/8	43 5/8
Texaco	33 5/8	33 3/8
UAL Inc.	34 5/8	33 5/8
Union Carbide	50 5/8	48 3/4
US Steel	22 5/8	23 1/2
Westinghouse	21 3/8	20 5/8
Xerox Corp	36 3/4	34 1/8

LONDRES

Reprise en fin de semaine

La perspective d'un règlement du conflit des dockers a provoqué à la veille du week-end une sensible reprise. Le marché, tombé jeudi à son niveau le plus bas depuis décembre 1983, a regagné, et même au-delà, tout le terrain perdu initialement. Cependant, en raison des craintes suscitées par les taux d'intérêt et de la poursuite de la grève des mineurs, ce sentiment restait très partagé.

Indices « F.T. » du 20 juillet : industrielle, 776,2 (après 760,5) contre 770,7 ; mines d'or, 509,8 contre 549,2 ; Fonds d'Etat, 76,44 contre 76,34.

	Cours 13 juillet	Cours 20 juillet
Beecham	288	291
Bowater Ind.	234	456 (1)
Brit. Petroleum	436	451
Charter	193	245
Courtaulds	111	113
De Beers (*)	6 07	5 80
Dunlop	40	39
Free State Geduld	31 3/4	29 1/2
Glaxo	855	847
Gt. Univ. Stores	486	503
Imp. Chemical	540	545
Shell	611	605
Unilever	873	875
Vickers	160	164
War Loan	32 5/8	32 5/8

(*) En dollars.
(1) Fusion Bowater Industries et Bowater Corp.

TOKYO

Au plus bas de l'année

Eprouvé par la baisse du yen et les défaillances de Wall Street, le marché est tombé à son plus bas niveau de l'année mais avec peu d'affaires.

Indices du 20 juillet : Nikkaï Dow Jones, 9 926,15 (contre 10 154,10) ; indice général, 761,10 (contre 774,14).

	Cours 13 juillet	Cours 20 juillet
Akaï	392	395
Bridgestone	557	536
Canon	1 120	1 100
Fuji Bank	910	875
Honda Motors	1 160	1 140
Matsushita Electric	1 590	1 490
Mitsubishi Heavy	225	224
Sony Corp.	3 400	3 290
Toyota Motors	1 220	1 250

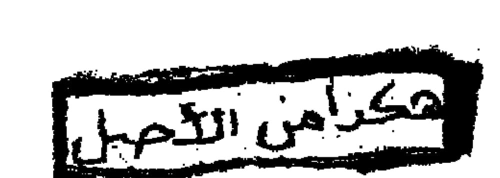
FRANCFORT

Encore plus bas

Les nouvelles satisfaisantes d'ordre économique (faible hausse des prix, hausse modérée de la masse monétaire) n'ont pas réussi à revigorer le marché qui est passé en dessous de son plus bas niveau de l'année.

Indice de la Commerzbank du 20 juillet : 932,6 (contre 947,10).

	Cours 13 juillet	Cours 20 juillet
AEG	91	84,50
BASF	150	149,40
Bayer	156,20	152,30
Commerzbank	148,30	142
Deutschebank	327	317
Hoechst	160,30	159
Karstadt	236	220
Mannesmann	134,50	132,30
Siemens	375	368
Volkswagen	173	166,50



L'euromarché

Retour aux sources

Après deux ans d'absence, la France, au travers d'une de ses *grandes entités publiques, tels* EDF, le Crédit national ou le Crédit foncier, sollicitera à nouveau, cet automne, le marché américain des capitaux. Pour préparer ce retour, une réunion *ad hoc* s'est tenue la veille du 14 juillet à Paris entre le Trésor français et les principales banques américaines d'investissements. Au moment où l'abolition de la taxe sur les emprunts émis aux Etats-Unis remet en question l'existence même du marché international des capitaux, il était temps que les grands débiteurs français, trop longtemps *tenus éloignés* de New-York, reviennent à la source.

Le temps est bien choisi. Au cours des douze derniers mois, l'image de la France s'est considérablement améliorée à l'étranger, où l'on n'a pas manqué de constater l'effet bénéfique du plan d'austérité mis en place par Jacques Delors, et qui devrait continuer d'être appliqué par son successeur, *Pierre* Bérégovoy. En outre, le départ des ministres communistes a été très *favora*blement accueilli par la communauté bancaire internationale. Avant même la mise en place de Laurent Fabius à la tête du nouveau cabinet, Standard and Poors', l'une des principales agences américaines qui évaluent la crédibilité financière des emprunteurs internationaux, avait renouvelé le « AAA » *précédemment attribué à la Répu*blique française.

Dans les commentaires confirmant sa décision de maintenir l'oscar suprême à la France, « quatrième plus grande nation industrielle du monde », Standard and Poors' souligne : *« Si les déficits des comptes courants des années précédentes ont entraîné une augmentation de la dette extérieure, le service et l'amortissement de cette dernière demeurent bien en deçà des limites des possibilités du pays. Les mesures prises en 1982 et 1983 pour redresser les déficits internes et externes ont commencé à porter leurs fruits et devraient se solder par une amélioration persistante de la plupart des indices économiques tout au long de 1984. »*

En conséquence de l'analyse ci-dessus, Standard and Poors' a décidé d'accorder moins d'importance à l'actionnariat du gouvernement français dans certaines entreprises du secteur public et de porter plus d'attention aux situations financières intrinsèques de certaines d'entre elles. C'est ainsi que l'agence américaine a ramené de « AA » à « AA » la classification de la dette d'Elf-Aquitaine. Cette diminution a été prise à la suite de la vive augmentation de la participation d'Elf dans l'industrie chimique. En revan*che, la* qualité du papier commercial émis aux Etats-Unis par Elf-Aquitaine Finance Inc. a été réaffirmée par un « A1+ », la note la plus haute dans ce domaine. Il en va de même pour Renault-Acceptance BV, dont le papier commercial émis outre-Atlantique est garanti par la RNUR malgré certaines réserves à l'égard de la faiblesse financière de *la* maison mère. Par contre, le papier commercial émis à New-York par Total International a *été* rétrogradé de « A1+ » à « A1 ». Cette décision a *été* prise parce que les difficultés persistantes de Total, tant dans ses activités de raffinage et de commercialisation que dans le secteur des engrais, ont amputé ses bénéfices.

Afin d'assurer le retour sur le marché américain des capitaux de certaines de ses entreprises du secteur public, la République française, en tant que garante, aura à fournir l'état exact de *sa dette extérieure.* Ce document sera extrêmement édifiant puisqu'il sera le premier depuis octobre 1982 à donner un aperçu sur ce chapitre. C'est à partir de celui *qui avait été publié il y a près de* deux ans que nous avons été amenés dans ces colonnes à donner une estimation de la dette financière française. Pour solliciter le marché américain, *il suffit de retenir la situation* de la dette de l'Etat français et de celle qui est directement garantie par ses soins. Les emprunts en devises des banques de l'Hexagone n'y figureront vraisemblablement pas, pas plus que ceux des débiteurs tricolores non garantis par le gouvernement français. Il semble nécessaire de l'ajouter aux prêts officiellement garantis si l'on veut toutefois avoir une vision globale de l'endettement français. C'est ce dernier calcul qui nous a fait la semaine précédente arriver à un total s'approchant des 80 milliards de dollars à la date du 14 juillet de cette année.

Il nous paraît encore indispensable de tenir compte de l'endettement des banques françaises pour plusieurs raisons. Tout d'abord elles tirent la majeure partie de leurs profits de l'étranger, leurs bénéfices en France ne leur laissant que les yeux pour pleurer. *Mais leurs* ressources de base demeurant en francs français, elles se doivent d'acheter des dépôts en dollars en empruntant dans la devise américaine. Les banques suisses par exemple, qui reçoivent plus de dépôts en devises étrangères, échappent à cette contrainte et ne sont pas obligées de consolider leur endettement externe. Deuxièmement, les créances en devises des établissements bancaires français ne sont pas toutes aisément recouvrables, et les provisions pour dettes douteuses se sont effectuées aux dépens de leur capacité bénéficiaire. *Comme en l'occurrence l'action*naire est l'Etat, on peut dire que celui-ci a financé les mauvaises créances des banques. Ce faisant, il a agi vis-à-vis de ces dernières comme la COFACE. *Mais ce n'est* pas en déplaçant les créances qu'on les améliore.

A trop prouver...

La première émission obligataire américaine dénuée de retenue à la source a vu le jour mardi. D'un montant de 250 millions de dollars, elle a *été proposée par la banque* new-yorkaise Citicorp. Elle s'étend sur cinq ans et sera émise à un prix de 99,728, avec un coupon semestriel de 14,125 % pour donner un rapport *de 14,20 %. Il représente* 14,70 % sur la base annualisée qu'utilisent les euro-emprunts. En l'absence de taxe, l'opération a été offerte simultanément des deux côtés de l'Atlan*tique. La question est de savoir si* elle sera acceptée par la clientèle européenne, les obligations étant nominatives et non pas au porteur. L'absence d'anonymat est un élé*ment qui ne plaît ni aux porte*feuilles suisses ni au dentiste belge. En outre, la prolifération d'émissions Citicorps au cours des dernières années risque de détourner l'intérêt de nombreux investisseurs en dépit du rendement très élevé du présent emprunt.

Afin de prouver l'aptitude du marché euro-obligataire à concurrencer New-York, une euro-émission de 150 millions de dollars sur trois ans pour le compte de la General Electric américaine a vu le jour avec des conditions extrêmement basses. Les *notes* qui seront émises au pair sont dotées d'un coupon annuel de 12,50 %. *Parallèlement, l'emprun*teur propose cent cinquante mille warrants à un prix unitaire de 25 dollars. Chacun d'entre eux permettra au porteur d'acquérir au pair *une obligation supplémentaire à sept* ans, dont le coupon annuel sera alors de 12,75 %. Face aux bons du Trésor à trois ans du gouvernement américain, qui procurent sur une base *annuelle plus de 13 %, on comprend* la réticence de tout un chacun à s'engager dans l'opération. Il a fallu toute la semaine pour mettre sur pied le syndicat bancaire de direc*tion. Il en faudra davantage pour* placer l'emprunt de General Electric. A trop vouloir prouver la supériorité du marché international des capitaux, on finit par faire la *démonstration contraire.*

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Le dollar au plus haut à Paris

Les records sont faits pour être battus, sur les marchés des changes comme ailleurs, et celui du dollar à Paris l'a été vendredi à New-York *avec un cours* de 8,79 F. A *Franc*fort, la monnaie américaine n'est pas en reste, débordant les cours atteints lors de la pointe du 12 janvier 1984 pour monter jusqu'à 2,8640 DM, au plus haut *depuis janvier 1974. A To*kyo, elle touchait 245 yens. La raison ? Toujours la même, à savoir la perspective de voir les taux d'intérêt américains s'orienter de nouveau à la hausse *(voir en rubrique marché monétaire et obligataire).*

La semaine avait pourtant commencé sur un net repli du « billet vert », qui revenait brusquement de 8,76 F à 8,66 F et de 2,8440 DM à 2,8220 DM. Le repli était attribué à la parution de « bons » indices aux Etats-Unis, reflétant une stabilité des prix de gros pour le troisième mois consécutif et un ralentissement relatif de l'économie.

Mais, les *jours suivants,* la *paru*tion d'autres indices laissant prévoir la poursuite du « boom » économique américain relançait le dollar à la hausse : toujours les taux d'intérêt. En fin de semaine, l'attitude de la Réserve fédérale à New-York, « pompant » immédiatement les disponibilités sur le marché financier pour éviter une baisse même temporaire du loyer de l'argent à court terme, a paru significative : la Fed veut des taux élevés. De même, la publication, au début de la semaine prochaine, de chiffres « révisés » pour la progression du produit national brut au deuxième trimestre 1984 pourrait réserver des surprises, c'est-à-dire une progression beaucoup plus rapide que les 5,7 % annoncés dans la troisième semaine de juin : à New-York, vendredi soir, on parlait de 6 % à 10 %. Si la chose était vraie, elle indiquerait que l'économie américaine est en surchauffe, *bien que l'inflation n'ait pas dé*marré, au contraire.

La livre sterling s'est vigoureusement redressée en fin de semaine, sur la perspective de la fin de la grève des dockers. Désormais, les opérateurs la voient orientée à la hausse.

Le franc bien orienté

Le coup de théâtre qu'a constitué la *nomination* de M. *Fabius comme* premier ministre, le remplacement de M. Jacques Delors par M. Pierre Bérégovoy, n'ont nullement ébranlé le franc, qui est demeuré très ferme *au sein du Système monétaire euro*péen (SME). Le cours du mark à Paris est resté stable à 3,07 F, très peu au-dessus de son cours central de 3,0664 F : en seize mois, le franc *n'a perdu que 2,4 % par rapport au* mark, soit un peu plus de la moitié des 4,50 % de variation autorisés, ce qui constitue une véritable performance. A vrai dire, le changement *de gouvernement à Paris a été bien* accueilli. En tout cas, il n'a pas inquiété. L'essentiel, aux yeux de l'étranger, est que la politique de rigueur soit poursuivie en France. *Quant au départ* des ministres communistes, on y voit la levée d'une hypothèque qui pesait sur ce pays depuis trois ans. La possibilité d'une extension des conflits sociaux, facilités par ce départ, n'est pas, pour l'instant, prise en compte.

Même le départ de M. Jacques Delors, hautement respecté à l'extérieur de nos frontières, notamment en Allemagne, n'a pas créé de remous. On se rappelle pourtant que le franc avait commencé à baisser, en janvier dernier, lorsque la perspec*tive* de voir M. Delors conduire la liste du PS aux élections européennes fut publiquement évoquée. Sans doute la personnalité de M. Fabius est-elle mieux cotée à l'étranger que celle de M. Mauroy, aux initiatives plus inattendues peut être.

Sans doute, également, le franc est-il fort de la faiblesse du mark, que la Banque de France a dû soutenir la semaine dernière et encore cette semaine, vendredi en fin d'après-midi. Successeur de M. Delors, M. Pierre Bérégovoy est peu connu à l'extérieur de nos frontières et n'est pas un technicien des finances publiques, mais il apparaît tout auréolé de son succès à la Sécurité sociale, enfin bénéficiaire en 1983 et 1984, et on le voit à l'étranger très bien appliquer la même méthode au budget, ce qui, tout de même, est un peu gros.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a tout juste regagné quelques points après sa chute des deux dernières *semaines, passant* de 335-340 dollars à 350 dollars environ. Il n'a pu progresser au-delà de ce niveau. Le dollar est trop cher, et les taux d'intérêt aussi.

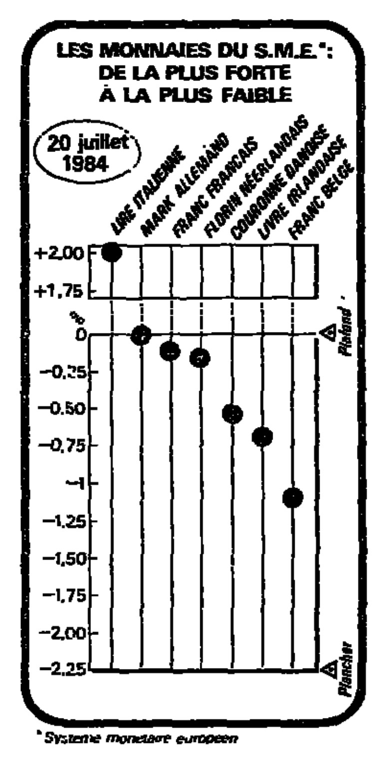
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 JUILLET AU 20 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York ...	1,3230	–	11,4103	41,3992	35,0263	1,7283	31,0174	0,0570
	1,3150	–	11,4613	41,5800	35,1617	1,7346	31,1817	0,0572
Paris	11,5948	8,7640	–	362,62	306,97	15,1469	271,84	4,9937
	11,4707	8,7230	–	362,70	306,71	15,1309	271,99	4,9945
Zurich	3,1957	2,4155	27,5616	–	84,6060	4,1747	74,9224	1,3764
	3,1625	2,4050	27,5709	–	84,5639	4,1717	74,9922	1,3770
Francfort ...	3,7772	2,8550	32,5764	118,19	–	4,9343	88,5545	1,6267
	3,7398	2,8440	32,6040	118,25	–	4,9332	88,6810	1,6283
Bruxelles ...	76,5488	57,86	6,6020	23,9536	20,2662	–	17,9467	3,2969
	75,8097	57,65	6,6089	23,9788	20,2707	–	17,9763	3,3008
Amsterdam ..	4,2653	3,2240	36,7868	133,47	112,92	5,5721	–	1,8370
	4,2172	3,2070	36,7660	133,34	112,76	5,5628	–	1,8362
Milan	2321,87	1755	200,25	726,56	614,71	30,3318	544,35	–
	2296,65	1746,50	200,22	726,19	614,10	30,2948	544,59	–
Tokyo	323,34	244,40	27,8868	101,18	85,6042	4,2240	75,8064	0,1393
	318,42	242,15	27,7680	100,68	85,1441	4,2083	75,5867	0,1386

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 juillet, 3,5859 F contre 3,6023 F le vendredi 13 juillet.



*Système monétaire européen

Les matières premières

Reprise du zinc – Nouvelle baisse du sucre

Les affaires marquent le pas sur les différents marchés, toujours influencés par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'activité économique se maintient à un niveau élevé aux Etats-Unis alors que dans différents pays européens – incidence des grèves – elle tend à se ralentir.

MÉTAUX. – *Pour la première fois depuis quelques semaines, une franche reprise s'est produite sur les cours du zinc à Londres. Des craintes relatives à une nouvelle pénurie temporaire de métal de bonne qualité se sont traduites par des achats d'anticipation. En outre, le marché été réconforté par une amélioration de la position statistique du métal. L'utilisation mondiale de métal s'est accrue de 7,4 % durant les cinq premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de l'année précédente alors que la production de métal raffiné n'augmentait que de 6,4 %. A partir de septembre prochain, le zinc de haute qualité sera traité sur le marché de Londres. La suppression de la cotation actuelle étant prévue pour novembre 1985.*

Le cuivre a consolidé son avance précédente au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal sont revenus à leur niveau le plus bas depuis nobembre 1982, soit à 206 325 tonnes (– 160 000 tonnes). En janvier, ils atteignaient 435 975 tonnes.

Le plomb a légèrement progressé à Londres. La production mondiale de métal raffiné a augmenté de 1,6 % durant les cinq premiers mois de l'année alors que celle des mines fléchissait de 4,3 %, des grèves ayant éclaté tant en Australie qu'aux Etats-Unis.

DENRÉES. – *Nouvelle chute des cours du sucre sur l'ensemble des marchés revenus à leurs niveaux les plus bas depuis 1971 en dollars. Depuis le commencement de l'année, la baisse sur le marché de New-York frôle les 40 %. La récolte de betteraves dans les pays de la CEE pour la campagne 1984-1985 est évaluée par une firme privée britannique à 12,25 millions de tonnes, en augmentation de 1,5 million de tonnes sur celle de la campagne 1983-1984. Cette perspective a déprimé le marché qui estime que les disponibilités à l'exportation atteindraient 4,5 millions de tonnes. Il faut également s'attendre à des récoltes de cannes à sucre plus abondantes dans d'autres pays.*

Les cours du café ont enregistré de léger progrès sur les différentes places. Le Département américain de l'agriculture estime la récolte mondiale de la saison 1984-1985 à 91,9 millions de sacs au lieu de 92,5 millions de sacs un mois auparavant. Cette diminution est principalement imputable à la baisse de la récolte du Kenya, évaluée à 1,1 million de sacs contre 2,1 millions de sacs en raison de la sécheresse. Au Brésil, la production atteindra 27 millions de sacs, soit une baisse de 10 % et un peu moins de 12,8 millions de sacs en Colombie mais ce pays détient des stocks dépassant une année de production.

LES COURS DU 20 juillet 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1 031,50 (1 014) ; à trois mois, 1 045 (1 033) ; étain comptant, 9 380 (9 490) ; à trois mois, 9 325 (9 380) ; plomb, 381 (379) ; zinc, 666 (626) ; aluminium, 883 (889) ; nickel, 3 505 (3 515) ; argent (en pence par once troy), 553 (560,50). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 59,70 (59,20) ; argent (en dollars par once), 7,41 (7,29) ; platine (en dollars par once), 341,20 (338,50). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, oct., 68,70 (72,82) ; déc., 68,77 (71,99). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), oct., 470 (457). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, oct., inch. (51,60).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 680-710 (705-710). – **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 192,70 (197,50-198,50).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, déc., 2 108 (2 157) ; sept., 2 101 (2 210) ; sucre, sept., 4,35 (4,73) ; oct., 4,61 (4,93) ; café, sept., 140,88 (139,97) ; déc., 137,70 (136,99). – **Londres** (en livres par tonne) : sauf le sucre en dollars, sucre, août, 124,20 (131) ; oct., 130 (138,60) ; café, sept., 2 202 (2 196) ; nov., 2 219 (2 218) ; cacao, sept., 1 783 (1 778) ; déc., 1 701 (1 710). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, déc., 1 962 (1 990) ; mars, 1 940 (1 990) ; café, nov., 2 550 (2 522) ; janv., 2 540 (2 540) ; sucre (en francs par tonne), oct., 1 270 (1 281) ; déc., 1 325 (1 464) : tourteaux de soja. – **Chicago** (en dollars par tonne), sept., 168 (173,80) ; oct., 167,80 (173,50). – **Londres** (en livres par tonne), oct., 143,70 (143,50) ; déc., 148 (150,40).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, sept., 344 3/4 (350 3/4) ; déc., 360 (365 1/4) ; maïs, sept., 308 1/4 (316 1/4) ; déc., 287 1/2 (294 1/4).

INDICES. – Moody's, 1 027,10 (1 029,40) ; Reuter, 1 896,20 (1 912,70).

Marché monétaire et obligataire

Le spectre de la hausse des taux aux Etats-Unis

De l'autre côté de l'Atlantique, la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED), la toute-puissante banque centrale du pays, joue la statue du commandeur : par sa seule présence, même muette, *elle* impressionne et, on dirait presque, terrorise les marchés, à l'intérieur comme à l'extérieur. Rien n'a filtré, cette semaine, des débats secrets de son comité de l'Open Market (interventions sur le marché), qui s'est réuni lundi et mardi. Mercredi *prochain, toutefois,* M. Paul Volcker, président de la FED, doit, devant une commission du congrès, faire son rapport sur la situation financière des Etats-Unis *au milieu de l'année. En attendant,* les déclarations et pronostics se multiplient. M. Henry Kaufman, l'un des gourous de Wall Street, qui, la semaine précédente, estimait que la *FED* ne durcirait pas sa politique, se contentant de laisser les taux monter, a affirmé que ces taux étaient appelés à subir des hausses substantielles pendant une longue période en raison d'une trop forte expansion de l'économie américaine, de nature à aggraver la pression inflationniste en matière de prix et de salaires.

La riposte ouest-allemande

Par ailleurs, on apprenait que les mises en chantier de logements recommençaient à augmenter, en dépit de la cherté du coût du crédit et, surtout, que les crédits à la consommation avaient fait un véritable bond. De quoi inquiéter la FED, gardienne de la monnaie.

Va-t-on vers une course à la suppression des retenues à la source sur *les emprunts effectués par les non*-résidents ? Le président Reagan ayant, cette semaine, donné sa signature à la suppression, précédemment votée par le Congrès, de la taxe de 30 % sur les coupons des emprunts souscrits aux Etats-Unis par les étrangers, le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, a de*mandé au gouvernement fédéral* de supprimer, lui aussi, la taxe de 25 % frappant les mêmes produits en Allemagne. Selon M. Poehl, qui a fait cette proposition au cours d'une émission télévisée, une telle mesure encouragerait les investissements *étrangers en RFA et renforcerait* le mark face à un dollar en pleine ascension. Au ministère des finances allemand, on indique que cette proposition est à l'étude, comme beaucoup d'autres. De toute façon, elle devrait être soumise au vote du Parlement, ce qui pourrait prendre quelques mois.

A vrai dire, cette taxe, instituée en 1964 à une époque où les parités de change étaient fixes, est considérée comme anachronique. En 1981, *derniers résultats connus, cette taxe* sur les coupons encaissés par les investisseurs étrangers avait rapporté 200 millions de marks (600 millions de francs) au Trésor allemand.

En tout cas, la démarche de M. Poehl est significative. Elle traduit la volonté de réagir contre les manœuvres du Trésor américain, qui veut attirer davantage de capitaux étrangers pour l'aider à financer l'énorme déficit budgétaire des Etats-Unis. Déjà, ledit Trésor étudie *la création de bons au porteur, donc* anonymes, dont les investisseurs internationaux sont particulièrement *friands, spécialement* les *Suisses ou* le dentiste belge cher à notre chroniqueur Christopher Hughes. On parle également de bons à coupon zéro (payables à l'échéance en totalité). C'est à une véritable opération de séduction que se livre le Trésor amé*ricain soucieux de rameuter* des souscripteurs étrangers moins empressés que les années précédentes.

Sur le marché obligataire de *Paris, un calme estival a régné,* beaucoup d'opérateurs étant partis en vacances. Il faut dire que tout le monde a envie de souffler, avec 145 milliards de francs d'émissions nouvelles au 14 juillet 1984 contre 90 milliards de francs à la même date de l'année dernière. On serait fatigué à moins !

Dans cette torpeur, l'activité a été assez réduite. L'emprunt de 1,8 milliard de francs pour le Fonds des grands travaux à taux fixe de 13,80 %, mal accueilli la semaine dernière, a fini par se caser. Pour la semaine écoulée, le programme *d'émissions était très maigre.* L'emprunt Provinces de France, de 452 millions de francs à 13,90 %, a été, en grande partie, placé dans son réseau par le Crédit agricole, chef de file, et celui de la CAECL Régions de France, à dix ans et *13,40 % (13,70 % au règlement),* qui appartient à la série des emprunts « robinets » de cet organisme, n'a guère pesé sur le marché. La semaine prochaine, on verra sans doute apparaître le Fonds de l'industrie sidérurgique (FIS) garanti par l'Etat, *mais entouré* de l'aura *un peu* maléfique dans laquelle baigne l'industrie de l'acier depuis dix ans.

F. R.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE LORRAINE DÉPOSE SON BILAN

L'Orchestre philharmonique de Lorraine (OPL) a déposé, jeudi 19 juillet, son bilan auprès de la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Metz, souhaitant être admis au bénéfice du règlement judiciaire. Le tribunal se prononcera la semaine prochaine. Une étude de la situation financière de l'OPL a fait apparaître un déficit de fonctionnement de 1,8 million de francs.

Le conseil d'administration de l'orchestre avait adopté à l'unanimité un plan de restructuration dont l'inspection du travail a refusé certaines applications. Le recours au dépôt de bilan devrait débloquer la situation. – *(Corresp.)*

CAMPAGNE MÉDIOCRE POUR LE COGNAC

Les résultats de la campagne de ventes 1982-1983, arrêtés au 31 août 1983, ont été médiocres, indique le rapport annuel du Bureau national interprofessionnel du cognac. Face à une récolte pléthorique en 1982, avec 1,01 million d'hectolitres, la stagnation, voire la régression des ventes, a marqué cette campagne comme la précédente. Les expéditions de cognac ont diminué de 1,82 % sur le marché intérieur (83 490 hectolitres) et de 2,32 % à l'exportation (87 % des ventes en bouteilles), qui a, tout de même, rapporté plus de 4 milliards de francs en devises.

Parmi les principaux acheteurs étrangers figurent la CEE (42 millions de bouteilles, soit 38 % des exportations), l'Amérique du Nord et le Mexique (28 millions de bouteilles et 25 %) et l'Asie du Sud-Est (Japon, Hongkong, Malaisie et Singapour, pour 22 millions de bouteilles et 20 %).

Ces résultats médiocres ont conduit la profession à distiller préventivement 700 000 hectolitres pour éviter un trop fort accroissement des stocks, qui représentent plus de six années de ventes.

AUTOMOBILISME : *Tyrrell autorisé à participer au Grand Prix de Grande-Bretagne.* – L'écurie britannique Tyrrell, qui avait été exclue du championnat du monde de formule 1 pour tricherie jusqu'à la fin de la saison, a obtenu, vendredi 20 juillet, de la Haute Cour de Londres, devant laquelle son directeur, Ken Tyrrell, avait introduit une action en référé, un arrêt l'autorisant à participer, ce samedi 21 juillet, à la deuxième séance d'essais du Grand Prix de Grande-Bretagne et à la course qui doit avoir lieu, dimanche 22, sur le circuit de Brands-Hatch.

Le numéro du « Monde » daté 21 juillet 1984 a été tiré à 485 003 exemplaires

DANS UNE LETTRE A UN SÉNATEUR DE L'OPPOSITION

M. Mauroy qualifiait le débat scolaire de « dialogue de sourds »

Dans une lettre adressée le 5 juillet à M. Pierre Mauroy, M. Pierre-Christian Taittinger, vice-président du Sénat, sénateur RI de Paris, avait suggéré au premier ministre, « après son entrevue avec le pape Jean-Paul II et à la suite des explications qu'il avait données le 3 juillet à TF 1 » *(le* Monde *du 5 juillet), de lever les « malentendus » et les « obscurités » qui touchaient au projet de loi sur l'enseignement privé. M. Taittinger estimait alors que sur cinq points le premier ministre pouvait par voie d'amendement – avant que le Sénat n'examine le texte –, traduire son souhait d'instaurer* « une fois pour toutes la paix scolaire ».

Nous publions ci-dessous la réponse de M. Pierre Mauroy, datée du 17 juillet, et écrite avant qu'il ne remette la démission de son gouvernement.

« Vous m'avez, par lettre du 5 juillet, suggéré de déposer cinq amendements aux dispositions législatives concernant l'enseignement privé actuellement soumises au Sénat. Permettez-moi de reprendre les cinq points sur lesquels vous souhaitez des amendements.

1. – Proclamer, dans la loi, la liberté de l'enseignement et la garantir : le troisème alinéa de l'article premier du projet de loi qui vous est soumis répond déjà à cette demande.

2. – Assurer aux familles un réel libre choix de l'école de leurs enfants qui implique, selons vous, le desserrement – dans un premier temps – et la suppression – dans l'avenir – de la carte scolaire : l'article 6 du projet de loi affirme cette liberté de choix. Bien que le projet soumis au Sénat ne concerne pas l'enseignement public, je vous indique que le ministre de l'éducation nationale a pris des dispositions pour assouplir le système de la carte scolaire.

3. – Respecter les projets éducatifs des établissements, en évitant que l'agrément donné par les autorités académiques puisse dépendre d'un choix idéologique : non seulement l'exposé des motifs du projet de loi reconnaît la « dimension confessionnelle » que peut avoir un projet éducatif, mais encore le respect des projets éducatifs est prévu par les articles 1 et 6 du projet de loi Quant à la décision d'agrément des autorités académiques, il s'agit d'une compétence liée. L'autorité académique n'aura donc pas de pouvoir d'appréciation et devra s'en tenir aux trois conditions prévues par le projet de loi : respect des principes généraux inscrits dans la Constitution, respect des règles et des programmes de l'enseignement public et gratuité de l'enseignement.

4. – Laisser aux communes la liberté de financer, si elles le souhaitent, des équipements d'enseignement privé : depuis 98 ans, les dispositions de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire répondent déjà à cette préoccupation. Les établissements d'enseignement primaire peuvent être publics ou privés. Ces dispositions n'ont été modifiées ni par la loi du 31 décembre 1959 ni par le projet qui vous est soumis.

5. – Préserver pour les enseignants les véritables conditions du choix de leur statut, sans lier à ce choix les obligations financières – à terme – des communes vis-à-vis de leurs établissements : le dernier alinéa de l'article 20 du projet de loi précise que les maîtres liés à l'Etat par un contrat de droit public pourront « opter librement » pour une titularisation dans les corps correspondants de l'enseignement public. Les dispositions de l'article 24, qui concernent la contribution financière des communes, ne pèsent en rien sur cette liberté de choix puisque l'Etat se substitue, en tout état de cause, à la commune pour garantir le financement des dépenses de fonctionnement.

« Comme vous le voyez, monsieur le président, vos suggestions d'amendements feraient double emploi avec le projet gouvernemental. Et c'est justement pour éviter des malentendus de ce genre que le président de la République a souhaité mettre un terme au débat tel qu'il s'était engagé, dans la mesure où il apparaissait trop souvent comme un dialogue de sourds.

« Veuillez recevoir, Monsieur le président, l'expression de mes sentiments les meilleurs. »

Signé : PIERRE MAUROY.

● *M. Pierre Mauroy au Maroc.* – M. Pierre Mauroy est arrivé vendredi 20 juillet à Casablanca pour une visite privée au Maroc jusqu'à lundi, pendant laquelle il devait s'entretenir avec le roi Hassan II et le chef du gouvernement, M. Karim Lamrani.

M. Mauroy, maire de Lille, assiste samedi à Rabat à la réunion du conseil de présidence de la Fédération mondiale des villes jumelées (FMVJ), dont il est membre. Il a déclaré qu'il avait « *prévu en tant que premier ministre français de venir au Maroc dans le cadre d'une visite officielle* ». Malgré les circonstances nouvelles, le souverain chérifien et le gouvernement marocain « *ont décidé de maintenir les audiences comme cela était prévu* », *a précisé l'ancien premier ministre.*

APRÈS LA FIN DE LA GRÈVE DES DOCKERS

Mme Thatcher attaque l'Union des mineurs

De notre correspondant

Londres. – La grève dans les ports britanniques est terminée – ou presque – et Mme Thatcher, soulagée, peut se consacrer avec une ardeur redoublée à la guerre d'usure à laquelle se livre son gouvernement depuis quatre mois et demi contre le Syndicat des mineurs et son président, M. Arthur Scargill.

Le Syndicat des transports (TGWU), qui représente la majorité des dockers, devait soumettre à l'approbation de ses délégués, ce samedi 21 juillet, le compromis conclu la veille avec le patronat, et tous les ports devaient retrouver un trafic normal à partir de lundi. Dès vendredi, sans attendre cette procédure, les dockers qui assurent le service des différentes lignes de ferries à travers la Manche, ont repris le travail ainsi que leurs collègues du port de Felixstowe qui, eux aussi, avaient manifesté des réticences à l'égard du mouvement.

Même si les dirigeants du TGWU ont donné l'impression de devoir achever les négociations plus vite qu'ils ne l'auraient souhaité, sous la pression exercée par les chauffeurs-routiers et une partie de la base du syndicat, ils n'en ont pas moins obtenu la prolongation d'un accord de garantie d'emploi, vieux de trente-sept ans, que le patronat voulait remettre en cause depuis plusieurs mois.

Pour le gouvernement, qui a fait en sorte que les dockers puissent avoir satisfaction sur ce point, cette grève de dix jours s'est arrêtée à temps, avant qu'elle ne commence à avoir des effets évidents aux yeux de l'ensemble des citoyens britanniques, à l'exception des usagers des transports maritimes. Le prix des fruits et légumes venant de l'étranger a très légèrement augmenté ces derniers jours, mais l'on ne s'attendait pas à un commencement de pénurie et à des hausses substantielles avant le début de la semaine prochaine. Seuls quelques journaux, comme *le Times*, ont dû réduire un peu leur pagination en prévision d'une rupture des stocks de papier importé.

Désormais privée du puissant renfort que lui apportaient les dockers, dont le mouvement, ajouté au sien, pouvait assez rapidement paralyser une partie de l'économie du pays et mettre en péril le gouvernement, l'Union nationale des mineurs (NUM) se retrouve, pour le moment, plus isolée et plus vulnérable. Tel est tout au moins le sentiment du premier ministre qui, dès jeudi soir, devinant l'issue favorable des négociations avec les dockers, avait saisi l'occasion pour passer à la contre-attaque.

Manifestant dans un conflit social des intentions belliqueuses sans précédent – même de sa part, – Mme Thatcher n'avait pas hésité, au grand scandale de l'opposition, à dénoncer l'« *ennemi intérieur* » en faisant allusion au conflit des Malouines. Ainsi la « dame de fer » *monte elle-même au front.* M. Scargill ne devra plus seulement compter avec la résistance farouche et obstinée de M. Ian MacGregor, président des charbonnages, derrière laquelle le gouvernement paraissait se réfugier jusqu'à présent.

FRANCIS CORNU.

CONTRATS LÉONINS, DÉTOURNEMENTS DE FONDS...

Le parquet de Rome ouvre une enquête sur la gestion financière de la RAI

De notre correspondant

Rome. – Contrats trop mirobolants, achats inconsidérés de séries étrangères, adjudications de productions en fonction de critères politiques servant à alimenter les caisses des partis : la Radiotélévision italienne (RAI) est sous enquête. Celle-ci est passée depuis le lundi 16 juillet au juge d'instruction du tribunal de Rome. Depuis une semaine en fait, les membres du conseil d'administration, le directeur général, M. Biagio Agnes, le président, M. Sergio Zavoli, le directeur de la première chaîne, M. Emmanuel Milano, et cinq commissaires aux comptes, en tout vingt-trois personnes, ont été avertis que la justice mène une enquête sur leurs activités.

La RAI (quatorze mille employés, un budget en déficit de quelque 60 milliards de lires) est l'un des organismes où le phénomène de la « lotisation » (c'est-à-dire la répartition des postes entre les partis politiques) est sans doute le plus prononcé, tous les partis entendant, peu ou prou, contrôler ce puissant instrument de conditionnement de l'opinion publique. Et la justice soupçonne désormais que ces pratiques de lotisation confinent à la concussion. Le parquet de Rome, qui a pris l'initiative de l'enquête, entend examiner s'il y a eu effectivement dans la gestion de la RAI depuis 1981 des détournements de fonds et des faux dans les écritures.

L'enquête sur la RAI a commencé l'hiver dernier lorsque sont arrivés au palais de justice des lettres d'employés de la télévision dénonçant les pratiques qui y ont cours, certains des auteurs se plaignant notamment de ne jamais se voir confier de programmes, ceux-ci passant systématiquement à des personnes extérieures, sous contrat à durée limitée. Le début de l'enquête a coïncidé aussi avec la signature par la RAI d'un contrat énorme (6 milliards de lires) avec une présentatrice d'une émission de la mi-journée, Mlle Raffaela Carra (*le Monde* daté 4-5 mars). M. Craxi convoqua alors le président de la RAI pour lui demander des explications.

Depuis trois mois, à la suite de la saisie d'un grand nombre de documents dans les locaux de la RAI, la garde des finances a examiné les comptes de ces trois dernières années, les contrats et les prévisions de dépenses. Mercredi dernier, le substitut du ministère public, M. Armati, accompagné de membres de la garde des finances, faisait une « descente » inattendue à la RAI pour y saisir de nouveaux documents (concernant en particulier la nomination de deux directeurs adjoints non prévue par les statuts) ; la production de super-séries télévisées comme « *Marco Polo* » et « Quo Vadis », ainsi que les contrats passés avec la chaîne américaine NBC et Radio-Monte-Carlo.

En novembre 1982, la RAI a en effet signé un contrat de 14 milliards de lires avec la NBC, s'engageant à lui acheter 550 émissions et 200 programmes non visionnés, dont une partie seulement, semble-t-il, intéresse le public italien. En 1981 et 1982, d'autre part, afin de bloquer une initiative des télévisions privées, la RAI a pris une participation importante dans Radio-Monte-Carlo. Avec l'acteur Alberto Sordi, elle a en outre passé un contrat de 1,3 milliard de lires pour les droits d'exclusivité de celui-ci, mais une clause retire à la RAI la possibilité de revendre le programme à moins de payer de nouvelles « royalties »...

Les contrats à durée limitée sont également examinés par les enquêteurs : c'est là, en effet, un instrument privilégié pour favoriser les clientèles des partis. Au cours des trois derniers mois, la RAI a ainsi passé cent soixante-sept contrats. Six cents personnes travailleraient dans ces conditions. D'autres, en revanche, employées à temps plein par la RAI, sont détachées auprès d'hommes politiques.

L'enquête sur la RAI repose une question de fond jamais tranchée : celle du statut privé ou public de la télévision nationale. Pour la Cour de cassation, il s'agit d'un organisme privé, alors que la Cour constitutionnelle a jugé qu'elle relevait du service public national. Thèse d'ailleurs retenue par le substitut du procureur, M. Armati. L'enquête sur la RAI se double aussi d'aspects politiques peu clairs. Il n'est pas impossible que dans les coulisses se déroule une nouvelle guerre entre les partis pour le contrôle de la télévision d'Etat. Le PCI, qui, dans le passé, n'a cessé de dénoncer les pratiques de la RAI, considère que cette nouvelle enquête n'est qu'« *un nuage de fumée* ». On dit, en outre, que M. Zavoli n'est plus en odeur de sainteté auprès des socialistes.

PHILIPPE PONS.

POUR FRAUDE FISCALE

Le révérend Moon est incarcéré aux États-Unis

Le révérend Sung Myung Moon est en prison. Fondateur de la très prospère Eglise de *l'unification, citoyen sud-coréen* âgé de soixante-quatre ans, cet homme d'affaires – et de prières – s'est présenté, vendredi soir 20 juillet, au pénitencier fédéral de Danbury, dans le Connecticut. Moon est arrivé soixante minutes avant l'heure limite de minuit escorté par un entourage occupant trois voitures. Il s'apprête à rester dix-huit mois en prison.

Moon n'accepte pas cette peine sans amertume. Sa condamnation remonte au 16 juillet 1982. Motif : dissimulation fiscale, obstruction et tentative d'évasion fiscale. Il lui était alors précisément reproché d'avoir omis de déclarer les intérêts de 112 000 dollars placés sur des comptes d'épargne ainsi que les dividendes de 50 000 dollars d'actions (*le Monde* des 18 et 19 juillet 1982). Moon avait été laissé en liberté en attendant le jugement définitif. La Cour suprême a confirmé la sentence.

L'amertume, donc. Moon s'étonne d'être emprisonné alors qu'il participe, dit-il, à la vitalité économique des Etats-Unis... Depuis sa condamnation, il a évolué. L'animateur d'une secte religieuse qui compterait quelque cinquante mille membres aux Etats-Unis et trois millions à travers le monde a commencé à transférer ses biens en Uruguay. Il a décidé, bien que la loi s'y oppose, de continuer à diriger son Eglise depuis sa cellule. « *Je suis prêt,* a-t-il fait savoir, *à souffrir dans une prison américaine si cela peut aider le but de Dieu : réveiller l'Amérique de son sommeil spirituel.* »

Car Moon ne veut pas admettre qu'il est incarcéré pour évasion fiscale. Ses malheurs, selon lui, sont la preuve de la persécution religieuse dont il est l'objet. Ce brasseur d'affaires avisé ne moisira cependant pas dans un cachot humide. « *L'atmosphère est très décontractée* » avec un régime relativement peu strict au centre correctionnel de Danbury, a assuré son directeur. Moon travaillera probablement comme ses co-détenus. Il pourrait être affecté aux cuisines ou à des tâches de nettoyage.

De nombreuses organisations religieuses ont annoncé leur intention d'organiser des manifestations de protestation à travers tout le pays. – *(AFP, Reuter.)*

A B C D E F G

Au Sénégal

DES AFFRONTEMENTS ENTRE SYNDICALISTES ONT FAIT UN MORT ET QUARANTE BLESSÉS

Des heurts entre membres de deux tendances de la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS, syndicat majoritaire proche du pouvoir) ont fait un mort et une quarantaine de blessés parmi les syndicalistes, vendredi matin 20 juillet. Les incidents ont éclaté lorsque des membres d'un syndicat appartenant à une tendance opposée à la direction de la CNTS ont tenté de se réunir à la Bourse du travail, siège de la CNTS, au centre de Dakar. Des éléments de la tendance majoritaire s'étant opposés à la tenue de cette réunion, de violents affrontements ont éclaté entre factions rivales. Les forces de l'ordre ont dispersé les syndicalistes et, en fin de journée, le calme était revenu.

Des rivalités entre diverses tendances de la CNTS perturbent régulièrement le fonctionnement de la centrale syndicale affiliée au Parti socialiste, mais elles n'avaient jamais atteint la gravité des événements de vendredi. – *(AFP).*

En Ouganda

UN HOMME D'AFFAIRES DE LA TRIBU D'AMIN DADA A ÉTÉ ASSASSINÉ A SON RETOUR D'EXIL

(De notre correspondant.)

Genève. – Une étrange affaire émeut le Haut Commissariat des Nations unies (HCR) à Genève. Un richissisme homme d'affaires ougandais, Al Hadj Jabiri, réfugié au Zaïre, était revenu volontairement, le 8 juin, à Arua, capitale de sa province natale, le West Nile (nord-ouest de l'Ouganda), où l'attendait son fils et son frère. Appréhendé par la police à son arrivée, il fut incarcéré par celle-ci qui assurait vouloir ainsi le « protéger ». Dix jours plus tard, il fut battu à mort par des militaires entrés de force dans sa prison alors que les autorités civiles et la police auraient vainement cherché à le sauver.

Le HCR, mis au courant quarante-huit heures après le meurtre, affirme n'avoir pas ébruité cette affaire afin de ne pas compromettre l'issue de pourparlers avec les autorités ougandaises pour obtenir l'assurance que les autres rapatriés ne seraient pas, eux aussi, victimes de vengeances sanglantes. Des promesses jugées satisfaisantes ayant été obtenues de la part de Kampala, le HCR a rompu le silence. On put apprendre alors, en même temps que les circonstances du meurtre, que M. Jabiri avait été accompagné par une centaine de membres de sa tribu, les Kakowa (à laquelle appartient M. Amin Dada), qui avaient eux aussi opté pour le rapatriement volontaire (contrairement aux conseils du HCR). Les coupables, ainsi que les témoins du meurtre, ont été transférés à Kampala où ils doivent être interrogés sur l'ordre du président ougandais, M. Milton Obote.

Au Sri-Lanka

L'UN DES DIRIGEANTS SÉPARATISTES TAMOULS TUÉ PAR LA POLICE

Colombo *(AFP, UPI).* – L'un des principaux dirigeants séparatistes tamouls a été tué récemment par les forces de sécurité au nord de Sri-Lanka, a-t-on appris officiellement vendredi 20 juillet. Il s'agit de Ranjan Lala, considéré comme le numéro trois du groupe des Tigres tamouls, l'un des mouvements réclamant le formation d'un Etat tamoul indépendant dans le nord et l'est du pays. Il a été abattu, le 13 juillet, alors que, circulant à motocyclette, il avait forcé un barrage des forces de sécurité, à Thondamannar, dans le district de Jaffna. Des affiches réclamant « *vengeance pour le capitaine* » Ranjan Lala sont apparues dans les rues de Jaffna.

Le 17 juillet, une patrouille de police est tombée dans une embuscade tendue par les guérilleros qui se sont échappés en emportant les armes des policiers ; ceux-ci ont été blessés. Le 20, trois jeunes armés ont dérobé l'équivalent de 24 000 dollars dans la trésorerie de l'université de Jaffna. Le même jour, des maquisards ont jeté des bombes sur une jeep transportant des policiers, à Kanakesanthurai ; l'un de ceux-ci a été blessé.

Le 19, le Parlement a prorogé pour une durée d'un mois l'état d'urgence en vigueur depuis quinze mois. Les mesures de sécurité ont été renforcées à Colombo

هكذا من الأصل

Le Monde
Aujourd'hui



XAVIER LAMBOURS ET TF 1

La TV brésilienne arrive en France, page II

Supplément au numéro 12282. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 22 - Lundi 23 juillet 1984.

Au Brésil, *les chaînes privées de télévision fixent chaque soir devant le poste les quatre cinquièmes de*

Rede Globo, l'américaine du Sud

Quatrième chaîne mondiale, 800 journalistes, 70 % de l'audience.

LES touristes qui montent au Pain de Sucre ne prêtent guère attention aux photographes qui les mitraillent à l'entrée du téléphérique. Aussi sont-ils surpris de trouver, lorsqu'ils redescendent une demi-heure après, leur portrait incrusté au fond d'une assiette. Un souvenir que des vendeurs perspicaces leur proposent après les avoir identifiés du premier coup d'œil au sein de la foule.

Invention, rapidité, efficacité commerciale. On retrouve ces trois qualités dès que l'on allume un téléviseur.

Pour un œil européen, c'est entre 19 heures et 21 heures que le spectacle est le plus saisissant. Comment ne pas perdre pied devant ce show gigantesque où se succèdent les images d'actualité des quatre coins du monde, les bandes annonces des prochains feuilletons, les commentaires politiques et ces flashs locaux, filmés quelques minutes avant sur les lieux d'un crime ou d'un incendie et servis tout saignants à l'antenne. Seule règle du genre : pas une seconde à perdre, pas un blanc, pas un silence. La danse frénétique des images est scandée par des effets vidéo, surchargée d'incrustations graphiques et entrecoupée, bien sûr, par des publicités sophistiquées au rythme maximum autorisé par la loi : quatorze minutes par heure.

La télévision au Brésil est essentiellement d'initiative privée avec une architecture à l'américaine. Une centaine de stations locales quadrillent par concession gouvernementale l'immense territoire. Mais les Etats de Rio et de Sao-Paulo représentant plus de 50 % des vingt-deux millions de récepteurs, les stations des deux métropoles sont devenues rapidement les têtes de réseaux expédiant leurs programmes à des dizaines de télévisions affiliées. D'abord par cassettes, puis par relais micro-ondes installés à grands frais par les télécommunications nationales, enfin, depuis un an, par satellite.

Ainsi sont nées Bandeirantes, Globo, Manchete, Record, TVS, les grandes chaînes nationales du Brésil. Avec pour chacune des aventures qui sont devenues des légendes dans un pays où le mythe de l'Eldorado n'est pas mort. On raconte l'histoire de Sylvio Santos, présentateur vedette, sorte de Jacques Martin brésilien, devenu assez riche pour créer sa propre chaîne en mêlant habilement le jeu télévisé et la promotion directe du commerce électro-ménager. Ou encore celle de M. Adolph Bloch, modeste immigré de l'Europe de l'Est, soutenu par son compatriote, l'ancien président Guiselino Kubitschek, faisant fortune dans la presse avec l'hebdomadaire *Manchete*, puis créant sa télévision. Et surtout celle de M. Roberto Marinho qui édite en 1925, avec quarante employés, un quotidien de quatre pages tiré à 15 000 exemplaires et se retrouve, soixante ans plus tard, à la tête d'un empire : *O Globo*, premier quotidien brésilien avec 550 000 exemplaires, dix-huit stations de radio, diverses filiales audiovisuelles et une chaîne de télévision qui totalise 70 % de l'audience.

Rede Globo est un point sensible dans l'orgueil national des Brésiliens, quelle que soit leur appartenance politique. « *Les Européens s'imaginent qu'il y a encore des crocodiles dans les rues de Rio*, ironise M. Dias Gomes, un célèbre scénariste. *Ils parlent volontiers et avec raison des* favelas, *mais ils oublient que nous avons la plus puissante télévision du monde.* » « *La quatrième chaîne mondiale après les trois networks américains* », précise M. Roberto Ireneu Marinho, le fils du fondateur de *Globo* et le responsable des activités audiovisuelles du groupe.



PHOTOS XAVIER LAMBOURS ET TF 1

En pianotant sur le terminal d'ordinateur de son bureau, il s'offre le luxe de préciser, à la virgule près, le taux d'écoute du mois écoulé : 67,2 %. « *Mais ce chiffre n'est pas le plus significatif*, reprend-il, *ce qui compte c'est que, à 20 heures, chaque soir, 82 % des téléspectateurs soient devant leurs postes, bien plus qu'aux Etats-Unis ou en Europe. Ce chiffre prouve que nous avons fait de la télévision une véritable culture populaire, un instrument d'intégration nationale unique en son genre. Une télévision brésilienne programmée pour les Brésiliens et non un de ces mélanges internationaux sans identité que sont devenues la plupart des télévisions du monde.* »

Cette réussite, c'est d'abord celle d'un formidable outil de production. Dès 1968, *Globo* fait un choix : les films, les programmes vendus en dollars sur le marché international sont trop chers pour le cruzero brésilien ; il faut se débrouiller par ses propres moyens. Seize ans plus tard, la chaîne produit 80 % de ses vingt heures de diffusion quotidienne : deux heures de fiction, soit l'équivalent d'un long métrage par jour, trois heures et demie d'actualités, trois heures de programmes pour enfants, une heure de variétés, une heure d'émission éducatives, etc.

Pour cela, *Globo* mobilise 7 000 personnes dont 800 journalistes et 24 correspondants à l'étranger. Les programmes achetés – essentiellement des films et des séries américaines – sont programmés en début d'après-midi ou après 23 heures. Le public leur préfère les feuilletions nationaux, les *novelas*, fierté de la chaîne et produit d'exportation vendus 75 000 F l'heure dans plus de quatre-vingt-dix pays.

Globo n'est pas davantage en reste sur la modernité. Depuis 1974, une équipe de graphistes dirigée par un Autrichien, Hans Jürgen Damm, réalise tout l'habillage de la chaîne à coup d'images de synthèse, déclinant une même esthétique raffinée tout au long des génériques, logos et décors. Un facteur d'identification visuelle propre à fidéliser les téléspectateurs et qui laisse loin derrière les balbutiements de nos antennes françaises.

A la veille de son vingtième anniversaire, Rede Globo a aujourd'hui au Brésil une situation de quasi-monopole sur la télévision. « *Nous ne souhaitons pas rester tout seul*, affirme M. Marinho, *cela nuirait à notre dynamisme. Mais il n'y a pas de place dans ce pays pour six réseaux de télévision. Le marché publicitaire peut en faire vivre deux ou trois.* » Mais qui peut résister à cette formidable machine de guerre ? La seule chaîne publique, baptisée télévision éducative dans un pays où l'analphabétisme atteint 30 à 40 % de la population, souffre d'un manque chronique de financement et d'un équipement technique hétérogène.

Battue en brèche sur son propre terrain par les initiatives éducatives de Globo, elle n'obtient, malgré des efforts louables, que 3 à 4 % de l'audience. Parmi les concurrents privés, TV Tupi, la pionnière, a été balayée en 1980, Bandeirantes s'effondre progressivement, TV record et TVS ont surtout une audience locale.

Reste Manchete. Créée il y a juste un an, la nouvelle chaîne essaye de conquérir une audience auprès des couches supérieures de la population et des intellectuels en misant délibérément sur l'information. Tout le quatrième étage du building Bloch, avec ses rangées de boxes vitrés abritant des bancs de montage, est conçu pour exploiter à chaud une actualité filmée par des équipes légères et animées par cent cinquante journalistes. Une mobilisation qui a permis de faire cent quatorze heures sans interruption pendant le dernier Carnaval et de voler la vedette à Globo.

Le journal quotidien de deux heures, les grands face-à-face politiques, les récentes interviews d'Yves Montand ou de Mario Soares ont réussi à hisser la chaîne jusqu'à 12 à 15 % d'audience certains jours. Mais M. Zevy Grivelder, l'un des directeurs de Manchete, le reconnaît lui-même : « *On ne peut pas battre Globo sur le terrain de la novela avec autre chose que des novelas. Le coût de la fiction est trop important pour une station naissante. Nous produisons aujourd'hui, avec mille personnes, quatre à cinq heures par jour sur douze heures de diffusion. Il faut arriver rapidement à huit ou dix heures pour pouvoir tenir face à Globo* ».

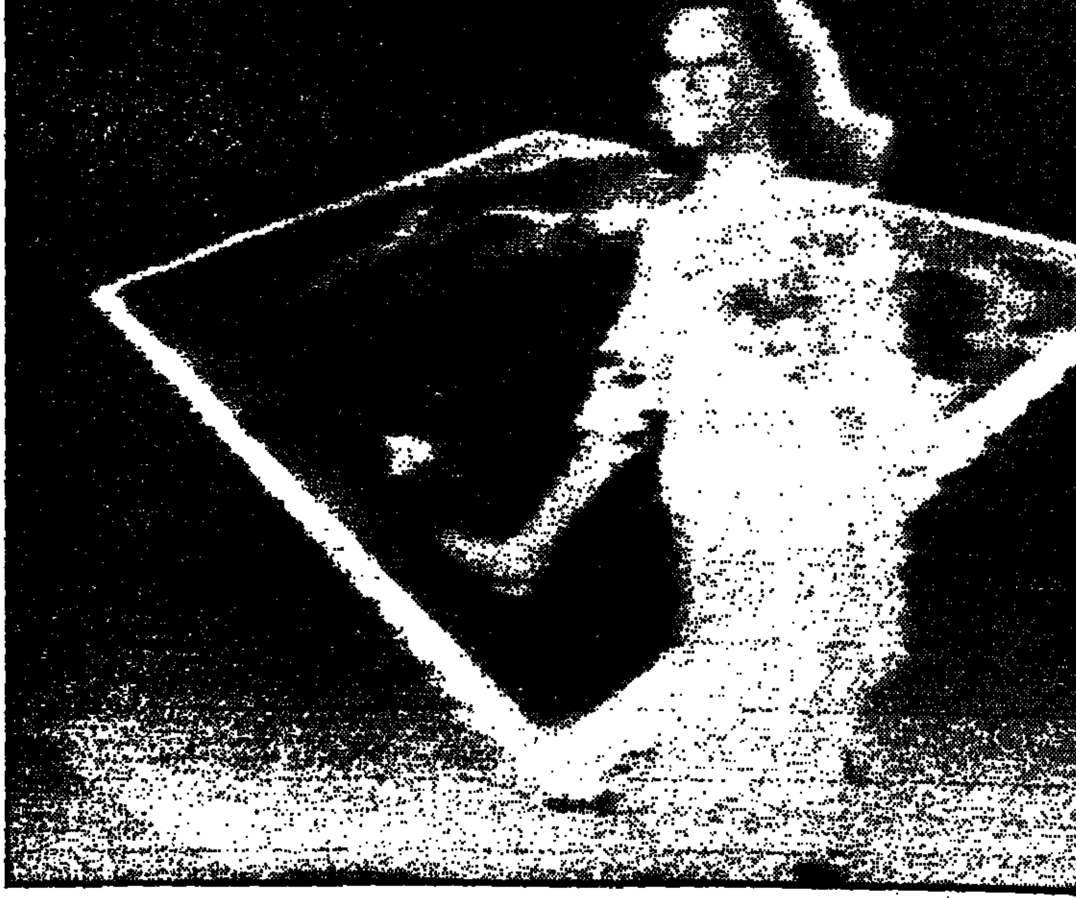
Le seul talon d'Achille de Globo, c'est la politique. L'opposition a toujours dénoncé la collusion entre la chaîne et le pouvoir militaire. Ainsi Globo s'est vue accusée de manipuler l'information pour empêcher l'élection de M. Grisola, candidat de l'opposition, au poste de gouverneur de Rio. « *Nous sommes coincés entre les pouvoirs publics, qui nous donnent notre concession, et le pouvoir public, qui fait notre audience*, répond imperturbablement M. Marinho. *Tant que le pouvoir politique est le plus fort, nous en resterons solidaires. Si les choses basculent en faveur de l'opinion publique, nous basculerons aussi.* »

Ainsi, lors de la campagne pour les élections directes, Globo a manifesté ses distances avec le pouvoir. La censure ayant interdit tous les reportages sur les mesures d'urgence paralysant Brasilia, le journal de la chaîne s'est ouvert sur cette déclaration : « *Les journalistes protestent contre la censure... en Pologne.* » Information suivie par une minute de silence. Quelques semaines plus tard, un sondage, réalisé par Globo à Sao-Paulo, révélait qu'une forte majorité de téléspectateurs faisait crédit à la chaîne d'un engagement en faveur des élections directes.

Cette remarquable faculté d'adaptation, conséquence directe d'un pragmatisme commercial bien compris, ne décourage pas tous ceux qui spéculent sur une déstabilisation prochaine du puissant Globo. Les principaux adversaires de la chaîne se recrutent dans les rangs du cinéma, qui reproche à la télévision d'avoir vidé les salles, de refuser la diffusion de films brésiliens et d'asphyxier ainsi la production. Les responsables d'Embrafilme, distributeur national et organisme de tutelle du cinéma, se tournent vers le Canada et la France pour implanter au Brésil des centres de production vidéo alternatifs. Ils misent sur une nouvelle législation qui limiterait l'autonomie des réseaux de télévision et séparerait la production de la programmation.

Ces initiatives ne semblent pas inquiéter M. Marinho, qui affiche un optimisme serein : « *Le cinéma brésilien s'est tourné vers le sexe et la violence. La censure ne nous permet pas de diffuser de tels films avant 23 heures, et à cette heure-là nous n'avons pas assez de publicité pour payer les prix demandés par les distributeurs. Quant à vouloir séparer production et programmation, ce serait une véritable régression historique. Même les Américains viennent d'accorder aux* networks *le droit de produire. La télévision brésilienne a inventé avec la novela une forme de fiction et un langage qui plaisent au plus grand nombre. Au nom de quoi veut-on s'y opposer ?* »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.



Le présentateur-vedette de la météo (*photo ci-dessus*) n'hésite pas à chanter et à danser à l'écran. La télévision brésilienne n'est pas avare d'effets spéciaux : ici, une silhouette féminine sort de l'image qui se fige comme une photo et bascule.

la population. Des feuilletons-fleuves, production nationale à succès, exportés dans 91 pays, arrivent bientôt en France.

NICOLAS GUILBERT

La « novela », art populaire

Jusqu'à trois cent soixante-dix épisodes, en cas de succès.

« BAILA COMIGO » sur TF 1, « *Dancin'days* » et « *Escrava Isaura* » sur Canal Plus : les téléspectateurs français vont vivre en 1985 à l'heure brésilienne, découvrir le programme le plus populaire de Rede Globo, la *novela*.

La France sera ainsi le quatre-vingt-douzième pays, l'un des derniers Etats européens, à succomber au charme vénéneux de ces feuilletons-fleuves qui s'étirent sur cent cinquante ou deux cent quarante épisodes et rivent, quatre fois par jour, devant leur poste, la quasi-totalité de la population brésilienne, du milliardaire de Sao-Paulo au paysan du Nordeste.

Pourtant, les scénarios n'ont rien que de très classique : le triangle du théâtre du Boulevard, un peu d'amour, beaucoup de jalousie et une quête permanente de la réussite sociale. Le tout situé invariablement dans les quartiers bourgeois du sud de Rio. « *La trame est toujours conventionnelle comme dans le western ou le film policier,* reconnaît Daniel Filho, le réalisateur de « *Dancin' days* » qui a quelque cent novelas derrière lui. *Les héros se rencontrent au trentième épisode et passent les cent vingt autres à vaincre les difficultés qui s'opposent à leur amour. Nous avons hérité du mélodrame cubain et mexicain qui a fait les beaux jours du feuilleton radiophonique. Mais nous avons aussi intégré la grande tradition des feuilletonistes européens du XIX*e *siècle, qui savaient glisser dans d'interminables histoires des épisodes passionnants sans aucun rapport avec l'action dramatique* ».

Programmée quotidiennement sur Globo à partir de 1962, la novela trouve peu à peu son langage spécifique en se dépouillant des conventions cinématographiques et théâtrales : cadrages rapprochés, long plan-séquence, réalisme des dialogues au plus près du langage quotidien. Elle bénéficie surtout de la collaboration de toute une génération d'auteurs dramatiques chassés du théâtre par la censure militaire. « *Nous avons trouvé à la télévision un espace de création original,* explique le scénariste Dias Gomes, *où nous pouvions transposer en toute liberté nos préoccupations esthétiques ou morales. Le* cinema nuovo *et l'avant-garde théâtrale des années 60 ne touchaient que l'élite de la population : il y avait une place libre dans la culture brésilienne pour un véritable art populaire. C'est la raison essentielle du succès spectaculaire des novelas.* » On ne saura jamais pourquoi la censure a autorisé à la télévision les auteurs qu'elle chassait du théâtre. « *Le Brésil est fait pour être vécu et non pour être compris* », commente malicieusement Dias Gomes.

Globo diffuse actuellement quatre novelas par jour, des épisodes de quarante minutes programmés à 17 heures, 19 heures, 20 h 30 et 21 h 30.

Produire deux heures quarante de fiction par jour suppose une organisation quasi industrielle. Dès le stade du synopsis, longuement examiné par la direction du marketing, on prévoit le plan de tournage décor par décor. On contacte les acteurs qui seront immobilisés pour six mois ou un an ; la plupart des vedettes, venues elles aussi du théâtre, sont d'ailleurs sous contrat permanent avec Globo. Il en va de même pour les scénaristes qui travaillent au rythme d'un épisode par jour avec six semaines d'avance sur la diffusion. Dans les studios, les équipes vidéo tournent parfois avec neuf caméras et réalisent plus de trente minutes utiles par jour. Au total, mille cinq cents personnes se consacrent en permanence aux novelas.

Contrepartie de cet effort spectaculaire, les spots publicitaires qui interrompent le feuilleton toutes les douze minutes se vendent au prix fort pour couvrir un coût de production évalué en moyenne à 25 000 dollars par épisode. En aval, il y a toute la stratégie de produits dérivés : musique et chansons édités par la propre maison de disques de Globo, accessoires, vêtements. Il faut dire que la novela est un formidable outil de promotion. Il a suffi qu'un des personnages lise au cours d'un épisode *les Mémoires d'Hadrien,* de Marguerite Yourcenar, pour que les librairies de Rio et de Sao- Paulo soient dévalisées le lendemain ! La direction du marketing suit toute l'opération avec soin. Une société spécialisée convie régulièrement des groupes de téléspectateurs à donner leur avis sur le scénario, les personnages. Les réunions, filmées, sont étudiées par la production et le scénariste, qui modifient éventuellement le cours des choses.



D.R.

« Les héros se rencontrent au trentième épisode et passent les cent vingt autres à vaincre les difficultés qui s'opposent à leur amour. »

Car, à la différence des feuilletons américains ou européens, la novela est un produit ouvert. Acteurs, réalisateurs, scénaristes, s'engagent au début du tournage dans une véritable aventure dont ils ignorent le dénouement précis : en cas de succès, le feuilleton peut être prolongé jusqu'à trois cent soixante-dix épisodes ! « *Tout peut arriver,* confie un comédien, *on commence comptable et on finit aviateur.* » Ce caractère aléatoire donne à la novela un réalisme très particulier. « *Quand elle tournait Casablanca, le film de Michael Curtiz, Ingrid Bergman n'a pas su jusqu'à la fin si elle resterait avec son mari ou si elle s'enfuirait avec Humphrey Bogart,* raconte Daniel Filho. *C'est cette incertitude qui en a fait un des plus beaux films d'amour de l'histoire du cinéma.* »

Mais ce genre d'aventure audiovisuelle a aussi ses risques. Par deux fois, dans l'histoire de la novela, un acteur important est mort en cours de tournage. La première fois, l'équipe s'est séparée sous le choc affectif et le feuilleton s'est arrêté. Dans le second cas, la production a trouvé une solution originale : les comédiens groupés devant la caméra ont annoncé la mort de leur collègue au public, intronisé le remplaçant et rejoué le dernier épisode diffusé pour assurer la soudure. Mais ce processus de création permanente a pour intérêt principal d'intégrer au jour le jour à la trame du feuilleton l'actualité sociale ou politique du pays. La novela parle de tout : la contraception, l'avortement, les scandales immobiliers, la corruption politique. Sans désigner nommément les responsables ou les personnalités impliqués mais, pour tout le public, les allusions sont transparentes.

Car la censure veille. Un petit car, seul vestige archaïque dans ce monument de modernité qu'est Globo, part tous les jours à Brasilia avec les copies des épisodes. De l'avis général, les coupes exigées sont toujours imprévisibles. Tantôt la commission fait la chasse à l'érotisme, tantôt elle s'acharne sur les allusions politiques. Contraints de jouer avec cet aléatoire permanent, les scénaristes brésiliens ont inventé la stratégie du piranha. « *Quand on veut faire traverser une rivière à un troupeau,* explique Dias Gomes, *on sacrifie une vache. Pendant que les piranhas la dévorent, on fait passer sans encombre le reste. Le jeu consiste à inventer un épisode qui concentre toute l'attention de la censure. La censure fait partie de ma vie professionnelle depuis ma première pièce de théâtre. C'est comme une femme avec qui j'habiterais à contrecœur* ».

« *J'ai mis longtemps à comprendre que la censure des feuilletons était un moyen de faire pression sur la rédaction de Globo,* explique Daniel Filho. *On menace de suspendre la diffusion de la novela — qui est une source importante de profits pour la chaîne — et on obtient plus de souplesse de la part des journalistes. Cela m'a donné l'idée d'une riposte. En 1974, l'équipe de football du Brésil n'était pas en grande forme pour la Coupe du monde. J'ai déclaré publiquement que si le Brésil perdait la coupe et que la censure touchait à ma novela, on aurait des ennuis avec l'opinion publique.* »

Intimement liée à l'histoire brésilienne, la novela connaît aujourd'hui une crise, contemporaine, selon certains, de la timide ouverture politique des années 80. Même s'il conserve une forte clientèle surtout féminine, le feuilleton commence à lasser, par ses stéréotypes immuables, une partie du public qui aspire à une vision moins superficielle de la vie sociale. Conscient que l'âge d'or d'une forme audiovisuelle ne saurait se prolonger indéfiniment, la production de Globo évolue lentement vers la mini-série. Rien à voir pourtant avec le standard international : la mini-série à la brésilienne comporte un minimum de vingt-cinq épisodes d'une heure, diffusés mensuellement ; une forme plus construite, plus écrite, qui permet au scénariste d'aborder directement les grands problèmes de l'heure. La plus populaire, « Bem Amado », tient l'antenne depuis cinq ans. Dias Gomez l'a construite autour d'une petite ville, microcosme de la réalité sociale et politique du Brésil. L'épisode du mois d'avril dernier concernait l'élection directe du gouverneur en dépit de l'opposition du pouvoir politique !

Le plus surprenant dans la novela, c'est en définitive son succès international. Comment une histoire si spécifiquement brésilienne peut-elle intéresser les Américains, séduire les Suédois, passionner les Italiens, qui en diffusent actuellement trois ? « *Un programme à forte identité nationale tranche nettement sur les produits standardisés et prétendûment internationaux programmés par la plupart des télévisions* », remarque Roberto Ireneu Marinho, responsable de Rede Globo. Cette profession de foi trouve un écho inattendu sous la plume de Luigi Cancrini, chroniqueur de l'*Unita,* l'organe officiel du Parti communiste italien : « *Le vrai secret du feuilleton télévisé brésilien est en réalité celui du langage, familier dans le sens le plus immédiat du terme. Il utilise la narration minutieuse des événements les plus simples. Dans la simplicité extrême de ce mode de narration réside la possibilité de présenter des personnages qui soient à la portée de la compréhension de tous.* »

Et le journaliste conclut en recommandant l'utilisation des formules et du langage de la novela pour « *améliorer la communication entre les différents secteurs de la gauche italienne* ».

J.-F. L.

Manger moins, partager mieux

A Lille, menus militants.

LES progrès fantastiques de la médecine de soins ne peuvent faire oublier ceux qu'il reste à réaliser pour prévenir les maladies de civilisation : maladies cardio-vasculaires, cancers, maladies digestives, maladies de l'alcoolisme. Grâce aux études cliniques et expérimentales, et surtout épidémiologiques, nous savons que ces maladies sont presque toujours multifactorielles et que, parmi ces facteurs, nombreux sont ceux qui sont sous la dépendance de l'alimentation.

Aucun aliment n'est nocif en lui-même, en dehors de l'alcool, (ce n'est d'ailleurs pas à proprement parler un aliment) : seuls les excès et surtout leur répétition prolongée peuvent favoriser l'éclosion de ces maladies modernes que sont l'infarctus, les accidents vasculaires cérébraux, la constipation, le cancer du côlon, l'obésité, le diabète, la carie dentaire...

De façon simplifiée, deux grandes modifications sont intervenues depuis un siècle dans notre mode de vie : une sédentarité accrue et une modification de nos habitudes alimentaires particulièrement inadaptées à nos besoins. Ainsi, en France, nous ne mangeons plus que 172 grammes de pain par jour, alors qu'il y a cent ans nous en consommions 600 grammes ; nous dévorons environs 110 kg de viande et de charcuterie par an, alors que nos aïeux en consommaient trois fois moins (depuis vingt ans la consommation de viande s'est accrue de 1,5 kg par an). De même, nous ne consommons plus que 4 grammes de légumes secs par jour, mais nous ingérons 35 kg de saccharose (sucre) par an (essentiellement du fait de la consommation accrue de boissons sucrées).



RAIMOND-DITYVON/VIVA

Cette évolution signifie un accroissement très important de la consommation de graisses cachées (66 % de notre consommation actuelle de lipides), une ration protidique supérieure à nos besoins avec une part excessive de protéines animales (71 % de notre consommation de protides) ; et de façon corollaire une restriction des aliments végétaux : légumes mais surtout pain, céréales et légumineuses riches en fibres alimentaires, en glucides lents (amidon) et en protéines végétales.

Alors que nous souffrons de trop ou de mal manger, un dixième de l'humanité est sous-alimenté et un quart souffre de carences alimentaires diverses. La fatalité n'y a guère de place, et bien que les causes en soient multiples, on peut les résumer de la façon suivante : les zones de la faim correspondent aux zones de pauvreté, car seuls ceux qui ont de l'argent peuvent se nourrir. Quant aux paysans du tiers-monde qui travaillent pour produire, ils devraient pouvoir se nourrir, mais le système alimentaire est aujourd'hui mondialisé et orienté vers des cultures solvables : ainsi la Haute-Volta exporte des haricots vers l'Europe, le Mexique des fraises vers les Etats-Unis, l'Egypte des tomates, les Philippines des ananas, le Brésil des tourteaux de soja, le Sénégal et l'Inde des tourteaux d'arachide, la Thaïlande et l'Indonésie du manioc.

En 1980, la CEE a importé 45 millions de tonnes de denrées alimentaires pour son bétail, dont le tiers en provenance du tiers-monde. Notre modèle de consommation, et notamment de produits animaux, n'est pas neutre. La solidarité ne commence-t-elle pas dans notre assiette ?

L'ensemble de ces considérations est à l'origine d'une action originale menée au restaurant de l'Institut Pasteur de Lille et du Centre régional de transfusion sanguine de la ville avec la collaboration de la Sodexho (Société de restauration collective) et de l'association Frères des hommes. Depuis huit mois, un menu dit « alternatif » est chaque jour proposé au choix pour les quelque quatre cent cinquante clients du restaurant d'entreprise. Ce menu, symboliquement dépourvu de viande et de charcuterie, est néanmoins tout à fait équilibré, agréable et attrayant comme en attestent les 15 000 repas alternatifs déjà servis grâce à une fréquentation moyenne de 20 % du personnel.

Ce succès a conduit les organismes cités à prolonger cette innovation par la réalisation d'un livre pratique (comprenant notamment 21 menus équilibrés avec recettes), intitulé *Manger autrement* (1).

Notre espoir est de voir se dessiner l'amorce d'un changement dans un double but : celui de la prévention et celui du partage.

L'objectif n'est pas mince : il est toujours plus difficile de résoudre des problèmes par des engagements ou des effort individuels que par des solutions techniques sophistiquées : il en est ainsi pour la maladie comme pour la faim dans le monde.

Sans doute des changements sont-ils en cours : la France est le pays qui a vu sa consommation d'alcool diminuer le plus fortement depuis dix ans. En 1982, la croissance de la consommation de produits animaux (produits laitiers non compris) a marqué un coup d'arrêt, et la consommation de pain s'est stabilisée. Est-ce un changement profond ou un événement conjoncturel lié à la moins grande progression de notre pouvoir d'achat ? On peut rêver, et un sondage récent qui montre que la faim dans le tiers-monde est ressentie comme la première urgence pour les Français, avant le chômage, nous donnerait-il raison ? De toute façon, le problème du chômage ne doit-il pas être abordé lui aussi en même temps que celui des pays du tiers-monde, où il touche 20 à 50 % de la population active ?

En ce qui concerne l'alimentation humaine, l'objectif prioritaire doit être l'autosuffisance alimentaire.

Nous savons aujourd'hui qu'il y a déjà sur terre largement de quoi nourrir chaque être humain : ainsi, en 1980, la seule production mondiale de céréales était évaluée à 333 kg par an et par habitant, réduite à 250 kg avec les pertes et les semences ; or 180 kg suffisent largement pour nourrir un homme pendant un an ! Nous voulons donc être résolument optimistes, car comme le disait Goethe : « *Les pessimistes ne seront jamais que des spectateurs.* »

Dr J.-M. LECERF,
médecin nutritionniste à l'Institut Pasteur de Lille, membre de Frères des hommes.

(1) Le livre (35 F + 8 F de frais d'envoi) peut être commandé à l'Institut Pasteur de Lille : *Manger autrement*, BP 245, 59019 Lille Cedex.

Les fraises : avec ou sans chantilly ?

L'INSERM enquête à Nancy.

« VOUS *avez mis de la crème Chantilly dans votre dessert ?* » La question surprend un peu la dame *qui venait d'indiquer qu'elle avait* mangé des fraises la veille au soir. Elle hoche néanmoins affirmativement la tête vers l'opératrice de Apple 2 *qui* continue, avec le même sourire désarmant : « *Combien de cuillerées ?* » Même si ce dialogue a eu lieu au mois de juin *au centre de la cinquantième* Foire commerciale internationale de Nancy, il n'y a eu là ni pub déguisée ni piège pour reconnaître si la crème fraîche était d'une bonne *marque*. *Cette minutieuse* enquête assistée par ordinateur a été conçue et mise en place par deux équipes du très sérieux Institut national de la santé et de la *recherche médicale*, aidé des deux laboratoires de recherche appartenant à l'UER, alimentation et nutrition de Nancy-I, dirigés par le Pr Gérard Debry (1).

« *Aussi curieux que cela paraisse, nous n'avons en France aucune donnée précise sur les habitudes alimentaires* », explique l'un des coordonateurs de l'expérience, Luc Méjean, maître de recherche à l'INSERM. « *Les seuls chiffres connus sont ceux de l'INSEE, extrapolés à partir des achats des consommateurs, ou les études réalisées dans des services hospitaliers spéciaux où la population est très typée.* »

D'où l'idée de lancer une *enquête épidémiologique* auprès des personnes qui passent devant le stand de l'université de Nancy. Et les volontaires décidés à croquer de l'Apple 2 ne manquent guère et attendent patiemment leur tour, malgré les sept micro-ordinateurs tenus par des diététiciennes. « *Nous espérions un échantillonnage de 1500 personnes, nous y arriverons largement.* » Rien ne semble avoir été laissé au hasard dans le prologiciel mis au point à Nancy. « *Nous demandons aux gens ce qu'il ont mangé la veille, car espérer des souvenirs précis au-delà de vingt-quatre heures est, de toute manière, une gageure. Vous n'avez qu'à essayer.* »

Tout commence ainsi calmement par l'âge, la taille, le poids et la catégorie socio-professionnelle. Le plat de résistance *suit peu après. Outre* l'aide de l'opératrice qui trouve les mémoires défaillantes en matière d'horaire d'apéritif ou de « grignotage » (*dûment répertoriés*), les mesures de nourriture sont également estimées au mieux en cuiller, bol, verre, tasse ou assiette. « *Nous recoupons les réponses d'une trentaine de volontaires qui nous ont avoué après un questionnaire suivre un régime médical strict. Nous pensons que nos appréciations de mesures sont correctes. Il faut d'ailleurs bien voir qu'il ne s'agit pas d'un questionnaire à visée théorique mais d'une enquête épidémiologique* », précise Luc Méjean. De fait, les résultats seront analysés, notamment en fonction de l'âge, des catégories socio-professionnelles, mais également du jour de la semaine. *Si on se doute des différences alimentaires du week-end*, les cinq jours de la semaine étaient généralement considérés comme uniformes dans les habitudes des Français. Or, d'après *les premiers résultats partiels*, il semble, entre autres, que les habitudes changent sensiblement dès le vendredi. *Sans aller jusqu'à parler de « syndrome du vendredi soir »*, l'étude de l'INSERM risque de mettre en appétit nombre de chercheurs. « *Nous avons déjà quelques contacts avec des équipes de Bretagne, de Dijon et de Bordeaux* », commente Luc Méjean, qui ajoute que le prologiciel devra être alors revu pour le rendre « *régional au niveau de la composition des repas* ».

Il est vrai qu'une quiche lorraine pèse plus de calories qu'une *crêpe de sarrasin et qu'on ne prépare* pas la soupe aux légumes de la même manière dans toutes les régions. Généralement, les volontaires nancéins ont dégusté en trente à quarante-cinq minutes le questionnaire de l'INSERM. *L'attrait gadget de l'écran informatique*, l'ambiance de la foire, l'appui verbal de la diététicienne, ont stimulé le public au cour de *cette première enquête « épidémiologique*, alimentaire, assistée par ordinateur », réalisée en France.

Il est vrai que le bilan est offert *par l'équipe de recherche*. Pas question, bien sûr, de fournir en fonction de renseignements ponctuels des recettes miracles pour *maigrir*, voire grossir.

Non, sur quatre pages d'imprimante, les question et réponses sont consignées, *de même que* leur traduction en lipides, protides, glucides et calories. La diététicienne répond néanmoins aux *question*, et *donne quelques* conseils d'équilibre alimentaire, car, pour beaucoup, l'addition informatique ainsi fournie n'est *parfois difficile à digérer* que sur un seul point : il est précisé au client sa surcharge pondérale, en fonction de la classique équation de Lorenz (2). Si l'INSERM pense *avoir un échantillonnage* satisfaisant, *pour* la France, d'ici cinq ans les résultats région par région seront exploités au fur et à mesure.

Quant au prologiciel, il pourrait *rapidement* trouver place sur le marché micro-informatique, peut-être même avec des additifs de pages électroniques.

Ainsi, après le fast food à l'*américaine*, le *feed back à la* française pourrait faire partie de l'arsenal des angoissés de la fourchette avant un an.

JEAN-LOUIS BEMER.

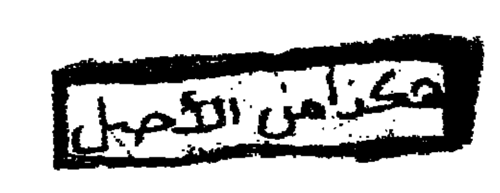
(1) Unité de recherche de nutrition et de diététique INSERM U 1959 : laboratoire d'*informatique* médicale INSERM U 115 ; groupe de recherche biomédicale du LACN Nancy-I ; service de *médecine* G du CHR Jeanne-d'Arc de Toul.

(2) Poids idéal de la femme :

$$\text{taille} - 100 - (\text{taille} - 150) - \frac{(\text{taille} - 150)}{2,5}$$

Poids idéal de l'homme :

$$\text{taille} - 100 \ \frac{(\text{taille} - 150)}{4}$$



هكذا من الأصل

Sur les semelles du vent

Un ordinateur aide l'équipe de France de voile à traquer l'imprévisible.

LOS ANGELES. Combien de médailles les compétiteurs français vont-ils ramener des Jeux olympiques de 1984 ? Combien d'entre eux vont avoir la chance d'accéder à la plus haute marche du podium ? Un, deux, cinq ? Plus ou pas du tout ? A l'évidence, les sélectionneurs de la délégation française ne rêvent pas et, sauf imprévu agréable, ils savent déjà les disciplines où nos compétiteurs ont une chance de s'illustrer. Parmi elles, la voile, où certains de nos représentants pourraient bien... Mais ne va-t-on pas trop vite ? Tant de déceptions ont, dans le passé, douché les plus grands espoirs. Alors, il faut attendre, et, s'il y a des médailles dans cette discipline, se réjouir et s'interroger sur le rôle que l'ordinateur aura eu dans cette victoire.

Depuis six ans, en effet, l'Ecole nationale de voile, sous la conduite de Philippe Gouard, entraîneur national chargé des problèmes de recherche, mène, à l'aide d'ordinateurs, des études concernant la détection des futurs champions, la dynamique des vents sur les plans d'eau choisis pour les grandes compétitions et la sélection des gabarits les plus adaptés à tel ou tel type de bateau ou de planche à voile. C'est ainsi que, grâce à l'ordinateur, on a pu, pour cette dernière discipline, *« dresser le portrait-type du coureur le mieux adapté aux conditions locales de vent – 10 à 24 nœuds – qui règnent en général sur le plan d'eau de Los Angeles »* : 1,85 m, très longiligne, doté de grands bras, ayant un poids d'environ 65 kilogrammes pour ne pas pénaliser le flotteur de la planche.

La surprise n'a pas été très grande, mais il est bon parfois de pouvoir conforter les résultats sur le terrain avec les études théoriques. De même l'ordinateur peut appporter une aide précieuse dans la sélection des candidats destinés aux bateaux de série olympique. En effet, ces bateaux chers ne sont pas de nature à engendrer, du fait de leur prix, des phénomènes de mode analogues à ceux de la planche à voile. Faute de matériel, les candidats potentiels sont peu nombreux. Il n'est donc pas possible comme pour la planche à voile de puiser dans un réservoir naturel de jeunes. Dans ces conditions l'ordinateur peut pallier cette difficulté en permettant de déterminer par des suivis de trajectoire qui de celui-ci ou de celui-là a un « bon toucher de barre » et un bon sens de la course. C'est encore lui qui, faute de disposer d'un volant d'équipages compétitifs suffisamment important, peut alors, et à bon compte, servir de sparring-partner dans des courses fictives.

Aussi trivial que cela paraisse, ce sont de petits détails comme ceux-là qui forgent les grandes victoires et font aussi les grandes défaites. Ainsi a-t-il fallu s'interroger sur les raisons qui, dans le passé, ont fait que nos champions n'ont pu s'exprimer sur le plan d'eau de Los Angeles. Devant eux, il y avait les Américains, les Néo-Zélandais et les Australiens. Pour les Américains, cela se comprend : *« Ils connaissent le coin depuis longtemps. »* Mais ce n'est guère le cas des Néo-Zélandais et des Australiens. Alors ? Il semble que les plans de voilure des bateaux français et leur conduite n'étaient pas vraiment adaptées aux conditions de vent de Los Angeles. Pourquoi ? Par manque d'une connaissance détaillée de ce plan d'eau particulier qui est « ouvert » sur des milliers de kilomètres d'océan Pacifique, comme le sont la plupart des plans d'eau néo-zélandais et australiens. Mais sans doute aussi parce qu'à Los Angeles les turbulences sont plus faibles que dans la presqu'île de Quiberon, où s'entraînent souvent les coureurs, etc.

Comment remédier à cela ? En faisant d'une certaine manière appel à l'ordinateur. Certes, il ne s'agit pas de remplacer les coureurs par l'ordinateur. Le vieil adage selon lequel, à bord, le capitaine du bateau est maître après Dieu a toujours cours ; même sur les bateaux de série olympique. Mais, comme l'explique Philippe Gouard, *« faute de pouvoir jouer sur la conception même des bateaux, qui est extrêmement figée, il nous faut, pour les courses, privilégier le facteur humain »*. Faire cela, c'est aider le barreur et son équipier à prendre leurs décisions plus sereinement pendant les phases critiques de la régate. C'est aussi connaître à l'avance le comportement du vent sur le parcours olympique, et savoir la manière dont il évolue pour ne pas aller le chercher là où il n'est pas.

Des six années de recherches que Philippe Gouard et sa minuscule équipe ont menées en collaboration avec des universités, des laboratoires et des écoles spécialisées, sont sortis non sans peine des programmes informatiques sur ces différents points. « *Certes*, reconnaît Philippe Gouard, *on a piétiné pendant longtemps devant les masses de données météo que fournissaient nos appareils : pression, température de l'air et de l'eau, humidité, ensoleillement, etc. Et puis, un jour, on a trouvé. Non pas grâce aux météorologues, qui n'ont rien pu pour nous, mais grâce aux chercheurs du Centre scientifique et technique du bâtiment. Comme nous, ils s'interrogent sur la micro-météorologie : sillage du vent derrière les immeubles, phénomènes de turbulences, etc. Les situations que nous vivons sont en effet analogues.* » Car, près des côtes, le vent soufflant sur les plans d'eau retenus pour les régates est fortement soumis au relief. L'île au large, le découpage de la côte, les plates-formes pétrolières ou le tanker au mouillage sont autant d'obstacles qui, comme le pâté d'immeubles, jouent sur le comportement du vent.

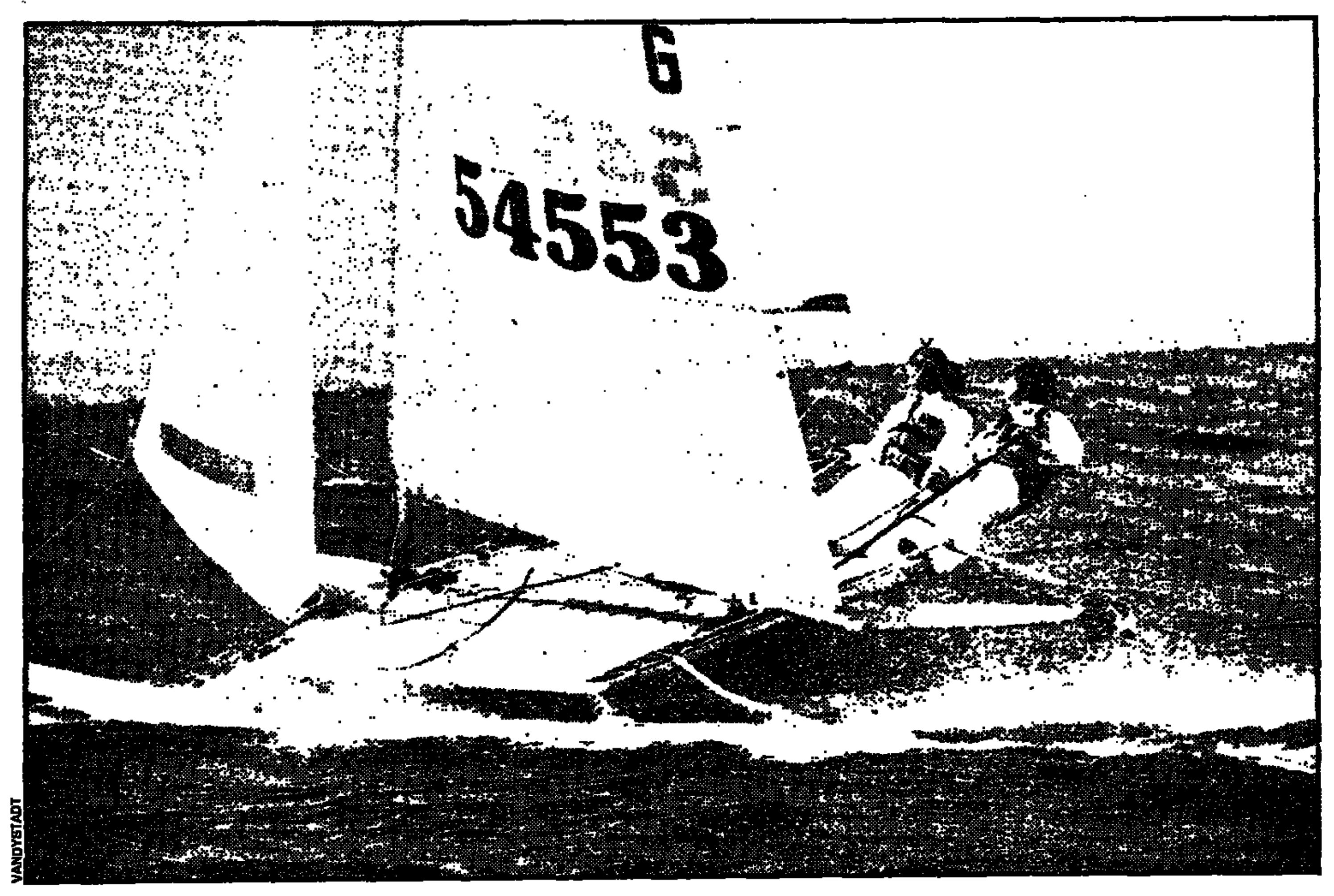
De proche en proche, une *« logique du vent » a pu être* mise en évidence et des modèles développés à l'intention des coureurs. Aujourd'hui, il n'est plus besoin d'aller sur un site pour déterminer les couloirs privilégiés dans lesquels le vent s'engouffrera. Il suffit de connaître les détails de la zone choisie pour les « numériser » et sortir ensuite une carte des vents. C'est ainsi que, quel que soit le vent rencontré, on sait qu'à Quiberon il suivra l'un des quatre couloirs reconnus par l'ordinateur, à Hyères, l'un des cinq répertoriés, et à LosAngeles, il n'y a que deux possibilités. De même, on connaît avec précision le secteur que couvre exactement le vent et la manière dont il peut « tourner » d'une dizaine de degrés et revenir ensuite à sa position initiale.

Tout cela est connu des coureurs qui le désirent et qui, de cette manière, savent : que à Los Angeles si le vent vient à tourner imperceptiblement, il y a peu de chances qu'il revienne, contrairement à ce qu'il fait sur la plupart des plans d'eau européens ; qu'une île, que l'on n'a jamais vue du fait de son éloignement de la côte, a une influence sur le régime des vents ; que telle zone du parcours olympique retenue pour la planche à voile présente des conditions de vent plus instables que telle autre.

De telles informations sont précieuses pour des barreurs qui, comme Yves Loday, sélectionné olympique sur Tornado, se passionnent pour cette aide à la compétition et n'ignorent pas qu'à Los Angeles *« les conditions offertes par le plan d'eau ne permettront guère de faire une régate tactique »*. « *Tout se jouera*, dit Philippe Gouard, *sur le départ et l'amure choisie par le coureur.* » Qu'il se trompe et il perdra inévitablement au moins dix mètres sur ses concurrents lors du premier virement de bord. C'est la raison pour laquelle, même si les modèles informatiques développés n'arrivent pas encore à prendre en compte l'état de la mer – facteur important dans le choix de la meilleure trajectoire pour le bateau – ou les variations aléatoires du régime des vents lors du passage d'un grain ou d'un nuage, des coureurs aiment à travailler avec l'ordinateur pour simuler certaines phases de la régate en fonction des différentes conditions de vent que l'on peut leur proposer.

Tâche inutile ? Certainement pas. « *Car si*, comme le constate Philippe Gouard, *les coureurs de haut niveau ne sont jamais loin de la route optimale, il est clair qu'ils régressent parfois au moment des Jeux. Il faut donc les rassurer d'une certaine manière en travaillant avec eux à terre et sur le plan d'eau pour qu'ils soient, dans les phases critiques de la régate, capables de mettre toute leur intelligence de course dans l'épreuve.* » Et ce travail, l'ordinateur peut le faire en jouant, une fois n'est pas coutume, les sparring-partners.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

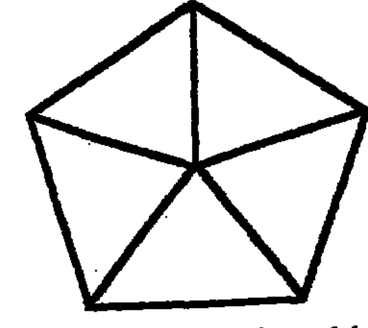


VANDYSTADT

En toute Logique

Huit pour cinquante-six

Solution du problème n° 266 et du problème n° 267



Une solution du problème précédent consiste à répartir les six points au centre et aux sommets d'un pentagone.

Allons plus loin ! Comment répartir huit points pour que trois quelconques d'entre eux forment un triangle isocèle ? Il s'agit donc maintenant de construire d'un coup cinquante-six triangles isocèles.

Comment ?

PIERRE BERLOQUIN.

Petites Nouvelles

La comète de Halley

La sonde européenne Giotto, qui explorera la comète de Halley, sera lancée en juillet 1985 par une fusée Ariane-1, selon les termes d'un contrat *récemment signé* entre l'Agence spatiale européenne (ESA) et la société Arianespace. La date de lancement de la sonde à partir du centre spatial de Kourou *(Guyanne) devra* être impérativement respectée, afin que Giotto puisse réussir son rendez-vous avec la comète, qui est prévu pour le 13 mars 1986.

Au cours du périple de Giotto dans l'espace, qui durera huit mois, la comète sera constamment « pistée » par des télescopes au sol. Quant à la sonde, elle sera *suivie par le centre* européen d'observations spatiales de Darmstad (Allemagne fédérale). Elle sera pilotée au moyen d'un système de propulsion embarqué télécom*mandé du sol,* qui l'amènera aussi près que possible du noyau de la comète au moment du rendez-vous proprement dit, prévu pour ne pas durer plus de quatre heures.

Au cours de cette brève rencontre, dix expériences scientifiques embarquées sur Giotto recueilleront des données sur la *comète et une chambre de prises* de vues prendra une image en couleurs de la surface de son noyau, avec une très bonne résolution (50 mètres).

Les astronomes attendent beaucoup des résultats des observations de la comète de Halley, qui ne passe au voisinage de la Terre qu'environ tous les soixante-dix-sept ans *(son dernier passage* remonte à 1910). Les comètes, qui ont gelé en leur noyau la matière de la nébuleuse primitive, sont en effet les témoins de la naissance *du système solaire.*

Cela explique que plusieurs pays se soient mobilisés pour observer la comète de Halley lors de sa prochaine apparition en 1986. Les Soviétiques enverront vers elle deux véhicules spacieux, Vega-1 et 2, et les Japonais en lanceront deux autres, MS-15 et Planet-A. Les Américains ont pour leur part prévu de placer le satellite International Cometary Explorer à proximité de la comète ; ils envisagent également de réorienter dans sa direction la sonde Pioneer, actuellement en orbite autour de Vénus. Les différentes données recueillies « sur place » seront complétées par une campagne d'observation *astronomique* au sol et par plusieurs autres missions spatiales de téléobservation.

E. G.

Programme chargé pour Discovery

Le vol inaugural de Discovery *aura lieu au plus tôt le 24 août,* et les deux missions que devait effectuer ce troisième exemplaire de la navette spatiale américaine (prévues au départ l'une en juin, l'autre en août) seront combinées en une seule, a décidé la NASA. L'Agence spatiale américaine devrait ainsi pouvoir respecter son calendrier de lancements, qui aurait autrement été sérieusement perturbé par le double échec du tir de Discovery. L'envol du 25 juin avait en effet été annulé à la suite d'un problème posé par l'ordinateur de secours de la navette ; le lendemain, le lancement avait été interrompu quatre secondes avant le décollage à cause d'un défaut d'ouverture d'une vanne d'hydrogène liquide sur l'un des trois moteurs principaux de Discovery.

Les six membres de l'équipage commandé par Henry Hartsfield auront, à bord de Discovery, une lourde tâche à accomplir. Ils devront mettre en orbite le satellite à vocation militaire Syncom IV-1, déployer un grand panneau de cellules solaires et procéder à diverses expériences scientifiques, opérations qui figuraient au programme de la mission de juin. Mais ils devront aussi accomplir une grande partie du programme initialement *prévu* pour août et lancer deux satellites de télécommunications pour le compte des firmes ATT et Satellite Business Systems.

E. G.

Une navette soviétique ?

L'URSS aurait déjà lancé à trois reprises une navette spatiale qui aurait amerri deux fois dans l'océan Indien et une fois en mer Noire, si l'on en croit les informations publiées récemment dans *Mlada Fronta*, un quotidien tchécoslovaque cité par l'AFP. Le quotidien ajoute que le Cosmos-1445, lancé en mars 1983, était un essai de *« l'une des variantes du moyen de transport spatial soviétique à usages multiples »*.

Il s'agit là de la première confirmation, en provenance d'un pays de l'Est, d'informations publiées aux Etats-Unis. De source occidentale, on avait déjà enregistré un essai d'une mininavette soviéti*que qui aurait élé lancée le 3 juin* 1982 et récupérée après avoir effectué un peu plus d'un tour du globe. En avril dernier, le Pentagone publiait une photographie du *petit véhicule spatial prise le* 15 mars 1983, alors qu'il venait d'être récupéré par un navire de guerre soviétique, dans l'océan Indien. On suppose également aux *Etats-Unis qu'un troisième proto*type aurait été lancé le 23 décembre 1983, lorsque les Soviétiques ont annoncé l'amerrissage en mer Noire du satellite Cosmos-1517.

Outre cette mininavette, conçue pour emmener plusieurs cosmonautes dans l'espace et qui serait lancée par une fusée classique, les Soviétiques développeraient, selon le Pentagone, un véhicule récupérable de 1 500 tonnes, plus petit que la navette américaine mais pouvant *emporter des charges* utiles deux fois plus lourdes.

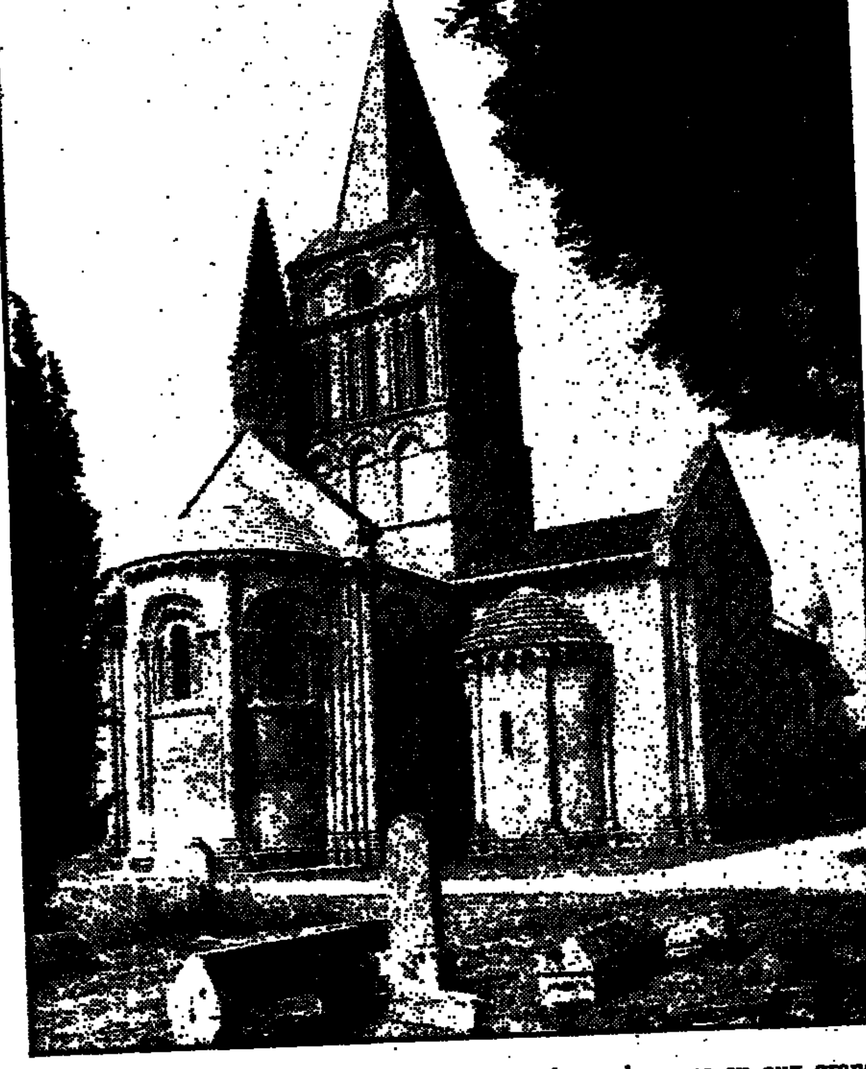
E. G.

Un été roman. *Le long d'itinéraires riches en art et en architecture du Moyen Age, vérifiez vos*

Cavaliers de Compostelle

Vers Saint-Jacques, par l'une des quatre routes.





La basilique d'Aulnay-de-Saintonge (Charente-Maritime) sur le grand chemin de Saint-Jacques.

LA Voie lactée naît dans la mer de Frise. Entre Angleterre et pays germaniques, entre Italie et Atlantique, à travers France et Navarre, elle conduit le pèlerin de Saint-Jacques par Castille, Léon et Galice jusqu'au *Finisterre* ibérique de l'Europe.. Jusqu'à la sépulture de l'apôtre du Christ, à Santiago-de-Compostela.

Du moins le Turpin de la *Chanson de Roland*, la partie la plus célèbre, avec le *Guide du pélerin*, du *Liber Sancti Jacobi* conservé dans les archives de la basilique, l'assurait dès le début du XI[e] siècle. « Légende dorée » et « Miroir historial » firent passer bientôt dans les chroniques officielles du temps la merveilleuse histoire de saint Jacques apparaissant à l'empereur pour lui enjoindre d'aller délivrer son tombeau demeuré inconnu jusqu'à cette époque.

Le *Guide*, cinquième partie du *Liber*, fixait à la multitude des dévôts chemineaux, quatre voies principales, traditionnellement dénommées « chemins de Saint-Jacques », qui leur permettaient d'aller révérer, de corps saint en corps saint, celui du pacifique évangélisateur de l'Espagne, du guerrier « *fils du tonnerre* » (Boanergès) grand culbuteur de Maures (*matamoros*, bataille de Clavijo en 844).

Ces « quatre chemins de Saint-Jacques » qui, au départ de Saint-Césaire d'Arles, de Notre-Dame du Puy, de la Madeleine de Vézelay, de Saint-Martin de Tours traversaient de part en part les contrées du sud de la Loire, se réunissaient aux Pyrénées, les trois premiers en deçà du port de Cize, entre Saint-Palais et Ostabat, le quatrième au-delà du Somport, entre Obanos et Puente-la-Reina (Navarre). Ils formaient alors le *camino frances*, au long de la *Meseta* castillane, aux abrupts des *montes* du Leon et de la Cantabrique, aux vallonnements galiciens, descendaient du sanctuaire du mont Cebrero (X[e] siècle) jusqu'aux *rias* dans une échancrure desquelles serait venu buter, sur une grosse pierre (*Padron*), la barque de pierre miraculeuse partie de Jaffa, en Terre sainte, avec la dépouille mortelle de l'apôtre décapité.

De nos jours, ce *camino frances* redevient presque aussi achalandé que jadis, témoin le courrier que les candidats à la pérégrination à pied, à bicyclette, à cheval, adressent de tous les pays d'Europe, mais même des Etats-Unis ou du Japon, à la Société des amis de Saint-Jacques pour se procurer guides ou cartes modernes.

En France, depuis le guide du XI[e] siècle, les principales étapes n'ont pas changé. Pour deux des « grands chemins », des itinéraires ou guides postérieurs (du XIV[e] au XVIII[e] siècle) et des récits de pèlerinages permettent de préciser « *le chemin qu'il faut prendre* » pour aller à Saint-Jacques. Ce sont ceux d'Arles et de Tours, recommandés plutôt aux automobilistes et aux cyclistes pour leurs trésors architecturaux. L'itinéraire du Puy, le plus « demandé » de nos jours, par la dômerie d'Aubrac (XIV[e] siècle), la Sainte Foy de Conques et les coquilles du portail de Moissac – il a fait l'objet d'un minutieux travail d'investigation par les membres du CEEC (1) – comporte de nombreux tronçons en pleine nature : l'un d'eux ne peut être parcouru qu'à pied : la balise du GR 65 (« *chemin de Saint-Jacques* ») indique... qu'il faut passer sous les barbelés d'un pâturage !

Pas de rails ni de barbelés pour les pèlerins d'autrefois, et même les « *grands chemins chaussés des pèlerins* » comme les dénomment parfois les textes locaux (du XIII[e] au XVIII[e]) comportaient de multiples variantes (onze dénombrées dans les recherches sur la voie du Puy) dont maintes demeurent peu connues, empruntant de petits routins, des lisières de communes, voire de champs ou de bois. Le tracé de la route de Vézelay est « *officiellement double* » jusqu'à Limoges. Bien souvent la route moderne a laissé subsister à quelques distances (là où il n'y a pas eu remembrement !) l'ancien « grand chemin » – souvent, mais pas toujours, à l'origine une voie romaine, – où de petits ermitages, des croix de carrefour signalent au marcheur qu'il est sur la « bonne voie ».

Venant de toute l'Europe, partant de chez eux et y rentrant, quand ils ne se laissaient pas séduire par quelque coin lointain où la coquille de Vénus faisait bon ménage avec la coquille Saint-Jacques, les pèlerins ont aussi déterminé des cheminements. On les retrouve dans les textes et, sur place, dans la découverte d'un vestige, telle cette pierre de Guyencourt (Aisne) qu'un pèlerin a fait graver en souvenir de ses fils tous deux morts sur la route du retour, l'un en Béarn, l'autre à Sepmes (Indre-et-Loire), sur une petite variante de la *via Turonensis*, la *Niederstrasse* des Allemands du quinzième siècle.

Ces cheminements aboutissaient aux quatre grands points de rendez-vous ou aux grands chemins cités. Par exemple, les Bretons ou les Miquelots par les *passages de Loire*, tous marqués de chapelles, de croix ou d'aumoneries Saint-Jacques qui sont à prospecter. Sur la route de Tours, il faut, enjoint le moine Aymeri Picaud, Poitevin de Parthenay-le-Vieux, auteur du Guide, faire un détour (par rapport, ici, à la voie romaine) pour aller révérer le chef de saint Jean-Baptiste, auquel les bénédictins de la puissante abbaye saintongeaise avaient fait une telle publicité que la Grande Aumonerie, dont le portail roman subsiste, ne suffisait plus ; il en fut fondé nombre d'autres, et ouvertes des auberges, avant que le pont Saint-Jacques sur la Boutonne ne dirige les pèlerins sur la Charente : à passer au point exact où, de l'autre côté, la chaussée St-James conduirait aux portes de Saint-Eutrope de Saintes, fort célébré par le *Guide*. Son temple, bien que très restauré, offre encore des consolations artistiques, authentiquement romanes, comme aussi l'abbaye aux Dames et bien d'autres monuments de l'Antiquité à l'époque classique, dûs à la séculaire existence d'un évêché dans cette ville antique.

Puisqu'il fallait aux pèlerins d'autrefois rentrer chez eux *pedibus cum jambis* ou à la rigueur à cheval (des miniatures en témoignent), partons de cette abbaye de Saint-Jean-d'Angély par la porte de Parthenay... dont il ne reste rien (mais elle a existé, et ce n'était pas celle de Niort, le chemin asphalté normal de nos jours), pour retracer l'itinéraire d'un contingent de « *cavaliers de grande randonnée et confrères pèlerins* », anciens et jeunes des chevauchées de Compostelle, partis le 15 juillet de l'Exposition « Sous le signe de la coquille » (2), accompagnés par une équipe de randonneurs pédestres régionaux.

Les abords de la ville franchis, cavaliers et piétons auront trouvé un *vicinal ordinaire* vierge de goudron sur plusieurs lieues vers l'ermitage de Saint-Martial. C'est le vieux chemin de Parthenay perdu qui gagne Chizé et son aumônerie Saint-Jacques de Villiers-sur-Chizé, où l'on a récemment découvert, dans l'ancien cimetière, des ossements avec une coquille Saint-Jacques à deux trous posée sur le sternum.

A vrai dire, ces pèlerins modernes se seront détournés de ce chemin pour se présenter en cortège (étendards compostellans pour les cavaliers, costumes de pèlerins pour les piétons) devant la fameuse basilique romane d'Aulnay sur le « grand chemin » traditionnel (ici la voie romaine... asphaltée), puis à l'étape de Melle (3), riche de trois églises romanes sans doute, mais aussi de trois aumôneries pour pèlerins. Mais, dès l'abbaye de Celles – où fit halte la reine Marie d'Anjou, veuve de Charles VII à son retour de Compostelle, – ils auront retrouvé le chemin de la Belle (la rivière) venant de Chizé et qui, fort peu fréquenté, conduit à travers la forêt de l'Hermitain vers l'église gothique de Saint-Léger de Saint-Maixent, où l'école militaire a utilisé les beaux bâtiments de l'abbaye et où, dès 1300, est attestée une confrérie des anciens pèlerins de Saint-Jacques.

De là, autre étape – toujours sans asphalte – vers les commanderies des ordres hospitaliers de Verruyes et de Saint-Marc-de-la-Lande à la saisissante architecture flamboyante, utilisant à l'occasion de véridiques coquilles pour orner ses pilastres.

Quant à l'arrivée, elle est prévue le 21 juillet (4) en costume médiéval, à Parthenay-le-Vieux, patrie d'Aymeri Picaud, mais aussi de Mélusine – au portail de l'église Saint-Pierre – une vingtaine de figurines la représentent prenant son bain dans un baquet.

Point n'est besoin de si grand arroi pour, en preneur ou en marcheur de Saint-Jacques, découvrir, au cours de vacances dans la plupart de nos provinces françaises, mais en particulier dans les pays bretons, angevins et poitevins du sud de la Loire jusqu'au grand chemin, tout ce réseau de voies, si ce n'est secrètes, en tout cas presque inconnues et tous les témoignages de la vogue du pèlerinage qu'elles recèlent (aux Herbiers, en Vendée, l'hôpital devait recevoir les pauvres pèlerins allés et venus à Saint Jacques durant trois jours et trois nuits – ailleurs un superbe jais compostellan (azabache) a récemment été découvert lors du curage d'une douve).

La coquille frappe souvent une façade d'église, et souvent on découvre une frise de pèlerins en marche. Tentez l'expérience... Vous recommencerez et peut-être un jour, pris au jeu, vous continuerez votre pèlerinage jusqu'à Compostelle.

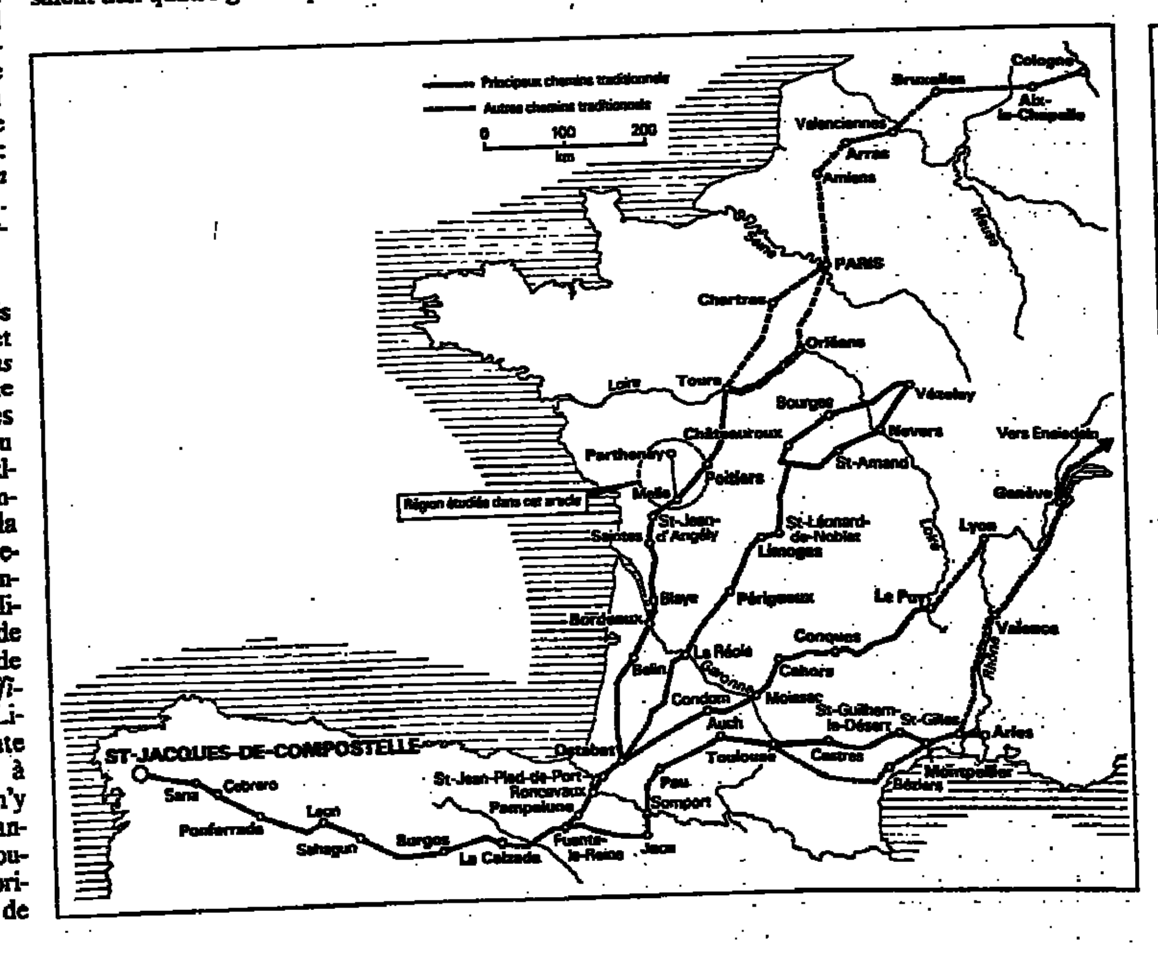
RENE DE LA COSTE-MESSELIERE,
Ancien conservateur aux Archives nationales.

(1) Centre européen d'études compostellanes, section scientifique de la Société des amis de Saint-Jacques, 87, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.

(2) « Sous le signe de la coquille, avec les pèlerins, cheminez vers Saint-Jean-d'Angely et Compostelle, la musique sur les chemins de Saint Jacques. » Abbaye de d'Angély, jusqu'au 29 juillet.

(3) Création par une troupe locale du *Pendu dépendu*, le plus célèbre des miracles de saint Jacques : le 17 à Melle, le 19 à Verruyes, le 28 à Saintes.

(4) L'arrivée coïncide avec le rallye national et international de tourisme équestre de Parthenay, dit « Rallye des Mille ».

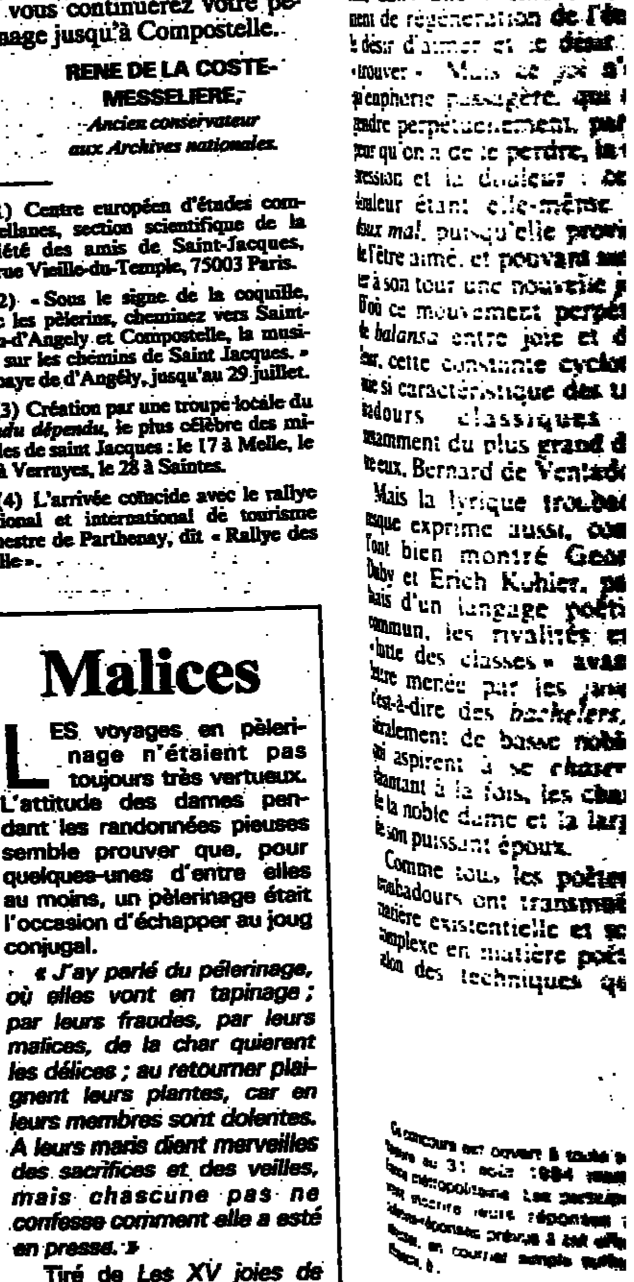


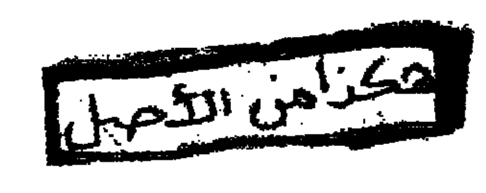
Malices

LES voyages en pèlerinage n'étaient pas toujours très vertueux. L'attitude des dames pendant les randonnées pieuses semble prouver que, pour quelques-unes d'entre elles au moins, un pèlerinage était l'occasion d'échapper au joug conjugal.

« J'ay parlé du pélerinage, où elles vont en tapinage ; par leurs fraudes, par leurs malices, de la char quierent les délices ; au retourner plaignent leurs plantes, car en leurs membres sont dolentes. A leurs maris dient merveilles des sacrifices et des veilles, mais chascune pas ne confesse comment elle a esté en presse. »

Tiré de *Les XV joies de mariage* : Ouvrage d'un auteur méconnu dont la date serait antérieure à 1450. Les quinze livres décrivent une à une les catastrophes pouvant fondre à tout moment sur l'homme marié.





connaissances et participez à un grand concours. En six étapes. Voici la deuxième.

Désir d'amour

L'art des troubadours, code poétique et social.

LA poésie lyrique des troubadours repose sur la prestigieuse conjonction d'un formalisme poético-musical particulièrement élaboré et d'une érotique raffinée dont les traces n'ont peut-être pas encore aujourd'hui complètement disparu. On a dit que les troubadours avaient inventé l'amour occidental. C'est sans doute beaucoup dire, car les conditions dans lesquelles s'exprimait la *fin' amor* ont terriblement évolué, de toute évidence, depuis la société du XII[e] siècle ! Le paradoxe de cet amour (platonique ou non), c'est qu'il est voué de principe à une femme mariée (la *domna*), l'épouse du seigneur même qui protège le troubadour. D'où un érotisme voilé et prudent, ce qui n'empêche pas, parfois, une expression assez ardente et même sensuelle, mais presque toujours transférée dans le rêve.

Cet amour sublimé est en même temps une école de perfectionnement moral, puisque le poète doit longuement *prier* sa dame pour la mériter. La dame, en revanche, doit, dans un laps de temps plus ou moins long qui lui permet de mesurer la patience (le *sofrir*) de son soupirant, se laisser à la fin convaincre et accorder au troubadour sa *merci* (terme très élastique qui permet de supposer l'obtention éventuelle du *fait*, ou *surplus*, c'est-à-dire la satisfaction sexuelle, mais ne l'implique nullement). De toute façon, cela est de moindre importance : l'essentiel pour le *fin amant* étant l'obtention du *joi*, cette espèce d'exaltation érotico-poétique, généralement à l'approche du printemps, qui déclenche à la fois, dans une même mouvement de régénération de l'être, le désir d'aimer et le désir de « trouver ». Mais ce *joi* n'est qu'euphorie passagère, qui engendre perpétuellement, par la peur qu'on a de le perdre, la dépression et la douleur : cette douleur étant elle-même un *doux mal*, puisqu'elle provient de l'être aimé, et pouvant susciter à son tour une nouvelle joie. D'où ce mouvement perpétuel de *balansa* entre joie et douleur, cette constante cyclothymie si caractéristique des troubadours classiques et notamment du plus grand d'entre eux, Bernard de Ventadour.

Mais la lyrique troubadouresque exprime aussi, comme l'ont bien montré Georges Duby et Erich Köhler, par le biais d'un langage poétique commun, les rivalités et la « lutte des classes » avant la lettre menée par les *juvenes*, c'est-à-dire des *bachelers*, généralement de basse noblesse, qui aspirent à se *chaser*, en chantant à la fois, les charmes de la noble dame et la largesse de son puissant époux.

Comme tous les poètes, les troubadours ont transmué une matière existentielle et sociale complexe en matière poétique, selon des techniques qui ne sont sans doute plus les nôtres, mais dont on peut sans trop de difficultés retrouver la clef. Certes, il s'agit là d'une poésie souvent difficile, surtout si le poète pratique volontairement la poésie hermétique *(trobar clus)* ou précieuse *(trobar ric)* ; mais n'oublions pas que, dès son époque, elle était réservée aux seuls *entendens*, c'est-à-dire aux seuls amateurs des cours féodales. Art complet, elle représente une synthèse raffinée entre un texte linguistique (les *motz)* et une structure poético-musicale (le *son)* ; le tout actualisant un entrelacs complexe et subtil de concepts et de sentiments (la *razo)* réservé aux *happy few* aristocratiques sans lesquels le troubadour ne pourrait créer ni même vivre.

Cet art poético-musical est donc étroitement lié à la vie sociale et culturelle des cours féodales du Sud. Mais, paradoxalement, c'est au nord des pays d'Oc qu'il se manifeste pour la première fois, puisque le « premier » troubadour était poitevin. Duc d'Aquitaine et comte du Poitou, Guilhem de Peitieus, né en 1071 et mort en 1127, grand seigneur truculent et batailleur, cynique et libertin, nous laisse onze poésies illustrant cinq registres poétiques nettement différenciés : burlesque, obscène, facétieux, mélancolique et amoureux. Et c'est chez lui, pour la première fois, qu'apparaît le concept de *joi*, lié à l'amour sublimé. Tout part de lui, selon de mystérieuses modalités que l'on n'est pas parvenu à éclaircir.

Après lui, mais quelque trente ans plus tard, apparaît la *première génération* de troubadours : le Saintongeais Jaufre Rudel, chantre de l'amour lointain et nostalgique, le Gascon Marcabru, moraliste sévère et misogyne, enfin son compatriote et disciple (ou maître ?) Cercamon, moraliste lui aussi mais en même temps poète subtil aux accents déjà ventadouriens.

Et puis, aux alentours de 1150, c'est le grand départ du *trobar* classique, avec l'Angoumois Rigaud de Barbezieux, le Provençal Raimbaud d'Orange et surtout le Limousin Bernard de Ventadour.

Bernard de Ventadour est l'un des plus grands troubadours, et sa notoriété, dès son époque est indubitable. A preuve : l'importance de son œuvre conservée (quarante-quatre pièces), le nombre de manuscrits qui nous l'ont transmise (certaines pièces ont jusqu'à trente-cinq manuscrits !), le nombre des mélodies passées à la postérité (dix-neuf : ce qui est énorme si l'on songe que, d'une manière générale, la proportion des mélodies aujourd'hui connues, par rapport au nombre de textes n'est que de un pour dix) ; enfin, l'existence relativement vivace de parodies (obscènes ou scatologiques) qui ont été écrites, dès son époque, sur les plus célèbres de ses chansons.



Hérode et Salomé, chapiteau du cloître de la cathédrale Saint-Etienne, à Toulouse.

Troubadour-type, Bernard de Ventadour l'est aussi par sa vie, du moins telle qu'elle nous est présentée dans la *vida* légendaire de son biographe médiéval. C'est ainsi qu'il aurait été de basse origine, fils d'un humble serviteur du château de Ventadour, et aurait appris l'art de « trouver » auprès de son maître, Ebles II le Chanteur. Lorsque Ebles II succéda à son père, vers 1148, Bernard resta sous la protection du vicomte et s'énamoura de la femme de ce dernier, Marguerite de Turenne. La dame répondit à son amour, qui *« longtemps durèt »*, jusqu'à ce que le vicomte s'en aperçut. La dame fut alors enfermée et répudiée deux ans plus tard et notre poète dut quitter Ventadour. Il se rendit alors en Normandie, auprès d'Aliénor d'Aquitaine, et de là en Angleterre avec sa protectrice, probablement en 1155. On trouve aussi dans son œuvre des traces de relations avec des dames de Vienne et de Narbonne, si bien qu'on a pu classer ses poésies en *cycles*, en fonction des dames chantées. Il se retira ensuite à la cour de Raymond V, comte de Toulouse et, à la mort de ce dernier, en 1194, il se fit moine à l'abbaye de Dalon, où il mourut.

Mais, évidemment, c'est surtout par l'art raffiné de son formalisme poétique que Bernard est le troubadour-type. C'est lui qui illustra de façon exemplaire l'effusion lyrique de formulation contrastée. A la fois mystique et sensuel, exaltant et dépressif, source de joie et de douleur extrêmes, l'amour troubadouresque, à partir de lui, se meut presque toujours dans le cadre d'un certain manichéisme affectif qui se manifeste, sur le plan de la forme, par deux pôles poétiques en perpétuelle tension. Lorsque le troubadour chante la joie, la douleur est latente, et quand il se plaint de sa douleur, la joie est bien souvent en contrepoint. Douce douleur, mal savoureux sans doute, mais qui doit toujours prendre fin, lorsque la dame accorde au *sofridor* sa merci : et c'est alors la *garison*, la vie qui revient, le retour à la joie, de par la seule volonté de la *domna* et de sa clémence. La boucle est fermée. Le poète est désormais disponible pour un *nouveau départ*.

Cette conception sophistiquée de l'amour et le formalisme précieux qui l'actualise, partis de la cour de Poitiers vers la fin du XI[e] siècle, allaient durer quelque deux cents ans pour s'estomper à Narbonne avec celui qu'on a appelé (à tort) le dernier troubadour, Guiraud Riquier, mort en 1292. Mais la grande clarté occitane du Moyen Age, avant de s'éteindre définitivement, allait allumer d'autres feux poétiques dans la plupart des pays voisins et, dans son pays même et ailleurs, se survivre encore pendant près de deux siècles.

PIERRE BEC.

Règlement du concours (*extraits*)

Ce concours est ouvert à toute personne majeure au 31 août 1984 résidant en France métropolitaine. Les participants devront inscrire leurs réponses sur les bulletins-réponses prévus à cet effet, et les adresser, en courrier simple suffisamment affranchi, à :

CONCOURS
« LE MONDE » – ZODIAQUE
WEBER DIFFUSION
Boîte postale n° 512
75626 Paris Cedex 13

au plus tard le vendredi 31 août 1984 à minuit (le cachet de la poste faisant foi).

Les réponses inscrites ailleurs que sur les bulletins-réponses découpés dans le journal ou demandés à la société Weber Diffusion ne seront pas prises en considération.

Tout bulletin-réponse illisible, raturé, surchargé, incomplet, présentant un gommage ou une anomalie quelconque, sera refusé.

La participation est limitée à un bulletin-réponse par foyer et par concours hebdomadaire

Les ex aequo seront départagés par la question subsidiaire, dont le texte sera examiné par un jury en fonction des critères suivants : originalité, concision, élégance de style.

Le concours sera dépouillé par la société Weber Diffusion sous le contrôle de M[e] Pascal Robert, huissier de justice à Paris.

Le concours est doté de 100 prix pour chaque série de questions hebdomadaires : ces lots sont les suivants : (selon la disponibilité des titres au moment de la remise des prix) :

1[er] prix : une collection complète de *la Nuit des temps* – 58 volumes.

2[e] prix : une collection des titres français de *la Nuit des temps* – 36 volumes.

3[e] prix : une collection complète de *l'Introduction à la nuit des temps* – 9 volumes.

4[e] - 5[e] prix : un *Saint Benoît, Père de l'Occident.*

6[e] - 7[e] prix : une *Europe musulmane.*

8[e] - 9[e] prix : un *les Lombards.*

10[e] - 14[e] prix : une *Histoire de l'art* - 2 volumes.

15[e] - 19[e] prix : un *Glossaire.*

20[e] – 24[e] prix : une *Bourgogne romane.*

25[e] – 50[e] prix : une *Initiation à l'art roman.*

51[e] – 100[e] prix : un *Itinéraire roman en... ».*

En aucun, cas la contre-valeur des prix ne pourra être obtenue en espèces.

Les prix attribués aux gagnants seront adressés par la société Weber Diffusion à l'adresse figurant sur le bulletin-réponse.

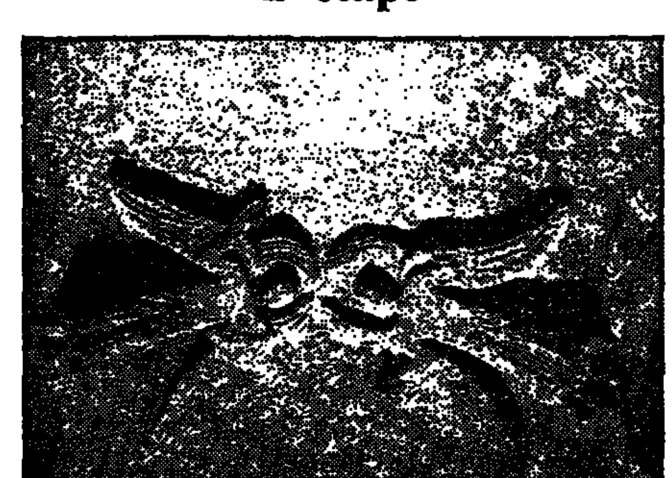
Le fait de participer à ce concours implique l'acceptation du présent règlement dans son intégralité et de la décision des sociétés organisatrices en dernier recours sur toutes les contestations qui pourraient se présenter.

Le texte de celui-ci est, avec les réponses exactes, déposé en l'étude de M[e] Pascal Robert, huissier de justice, 146, rue Montmartre, 75002 Paris.

Le règlement complet de ce concours peut être obtenu sur simple demande écrite faite à la Société Weber Diffusion, 24-28, rue du Moulinet 75013 Paris. Tél. : 580-31-59.

Concours Le Monde Zodiaque

2[e] étape



1 Où se trouvent ces deux anges ?

____

2 Quel est le plus grand personnage, par les dimensions, de la peinture romane en France ?

____

3 Au portail de nombreuses églises romanes du sud-ouest de la France est représenté le thème du « combat des vertus et des vices ». De quel texte bien précis est-il inspiré ?

____

4 Une grande basilique romane de France a un transept dont les bas-côtés occidentaux sont voûtés en berceaux transversaux. Laquelle ?

____

5 Un vitrail du XII[e] siècle, à la cathédrale du Mans, est consacré à saint Etienne. Où se trouve un autre vitrail, de la même époque, représentant l'histoire des reliques du même saint ?

____

6 Citez deux exemples de sculpture romane représentant le roi mérovingien Childebert ?

____

Question subsidiaire :

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman en Haut-Poitou.

____

Nom : ______________________

Prénom : ______________________

Adresse : ______________________

Chaque « étape » constitue un concours indépendant.
Ce questionnaire est à retourner avant le 31 août 1984 à minuit (le cachet de la Poste faisant foi),
en courrier simple suffisamment affranchi à :
Concours *le Monde* – Zodiaque
Weber diffusion. Boîte postale n° 512, 75626 Paris Cedex 13

…es aventures de la raison

Un mathématicien solitaire

Il n'est jamais facile de trouver un défaut dans les affirmations péremptoires de M. René Thom (*le Monde aujourd'hui* du 1er-2 juillet) parce que peu d'hommes peuvent le rejoindre sur le plan de la mathématique. Mais, à force de s'y trouver seul, cet homme s'ennuie, et il n'hésite jamais à devenir provocant pour susciter, d'autres scientifiques, des réactions qui lui permettraient de les faire rentrer sous terre, étant entendu qu'ils ne sauraient être, avec lui, *sur le « fil du rasoir »* tandis que les autres s'activent soit dans l'imbécillité, soit dans le délire (si ce n'est pas de lui...).

Pourtant, quelle que puisse être sa supériorité mathématique, René Thom n'aura jamais raison contre la physique et *la physiologie*, et il se trompe quand il déclare qu'il faut *« superposer au réel phénoménal perçu des entités imaginaires, invisibles ou cachées »*. *« Ainsi*, ajoute-t-il, *l'homme rationnel peut se différencier de l'homme obtus — qui ne croit qu'au concret, — de l'ancêtre animal — qui ne se détermine que localement.* » Tout cela tend à convaincre les lecteurs que *« le rationalisme est avant tout une déontologie de l'imaginaire »* et qu'il ne reste plus aux imbéciles ou aux débiles qu'à se convaincre de l'utilité de la théorie des catastrophes. René Thom devenant le juge des idées des autres ; de celles que lui-même n'aurait pas eues. Et voilà bien la faille dans son rationalisme !

René Thom se veut un penseur... Mais il ne voudrait pas essuyer les plâtres des imaginatifs, et il ne sait pas très bien si ces imaginatifs ne seraient que *« des non figuratifs de la physique »* ou bien *« des gens qui verraient réellement des vérités cachées aux autres »* et, peut-être, à lui-même. Tout cela n'est pas simple... Mais ce n'est pas non plus René Thom qui remet en cause la mécanique quantique, *« même si celle-ci n'a été qu'une des conséquences de l'ignorance de ce qu'est la lumière naturelle »*. René Thom ne semble pas mettre en cause la filiation Planck-Einstein-Bohr-Haisenberg... parce qu'il y aurait rationalité *apparente*. Mais pourquoi entend-il tellement ignorer ce que Planck pensait lui-même de son astuce de calcul ? Parce que Planck aurait été un prédécesseur de René Thom en matière d' *« imagination devant précéder la réalité »* ? Ce serait tout de même une assez mince démonstration par rapport à celles qu'apportaient Archimède, Galilée, Newton, Pasteur, Mendel ou Fleming ! (Je n'ai pas mis Einstein sciemment.)

Et pourquoi ne pas prendre en considération ce que des gens d'autres disciplines pouvaient, ou peuvent, penser ? Ainsi, François Jacob, biologiste, cité par Françoise Giroud dans *Si je mens...*, disait que, *« dans le domaine purement scientifique, les découvertes ne se produisent qu'au moment où elles peuvent être reçues. Pendant des quinzaines d'années, les gens passent à côté, un peu plus près, tout près. Ils voient, mais ils s'arrêtent au bord de la perception. Et puis, un jour, le déclic se produit, quelqu'un saisit ce qu'il voit. Généralement un homme seul. Cette longueur d'avance, c'est le pur génie... Plus ces « voyants » dérangent les images mentales selon lesquelles vivent leurs contemporains, plus ils sapent leur sécurité par l'introduction d'un désordre dans l'ordre mental du moment, plus ils sont mal reçus évidemment, voire persécutés, rejetés. C'est normal »*.

Personne ne contrariera plus François Jacob dans sa manière d'être un scientifique. Mais en quoi sa manière de penser devrait-elle *être réputée fausse sous prétexte* qu'elle n'aurait pas pu devenir mathématisable ? Sa manière matérialiste d'envisager la vie ne me plaisait guère, mais il avait étudié comment lui-même avait pu atteindre à un niveau supérieur de connaissance et combien il avait été *rejeté par ses pairs avant que ceux-*ci aient dû accepter qu'il était leur maître depuis longtemps.

Cela peut paraître injuste à des *savants du niveau de René Thom.* Il n'en demeure pas moins que cette justice-là reste positive et réaliste.

JEAN-MARIE HUGUENIN,
pharmacien (Paris).

Boîte aux lettres française (1925).

Causalité et localité

J'approuve l'article de René Thom : il fallait que son propos soit dit, mais il doit être nuancé sur deux points au moins.

Il est vrai que la *production* scientifique, dans sa masse, donne l'impression d'insignifiance, pour reprendre le mot qu'il a utilisé. Mais, *si on regarde cette production* à l'échelle de vingt ans on voit se former des concepts, parfois de manière souterraine, le plus souvent avec de longs arrêts suivis de brusques avancées ; *peu à peu*, notre représentation de la réalité se modifie et s'organise. Cela, René Thom le sait sûrement (d'ailleurs certains *de ces progrès ont à voir* avec sa théorie des catastrophes) : je suppose qu'il a montré exclusivement le noir du tableau pour faire plus concis, *plus* frappant.

L'autre point sur lequel je voudrais faire une remarque concerne les principes de causalité et de localité. Dans le souci, louable, de *contredire certaines spéculations* proches du délire, René Thom écrit que ces principes constituent deux piliers sur lesquels s'appuie la vision *scientifique du monde. Comme lui*, je refuse de les remettre en cause, mais je n'oserais pas en faire les piliers de notre représentation future des phénomènes physiques. Une *certaine représentation* s'est effondrée il y a soixante ans avec l'avènement de la théorie quantique ; elle n'a pas été vraiment remplacée, *et ce vide a sans doute contribué* aux malaises de la rationalité. On peut croire qu'une autre sera construite un jour. Causalité et localité *ne seront sans doute pas* contredites, mais nul ne peut préjuger de l'importance qu'elles auront alors.

F. DE BERGEVIN,
physicien-chercheur au CNRS (Grenoble).

Tout connaître

La surprise m'a saisi à la lecture de René Thom dans vos colonnes qui soutenait la *raison* et un *« rationalisme bien tempéré »*. Il est vrai qu'il s'agit d'un mathématicien et que, pour lui, le malin génie reste avant *tout une fiction.*

« Rationalisme bien tempéré », qu'est-ce à dire ? Que certains domaines — et pas d'autres — échappent à la *raison* ? *Pourtant, s'il suffit* d'une vérité (au sens rationnel) pour soulever le monde, il suffit aussi d'une question qui échappe à la raison *pour le détruire* (*ou du moins le* modifier entièrement), ce monde rationnel. La raison doit prétendre tout connaître sous peine de ne rien *connaître.*

Schopenhauer *l'a bien compris qui nie de ce fait* tout jusqu'à la négation. La raison est morte, mais ne naît pas pour autant la déraison.

Certains objecteront que la science *n'appartient pas au domaine* de la *philosophie*, certes, mais alors que les scientifiques cessent de s'occuper de concepts. (Voyez l'hégémonie des scientifiques quand R. Thom oppose la *« vision scientifique »* à la *« pensée magique ».*)

La science ne connaît pas la raison, *elle ne connaît que la logique et* l'expérience (principe de la raison suffisante).

THÉONIUS BEY,
professeur à Barcelone, auteur de « Faust » (à paraître).

Ma chère Antigone...

Des trois lettres que vous avez publiés après la parution des articles de François Chaslin et Michèle Champenois consacrés à l'Antigone de Ricardo-Bofill (*le Monde Aujourd'hui*, daté 17-18 juin), il ressort que certains sont irrités par le classicisme *du génial créateur* espagnol.

La première, envoyée par un architecte obscur jusqu'à aujourd'hui, ne mérite pas qu'on s'y arrête. *« Cocktail d'éléments hors d'échelle et sans proportions »*, *écrit* l'obscur. A-t-il jeté un coup d'œil au Polygone voisin ? A-t-il traversé l'avenue Frédéric-Mistral et jamais regardé les stupides tours « *ocracées* » qui la bordent ? Certainement non, *alors passons.*

« Ni balcons, ni terrasses... désastreux », affirme la seconde, de Mme Durand-Gasselin. D'abord Montpellier n'a jamais été une ville de terrasses et de balcons, *en raison d'un ensoleillement* fort agréable par ailleurs. Ensuite, gageons que la place du Nombre-d'Or, débarrassée des autos, agrémentée de fabuleux *palmiers*, sera le plus agréable des carrefours, le plus luxueux des bronzoirs et, pourquoi pas, l'endroit privilégié de bonnes bouffes familiales ou amicales. Le temps du chacun chez soi a, je l'espère, son avenir derrière lui.

« Sociodrame petit-bourgeois... où l'on a sacrifié le confort et l'hygiène », estime M. Gutton, dont la lettre est certainement la plus convaincante par ailleurs. Mais *peut-être aurait-il dû comparer* Antigone aux HLM des zones périphériques des grandes villes plutôt qu'aux ensembles, certes admirables, des centres-villes anciens.

Car Antigone, c'est du logement social, lâchons le mot, du logement pour les pauvres. A quelques minutes du centre-ville, à deux pas des Galeries Lafayette, de la promenade de l'Esplanade, des majorettes du kiosque Bosc. Antigone, ce sont des séjours très grands, de vraies cuisines, de vraies salles de bains — la beignoire fait 1,52 mètre. Antigone, ce sont *des fenêtres côté cour* — les palmiers, les enfants — et côté ville et cette impression d'espace indéniable.

Certes, Antigone peut être *« choquante, bizarre, excentrique »*. Certes, Antigone est monumentale là *où M. Gutton* voudrait qu'elle soit simplement *« habitable »*. Mais un monument habité — enfin, — social, où se promènent envieux mes concitoyens inscrits sur les *listes d'attente de logement*, espérant trouver là un cadre à leur vie, sont autant de signes de la réussite de Ricardo Bofill, que je félicite en guise de conclusion.

BRIGITTE MATHIEU
(Montpellier).

Opéra

Les trois temps du chant

LA voix est, pour le chant, une condition nécessaire mais nullement suffisante. A toute époque, on trouve facilement des « voix naturelles » de timbre agréable, de volume notable et correctement placées. Elles révèlent des dons, elles ne constituent pas un art.

Si l'on veut aborder le chant, du moins en Occident où il s'est très vite fixé canons et technique, — *certains passages obligés s'imposent.*

Tout d'abord l'école, qui inscrit la voix dans une tradition, une « manière » d'émettre et de conduire le son.

Il y a ainsi une école allemande, à la *vocalité quasi instrumentale*, insistant sur la rigueur des lignes et des temps et sur la discipline d'équipe (Maria Ivogün, Hans Hotter, Elisabeth Schwarzkopf *l'ont illustrée*) ; *une* école italienne, privilégiant la rondeur et la plénitude du son, ses artifices de coloration et de nuance (Rosa Ponselle, Titta Ruffo, Carlo Bergonzi) ; une école française, *portée sur la découpe du* phrasé, la netteté de l'articulation et la noblesse du ton (Germaine Lubin, Georges Thill, Janine Micheau).

Qui dit école dit aussi technique, laquelle répond à un impératif impossible à trangresser, celui des partitions. *Si l'école sert l'esprit du chant, la technique sert sa* lettre. Application scrupuleuse des textes musicaux, elle permet d'en respecter le moindre ornement, la plus infime variation de temps, l'indication de nuance la plus ténue. Quelques tests : l'air de *Josua*, de Haendel, par Lilli Lehmann ; les airs du *Barbier*, par Fernando de Lucia ou la cadence de *Lucia di Lamermoor*, par Nellie Melba.

Somme de savoir-faire et d'exercices, elle offre la maîtrise de toutes les ressources de l'instrument vocal, des phrases les *plus amples aux traits* les plus agiles, des *pianissimos* les plus impalpables aux plus solides *forte.*

Le style, enfin. Il naît de la confrontation entre une connaissance exacte de l'histoire musicale et une personnalité, avec son imagination, son expérience et son goût. C'est le style qui permet non seulement de restituer une esthétique telle que son auteur et son *époque l'ont conçue, mais encore* d'en retrouver la modernité pour une écoute contemporaine. Ainsi firent Callas pour le bel canto romantique et Horne pour le bel canto baroque. C'est une certaine façon d'être et de dire. Pour le meilleur et pour le pire.

Les mêmes exigences régissent école, style et technique. Le temps tout d'abord, la maturation lente et mystérieuse qu'il accorde *lorsqu'on le respecte et qui enrichit* une voix autant que son art ; l'environnement ensuite, qui offre à un chanteur une tradition, une famille, un esprit. Les carrières durables naissent et croissent avant tout au sein des troupes qui *leur offrent la chance de l'émulation*, de la comparaison et d'une progression graduée.

Avant d'aborder, à quarante ans, Isolde, Elektra et Kundry, combien de Thaïs et d'Antonia Germaine Lubin dut-elle chanter ? Et dans sa « maison » de Vienne, c'est prudemment mais *infailliblement* que Sena Jurinac passa d'Oktavian à la Maréchale, de Marcelline à Fidelio.

Tant il est vrai que l'art du chant doit être abordé non pas dans le but de chanter et d'enregistrer le plus vite possible les plus grands emplois du répertoire, *mais d'engager son travail et son* expérience dans une esthétique qui est aussi une éthique.

Que reste-t-il aujourd'hui de ces impératifs ? Des techniques solides, certes, nées d'un regain d'intérêt pour le répertoire du dix-*huitième siècle et du bel canto* romantique et de l'exigence du public habitué à la « perfection » des enregistrements en studio ; Joan Sutherland, Montserrat Caballé, *Placido* Domingo, Agnès Baltsa, *entre* autres, en témoignent.

En ce sens, on peut dire qu'on chante techniquement mieux aujourd'hui qu'il y a trente ans où le tempérament l'emportait souvent sur la *précision* et l'effet sur la nuance. Mais, pour le reste, les chanteurs et leur art sont victimes d'une accélération et d'une hâte incompatibles avec l'acquisition d'une école et d'un style. Se produisant *trop tôt*, abordant *trop* vite des rôles démesurés pour leurs moyens et leur maturité personnelle, passant d'une scène à l'autre sans véritable préparation ni parfois de répétition, abusant des facilités des studios, pâtissant de la rareté des professeurs et des *troupes, ils usent leur voix avant* même d'en avoir exploré toutes les ressources (d'où la pénurie actuelle de grandes voix). Ignorant les différences d'écriture et d'époque, ils donnent des interprétations de plus en plus banalisées, chantant tous les répertoires selon un même style imposé par les stars internationales qui se partagent à une vingtaine les mêmes grands rôles sur les mêmes grandes scènes.

Devenu un marché où les exigences de rentabilité ont pour effet des négligences graves et le refus quasi absolu des créations *au profit* du répertoire classique à succès garanti, l'art du chant ignore aujourd'hui la loi du temps et ses vertus. A ce jeu on gagne beaucoup en renommée, en palmarès discographique, en cachets et royalties, et l'on perd tout aussi vite sa voix. Au détriment de l'art du chant.

ALAIN ARNAUD.

■ On trouve aux catalogues spécialisés de Court Opera Classics, Ember, Historia, Praiser, Rubini, des enregistrements de Maria Ivogün, Lilli Lehmann, Germaine Lubin, Fernando de Lucia, Nellie Melba, Julius Patzak, Titta Ruffo, Tito Schipa *et...* mille autres ! A connaître aussi les albums : « The Tenors » (Pearl), « A record of singers » (EMI, 3 vol.), « Teatro alla Scala » (Accord), « Les grandes voix de l'Opéra de Monte-Carlo » (Accord).

Autres références : Hans Hotter : *le Hollandais volant* (Rodolphe Productions, dir. Clemens Krause) ; *Winterreise* de Schubert (EMI). Elisabeth Schwarzkopf, catalogue EMI, notamment : *Quatre Derniers Lieder* de Strauss (*version* O. Ackermann), *Ariane à Naxos* (dir. H. von Karajan), et l'album « Les Introuvables ». Georges Thill : *Album du quatre-vingtième anniversaire* (EMI). Rosa Ponselle : catalogue RCA (notamment extraits de *Norma, Trovatore, Aïda*). Janine Micheau : *les Indes galantes* (Rameau, Malgoire, CBS), *Roméo et Juliette*, Gounod (Accord), *les Pêcheurs de perles*, Bizet (EMI). Joan Sutherland : albums : « L'art de la prima donna » et « L'âge d'or du bel canto » (Decca) ; avec Marilyn Horne : *Semiramis* de Rossini et *Julius Caesar* de Haendel (Decca, dir. R. Bonynge). Maria Callas : catalogue EMI, notamment l'album « Ses récitals ». Sena Jurinac : *Cosi fan tutte* (dir. Busch, EMI), *les Noces de Figaro* (dir. V. Gui, EMI), et *Don Carlos* de Verdi (dir. H. von Karajan, Cetra).

Poésie

Bernard Zadi Zaourou

Bourgeon de l'an

Comme cette pierre que laboure inlassablement ta pensée — O
Mayembè — *ta pensée* — cœur — et — âme — de — burin.
Comme les silences du Sage au matin d'apocalypse
Comme ce Regard sans regard : les beaux ratés de l'Art
Comme ces mains qui parlent, qui dévisent à souhait au lever de
l'espoir
Comme la vie, la barbe en dyade sous l'étau *de ces mains qui pensent* Mayembè
Le savoir se sème au berceau et ne restitue sa moisson qu'au plus
secret de la tombe
Ayo !
Ayo !
Eh Adjô, Ayo !
Sous le *murmure de* l'Arc les pépites d'or semées d'une invisible
main sur le terreau de ton âme si belle et *féconde à merveille*
A moi les rumeurs de la ruche
A moi la fleur si fine et riche en fragrances : les doux pétales surgis
des rayons de ton cœur
O beautés !
J'ai lu ton nom dans les stries de la pierre
Ton savoir dans cette pierre
Et dans le *roc, l'extrême fécondité* de ton esprit
Te voilà donc, femme, dansant pour *ma soif — la — soif* — de — la
— terre — mère, le pas secret du phaëton de la pleine année
Reviendront, Mayembè, la moisson de jadis et le chant du touraco
bleu sur la branche du *Kôdo*
Reviendra pour sûr, le temps des *hymnes solaires*
Ayô
Ayo
Et que t'accompagne le salut de mon Arc d'étranges veillées.

Bernard Zadi Zaourou est né à Soubré, en Côte d'Ivoire. Il est notamment l'auteur de *Césaire entre deux cultures* (NEA, Abidjan), *Les sophas/l'œil* (l'Harmattan), *Fer de lance* (P. J. Oswald). Il a aussi mis en scène *la Termitière* et *le Secret des dieux* et est actuellement directeur d'un groupe de recherches sur la tradition *orale*. En mêlant les forces de mythes divers, cette voix, meurtrie mais tenace, rêve — au présent — d'un temps d'avant les « éperviers d'acier ».

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Illustres sauvages : *les peuples qui ont nourri l'imaginaire de l'Occident.*

Philosophe des forêts

Le Huron, maître à penser des Encyclopédistes.

Après les Aborigènes d'Australie présentés dans *le Monde Aujourd'hui* daté 8-9 juillet, et les Esquimaux (15-16 juillet), voici les Hurons.

« *ILS disent qu'une certaine femme nommée Aataentsic est celle qui a fait la Terre et les hommes* ». On imagine le sourire sceptique du bon Père entendant un sauvage lui conter le mythe de la Création et les aventures rocambolesques des jumeaux d'Aataentsic. Ils donnent naissance aux lacs et aux rivières en incisant l'aisselle d'une grenouille géante où ils étaient retenus ; ils tirent du cadavre de leur mère le maïs, les haricots et les courges ; ils courent le monde multipliant leurs méfaits ou, véritables démiurges, révèlent techniques et savoir-faire – ainsi les enfants d'Aataentsic trouveront un monde ordonné, dans lequel ils pourront survivre.

La descendance de la déesse-mère est entrée dans l'histoire, celle des hommes, sous le nom de peuple huron, baptisé, comme beaucoup d'autres peuples indiens, en regard de leur caractère physique ou seulement du nom que les voisins leur attribuaient. Au début du XVII[e] siècle, les premiers Français à les avoir rencontrés, surpris par leur coiffure, se seraient exclamés : « *Quelle hure !* ». Les Indiens de la Côte les auraient également surnommés ainsi, d'un terme explicite que l'on pourrait traduire par barbare.

Les « habitants de la Péninsule », Wendat, comme ils se désignaient eux-mêmes, formaient une vingtaine de villages au milieu d'un puzzle de lacs et de forêts sur une étroite langue de terre entre le lac Simcoe et la baie géorgienne. Ce territoire enclavé entre les lacs Ontario et Huron constituait un milieu naturel où l'abondance n'avait d'égale que la variété. Les ours, les daims et les castors pullulaient, le moindre étang regorgeait de truites, d'esturgeons ou de brochets, la forêt offrait à profusion les racines, les baies sauvages et une grande diversité de bois, enfin les sols nourrissaient les Trois Sœurs, le maïs, les haricots et les courges. La qualité de cet environnement explique la prospérité des bourgs hurons, où vivaient 1 500 à 2 000 Indiens en permanence. Les 30 000 à 40 000 Hurons de la péninsule faisaient de leur confédération l'une des plus puissantes de tout l'est de l'Amérique du Nord.

Le nom de Wendat rassemblait quatre tribus ; les Arendahranon, les Tahontaenrat, les Attignanognahac et, la plus puissante, « le peuple de l'Ours », les Attignawanton. Selon la tradition orale dont les missionnaires se firent l'écho, cette confédération existait depuis deux siècles, contemporaine de celle née, sous l'impulsion du Huron Hiawatha, chez leurs terribles voisins du Sud, les Iroquois. Chaque tribu était divisée en villages, où séjournaient plusieurs clans. Le clan demeurait l'unité politique de base. Il réunissait tous les individus descendant d'un même ancêtre féminin, puisque la parenté était matrilinéaire. Les clans portaient le nom de huit animaux et, d'un village à l'autre, les membres d'un clan titulaire du même animal se reconnaissaient une parenté symbolique.

On élisait deux chefs : l'un pour les affaires civiles et l'autre pour la guerre. Générosité, courage, don oratoire, constituaient les critères essentiels du choix. La tâche se résumait à maintenir la paix et les alliances traditionnelles, à participer au conseil du village où se décidait, après de longs conciliabules et un consensus général, la politique locale et intertribale. Les femmes suivaient ces réunions et intervenaient dans l'élection du chef.

A l'intérieur du village huron, soigneusement protégé par une solide palissade, s'élevaient les « *longues maisons* », refuge de deux ou trois familles, où « *s'entassaient, dans la fumée, les odeurs, les chiens, les enfants nus* ». De petits chemins reliaient tous les villages entre eux et permettaient l'accès aux champs. Les hommes les défrichaient, les femmes et les enfants les travaillaient avec des houes de bois. Ces champs étaient surveillés par les femmes qui empêchaient leur détérioration par le gibier. Non seulement une bonne récolte signifiait « le pain quotidien », puisque la soupe de maïs mélangée de poisson demeurait la base de l'alimentation, mais aussi la richesse. En effet, les Hurons, habiles commerçants, échangeaient avec leurs voisins du nord le maïs contre des peaux et du cuivre ; du sud, ils recevaient des plumes, et de l'Atlantique les coquillages avec lesquels ils fabriquaient d'admirables wampums.

A l'agriculture s'ajoutaient la chasse et surtout la pêche, été comme hiver. Dans leurs canoës d'écorce, les hommes du village tendaient leurs filets. Chaque maison s'efforçait d'avoir un pêcheur capable de parler aux poissons, afin de les assurer qu'on ne brûlerait pas leurs arêtes et les encourager à venir dans les filets. Les Hurons pensaient que les animaux possédaient une âme et craignaient de la mécontenter. Plus que les autres, les Hurons honoraient les esprits des morts : au décès, l'une des deux âmes se réincarnait dans un enfant et l'autre attendait dans le corps la fête des morts. Tous les dix ans, cette fête permettait aux âmes de gagner par la Voie lactée le « *territoire des chasses éternelles* ».

Jusqu'à l'arrivée des Français, les Hurons régnaient en maîtres dans la vallée du Saint-Laurent, contrôlant le commerce et se faisant respecter des Iroquois. En 1609, lorsque Champlain rencontre un groupe de guerriers non loin de Québec, les Hurons savent depuis longtemps que des « *hommes barbus* » hantent la côte et le fleuve. Les Indiens promettent au Français de lui faire découvrir l'intérieur du pays. Une alliance est conclue, on échange des cadeaux. Le jeune Etienne Brûlé leur est confié afin d'apprendre la langue au cours de l'hiver. Au printemps 1610, cette alliance est concrétisée par l'aide militaire que Champlain leur apporte contre les Iroquois.

En 1615, le récollet Joseph le Caron accompagne Champlain et décide d'aller hiverner chez leurs alliés. Les Hurons adoptent le missionnaire et renforcent ainsi leur alliance. Intermédiaires entre les Blancs avides de fourrures et les producteurs de l'Ouest, les Hurons saisissent tous les avantages de la situation. Une noria de canoës apporte chaque printemps des milliers de peaux et regagne la Huronie chargée de pacotille, d'objets en fer, voire d'alcool.

La prospérité aurait continué si les Iroquois n'avaient, dans les années *1640*, entamé une guérilla permanente dont l'objet était de contrôler ce commerce lucratif. Affaiblis par les épidémies – celle de la variole, en 1639, réduisit considérablement la population, – travaillés par des dissensions internes – un courant traditionaliste et un autre profrançais, – et surtout désemparés par la puissance de feu – les fusils hollandais de leurs adversaires, – les Hurons vont mener une lutte inégale et sans espoir. Après 1649, leurs villages sont détruits et abandonnés, les survivants fuient vers l'ouest, sont adoptés par les Iroquois ou trouvent refuge à Québec. A l'avènement du Roi Soleil « *le peuple de la Péninsule* » s'éteint, alors qu'en France il commence une autre histoire.


ROGER VIOLLET

Si les Hurons n'ont pas acquis la gloire sur les champs de bataille, ils vont connaître le succès sur le terrain philosophique au XVIII[e] siècle. Les missionnaires, promoteurs de cette renommée, ne savent pas qu'un siècle plus tard leurs observations pertinentes et leurs jugements sur les sauvages fourniront les meilleures armes aux détracteurs de la foi et de l'État. Dans la construction de l'image du « bon sauvage », les Hurons fournissent les soubassements et la charpente de l'édifice dans la mesure où les témoignages se multiplient au XVII[e] siècle. Inconnus, ils entrent dans les librairies et les salons avec des œuvres telles que celles de Sagard et les Relations des jésuites. Après avoir passé plusieurs années en Huronie, Gabriel Sagard livre, en 1632, *le Grand Voyage au pays des Hurons*. Loin de dénigrer les « sauvages », il offre un tableau précis de leurs mœurs, et à chaque ligne éclate son admiration pour des hommes qui ont le mépris des biens de la terre qu'« *ils ne possèdent que comme ne les possédant point ainsi que dit l'Apostre* ».

Ce parallèle avec la doctrine de l'Evangile transparaît dans les Relations des jésuites. Dès 1626, les premiers jésuites se sont installés chez les Hurons, des centaines de lettres reflètent leur expérience au milieu de « *Sauvages qui n'ont ni tien, ni mien* ». Une véritable fascination s'exerce sur les missionnaires : les Hurons sont « *affables, libéraux, modérés* », « *tous nos Pères qui ont fréquenté les Sauvages estiment que la vie se passe plus doucement parmi eux que parmi nous* ». Il est vrai que les Hurons ont des qualités indéniables : « *Vivre en commun sans procès, se contenter de peu sans avarice, être assidu au travail* ». Bien avant Rousseau, les écrits des missionnaires laissent percevoir un réquisitoire contre la société.

Avec le baron de La Hontan, les Hurons « entrent » en philosophie. Le baron, fort de son expérience en Nouvelle-France, où il a vécu avec les Indiens, publie en 1703 *le Supplément aux voyages du baron de La Hontan où l'on trouve des dialogues curieux entre l'auteur et un Sauvage*. Ce dernier, Adario dans le texte, n'est pas un « Huron inconnu », mais le plus célèbre, Kondiaronk, surnommé le « Rat », et, ajoutera Raynal, « *un Machiavel né dans les forêts* ». Le grand chef constate que les Français se laissent opprimer sans protester. « *Quand le monarque règne par les lois, rien de mieux, quand le monarque s'érige lui-même en loi, rien de pis* », et le Sauvage philosophe d'ajouter : « *Les docteurs ont faire croire au peuple que c'était Dieu qui avait établi le roi sur eux et qu'il devait lui obéir, fût-il le plus exécrable des monstres.* » Puis le Sauvage rousseauiste conclut : « *Qu'on abolisse la royauté en France et que chaque ville devenant souveraine établisse une communauté de biens entre les habitants, en quoi votre France serait-elle moins puissante ?* »

La fièvre de la contestation s'empare aussi du théâtre. Notre Huron se retrouve sur les planches lorsqu'en 1721 Delisle fait jouer *l'Arlequin Sauvage*. Un Huron ramené d'Amérique à Paris s'interroge sur le monde qui l'entoure et prêche au public : « *Vous êtes fous, car vous cherchez avec beaucoup de soins une infinité de choses inutiles ; vous êtes pauvres, parce que vous bornez vos biens dans l'argent au lieu simplement de jouir de la création, comme nous, qui ne voulons rien avoir afin de jouir plus librement de tout.* » La « huronite » s'empare de la capitale, on exhibe de vrais Sauvages dans les foires, on frémit à leurs mimiques guerrières, et l'on déclame :

C'est le goût seul chez les /Hurons
Qui détermine une fillette
C'est l'argent qui fait aux /tendrons,
A Paris, souffler l'allumette.

On verra même des Sauvages danser sur la musique de Rameau dans *les Indes galantes*. Bien sûr, Voltaire, toujours à l'affût du succès, ne pouvait laisser échapper pareil sujet. *L'Ingénu* (1767) n'est autre qu'un Huron et, au cours du roman, notre auteur livre ses sources : « *Le Perier avait dans sa bibliothèque* la Grande Huronie, *dont le Père Sagard, récollet, lui avait fait présent.* »

Le Huron continue d'intéresser les intellectuels du XVIII[e] siècle bien sûr : les américanistes tels que Charlevoix (*Histoire de la Nouvelle-France*, 1744) ou Lafitau (*Mœurs des Sauvages américains*, 1744), mais aussi les Encyclopédistes et tout le courant des Lumières. Raynal consacre de longs passages aux Hurons ; quant à Jean-Jacques Rousseau, il a élaboré sa théorie sur « *l'état primitif de la nature* » à partir de tous les témoignages collationnés depuis le XVII[e] siècle sur les Indiens, et il ne fait aucun doute que la société huronne a contribué à faire réfléchir « *le père de l'ethnologie* », suivant l'expression de Claude Lévi-Strauss.

En Nouvelle-France, devenue Canada, les Hurons sont loin d'être oubliés. Après la grande dispersion du XVII[e] siècle, quelques dizaines s'installèrent non loin de Québec, à Lorette. Christianisés, les Hurons deviennent agriculteurs tout en conservant leurs habitudes de chasse dans les Laurentides toutes proches. Au XIX[e] siècle, le français remplace le huron. Le dernier à connaître la langue de ses ancêtres disparaît en 1912. La pauvreté des ressources agricoles conduit les Hurons à s'expatrier vers Québec ou à développer l'artisanat.

Dans les années 80, près d'un millier de personnes, toutes n'ayant pas le statut d'Indien, séjournent sur la réserve. Et après un détour de l'histoire, les Hurons de Lorette sont revenus en quelque sorte à l'artisanat de leurs pères ; ils fabriquent des milliers de raquettes de neige et de canoës exportés à travers tout le Canada et les Etats-Unis.

PHILIPPE JACQUIN.

● **Ethnologue. Enseignant à l'université de Lyon-II. Auteur de *Histoire des Indiens d'Amérique du Nord* (Payot).**

Attila

par Alain Nadaud

« LES oiseaux ! Les premiers oiseaux ! » A ce seul cri, une indescriptible agitation s'empara du camp des Huns. Grimpés sur des barriques ou les rayons des roues des chariots, des hommes par grappes se hissaient les uns sur les autres comme pour se rapprocher du ciel, pointaient du doigt un endroit bien précis au-dessus de leur tête. A ceux qui s'étaient précipités hors de leur tente et restaient paralysés sur le seuil, éblouis par ce trop de lumière, ils cherchaient à désigner de minuscules points noirs qui, au travers d'une déchirure des nuages, progressaient dans un ordre impeccable et d'un mouvement presque imperceptible, tout là-haut, vers le nord-est.

Les plus habiles ou les plus rapides à cru avaient enfourché leur monture et, le fouet entre les dents, ventre à terre, dérapant entre les obstacles pour se sortir au plus vite du camp, s'étaient élancés sur la neige à demi verglacée pour tenter de suivre du regard les oiseaux qui, trop loin déjà, finissaient de s'éloigner et de disparaître à l'horizon. Quand ils s'aperçurent que leurs efforts étaient devenus inutiles, les cavaliers du groupe de tête ralentirent quelque peu l'allure et, après s'être consultés un bref instant, d'un commun accord firent volte-face et se portèrent à la rencontre du gros de la troupe qui arrivait derrière et que, selon la coutume, ils affrontèrent avec des hurlements et à mains nues, cherchant au corps à corps à désarçonner l'adversaire.

Les deux groupes se heurtèrent de plein fouet, avec un bruit mat de cuir et d'os, et les premiers corps enlacés tombèrent dans la neige, juste sous le pas des chevaux que, tout à leur lutte, ils entraînaient le plus souvent avec eux dans leur chute. Renversées sur le flanc, les bêtes affolées, hennissant et frappant l'air de leurs pattes, se débattaient jusqu'à ce que, d'un coup de rein, elles pussent se dégager de la mêlée et, au petit trot, s'éloigner, mais finalement tout excitées, feintant par jeu leur ombre sur la neige, ruant et caracolant à vide, s'ébrouant et renâclant et, tout en affichant un air à la fois intraitable et offensé, peu décidées à vouloir de ce pas regagner leur enclos.

Mais déjà, au milieu de la bousculade et des encombrements, des ballots de fourrures et des tentes roulées, le reste du camp avait commencé de s'atteler aux lourds chariots bâchés d'écorce qu'on s'efforçait de faire sortir des fondrières où, du seul fait de leur propre poids, ils avaient fini par s'enfoncer peu à peu pendant toute la durée de leur immobilisation. Une fois tirés hors de l'ornière, on s'employa à en graisser les essieux qui, raidis par les glaces, grinçaient atrocement, et à les regrouper ensuite à leur place respective, par colonnes, derrière les emblèmes de bronze ou de cuir, ornés de plumes et couronnés de têtes de loups et d'oiseaux qui caractérisaient les principales tribus. A la hâte enfin, on s'empressa de rassembler à l'arrière ce qui restait du bétail efflanqué qui avait nourri les guerriers pendant tout l'hiver et qui, soudain tiré de sa léthargie par les coups qui s'étaient mis à pleuvoir sur lui, meuglait de façon discordante et désespérée.

Ces incessantes allées et venues, et toute cette effervescence, avaient transformé la plaine en un immense bourbier. La neige piétinée, retournée, souillée, laissait voir, une fois les tentes pliées, les trouées noires qui, de place en place, marquaient les emplacements des chariots et des feux, les amas indifférenciés de détritus, de branchages accumulés, d'ossements, de tourbe et d'excréments que la colonie laissait derrière en partage à la terre, comme une tumeur que la boue, bientôt, avec la débâcle et la fonte, aurait à charge de résorber et que la levée des herbes de la steppe finirait par recouvrir à tout jamais.

Il fallut alors plusieurs jours pour que la totalité du peuple des Huns se mît en route. Le temps s'était maintenu au beau et le ciel s'ouvrait à mesure sur un bleu plus profond. Le gros de l'armée, avec Attila à sa tête, avait déjà pris les devants sans plus se soucier des chariots trop lents, des femmes et des troupeaux. De l'une à l'autre des principales tribus qui galopaient en ordre dispersé, des voltigeurs faisaient la navette, transmettant au passage et d'un cri rauque les ordres du groupe de tête et les indications de marche.

AU bout de quelques jours, des éclaireurs vinrent annoncer qu'on allait bientôt toucher les rives d'un fleuve. Pourtant, rien ne pouvait le laisser prévoir ; l'horizon était toujours aussi rectiligne que la steppe plate et dure qu'il délimitait. Le temps seulement avait changé, devenu plus doux, presque tiède sur la fin, et le ciel à l'avant accumulait des épaisseurs boursouflées de nuages. La neige elle-même, lorsque le soleil était au zénith, commençait à fondre en surface pour regeler tout aussitôt dès la fin de l'après-midi, formant une croûte fragile et verglacée qui cédait sous le poids des chevaux et leur entamait la chair à hauteur des jarrets.

En fin de matinée du jour suivant, le groupe le plus avancé de l'armée des Huns qui cheminait sur plusieurs fronts arriva ainsi à ce qui se découvrit être l'extrémité d'un plateau dont les contreforts plongeaient d'une dizaine de pas en pente douce vers le lit du fleuve, dont on apercevait, à travers une demi-brume et les premiers bosquets, les eaux roulantes et lourdes, lesquelles, à la faveur d'un dégel déjà bien entamé en amont, avaient débordé largement sur les deux rives.

Attila savait la ville de Samiarsk située quelque part de l'autre côté du fleuve. Avant que celle-ci n'eût donné l'alarme – car, de toute évidence, on ne l'attendait pas de sitôt – et que la garnison ne se portât au-devant de lui pour se servir de cette défense naturelle et tenter de lui couper la route, il résolut de faire traverser au plus vite tout le gros de l'armée. Ainsi pourrait-il tranquillement ensuite faire procéder au passage des chariots, et, en cas de nécessité, livrer tout à son gré bataille sur l'autre rive. A cet effet, il ordonna le silence et interdit les feux. Tout le jour, en ordre dispersé et à tâtons, les éclaireurs battirent les buissons qui bordaient la berge à la recherche d'un passage possible malgré la crue. Enfin, vers le soir, un groupe de guerriers, au grand galop le long de l'escarpement, avertit Attila qu'en amont le cours du fleuve avait tendance à se ramifier et donc à se ralentir entre des chapelets d'îles. Quelques-uns avaient pu, en s'aidant de lassos, passer d'une berge à l'autre et, de là, à partir du chemin qu'empruntaient les habitants de Samiarsk, retrouver la trace du gué.

Plusieurs jours furent nécessaires au franchissement du fleuve, et les cavaliers qui étaient chargés de mener à bien l'opération avaient fini par être couverts de vase séchée qui leur façonnait comme d'épaisses cuissardes. Après le passage d'une telle multitude, le terrain était devenu à ce point impraticable et la boue des berges si meuble que les chariots de l'arrière, enlisés jusqu'au moyeu, avaient versé et dû être abandonnés à la force trop vive du courant.

Alors que, sur la rive qu'ils venaient de quitter, la neige jusqu'à ces jours derniers était restée à peu près nette et dure, de ce côté-ci du fleuve, étrangement elle avait disparu ou ne subsistait plus que par plaques sales et décomposées. A perte de vue s'étendait la steppe noire et rendue spongieuse par la paille des herbes de l'année dernière qui, toute pourrie et fripée, se gorgeait de l'eau de la fonte. Ici et là, de jeunes pousses apparaissaient au ras du sol, craquantes et drues sous le pas des chevaux : sur cette rive, c'était déjà le printemps. Une brise chaude, venue de l'ouest, soufflait en permanence. A l'unanimité, les hommes ne purent s'empêcher de pousser des cris de joie et de lancer contre le ciel quelques volées de flèches. Les chevaux, affolés par les cris soudains, virevoltaient, se cabraient ou cherchaient à se mordre, s'éclaboussant à chaque ruade de terre qui venait plaquer leurs flancs.

La troupe, tantôt dans les brusques dépressions du terrain à tendance marécageuse, se voyait forcée d'aller au pas, tantôt sur d'espèces de courts plateaux au sol beaucoup plus sec, s'élançait spontanément au galop. Le plus étonnant restait qu'on semblait avoir perdu, à partir du fleuve, le chemin supposé de Samiarsk... Avait-on délaissé derrière soi la ville sans s'en rendre compte, ou les indications que détenaient les informateurs d'Attila étaient-elles fausses ? En tout cas, à l'exception de quelques groupes de masures abandonnées, nulle part la moindre trace de vie. Cette impression que la ville avait reculé très loin dans la steppe ou s'était perdue en son immensité avait créé chez les guerriers une sorte de malaise, et presque d'inquiétude, qui les rendait irritables et acharnés...

L'herbe avait d'ailleurs commencé à se faire plus haute au point de fatiguer les chevaux. Habitués à marcher de face, les Huns furent bientôt obligés de se regrouper en colonnes pour se frayer plus facilement un passage. L'air était devenu plus sec, et aussi plus chaud. Le ciel, indistinctement bleu jusqu'ici, avait viré au gris. Les cavaliers avançaient ainsi dans un froissement continu d'herbes frôlées puis couchées qu'ils avaient, par jeu lorsqu'elles arrivaient jusqu'à eux, tenté d'arracher à pleines mains. Aussitôt, ils s'aperçurent que les tiges acérées leur avaient ensanglanté la paume. Les uns aux autres, ils se montraient l'intérieur de leurs mains tailladées comme par le tranchant d'innombrables rasoirs. Ils riaient entre eux, sans pouvoir toujours très bien dissimuler la rage qui croissait en eux : – *« Samiarsk ! Samiarsk ! »* hurlaient-ils en brandissant leurs épées.

AU fur et à mesure qu'ils s'enfonçaient vers l'ouest, à travers les hautes herbes qui ondulaient au-devant d'eux par vagues lustrées, par larges traînées de reflets scintillants et presque métalliques sous ce soleil devenu trop blanc, ils faisaient s'élever sous leurs pas un vaste nuage de poussière qui les enveloppait tout entier ; poussière dont ils avaient du mal à déceler l'origine, peut-être mélange de boue séchée, de pollen, de graines ou d'insectes imperceptibles. Les vêtements et les cuirasses de cuir, la robe des chevaux et la bâche des chariots en étaient recouverts au point de les faire ressembler de loin à des spectres en route vers l'oubli. De plus, les fleurs de la multitude de graminées qu'ils cassaient sous le ventre des chevaux et que broyaient les sabots y ajoutèrent à force une poudre de minces flocons roses et noirs... Ils n'eurent d'autre issue, pour éviter l'asphyxie, que de se disperser à nouveau et de chevaucher chacun pour soi. Attila en tête, et s'étant mis debout sur sa selle pour mieux scruter l'horizon, invoqua à haute voix les dieux et lança l'anathème contre cette terre insidieuse et pestilentielle.

Et toujours point de Samiarsk au loin, ni la moindre trace de route ou de chemin. Au passage pourtant, ils reprenaient espoir en reconnaissant certaines de ces plantes qu'ils avaient laissées à l'est là-bas, derrière eux : asphodèles légères, astariacus aux lourdes corolles d'où s'échappaient au moindre choc des cohortes de mouches minuscules, panicées et follicules dont les étamines rouge vermillon étaient empoisonnées, cistelles amères aux pétales transparents comme des ailes de papillon, filéristes bleu pâle que broutaient d'un coup vif et sec au passage les chevaux qui semblaient en raffoler, qui les repéraient de loin et n'hésitaient pas à faire un écart pour les atteindre, sans doute à cause de leur goût un peu acide et sucré, certains disaient même, au vu des montures qui parfois en trébuchaient, opiacées ou hallucinogènes...

Les Huns avaient fini par lâcher la bride et laisser faire, vaguement somnolents et comme anéantis par cette sécheresse imprévue et, surtout, par ce crissement progressif, puis brusquement assourdissant si par malheur il leur arrivait d'y prêter attention ; ressac continuel des tiges lisses et herbes souples qui s'ouvraient et glissaient le long des étriers et, par instants, tellement filandreuses et embrouillées que les chevaux s'y laissaient prendre les pattes, piétinaient alors en renâclant, puis étaient obligés de ruer sur place pour se dégager.

Ce bruissement que l'on avait cru au départ simplement provoqué par le frottement des herbes sèches contre le cuir et l'acier se révéla en fait émaner, à mesure qu'on s'avançait, plus sourdement de la terre même. Malgré la poussière, toute la suite d'Attila s'était instinctivement regroupée dans son sillage et, jusqu'aux éclaireurs qu'il était rare de voir chevaucher si près, tous étaient aux écoutes et sur le qui-vive, les oreilles vrillées par ce cisaillement suraigu qui leur perçait les tympans et qui, pour certains presque rendus fous à force, leur faisait se porter les mains aux tempes et vociférer, pour d'autres les poussait à basculer de leur selle et s'effondrer au sol avec un bruit sourd.

Pour en avoir le cœur net, Attila fit arrêter ses guerriers. Toute la troupe derrière lui s'immobilisa dans un long frémissement dont il fallut attendre qu'il eût parcouru comme une onde toute la colonne pour parvenir enfin, de la part des hommes et des bêtes, à un silence relatif. Quand il eut mis pied à terre et qu'il se fut agenouillé pour fouiller de la main entre les herbes et en déterrer quelques racines, il s'aperçut alors que, dans l'espace laissé libre, le sol grouillait d'insectes innombrables qui cherchaient à s'enfuir en tous sens, affolés, et pourtant sans jamais cesser de répandre ce bruit infernal, comme accentué au contraire par l'intensification de leur folle activité. Attila, du talon, puis de la pointe de son épée, fouillait la terre, frappait à coups redoublés pour en exterminer le plus possible. Quand il se redressa à la vue de ses troupes, il se découvrit tout couvert de sueur et de terre. De l'espace qu'il avait en quelque sorte défriché virevoltaient autour de lui des nuages de moucherons, alors qu'à ses pieds les cloportes désemparés cherchaient à trouver refuge dans les trous de la terre, dans le creux des tiges et jusque dans ses bottes ou les plis de ses propres vêtements. Comment établir un camp dans de telles conditions ? Etaient-ils destinés à ne plus pouvoir s'arrêter ? Une terreur confuse le prit.

LORSQU'IL se remit en selle, il ne put s'empêcher de considérer un instant la masse indistincte de ses guerriers qui le regardaient à leur tour, tout blancs de poussière, dont on ne voyait que les yeux avides et brouillés de fatigue. Les chevaux eux-mêmes, baissant le col, reniflaient la terre avec inquiétude, les naseaux recouverts d'une croûte de morve séchée qui les faisait s'ébrouer les uns après les autres et leur faisait couler les yeux.

Samiarsk ! Samiarsk ! Cette voix criait encore au fond de lui, à l'étouffée. Qu'était devenue, derrière ses murailles, la ville aux mille coupoles ? N'apercevait-on rien au loin de leur scintillement ? S'était-elle évanouie dans la steppe ? Ou n'avaient-ils fait que tourner en rond ? Il s'immobilisa à nouveau, ne pouvant se décider : entendait-il bien, selon les sautes du vent, les battements de plusieurs volées de cloches qui déjà, à cause du nuage de poussière qu'ils déplaçaient avec eux, sonnaient l'alarme, ou n'était-ce à ses oreilles que les pulsations désordonnées de la fièvre et, avant-coureur de l'hémorragie fatale, le martèlement du sang à la base du nez ?

[Né en 1948 à Paris, Alain Nadaud est professeur de philosophie. Il a écrit un recueil de nouvelles, *la Tache aveugle* (Editeurs français réunis, 1980) et un roman *l'Archéologie du zéro* (Denoël, 1984).]

NICOLAS VIAL

هكذا من الأصل

Les aventures de la raison *dans la pensée et la science contemporaines.*

NOUS continuons la publication des réponses à notre questionnaire sur l'usage de la raison dans la pensée et la science contemporaines (voir ci-dessous) :

La critique des grands systèmes d'explication (scientifiques, philosophiques, politiques...), les crises internes traversées par de nombreuses disciplines, l'apparition de nouvelles problématiques et de nouveaux champs du savoir, les références souvent explicites à la subjectivité ou à la métaphysique, les interrogations autour des notions de vérité, de progrès, de preuve, d'expérience, de méthodologie, d'argumentation, de quantification, ont conduit de nombreux chercheurs à remettre en question l'usage classique de la raison dans les recherches contemporaines.

● En quel sens les formes de la rationalité traditionnelle vous semblent remises en cause par les découvertes de notre époque ?

● Pouvez-vous en donner quelques exemples ?

● Comment situeriez-vous votre discipline et vos propres travaux dans ce débat ?

● Parmi les nouvelles approches de la rationalité contemporaine, quelles sont celles qui vous semblent particulièrement fécondes ?

Nous publierons la semaine prochaine d'autres réponses.

CHRISTIAN DESCAMPS et FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Le Monde a déjà publié les réponses de Jean-François Lyotard, René Thom, Tzvetan Todorov, Michel Tournier (*le Monde Aujourd'hui* daté 1er-2 juillet) ; Alain Touraine, Fernand Braudel, Gérard Genette, Ilya Prigogyne, Serge Lahaut, Vincent Descombes (*le Monde Aujourd'hui* daté 8-9 juillet) ; François Châtelet, Lucien Sfez (*le Monde Aujourd'hui* daté 15-16 juillet).

Les titres sont de la rédaction.

Une bien vieille «nouveauté»

par Jean-Claude Pecker

LE MONDE pose une question, et demande une réponse. Mais quelle étrange question ! A mon avis, la «raison aujourd'hui» n'a rien de différent de la «raison hier», ni sans doute de la «raison demain». Ce sera là toute ma réponse, d'astronome et de chercheur, — en deux lignes. Dussé-je contredire les auteurs des colonnes voisines, mon expérience de quarante années de recherche en astrophysique ne me suggère aucune autre réponse. *Il n'y a qu'une raison humaine.*

Comme *le Monde* me donne droit cependant à une réponse de 6 000 signes, je m'en voudrais de ne pas poser, à mon tour, une question : pourquoi *le Monde*, aujourd'hui, est-il conduit à s'interroger sur l'usage dit «classique» de la raison ?

Parce que (je cite), les *«recherches contemporaines»* semblent impliquer *«la critique des grands systèmes d'explication»*, des *«crises internes»*, *«l'apparition de nouvelles problématiques et de nouveaux champs de savoir»*, les *«références... à la subjectivité ou à la métaphysique»*, et *«les interrogations autour de la notion de progrès»*,...

Eh bien, pour être très clair, je dirai que cette suggestion d'une quelconque «nouveauté» dans l'attitude des scientifiques d'aujourd'hui par rapport à leur attitude passée me semble totalement injustifiée. La première phrase du questionnaire du *Monde* me rappelle ce fameux «tournant de l'histoire», invoqué par tous les Joseph Prudhomme qui se sont succédé depuis des millénaires, — bien avant le roman d'Henri Monnier. L'histoire est toujours en train de tourner ; et la recherche scientifique de progresser. Mais la démarche rationnelle reste toujours valable, et proche de la définition du rationalisme qu'en donne Ernest Kahane, dans le *Dictionnaire rationaliste*, édité par l'Union rationaliste — à laquelle je m'honore d'appartenir : *«La seule voie de la connaissance est le travail de la raison sur les faits de la nature et de la société, effectué sous le contrôle de l'expérience.»* En ce sens, l'astronome que je suis est rationaliste, — ni plus ni moins qu'Hipparque, Ptolémée, Képler, Galilée, Newton, Le Verrier, Einstein, ou Hubble. La progression de la connaissance reste régulière, l'usage de la raison reste constant, l'expérience reste le contrôle nécessaire, et permanent.


AFP

Non, la méthode rationnelle n'a jamais varié. Aucune subtilité sur les mots de raison, de rationalisme, de rationalité, ne modifie pour moi cette évidence. L'inventeur de la roue, et les ingénieurs d'Ariane, les premiers observateurs des éclipses, et les astrophysiciens des sondes spatiales ne «raisonnent» pas d'une façon différente.

La méthode rationnelle n'a pas varié. Pas plus que n'a varié la tentation de l'irrationnel, et la lutte (manichéenne, — et alors ?) entre ces deux attitudes. Déjà les astronomes de l'Antiquité protestaient contre les astrologues qui, déjà, faisaient un commerce lucratif d'un vocabulaire savant. Plus tard, Rabelais brocardait Nostradamus, et si Ambroise Paré décrivait avec soin les monstres du ciel, têtes coupées et épées brandies, ses contemporains plus sceptiques souriaient comme on peut sourir des visions qu'inspirent aujourd'hui d'autres mythologies et une autre histoire. Cagliostro, astrologue, était aussi escroc. Mesmer avait un pouvoir psy, et des talents de société. La tradition du soufre se perpétue ! Lévitation, poltergeists et fantômes, télékinèse et pouvoir psy succèdent aujourd'hui aux *miracles médiévaux, identiques* à eux en nature.

En France même, nous avons vu le flambeau de l'irrationnel passer, en quelques décennies, de *Planète* à France-Culture, et de Raymond Ruyer (*«il pense dans l'Univers»*, disait-il, comme on dit *«il pleut»*) au funeste colloque de Cordoue ; nous sommes allés des trajectoires extraterrestres d'A. Michel aux lévitations de la secte Méru, et du *Matin des magiciens* à la conversion crépusculaire de Louis Pauwels ; nous avons connu les visions paroptiques de Louis Farigoule-Jules Romains, et les tables tournantes tournées par Alain Peyrefitte ; nous avons constaté que les cuillères et les barres de fer se tordaient dans beaucoup de mains, y compris celles des prestidigitateurs, et nous avons reniflé bien d'autres illusions, bien d'autres supercheries, plus ou moins innocentes, et de toute sorte.

Non, rien de cela n'a changé...

S'il y a quelque chose de neuf, c'est dans l'échelle à laquelle s'opère la diffusion des fantasmes. Les mystifications, les délires, s'offrent aujourd'hui des échos répercutés à l'infini sur toutes les ondes, ou sur toutes les feuilles. Comment *le Monde* ne s'y laisserait-il pas prendre, après France-Culture, après des ministres et des académiciens, après de *savants physiciens ou* des biologistes de valeur ? Cependant que la science progresse et, *devenant plus* abstraite, utilise par nécessité un vocabulaire nouveau, la non-science s'empare de ce vocabulaire et l'exploite habilement dans un contexte totalement différent (ce qui, en soi, est une tromperie) : mais la difficulté très réelle du langage scientifique est telle qu'une personne non prévenue n'a aucun moyen de faire la différence entre un véritable scientifique et un mage fumeux, entre *un chercheur* honnête et un quelconque maître bluffeur.

Je m'en voudrais de ne pas conclure cette philippique (très à côté de la question posée, j'en suis bien conscient) par une suggestion positive. Tout le mal que je dénonce vient de la confusion qui règne dans les esprits au sujet de la méthode scientifique. Au lieu de montrer ou de décrire sans expliquer, comme on le fait trop souvent, ne conviendrait-il pas de *faire comprendre* ce qu'est la connaissance, ce qu'est la méthode de la rationalité scientifique ? Et de faire comprendre des phénomènes *simples ? Quelques minutes* par jour, à une heure de grande écoute (télévisuelle), où l'on *montrerait* pourquoi le ciel est bleu, comment la neige se forme en beaux cristaux étincelants, par quel processus physique l'arc-en-ciel nous offre une décomposition irisée de la lumière blanche, ce que sont les phases de la Lune, ou encore comment fonctionne un réacteur nucléaire, et pourquoi il est possible de dire que la Terre est âgée de 4 milliards et demi d'années...

Pourquoi non ? Le palais de la Découverte, pour quelques milliers de visiteurs par jour, c'est bien ; la Villette, c'est pour demain, mais ce ne sera pas pour tout le monde non plus : il faudra vouloir y aller. Combien plus nombreux seraient les téléspectateurs à *jouir enfin du plaisir extrême* qu'il y a à comprendre le pourquoi des choses simples ? Et à *le comprendre de cette façon* rationnelle qui fait que le langage de la science est universel ?... La beauté des flocons de neige, ou des couleurs du ciel n'en serait que plus vive. Il n'y a qu'une raison humaine ; il n'y a pas de raison seconde.

● Astrophysicien, professeur au Collège de France, membre de l'Académie des sciences. Va publier à la rentrée, chez Fayard, *Sous l'étoile Soleil.*

La dentellière et le forgeron

par Gilbert Durand

LA remise en cause de la « raison classique », si elle émerge présentement au niveau des médias, ne date pas épistémologiquement d'aujourd'hui : il y a cinquante ans déjà Bachelard *pouvait écrire le Nouvel Esprit scientifique*, qui montrait amplement que la raison, étayant les démarches d'Einstein, puis de Planck, de Bohr, *de Fermi*, de Dirac, de Pauli ou de De Broglie était délibérément dressée en une *« philosophie du non »* contre le rationalisme de Descartes, de Newton ou de Lavoisier, et surtout — tout est parti de là — résolument « non euclidienne ». Le rationalisme n'est pas une religion : *il se modifie selon* son *« point d'application »* (G. Bachelard).

Dès que l'on a troqué pour référentiel l'espace homogène, infini, non topologique d'Euclide contre un espace à courbure, fini, topologique, etc., *la raison a dû instrumenter* d'autres procédures de relation que celles qui existaient entre les fameuses boules de billard de la mécanique classique... Ce qui était « paradoxes » peu crédibles au début du siècle (paradoxe de Langevin, puis paradoxe Einstein-Podolsky-Rosen, paradoxe du chat et Schrödinger, etc.) est devenu — selon le mot d'un de nos physiciens — paradigme.

Mais de tels *« orages »* (Lord Kelvin) épistémologiques n'inquiètent au fond que ceux qui ignorent tout de l'histoire des sciences : de tels bouleversement de la raison — et de la vision du monde — ont suivi et Copernic-Kepler et Galilée-Descartes et surtout l'*« électrisme »* (comme aimait à dire Bachelard) de Coulomb-Faraday. Ainsi que le montre excellemment un physicien de Harvard (Gerald Holton), ce n'est pas la première fois que la raison change de *« thema »*. La révision rationaliste qui a suivi la relativité et surtout la physique quantique, *et bien plus* la « nouvelle physique quantique » et la mécanique ondulatoire, est simplement plus radicale.

Si vous voulez quelques exemples, disons qu'avec la relativité c'est le statut formel (newtonien et *kantien*) de l'espace et du temps qui est mis en cause. Dès que l'on peut envisager des temps locaux pluriels, liés à la pluralité des systèmes, le temps *étalon, cher à un* certain *« thema »* évolutionniste perd de son impérialisme scientifique (P. Langevin). Les notions, si rassurantes, de « passé » et d'« avenir » se relativisent... De même, avec la théorie quantique, et les expériences des *« trous »* de Young et de Faynman, on arrive à disloquer les certitudes d'un projet scientifique modelé jusqu'ici sur les *solides. Tant pis si* les théories du physicien de la *« non-séparabilité »* (B. d'Espagnat) recoupent certaines intuitions de la réalité *« non solide »* de Bergson ! Comme le constate souvent l'astrophysicien Hubert Reeves, l'« objet » de la physique, au moins depuis la physique quantique, n'est *plus ce qu'il* était : il est passé d'un modèle solide à un modèle dynamique, où le champ énergétique remplace — avantageusement pour ce qui intéresse nos techniques avancées — le corpuscule bien délimité et « séparé » dans l'espace euclidien.

On pourrait multiplier les exemples : toutes les sciences de la nature sont vigoureusement « en clameur ». Je ne fais que citer les *noms de mes contemporains :* Reeves, d'Espagnat, L. Brillouin, G. Günther, Costa de Beauregard, David Bohm, Capra, Holton, Charon, Prigogine, Elisabeth Rauscher, Pribram, Geoffrey Chew, Stapp, Sheldrake, etc. Certes tous ces savants ne marchent pas au pas d'une même idéologie et se querellent souvent vigoureusement, mais la « rationalité » *nouvelle* qu'ils construisent est un modèle heuristique pour la science de l'homme de la fin du vingtième siècle.

Car nos disciplines ont, hélas ! — et *surtout en France ; Freud,* Jung, Max Weber, von Wiese, Sheler, etc., ne furent pas français — *été* bloquées par une pédagogie très unitaire, très totalitaire : c'est là l'envers de l'admirable médaille qu'est le vieux système de Jules Ferry, disciple étroit d'Auguste Comte... Je ne veux citer personne, pour ne faire de peine à personne, mais — sauf en histoire — nos enseignements supérieurs de la psychologie, de la sociologie sont restés dans l'impasse d'une épistémologie bloquée par des mé*thodologies rationnellement démodées.*

Vous me demandez où je situe « ma » discipline dans ce débat ? Mais je dirai que les vieux bocaux disciplinaires *ne sont plus de mise !* Je me suis spécialisé dans l'étude des *« cultures-mondes »* (pour paraphraser Fernand Braudel) et j'ai constaté que cette étude commençait fatalement par les « données » de la représentation, c'est-à-dire l'imaginaire. L'imaginaire est l'*indicateur* majeur de la science de l'homme. Or celui qui étudie le monde des représenta*tions/images est frappé* (après Freud, Jung, Cassirer, Eliade, Dumézil, etc.) par le caractère *systémique* — c'est-à-dire constitué par de la contradictorialité — de ces champs de l'imaginaire.

Il se pourrait que le caractère d'*« ambiguïté »* que mon ami Balandier repérait en Afrique soit constitutif de tout phénomène humain. Là aussi le réel est *« voilé »*, bien plus — comme je l'ai dit — il est *« tigré »*. D'où la nécessité de faire intervenir dans notre approche scientifique et une *topique (Lévi-Strauss l'a bien vu) et une lo*gique qui ne ressortisse plus du fameux *« tiers-exclu »* (P. Feysse, R. Blanché, S. Lupasco, etc.). Pour le moins *les cercles d'Euler* cèdent le pas aux treillis de Boole.

Bien entendu les schémas classiques de la causalité sont alors, chez nous aussi, profondément modifiés : le déterminisme social ou culturel ne répond plus à un simpliste schéma progressiste, non plus qu'à une dialectique unidimensionnelle. Chez nous aussi la notion de *« champ causatif »* — pour ne pas dire avec Waddington ou Sheldrake de *« forme causative »* — intervient, sans que l'on puisse déceler la recette causale d'une infra ou d'une superstructure. Nos sociolo*gues étonnés s'aperçoivent que* certains effets sont *« pervers »* et ne suivent plus les bonnes intentions de l'antécédent... De grands *« bassins sémantiques »* d'attraction jouent dans le domaine des cultures et des époques culturelles, tout comme l'économiste-historien repère des *« économies monde »*. Ces *« bassins sémantiques »* sont passibles d'une *« mythanalyse »* (aidée par la *mythocritique* des documents écrits, enregistrés ou iconiques).

Mais ce qui est passionnant, *c'est de voir comment les sociétés* « changent de bassin », si je puis dire. Et d'ores et déjà on peut affirmer — pour reprendre notre métaphore hydraulique — *que ce n'est* pas uniquement par tarissement de sources... méandres et deltas interviennent en des *feedback* complexes (ou mieux en *des feedforwart* selon l'expression de Mc Farlan) très proches de certaines intuitions — et conclusions ! — holistiques de la science *de* pointe : ne citons pour mémoire que les théories de l'implication (Bohm) et du fameux *bootstrap* (Chew).

Je voudrais tout de suite récuser — rapidement car la caravane passe ! — deux ordres de critique. D'abord ceux qui renvoient à l'irrationalisme tout ce qui échappe à leur raison de certificat d'étude primaire (modèle 1882). Au contraire nous revendiquons un rationalisme *de pointe*, plongé au cœur de l'*efficacité* des schémas explicatifs les plus contemporains. Ensuite ceux qui, plus habiles, prétendent qu'on *ne peut appliquer à la psychologie* par exemple les relations d'incertitude d'Heisenberg. Certes, « une dentellière n'est pas un forgeron ». Mais la dentellière de Veermeer est plus proche du forgeron de Le Nain que des métiers à tisser programmés à Séoul en 1984... Je veux dire par là, avec Holton, *qu'il* y a des *themata* d'époque, de « bassin sémantique » : les conceptualisations, les visions du monde ne sont pas, elles non plus, en bocaux étanches.

Cela dit, pour l'anthropologue de *l'imaginaire que je suis, toutes* les approches de la rationalité contemporaine me paraissent heuristiques : les physiciens, les biologues, les mathématiciens de la recherche de pointe sont en résonance avec les hypothèses que nons sommes obligés de formuler. Nous sommes embarqués dans la même « thématique », c'est-à-dire nous utilisons les mêmes *themata*.

● *Anthropologue.* Professeur à l'université de Grenoble. Fondateur et responsable du Centre de recherche sur l'imaginaire (CRNS). Auteur notamment des *Structures anthropologiques de l'imaginaire* (Bordas), *l'Imagination symbolique* (PUF), *l'Ame tigrée* (Denoël-Gonthier).

Kiosque

L. A., hélas !

LOS ANGELES, il faut aimer. Absolument. Révoltant comme le premier impressionniste au Salon des artistes français, mais l'époque n'est plus à l'indignation tapageuse. On ne refuse pas ouvertement 8 000 kilomètres carrés de modernité.

« Los Angeles comme si vous y étiez », *« Los Angeles ville olympique »*. L.A. vaut le détour, et si les journaux du Vieux Continent n'apprécient pas toujours, ils taisent leurs réserves et forcent leur admiration. Certains d'ailleurs doivent détester, on le sent à leur façon d'insister sur les *freeways*, les échangeurs, l'obligation de circuler en voiture, le *smog* (du brouillard et de la fumée), le climat : *« Inutile de vous munir de vêtements contre les intempéries, souvenez-vous que Los Angeles est construite au cœur d'un désert torride »*, rappelle l'envoyée spéciale de *F. Magazine*. *Jacinte* met en garde ses lecteurs : *« En voiture, lorsque vous roulerez au hasard, vous chercherez peut-être la fin sans jamais la trouver. »* Et Christian Millau, *du Guide*, qui a commencé par *« haïr Los Angeles »*, se revoit *« comme dans un cauchemar débarquant pour la première fois à l'aéroport (le plus mal fichu du monde, mais on l'a un peu amélioré à l'occasion des Jeux) errant pendant trois heures au volant de* [sa] *voiture à la recherche de Beverly Hills »*.

Des précisions à faire fuir. On les dirait faites exprès par des excédés : *« Les gens de Melrose me rappellent un peu les « boat people » embarqués sur le même navire qui pourrait devenir une galère... »*, dit en « ouverture » *City*, magazine international qui trouve ailleurs typiques *« les boulangeries européennes »*, le kitsch, le carton-pâte et le magasin de Bubby, *« tout en élégance et en simplicité, spécialisé dans la marchandise unique : la poterie californienne du début du siècle aux années 40 »*.

On retrouve cette obligation d'approuver, un peu snob, jusque dans *Magazine Hebdo*. Los Angeles vous rendrait infidèle à l'Occident : *« Agglomération née au vingtième siècle, elle offre quelques sujets de perplexité au touriste le nez dans le* Guide bleu. *Un grand nombre de traces inhabituelles, mais totalement propres au siècle, originalité, fantaisie, liberté de création que le poids d'un passé historique aussi lointain que pesant semble bloquer définitivement chez nous. Dès lors, une seule solution : la voiture. »*

D'autres, plus fascinés encore, débordent d'indulgence pour ces *Angelenos* qui ne s'attireraient, à Romorantin, que du mépris. *« Les sujets graves sont exclus de la conversation. D'ailleurs, il n'y a pas de conversation*, écrit *Paris-Match ; par conséquent, on ne parle jamais de politique, de conflits sociaux, pas davantage que de métaphysique, de femmes ou de sens de la vie. »* Quelques esprits chagrins se permettent tout de même quelques remarques déplacées. Ainsi Matthieu Galey écrivait récemment dans *le Point* : *« Il ne faut pas s'y tromper. En dépit de son immensité – et de ses prétentions. – la capitale du cinéma et de la télévision reste une ville de province qui paresse le long du Pacifique. »* A quoi s'empresse de répondre Christian Millau : *« Et puis Los Angeles me plaît pour sa candeur. Même sa prétention est tellement évidente qu'on ne peut la prendre au sérieux. Les gens y savent ce qu'ils veulent, font ce qu'il convient pour l'obtenir. »*

Un désaccord plus franc perce parfois sous la louange. L'adhésion paraît de circonstance. Surtout ne pas manquer le rendez-vous de l'an 2000. Être branché. Hélas ! pour nos Occidentaux, cette ville n'a pas de centre, et comment des cartésiens pourraient-ils définir ce qui n'a pas de centre ? *« Mais que veut dire « centre » à Los angeles ? »*, s'interroge *Femmes d'aujourd'hui*. La raison renâcle. On se lasse. On abuse du vocabulaire local. Il tient lieu souvent de description et masque l'échec devant trop de fuyante mobilité : les *freeways*, dont les articles abondent, mais aussi billboards, blocks, wedding chapels et happy hours, tellement typiques... Les mots ne suffiront pas. *« Vue d'avion, Los Angeles ressemble à un immense flipper. »* Un flipper ? Las Vegas aussi. Sans doute.

A en croire plusieurs, les *Angelenos*, en tout différents des autres hommes, se moquent des Jeux olympiques : *« Quant à Los Angeles, disons que Los Angeles n'a pas grand-chose à dire*, écrivait *le Point*. *Los Angeles compte plutôt en dollars. Le bénéfice espéré est de 15 millions de dollars. »*

L'essentiel est de participer au profit : *« Le* Los Angeles Times *publie chaque jour une rubrique spéciale de petites annonces « olympiques » où l'on vous propose sans complexe des billets pour la cérémonie d'ouverture à 800 dollars pièce, alors que le prix officiel était de 200 dollars. »* Un vaste bazar où tout s'achète et se vend. *« Performance, performance, le célèbre coiffeur londonien Vidal Sassoon, qui a déjà sa propre marque de produits capillaires, a obtenu l'exclusivité des coiffures et des maquillages de l'équipe américaine et mis au point pour elle des coupes de cheveux olympiques. Elles doivent donner au cheveu un maximum d'aérodynamisme »*, nous révèle *Jacinte*.

Là-bas, les Jeux n'apporteront *rien*. La population vit au quotidien, paraît-il, l'olympisme, le mélange des races, la compétition, le sport. *« Et les Grecs, quels Grecs ? Si Homère avait fait sérieusement de la musculation, aurait-il eu le temps d'écrire l'Iliade ? Et leur bibliothèque ? Quelle bibliothèque ? La durée de la vie éternelle n'étant plus ce qu'elle était, Dieu lui-même devenant de plus en plus improbable, il convenait de se rabattre sur les deux seules certitudes à portée de la main, l'instant, le corps »*, écrit dans *Vogue-Hommes*, sous le titre « Je vis à Forme-City », Pierre Rey, un Français immigré. L'argent, la réussite seraient donc les seules mesures du plaisir ? Il n'y aurait pas un seul enfant, même très jeune, qui rêve et joue, pas un Mexicain – ils sont pourtant plus d'un million – qui ne se fournisse chez les antiquaires de North... Hollywood, pas un vieillard qui, tout le jour, reste assis ? *« Et les vieux ? Quels vieux ? A partir de 100 millions de dollars, il n'y a plus de vieux, il n'y a que des riches. »*

Gault et Millau indiquent les restaurants *« d'un luxe incroyable où il est chic d'être vu »*, la salle à manger du Beverley Hills Hotel *« où récemment un client a commandé une quarantaine de bouteilles de Dom Perrignon, en a fait déboucher une pour sa table et a distribué le reste au personnel »*. *VSD* affirme que Julio Iglesias loue à l'année la suite la plus chère (500 dollars la nuit) de l'hôtel Westwood Marquis dans Downtown. *« Au cas où un grand ras l'bol le ferait se lasser du quartier de Bel Air ! »*

Sont-ils si inquiétants ? Si monstrueux, ces *Angelenos* ? A moins que tout soit faux, vu par le petit bout de la lorgnette, monté en importance, révérentiel. Est-il vrai, comme l'affirme Pierre Rey, que les *Angelenos* ne savent *« ni s'habiller, ni se nourrir, ni faire l'amour »* ?

Faut-il entrer dans la légende d'une mégapolis affreuse mais attachante, l'aimer d'une « haine mortelle » avec ces dix millions de mutants ? *« Il est à craindre au rythme où vont les choses que Beverley Hills ne se peuple bientôt d'une race de mutantes aussi parfaitement belles que des statues, aussi froides, lointaines, impersonnelles... La pratique régulière de l'exercice rend leurs hanches plus fluides, leurs épaules plus larges, leurs cuisses plus musclées ; on assiste à la disparition progressive du fessier dont il faut bien reconnaître que son usage devient aléatoire sous des cieux où la plupart des tâches et des fonctions nutritionnelles s'accomplissent debout. »* Trop tard ?

CHRISTIAN COLOMBANI.

Cinéma

Archéo-nostalgie

TOUTE crise marque la difficulté à accoucher du changement, à se projeter dans le futur, à effectuer le *passage*. Elle serait donc liée à l'idée de progrès, et aurait une issue nécessairement positive ; pour certains, elle constitue même un stade obligé de la marche en avant : Antonio Negri, par exemple, voit en elle *« la forme même »* du progrès.

Mais, dans ses profondeurs, dans sa nature secrète, la crise est peut-être tout autre chose : un phénomène affectant moins l'évolution que le commencement, l'origine. Non pas tant une interrogation sur les *moyens* (de changer, d'évoluer, de s'adapter au mouvement de l'histoire) qu'une interrogation sur les *fins*, dans la mesure où celles-ci sont en même temps *fondements*, où elles sont créées, légitimées par les valeurs fondatrices. La continuation ne se justifie pas elle-même, mais seulement si elle ressaisit, dans son procès propre, l'acte inaugural.

Lorsque les valeurs pratiques, usuelles, techniques, commencent à être ébranlées, lorsque la prospérité économique donne des signes d'essoufflement, que la croissance se ralentit, alors l'idée de progrès éveille la suspicion ; les valeurs fondatrices, à leur tour, suscitent le doute et l'inquiétude. Toute crise, ainsi, est spirituelle, mais pour autant, et nécessairement, qu'elle est d'abord matérielle.

Comment se manifeste ce doute, cette inquiétude ? Avant tout, pour ne pas dire uniquement, sous la forme de la *nostalgie*, cette nostalgie des origines dont la psychanalyse a révélé, au cœur de l'inconscient, l'attraction puissante. Sous la forme de la quête de l'objet perdu, d'où le caractère spirituel de la crise, l'objet perdu devenant sacré par le fait même qu'il est perdu.

Cette aventure est celle de toute société constituée, mais plus encore celle des sociétés de type développé, de modèle technologique. Le sacré y étant refoulé, elle est subie de façon névrotique, et non point incarnée dans de grands mythes vécus collectivement, comme c'est le cas chez les populations non encore touchées par le progrès. On peut se demander si elle n'est pas aussi celle de l'art, et, au premier chef, d'un art technico-industriel tel que le cinéma. Si on assiste, depuis plusieurs années, à un retour en force du film d'aventures de tradition feuilletonesque et populaire, à l'image, du moins dans les intentions, de ce qu'il était à la belle époque du « serial » muet, un autre trait, moins perceptible, mais peut-être plus significatif, caractérise l'hommage rendu à son passé par le cinéma : nous faisons allusion à ce qu'on peut considérer comme une véritable *régression technique*, à savoir le regain de faveur, non justifié dramatiquement, du noir et blanc. Déjà, Martin Scorsese n'avait voulu, pour son *Raging Bull*, qu'une touche de couleur finale. Et Truffaut *(Vivement dimanche)*, Coppola *(Rusty James)*, Woody Allen *(Zelig)* ont banni celle-ci totalement.

De quoi s'agit-il, sinon de la création de fantasmes d'origine, c'est-à-dire, très exactement, de l'expression de cette nostalgie, de cette quête de l'objet perdu, qui traduisent spirituellement la crise ? On peut noter, du reste, que le thème dramatique de ces feuilletons modernes, à la Spielberg ou à la Lucas, est souvent la recherche d'un objet perdu, trésor, diamant, ou cité disparue. Peut-être cette régression technique est-elle due aussi à des motivations secondaires, tout aussi inconscientes : la défiance à l'égard du progrès, particulièrement dans le domaine de la science, qui fait aujourd'hui peser une menace mortelle sur l'humanité entière, défiance qui explique en grande partie ce qu'on a désigné par les termes de *« retour du sacré »* ; la défiance à l'égard de la technique elle-même, qui se révèle incapable de résoudre les problèmes de mutation qu'elle a créés ; un penchant de nature spécifiquement culturelle, qu'on pourrait appeler le *« complexe du musée »*, et qui consiste à associer les idées de beauté et de primitivité ; un besoin, enfin, ressenti par le cinéma, de s'autonomiser face à la télévision, dont la couleur est indissociable.


CAHIERS DU CINÉMA

« Zelig », de Woody Allen : mimer le passé.

L'essentiel, cependant, n'est pas là, mais dans le fait qu'il y a ici, entre crise de l'imaginaire et nostalgie des origines, à peu près le même ordre de rapports qu'il y a entre crise économique et nostalgie d'une pureté préexistant à la société marchande. La crise de l'imaginaire, au fond, n'est rien d'autre qu'une crise des sources. Mais cette dernière est sans issue. D'où sa fécondité (spirituelle et esthétique).

On pourrait donc dire que le cinéma est parvenu à une sorte de stade archéologique de son évolution. Or l'archéologie ne ressuscite pas le passé ; elle le reconstitue seulement. Elle peut à la rigueur le mimer : ce que fait Woody Allen dans *Zelig*, sorte d'exercice d'archéologie imaginaire. Le cinéma reproduit (mal) les formes anciennes, mais c'est encore là, soit dit en passant, le meilleur moyen qu'on ait trouvé d'en inventer de nouvelles : simulacre de naissance, de retour, de remontée du temps. *(E la Nave va*, de Fellini, n'est-il pas un film à lire *à l'envers*, un film sur le *regret* de ce qu'il ne peut plus être, de ce qu'il est seulement dans ses premières minutes ?) Les paradis primitifs sont toujours des paradis perdus. Nul cinéaste ne recréera cette harmonie miraculeuse entre l'enfance de l'art (et de la technique), la fraîcheur enfantine de l'inspiration et la spontanéité, elle aussi enfantine, de la demande d'un public non encore acculturé.

Dans *Rusty James*, la naïveté très concertée de la fable colle difficilement, malgré le noir et blanc, avec l'extrême sophistication de la forme, et le coloriage bleu et rouge des poissons ne fait que souligner le caractère artificiel de l'entreprise. Quant au propos hardi de Jacques Richard s'appliquant, avec *Rebelote*, à un décalque aussi fidèle que possible d'un film tourné soixante ou soixante-dix ans plus tôt, l'accueil bien peu flatteur qui lui a été réservé montre que ni le public ni la critique ne sont désormais réceptifs à ce genre d'expérience.

La télévision, la perte par le cinéma de sa virginité idéologique, ont créé un mouvement irréversible. Les deux Lang de la vieillesse, *le Tombeau hindou* et *le Tigre du Bengale*, s'efforcent, de toute évidence, de renouer avec l'esprit des *Araignées* (1919), mais n'exaltent plus guère que les cercles de cinéphiles, et pour des raisons qui ne sont pas toutes excellentes. En revanche, il est assez clair qu'il existe un accord profond et singulier entre le noir et le blanc du dernier de ces films et l'extravagante ingénuité de son intrigue.

La couleur, par rapport au noir et blanc, représente à la fois une déperdition de réalité et une déperdition de rêve : elle tend à égaliser, à niveler ces *valeurs* sans lesquelles il n'est pas de véritable perception du réel, et aussi à aplatir cet imaginaire qui puise sa force dans le contraste lumineux et la présence quasi permanente de l'ombre. La couleur, par définition, est superficielle : elle tire la morale (manichéisme des ténèbres et de la clarté) vers la picturalité. Le noir et blanc, c'est au contraire le relief, la profondeur, le mystère. La magie primordiale et élémentaire du théâtre d'ombres, de la réalité *absente*, opposée à la réalité colorée, surprésente, et, par là même, décevante.

Les fantasmes d'origine de l'archéologie remplissent finalement à peu près la même fonction éthique, axiologique que l'histoire : justifier le présent par le passé, découvrir dans celui-ci les valeurs fondatrices de celui-là. Mauvaise conscience de la modernité cinématographique : la technologie n'a-t-elle pas tué la fiction, première de ces valeurs fondatrices ? Il s'agit donc de se rassurer : la fiction est toujours légitime, toujours possible à l'heure de la simulation électronique, de la duplication mécanique et intantanée du réel.

Il y a la méthode Godard : représenter le *geste fondateur*, répéter, redoubler l'acte créateur au sein même de la création, en y peignant la figure du cinéaste, omniprésent et omnipotent. Réinscrire sur l'écran le décret démiurgique : « J'invente. » Mais inventer, cela ne veut-il pas dire aussi : redécouvrir le trésor caché, enfoui ? Et puis, il y a la méthode Spielberg, ou Coppola : équilibrer, compenser le raffinement, la complexité technologiques par la simplicité, la limpidité dramaturgiques.

Derrière l'une comme l'autre de ces méthodes, l'inquiétude. L'inquiétude de la crise.

CHRISTIAN ZIMMER.

Record du dollar : ...us de 8,80

...mbiguïtés ...olonaises